M. Christian Pierret : *il serait suicidaire de céder à la tentation d'une relance*

Les résultats de la politique économique sont incontestables, affirme M. Christian Pierret, rapporteur général de la commission des finances à l'Assemblée nationale, dans son rapport introductif au projet de loi de finances pour 1986. *« L'inflation recule de façon sensible et continue, l'équilibre extérieur est sur le point d'être atteint malgré la fragilité des échanges commerciaux, le besoin de financement des administrations publiques est contenu, la situation des entreprises est en net redressement. »* « Le rapporteur général n'en reconnaît pas moins que des difficultés demeurent, notamment le chômage, la faible progression du pouvoir d'achat des ménages et le fragile équilibre des comptes sociaux.

Hommage à M. Jacques Delors

A propos de l'inflation, il rend hommage à l'action de M. Jacques Delors *« qui a réussi à faire comprendre que combattre l'inflation c'était œuvrer en faveur de l'investissement et de l'emploi »*. Mais il insiste également, tout en s'excusant de se répéter, sur *« la nécessité de parfaire la libération des prix industriels (80 % d'entre eux sont déjà libérés) et d'amorcer, dans les meilleurs délais, celle des services en commençant par ceux rendus aux entreprises »*.

Jugeant également que *« la limitation des déficits publics est indispensable pour conforter la désinflation »*, M. Christian Pierret met en garde ceux qui *« estiment disposer d'ores et déjà, d'une certaine marge de manœuvre »*. Il affirme qu' *« il serait suicidaire de céder, aujourd'hui, à la tentation d'une relance, fût-elle de faible ampleur »*, allant jusqu'à réclamer la réduction progressive des besoins de financement publics.

A propos de la fiscalité, le rapporteur exprime sa déception à l'égard de l'impôt sur les grandes fortunes dont le rendement est faible et l'application malaisée. Il en propose la refonte pour aller dans le sens d'une amélioration du régime fiscal des successions.

C'est avec solennité qu'est abordé le chapitre de la protection sociale, où *« toute dérive incontrôlée des dépenses peut provoquer la ruine du système »*. M. Pierret note que les prestations ont joué un rôle positif dans la sauvegarde du pouvoir d'achat des catégories les plus défavorisées, la part des prestations dans le revenu disponible atteignant aujourd'hui 36,5 % (contre 32,4 % en 1981). Mais, sachant que *« le concours de l'Etat aux régimes de protection sociale atteindra 83,2 milliards de francs en 1986 »*, le rapporteur s'interroge sur la part qu'il convient de prélever sur les ressources de la nation.

Il préconise des solutions nouvelles pour une solidarité accrue, posant la question *« de la diversification du financement de la protection sociale »*. N'est-il pas préférable, se demande-t-il à propos du régime vieillesse, *« alors que la retraite par répartition montre ses limites, d'envisager la mise en place d'un système volontaire de capitalisation qui viendrait conforter le système de répartition et qui contribuerait, grâce à des mécanismes financiers appropriés, à la modernisation de l'économie ? »*

Après avoir souligné la nécessité du traitement social du chômage, M. Pierret indique que le recul du chômage sera une œuvre de longue haleine. Cependant, s'interroge-t-il, *« l'élément central ne serait-il pas l'inflation ? »*

« Il serait vain de mieux maîtriser les salaires et les charges des entreprises si, d'une part, les ressources d'épargne demeuraient trop orientées vers le financement des déficits de fonctionnement et si, d'autre part, les ressources latentes d'épargne ne réintégraient pas les circuits économiques conduisant aux investissements productifs. »

En conclusion, M. Pierret affirme que *« le gouvernement a libéré, assoupli, simplifié »*, qu'il a *« accompli dans les faits la seule* déréglementation *véritable sans céder, comme le font certains, à la tentation d'introduire le laxisme en place de la liberté, et la régression sociale sous le masque de la « flexibilité »*.

Inflation : l'événement de septembre

(Suite de la première page.)

M. Michel Debré était alors ministre des finances. La France vivait dans la rigueur du plan de stabilisation imposé en septembre 1963 par le général de Gaulle pour freiner l'inflation née de l'afflux d'un million de rapatriés d'Algérie.

Pendant trois ans – 1965-1966, 1967, – les prix n'augmentèrent que de 2,5 % l'an, moins vite qu'en RFA. Les événements de mai 1968 mirent fin à la rigueur gaullienne, et M. Debré perdit son ministère, en même temps qu'il acquerait l'injuste réputation d'avoir serré avec excès la vis aux Français. Ce départ marqua une date importante de notre histoire économique de l'après-guerre : jamais plus la France ne connut de stabilité des prix. Et, année après année, dans la crainte qu'avaient les chefs d'Etat et de gouvernement de déclencher de nouvelles grèves générales, l'inflation gagna du terrain, en partie annulée dans ses effets mauvais par de remarquables progrès de productivité et des dévaluations répétées de notre monnaie.

Il faudra attendre la gestion Barre pour retrouver une rigueur depuis longtemps oubliée, mais que le pays – ou les seuls syndicats ? – toléra mal, la croyant inutile.

Après les graves erreurs commises en 1981, la gauche au pouvoir a renoué avec une indispensable rigueur, bloquant prix et salaires durant l'été 1982. Une décision courageuse de M. Mauroy, qui n'aurait pas eu beaucoup de conséquences si elle n'avait été accompagnée d'une politique économique cohérente et d'une chance évidente.

La politique cohérente, ce fut le plan de rigueur et la baisse du pouvoir d'achat, qui prit notamment la forme d'une stricte réglementation des hausses salariales dans le secteur public, comme dans le secteur privé. Le pays – et cette fois les syndicats – accepta la nouvelle donne, alors qu'en mars 1961 M. Michel Debré, déjà précurseur malheureux, avait été voué aux gémonies pour avoir recommandé au patronat de ne pas accorder de hausses de salaires supérieures aux gains de productivité.

Dans sa volonté de rigueur, la gauche a trouvé une classe ouvrière résignée aux sacrifices. L'expérience de relance ayant échoué, chacun a craint pour son emploi et a préféré se taire, plutôt que de manifester. Ainsi est entrée dans les faits la politique Delors de pré-fixation des salaires en fonction des normes de prix imposées par la puissance publique. Une politique qui a eu le mérite de casser l'indexation des salaires, mécanisme essentiel de l'inflation française. C'est ainsi que, pour 1986, le gouvernement a pu, en toute tranquillité, afficher un objectif de hausse des salaires de 2,9 % seulement, alors que nous étions habitués, il y a quelques années, à des augmentations dépassant les 10 %.

La chance de la gauche dans sa politique de lutte contre l'inflation a été de pouvoir conduire son action d'assainissement et de rigueur dans un contexte international profondément déflationniste. Partout dans le monde, les hausses de prix se ralentissent ; les prix des matières premières baissent ; les coûts des produits pétroliers se réduisent.

Partout, dans les pays industrialisés, les gouvernements mènent des politiques de rigueur monétaires et budgétaires. Et, depuis quelques semaines, le dollar a commencé de baisser, revenant des niveaux très élevés où il se situait en janvier-février (aux environs de 10 F) à 8 F actuellement.

Tout se passe comme si les pays industrialisés, conscients des perturbations profondes causées par les folles hausses des prix des années 70, s'étaient mis d'accord – sur ce point – pour renoncer à l'inflation, à ses délices et à ses œuvres.

La France, tardivement, mais avec une réelle efficacité, a fait sien ce choix. Il lui reste maintenant à prouver que celui-ci a modifié comportements et attitudes en rendant aux prix leur liberté, comme tous les autres pays occidentaux l'ont fait depuis longtemps.

ALAIN VERNHOLES

● **Grande-Bretagne : baisse des prix en septembre.** – Les prix à la consommation ont baissé de 0,1 % en septembre en Grande-Bretagne, ce qui correspond à une hausse annuelle de 5,9 %, contre 6,2 % en août, 6,9 % en juillet et 7 % en juin. En août dernier, le coût de la vie avait progressé de 0,3 %.

LA SÉCHERESSE DIMINUE LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ HYDRAULIQUE

La sécheresse, outre ses effets sur les productions végétales et sur le bétail, touche aussi EDF. Elle réduit la production d'électricité hydraulique et affecte même les centrales nucléaires de la vallée du Rhône. La production hydraulique, qui a assuré 21,7 % de l'électricité produite en 1984, est actuellement inférieure de moitié à la normale et le coefficient de remplissage des barrages était au début octobre de 75 %, au lieu de 85 % normalement. Des lâchages d'eau ont, en outre, dû être pratiqués sur les barrages alpins pour éviter une mise au ralenti de la centrale nucléaire de Tricastin (Drôme), dont le système de refroidissement dépend des eaux du Rhône.

Les usagers ne manqueront pas pour autant de courant, EDF faisant appel à ses centrales au charbon, mais les coûts de production augmenteront.

● **Le Parlement européen demande une aide d'urgence.** – Le Parlement européen a demandé à l'unanimité au conseil des ministres des Dix d'accorder une aide d'urgence aux régions touchées par la sécheresse *« afin d'éviter la faillite des agriculteurs »*. De nombreux députés avaient attiré l'attention du Parlement sur les conséquences désastreuses de la sécheresse sur les récoltes en France, en Italie et dans le nord de la Grèce, ainsi que sur les incendies de forêts au Portugal. Rappelons que la Commission des Communautés européennes a rejeté dans un premier temps la requête française de mise à disposition de 200 000 tonnes de céréales fourragères à prix réduit.

LA DRACHME EST DÉVALUÉE DE 15 %

Athènes *(AFP)*. – Le gouvernement grec a décidé de dévaluer la drachme de 15 % par rapport au dollar, a annoncé, vendredi soir 11 octobre, le ministre grec de l'économie, M. Costas Simitis. Après cette dévaluation, la deuxième depuis que les socialistes sont arrivés au pouvoir en 1981 (15,5 % en janvier 1983), le dollar vaut 155,95 drachmes au lieu de 132,56. *« Cette dévaluation est également valable pour les autres monnaies »*, précise le communiqué officiel. Le premier ministre, M. Andreas Papandréou, a déclaré à la télévision qu'elle avait pour but d'améliorer la compétitivité des produits grecs sur les marchés étrangers.

Le gouvernement grec a par ailleurs pris une série de mesures pour « stabiliser » l'économie. Les importations seront limitées, notamment par l'imposition pour chaque produit importé d'un dépôt bancaire de 40 % à 80 % de sa valeur pendant une durée de six mois. Afin de faire baisser en 1986 de quatre points le déficit du secteur public, il a été décidé de limiter les nouveaux emplois dans la fonction publique et de contrôler les dépenses des ministères. Enfin, l'échelle mobile des salaires sera dorénavant calculée à partir de l'inflation prévue, et non plus de l'inflation réelle.

LES ÉTATS-UNIS LANCENT L'IDÉE D'UNE « SUPERBANQUE » INTERNATIONALE PRIVÉE

Les Etats-Unis étudient la possibilité de créer une « superbanque » internationale privée qui faciliterait les emprunts des pays en voie de développement et leurs négociations avec les pays occidentaux, a indiqué le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, dans une interview publiée dans le *Washington Post* du 11 octobre.

Cette « superbanque » dont l'initiative revient à M. Paul Volcker, le président de la Réserve fédérale américaine – qui pourrait succéder à M. Clausen à la tête de la Banque mondiale en juin 1986, – éliminerait l'actuel système de prêts privés contrôlés par des syndicats bancaires internationaux. Elle serait liée au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. Prudemment, M. Baker a cependant précisé : *« Vous avez besoin de tellement de banques pour dire oui avant que quelqu'un dans le syndicat donne son feu vert... »*

Le secrétaire au Trésor revenait tout juste de Séoul, où il avait appelé les banques commerciales à augmenter leurs prêts aux pays du tiers-monde d'environ 20 milliards de dollars au cours des trois prochaines années.

● **Signature d'une convention franco-chinoise sur la protection des marques.** – La France et la Chine ont signé un accord sur la protection des marques à l'issue d'un colloque de quatre jours sur les brevets et la propriété industrielle. Cet accord avait été rendu nécessaire par la multiplication des contrefaçons, réalisées en Chine, de chemises, de foulards de grands couturiers et même de bicyclettes, d'alcools et de vins.

Le protectionnisme renaissant

Les nouvelles entraves au libre-échange, décidées ou actuellement en cours de discussion dans certains pays, sont autant de brèches aux principes défendus par les gouvernements.

● **Textile.** – La Chambre des représentants américains, a voté le 10 octobre un texte qui réduirait d'environ 40 % les importations textiles de onze pays d'Asie et du Brésil. Le projet, s'il est également adopté par le Sénat, pourrait être arrêté par le veto du président Reagan.

● **Machines à écrire électroniques.** – La Commission européenne impose, à partir du 10 octobre et pour un minimum de quatre mois, une taxe anti-dumping de 28 % du prix d'importation sur les machines fabriquées par la firme Nakajima. Cette société était la seule à n'avoir pas été frappée par la décision prise en juin dernier par la Communauté d'imposer une taxe de 17 à 35 % du prix d'importation sur les machines électroniques japonaises, Brother, Canon, Silver Seiko et Tokyo Electric Co.

● **Fromages.** – Le camembert au lait cru, le pont-l'évêque et tous les fromages à pâte molle non pasteurisés vont prochainement être interdits de vente en Allemagne fédérale, à la suite d'un vote du Bundesrat – la chambre des Länder ouest-allemands. Cette mesure, prise au nom de la protection de la santé des consommateurs, va particulièrement toucher les producteurs français dont les fromages au lait cru sont l'originalité. La Fédération des importateurs de produits laitiers a demandé à la Commission européenne de Bruxelles d'entamer une procédure contre la RFA pour violation des traités communautaires et va lancer une campagne de pétition auprès des consommateurs.

● **Beurre.** – La Commission européenne a décidé d'accorder une subvention importante de 224 ECU (1 500 F) par quintal de « beurre de cuisine » – beurre concentré –, afin de réduire les stocks de la Communauté. Cette mesure a été préférée à la traditionnelle vente de « beurre de Noël » – vente à prix réduit sur les marchés européens –, en raison du coût trop élevé de l'opération.

RESTRUCTURATION EN RFA

Mercedes souhaite prendre le contrôle d'AEG

Mercedes souhaite prendre le contrôle d'AEG, le numéro trois de la construction électrique ouest-allemande après Siemens et Bosch. La firme automobile a demandé à l'office des cartels, l'organisme fédéral chargé de veiller à la concurrence et d'apprécier les fusions, l'autorisation d'acquérir 25,1 % du capital d'AEG, c'est-à-dire la minorité de blocage. On estime dans les milieux ouest-allemands que l'office ne devrait pas s'opposer à l'opération.

Diversification. Daimler Benz qui aura cent ans cette année est un groupe riche. Ses bénéfices ont atteint 1,1 milliard de DM l'an passé pour un chiffre d'affaires de 43,5 milliards de DM (130 milliards de francs). Ils devraient encore croître cette année puisque ses ventes ont progressé de 26 % depuis le début de l'année. Riche de deutschemarks et d'ambitions, Mercedes a racheté au début 1985 pour quelque 700 millions de DM la totalité des actions de la société MTU (Motoren und Turbinen Union), qui construit les moteurs d'avions et dont elle possédait déjà 50 %. Quelques semaines plus tard, Daimler Benz a acquis pour environ 400 millions de DM, 65 % du capital de Dornier, le numéro deux de l'aéronautique ouest-allemande.

Aujourd'hui, son choix se porte sur une entreprise convalescente. AEG fut « un grand » de la légendaire industrie électro-mécanique allemande rebâtie de toutes pièces après guerre. Mais le « miracle allemand » devait tourner en débâcle pour avoir voulu trop en faire : des machines à laver à la télévision (Telefunken est acquis en 1966), à l'informatique, aux satellites, au nucléaire, etc. En 1982, il faut élaguer en catastrophe, sous la pression des banques affolées par les pertes du groupe qui s'accumulent depuis 1979 et ses dettes de 5 milliards de DM. Le géant de la mécanique s'écroule outre-Rhin, comme de ce côté-ci, Creusot-Loire. La mise en règlement judiciaire était inévitable.

M. Duerr, le PDG d'AEG, engage alors une restructuration drastique. Un concordat est signé avec les créanciers et les banques conduites par la Dredsner Bank. Telefunken est revendu au français Thomson. La filiale de télécommunications ANT est cédée à Bosch. Zanker Neff, Kuppersbusch, Alno et autres sources de déficits sont liquidées ou vendues. Olympia (machines à écrire) ferme deux usines sur quatre. Au total, les emplois sont ramenés de cent quarante mille en 1982 à soixante-dix mille aujourd'hui et le chiffre d'affaires de 15 milliards de DM à 11 milliards en 1984. Les choses vont vite et dès 1983 le groupe retrouve de légers bénéfices, il rembourse ses dettes par anticipation. AEG est amputé mais guéri. L'entreprise peut de nouveau intéresser, même si le PDG n'envisage pas de distribuer des dividendes avant... 1988.

Reste à savoir ce que cherche Mercedes dans l'industrie électrique. Le ferroviaire ? Les câbles ? L'ingénierie électrique ? La réponse n'est pas évidente dans cette opération qui apparaît, comme du reste toutes les diversifications de Daimler Benz, très nationale, germano-allemande. Le *« complexe industrialo-financier »* outre-Rhin entend rester maître chez lui.

E. L. B.

Rhône-Poulenc met ses certificats aux enchères

La société nationalisée Rhône-Poulenc va mettre 10 % de son capital à la disposition du public en émettant 3 300 000 certificats d'investissement privilégiés, sans droit de vote, au prix d'offre minimal de 310 francs, rémunérés par un dividende prioritaire (5 % du nominal de 100 francs) et par un dividende complémentaire, pris sur les bénéfices et fixé chaque année par l'assemblée générale (l'Etat, à l'heure actuelle). Ce prix d'offre représente 5,6 fois le bénéfice net consolidé par action de 1984, capitalisation un peu inférieure à la chimie allemande (6,5 fois) et très inférieure à la chimie britannique (10 pour ICI) et à l'américaine (11,5 pour Monsanto).

Originalité de l'opération, elle s'effectue par « mise en vente ». Les six établissements du syndicat français constitué pour l'émission (Société générale, BNP, Indosuez, Lazard, Dillon Read et Crédit suisse First Boston) sont seulement chargés de la garantir, mais, comme tout autre banque ou agent de change, ont pour mission de recueillir les ordres d'achat et n'ont aucune fonction exclusive de placement, la commission pour ledit déplacement étant de 0,50 %. Pas de quota spécial pour quiconque, même pour l'étranger (on avait parié de 25 % réservés à Dillon Read, firme contrôlée à 50 % par M. Pierre Moussa, ancien PDG de Paribas). Chez Rhône-Poulenc, fort d'un précédent (titres participatifs d'Indosuez), on veut « déréglementer les usages » et « récupérer la rente d'introduction » (différence entre le cours du départ et les cours plusieurs mois après), au lieu de l'abandonner aux banques et aux SICAV. *« L'étranger ? Il aura ce qu'il voudra. »* Rhône-Poulenc veut donc s'en tenir à la loi de l'offre et de la demande : le marché jugera.

F. R.

RENDEZ-VOUS

Dimanche 13 octobre. — *Pologne* : élections législatives.
Belgique : élections législatives.
Chine : visite de M. George Bush (jusqu'au 18).

Lundi 14 octobre. — *Paris* : visite du premier ministre de Malte.
Abidjan : conférence de presse de M. Houphouët-Boigny.
Grande-Bretagne : visite de M. Gandhi.
Brésil : visite de M. Mitterrand (jusqu'au 18).

Mardi 15 octobre. — *Liberia* : élections présidentielles.
Bruxelles : réunion ministérielle extraordinaire de l'OTAN.
Budapest : forum européen de la culture.
Santiago-du-Chili : journée de protestation.

Mercredi 16 octobre. — *Bonn* : visite du président du Pakistan (jusqu'au 19).

Jeudi 17 octobre. — *Colombie* : visite de M. Mitterrand (jusqu'au 20).
Sardaigne : visite du pape (jusqu'au 20).

SPORTS

Dimanche 13 octobre. — *Athlétisme* : 20 km de Paris; *Triathlon* : championnat du monde de Nice.

Vendredi 18 octobre. — *Ski* : Salon neige et montagne à la porte de Versailles (jusqu'au 27) ; *Football* : seizième journée du championnat de France de première division.

Samedi 19 octobre. — *Automobilisme* : Grand Prix de formule 1 d'Afrique du Sud; *Rugby* : premier test-match France-Japon à Dax.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 523-06-81
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

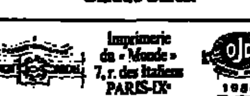
Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.


Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,10 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 110 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

IL Y A SOIXANTE ANS, LA CONFÉRENCE DE LOCARNO

L'Allemagne cesse de faire peur...

Il y a soixante ans, la conférence de Locarno s'ouvrait, sept années après la fin d'une longue tuerie nationaliste qui ne laissait derrière elle que des esprits empoisonnés par la haine.

L'Allemagne se sentait injustement humiliée, rançonnée par les réparations exorbitantes, victime d'amputations qui, surtout à l'Est, lui paraissaient inacceptables. Elle n'avait signé à Versailles que contrainte et forcée. Ses hommes politiques les plus modérés savaient qu'ils risquaient gros lorsqu'ils s'engagèrent dans la voie d'une relative soumission — mais avec l'arrière-pensée de pouvoir briser, graduellement, les chaînes du « diktat ».

Quant à la France, victorieuse mais à quel prix ! elle éprouvait un besoin éperdu de sécurité, tandis que ses grands alliés, retournés à leurs affaires, mission accomplie, n'étaient pas loin de la considérer comme la nation la plus militariste et abusivement dominatrice du continent.

Le sommet des affrontements se situa en 1923 lorsque les troupes françaises et belges, désapprouvées par Londres et Washington, traversèrent le Rhin pour occuper la Ruhr. Officiellement, il ne s'agissait que de se payer en nature, le Reich se montrant plus que rétif devant l'obligation de se soumettre aux clauses financières du traité. Cette réalité en cachait une autre : en attisant le séparatisme dans ces régions, ne pourrait-on pas concrétiser un objectif qui avait échoué en 1918 : la création d'une République rhénane et, du coup, l'affermissement d'une sécurité éternelle ? Encore que le Cartel des gauches eût annulé l'opération en 1924, l'Allemagne pouvait nourrir des craintes pour l'avenir.

C'est là, entre autres raisons, que se situe l'origine de l'initiative prise par son ministre des affaires étrangères, Stresemann, lorsqu'il proposa une garantie internationale de sa frontière à l'ouest : la France aurait une assurance supplémentaire de sécurité, mais de son côté elle aurait à renoncer à d'autres mesures de force. A Paris, Briand était un homme de conciliation. Surtout, il avait compris cette évidence : à trop se séparer de la Grande-Bretagne, on n'encourrait que des déboires.

« Finassieren »

La conférence se réunit donc à Locarno, entre le 5 et le 16 octobre 1925. Y participaient Briand, Stresemann, A. Chamberlain, Mussolini et le socialiste belge Vandervelde — lequel faillit causer l'incident lorsqu'il refusa de serrer la main du Duce, responsable de l'assassinat de Matteotti.

La France aurait voulu étendre les obligations à l'est de l'Europe ; de toute évidence, c'était demander l'impossible, et pas seulement au Reich. Tout ce qu'elle obtint, ce fut la latitude de pouvoir secourir ses alliés tchèques et polonais s'ils étaient attaqués, et cela en vertu du pacte de la Société des nations. Onze ans plus tard, Hitler allait en prendre prétexte pour se dégager de ses obligations : selon lui, la France aurait « violé Locarno » en signant un pacte d'amitié avec Moscou qui ajoutait une exception nouvelle aux précédentes. Il n'y eut donc point de « Locarno oriental ». L'essentiel des accords aboutissait à une garantie mutuelle et générale des limites allemandes à l'ouest, l'Allemagne put entrer à la SDN, saluée par le discours le plus célèbre d'A. Briand : *« Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons. Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix. »*

Tel fut pendant quelques années l'« esprit de Locarno ». Pourtant, ni l'un ni l'autre des deux principaux acteurs n'avait la tâche facile. Toujours davantage, Briand se fit accuser par la presse de droite d'avoir été la dupe d'un interlocuteur roublard qui ne visait que le démantèlement progressif du traité de Versailles avec, à terme, une guerre de revanche. Ce n'était qu'en partie faux.

Il est vrai — et après tout normal — que Stresemann se donnait pour mission d'utiliser Locarno, puisque maintenant on était tous amis, comme un moyen de briser graduellement les « chaînes » de Versailles : la fin de l'occupation rhénane et des contrôles militaires, le retour de la Sarre, l'abolition de la charge des réparations, une rectification de la frontière polonaise... Mais pouvait-il le dire ? Sa droite nationaliste fulminait : n'avait-il pas fait une croix sur l'Alsace-Lorraine, sur Eupen-Malmédy ? Il essaya de l'apaiser en écrivant au Kronprinz, idole de ces milieux, qu'en effet son objectif était d'amener *« nos étrangleurs »* à lâcher prise, que tout ce qui était allemand devait tôt ou tard redevenir allemand, mais que dans cette intention il n'avait d'autre ressource que de *« finassieren »*.

Quand elle fut connue, cette lettre fit en France un effet épouvantable : c'était bien la preuve que Briand n'était qu'un naïf — encore que, et c'est exact, le mot incriminé ne revête pas, en allemand, le sens péjoratif qui est le sien en français. En vérité Stresemann, cet ancien pangermaniste devenu plus raisonnable, était comme Briand un adepte sincère de la réconciliation franco-allemande et de la paix, mais dans l'indépendance, la grandeur et la dignité retrouvées.

Un énorme malentendu

Locarno est donc un énorme malentendu. Les Français croient que le Reich s'incline enfin devant Versailles, alors que les Allemands pensent tout le contraire. Quant aux deux ministres, ils poursuivent une sorte de complicité ; dès 1926, ils se réunissent à Thoiry pour envisager des progrès que la stabilisation du franc va arrêter. Les contrôles militaires sont supprimés en 1927 et l'année suivante, le monde entier psalmodie une sorte de méthode Coué : le pacte Briand-Kellog contre la guerre *(« une date nouvelle dans l'histoire de l'humanité »... sic)*.

En 1929, les compères font un troc : l'Allemagne accepte le plan Young sur les réparations, d'ailleurs plus favorable pour elle, et en échange les troupes alliées évacueront la Rhénanie en juin 1930. Peu avant sa mort, Stresemann applaudit le plan de fédération européenne proposé par Briand. Ne nous illusionnons pas : le Reich devait n'y voir qu'un subterfuge masquant la consolidation de ses frontières orientales...

Cette période de relative euphorie se termine en 1930. La crise économique frappe l'Allemagne de plein fouet, avec pour conséquence un raz de marée nazi et communiste aux élections de septembre (les deux extrémismes sont et restent objectivement alliés jusqu'en 1933 et même 1934). Pour leur couper l'herbe sous le pied, le chancelier Brüning appelle Londres et Paris à l'aide : d'importantes concessions lui paraissent indispensables. Il les obtient sur un plan (les réparations sont abolies en 1932), mais s'enlise au seuil d'un autre problème : la Conférence du désarmement s'annonce.

Juridiquement, le Reich se trouve pour une fois dans la plus confortable des positions : le traité de Versailles, qui l'a désarmé, n'avait-il pas spécifié que ce serait le prélude d'une démilitarisation générale ? Aux autres de jouer, par conséquent... Passons sur les innombrables plans et péripéties, qui voient la France s'accrocher au binôme désarmement-sécurité, cherchant à obtenir des garanties supplémentaires sur le second point. Elle se retrouve seule.

Assez lucide, Mussolini prône tantôt la guerre préventive, tantôt une révision générale de Versailles, faute de quoi *« Sa Majesté le canon »* finira pas s'en charger. La Grande-Bretagne penche pour le point de vue du Reich. Très inquiète pour l'avenir de Locarno, la diplomatie belge fait la navette entre Paris et Londres. N'est-il pas déjà inespéré d'avoir obtenu en 1925 la garantie anglaise ? En demander davantage, n'est-ce pas risquer de tout perdre ?

La conférence finit par se séparer, après avoir signé un de ces textes ambigus qui permettent aux diplomates de se quitter en affichant des mines satisfaites sans avoir avancé d'un pouce : l'égalité des droits serait accordée à l'Allemagne dans le cadre d'un système général de sécurité. Hitler arrive au pouvoir peu après. Aussitôt, il clame que l'égalité des droits lui a été accordée, qu'on a assez bavardé à Genève et qu'en attendant des actes plus concrets il quitte la conférence et la Société des nations. Une fois de plus, la balle est dans le camp des ex-Alliés, plus divisés que jamais. Les tractations se poursuivent par d'autres canaux.

Fin 1933, avec une habileté diabolique, le Führer va jusqu'à faire des propositions séduisantes : des armements équilibrés (c'est-à-dire un réarmement partiel du Reich), le retour de la Sarre sans plébiscite (il se fera de toute façon l'année suivante, et avec plébiscite) ; en outre — chose unique dans les annales de l'histoire — *un contrôle mutuel !* Eût-il tenu parole ? C'est plus que douteux, mais n'eût-on *pas été* sage de négocier sur des bases que lui-même avait suggérées ? En tout cas, il atteint le résultat qu'il a sans doute visé : une zizanie accrue entre ses interlocuteurs.

Annulé par « Monsieur Hitler »

Même à Bruxelles, le prestigieux ancien premier ministre de Broqueville fait en mars 1934 un discours, approuvé par le roi Albert. Il faut voir la réalité en face, déclare-t-il. Versailles n'est plus, on a le choix entre le rétablir en faisant une guerre préventive (dont personne ne veut) ou s'entendre sur une révision équilibrée, faute de quoi il ne restera plus qu'à s'engager dans un réarmement illimité, avec au bout du compte une nouvelle guerre. Ces propos font scandale — mais un scandale, qu'est-ce d'autre que la révélation soudaine d'une vérité choquante ? De toute façon il est trop tard. Arrivé aux affaires après le 6 février, le gouvernement Doumergue, où le poids nationaliste était plus accentué, annonce la fin des négociations en précisant que désormais la France pourvoira à sa sécurité par ses propres moyens.

L'année suivante, Hitler réintroduit le service militaire, et la Grande-Bretagne — procédure juridiquement inouïe — passe par-dessus la tête de tous les autres signataires de 1919 pour conclure avec lui un traité de réarmement naval. Londres inaugure une politique qui ne bifurquera qu'en mars 1939 : l'*« apaisement »*. Le Führer peut donc prendre, le 7 mars 1936, un nouveau risque calculé : il annule Locarno et réoccupe la rive gauche du Rhin, prélude à la construction de la ligne Siegfried et au verrouillage de sa frontière ouest.

Personne ne réagit autrement que par des protestations verbales. Le seul déplacement (parfaitement légal) des garnisons de Metz et Thionville eût réglé le problème, sans un coup de fusil. Laxisme généralisé, mauvais souvenirs de la Ruhr, proximité des élections de mai 1936 ? Après tout, comme le dit le *Canard enchaîné*, *« l'Allemagne ne fait que réoccuper l'Allemagne »*... *« Monsieur Hitler »* va pouvoir, en attendant mieux, s'intéresser à l'Autriche, à la Tchécoslovaquie et à la Pologne. Nul ne parle de paix avec une éloquence aussi persuasive. Cet ancien combattant n'est-il pas plus crédible que n'importe qui ?

Somme toute, ce « dictateur » n'est ni plus antipathique que ses nombreux homologues européens ni même plus antisémite que la plupart des gens... On croit ce qu'on veut croire. Des foules immenses se mobilisent contre Franco, puis acclament Daladier à son retour de Munich, pour enfin entrer en guerre contre l'Allemagne avec une infinie résignation.

Locarno avait eu néanmoins un prolongement du côté de son cinquième signataire. Désormais placée aux premières loges en cas de conflit, ayant perdu toute confiance en ses anciens alliés, déçue par la faillite de la Société des nations, la Belgique considère que les obligations de garantie active qu'elle a acceptées en 1925 sont devenues tout à fait déséquilibrées. Elle va devoir faire un effort considérable de réarmement, obtenir de ses Chambres des crédits qui seront certainement refusés pour autre chose qu'une stricte défensive. Dans une démocratie, le Parlement est souverain. Il inspira donc une « politique d'indépendance » appuyée sur une garantie que successivement les Français, les Britanniques et les Allemands lui assurent, les premiers pour y faire droit en 1940, les autres pour la violer...

Quant au quatrième signataire, l'Italie, les sanctions de la SDN l'ont amenée à rejoindre le camp allemand.

JACQUES WILLEQUET,
Professeur honoraire à l'université de Bruxelles.

PANCHO
Aristide Briand et Gustav Stresemann.

IL Y A CENT ANS NAISSAIT FRANÇOIS DE LA ROCQUE

Le colonel-épouvantail

Il y a cent ans, le 6 octobre 1885, naquit à Lorient l'un des personnages les plus controversés de la France contemporaine : François de La Rocque, lieutenant-colonel en retraite, président des Croix de Feu et du Parti social français. Sa carrière publique commence en 1931, lorsqu'il prend en main le mouvement d'anciens combattants. Elle s'achève le 28 avril 1946, sur un lit de clinique, au bout de trois ans d'incarcération : de mars 1943 au 7 mai 1945, par les mains allemandes ; du 8 mai 1945 au 31 décembre, par les soins des Français. Les trois derniers mois se passent entre la résidence forcée et les opérations réclamées par ses vieilles blessures de guerre.

Aucune inculpation contre lui, aucune poursuite à aucun niveau, mais la pure raison d'Etat manipulée par des fonctionnaires, sans qu'apparaisse aujourd'hui aucune directive politique écrite ; le seul fait du ministre de l'intérieur, Adrien Tixier, et de son entourage, contre l'avis formel des gardes des sceaux successifs, François de Menthon et P.-H. Teitgen. Quinze ans passeront avant que, à la fin d'avril 1961, le général de Gaulle envoie Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants, remettre à Mme de La Rocque la carte de déporté politique à titre posthume, en présentant les excuses du gouvernement *« afin de réparer une grave injustice dont il mesure la profondeur »*.

Cet internement sans mandat suivi d'une résidence forcée se sont fondés, selon les notes du cabinet du ministre de l'intérieur, sur la crainte que La Rocque ne trouble l'ordre et ne développe des « activités subversives » dans la France de la Libération. Le climat du temps explique bien des calculs analogues. Mais on voit rarement une stratégie politique se fonder à ce point sur de purs souvenirs, sur des polémiques déjà anciennes transformées en certitudes historiques, sans la moindre preuve.

La culpabilité de La Rocque consisterait, dirait-on, dans l'image qu'évoque son nom devenu un mythe. Aucun autre, même Pétain ou de Gaulle, n'a vu converger sur lui autant de haines venant des camps les plus opposés.

« Destructeur de la République au 6 février 1934 ? » La gauche le qualifie comme tel, la droite ne lui pardonne pas justement d'avoir refusé ce rôle.

« Animateur de la Cagoule ? » La gauche est, en toute bonne foi, certaine qu'il l'a été. La droite enrage encore de son refus de se joindre aux diverses tentatives de subversion, militaires ou non.

« Inspirateur de Pétain ? » La Rocque appartenait à « la maison Lyautey » et à « la maison Foch ». Donc, il était avant la guerre opposé à Pétain, avec qui il se brouille en 1937. A Vichy, il ne le voit pas avant l'hiver 1943. Il récuse l'emploi du slogan « Travail, Famille, Patrie », celui de son mouvement qui, dit-il, ne convient pas à un Etat. Il refuse de transmettre ses cadres à la Légion des combattants. Il est enfin arrêté par la Gestapo deux jours après avoir eu une audience de Pétain.

« Il n'était pas avec de Gaulle ? » C'est vrai *mais*, dès le 16 juin 1940, il proclamait « Résistance », dans son journal. Puis créait un réseau de renseignements branché directement sur le commandement anglais. Cela ne lui fut jamais pardonné.

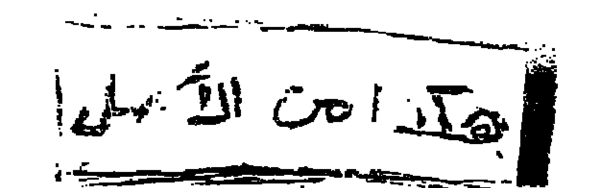
Pour la réconciliation

C'est en vain que certains de ses adversaires politiques les plus notoires (Pierre Cot, Daniel Mayer, Léo Hamon, Maurice Schumann) ont rendu hommage à sa résistance antiallemande ou à son républicanisme. En vain aussi que, avec René Rémond, les historiens de cette époque ont pris en compte les rectifications des multiples erreurs de fait commises à son encontre. Les haines subsistent, et même, chez ceux qui ne furent pas de ses adversaires, la peur de paraître indulgent à un nom aussi proscrit.

Deux millions de Français pourtant s'identifiaient à La Rocque à la veille de la guerre, qui, en rien, ne méritaient d'être qualifiés de « fascistes ». Ils seront ensuite les électeurs du MRP et du RPF. Avec le temps et sur la longue durée, les différentes recherches strictement historiques qui s'amorcent autour de La Rocque montreront sans doute qu'il fut un maillon dans l'évolution politique, assez pragmatique, des « modérés » français, d'Albert de Mun à Charles de Gaulle. Non pas un propagateur de la guerre civile franco-française, mais un défenseur constant de la notion — sans doute utopique — de la « réconciliation » des Français.

Peut-être en a-t-il été victime en un temps où les rapports de forces exigeaient un choix et fixaient des camps. Reste que, à présent, la restitution des faits dans leur réalité peut démanteler le mythe si fréquemment répété avec légèreté, et ainsi replacer l'homme dans son temps, relativiser les craintes qu'il inspirait, et discerner les ambitions comme les limites de la singularité qu'il revendiquait dans le personnel politique de l'époque. Il n'est pas un trait du La Rocque imaginé comme épouvantail qui ne soit, dans les faits et pas seulement dans les interprétations, démenti par une recherche approfondie. Toutes les bases de la discussion restent à rétablir, hors de la passion.

JACQUES NOBECOURT.



Étranger

L'INTERCEPTION DU COMMANDO PALESTINIEN ET SES PROLONGEMENTS

Approbation parfois nuancée dans les capitales occidentales

Le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, dans un communiqué diffusé à Dakar où il se trouve en visite, *« condamne l'acte de piraterie aérienne américain contre un avion privé égyptien, (...) exige la libération immédiate de l'avion et de ses passagers »* et *« dénonce l'engagement du président Reagan dans ce genre d'opération terroriste »*.

A Francfort, le représentant de l'OLP, M. Abdallah Frangi, a déclaré craindre qu'un *« avion américain ou italien ne soit détourné ou qu'un autre Américain ne soit tué pour obtenir la libération des Palestiniens des prisons italiennes »*. A Beyrouth, un inconnu assurant parler au nom du FLP – dont une des tendances a revendiqué le détournement de l'*Achille-Lauro* – a menacé : *« S'il est fait le moindre mal à n'importe lequel de nos camarades, l'administration américaine le paiera cher. »*

L'agence Tass a affirmé vendredi que les crimes de terroristes *« doivent être punis »*, mais a critiqué l'attitude du président Reagan en soulignant que Washington a toujours refusé d'extrader deux pirates de l'air lituaniens vivant aux Etats-Unis.

*« La colère et l'indignation des Américains à l'égard du crime des pirates de l'*Achille-Lauro *sont compréhensibles et justes »*, estime cependant Tass, sans mentionner que la seule victime du détournement a été un Américain.

« Les crimes de terroristes, ajoute l'agence, *quel que soit le lieu où ils sont commis, doivent être punis le plus sévèrement possible, et il est indispensable de respecter rigoureusement la même sévérité envers toutes les personnes qui commettent de telles actions. »*

Les premières réactions officielles occidentales sont le plus souvent positives. A Bonn, le gouvernement ouest-allemand a *« salué le fait »* que les quatre pirates seront poursuivis par la justice italienne, a déclaré le porte-parole officiel.

Le président de la RFA, M. Richard von Weizsäcker, en visite en Israël, a approuvé l'opération américaine qui, a-t-il dit, *« constitue un signe positif de la collaboration internationale dans la lutte contre le terrorisme et reflète le sentiment commun de la nécessité de vaincre ce phénomène »*.

A Londres, Sir Geoffrey Hower, secrétaire au Foreign Office, a estimé que la chasse américaine avait entrepris *« une action efficace dans l'intérêt du monde entier »*. Il a ajouté n'avoir *« aucune raison »* de penser que l'action des Etats-Unis contrevenait aux règlements internationaux.

Le chef du département fédéral (ministre) des affaires étrangères suisse, M. Pierre Aubert, en visite à Jérusalem, a implicitement approuvé l'opération américaine. *« S'il n'y a pas d'autres moyens de se rendre justice à soi-même, l'opération est juste »*, a-t-il dit, ajoutant toutefois qu'il lui était *« difficile de se prononcer »*.

A l'ONU, un conflit va sans doute opposer les Etats-Unis au groupe des non-alignés au sujet d'une éventuelle participation de M. Arafat aux cérémonies du quarantième anniversaire de l'Organisation en octobre prochain. L'Assemblée générale devrait se prononcer lundi sur un projet de résolution déposé par les présidents de plusieurs groupes régionaux invitant M. Arafat. Le président de l'Assemblée, M. Jaime de Pinies (Espagne), a suggéré un compromis : M. Arafat serait invité à venir à l'Assemblée à l'occasion de ses débats sur le Proche-Orient, mais pas aux cérémonies du quarantième anniversaire.

Les Etats-Unis font valoir que toutes les décisions sur les préparatifs des cérémonies devaient être prises par consensus et qu'il n'y a aucune raison de manquer à cette règle.

A RABAT, évoquant *« la conjoncture internationale particulière du moment »*, le roi Hassan II a annoncé vendredi qu'il annulait la visite qu'il devait faire aux Etats-Unis en octobre à l'occasion de la célébration de cet anniversaire. Le Maroc *serait représenté par son* premier ministre.

A JÉRUSALEM, le gouvernement israélien a indiqué vendredi qu'il exigeait des autorités tunisiennes qu'elles fassent la lumière sur les circonstances dans lesquelles au moins trois juifs tunisiens ont récemment été tués et plusieurs autres blessés par un « policier fou » dans l'île de Djerba.

WASHINGTON : unanimité dans l'enthousiasme

De notre correspondant

Washington. – *« Splendide »*, disait tout simplement, ce samedi 12 octobre, l'éditorial du *Washington Post*, et cet enthousiasme d'un quotidien d'ordinaire peu favorable à M. Reagan exprimait à lui seul celui de l'Amérique entière. Alors qu'au lendemain de l'intervention à la Grenade, il y a deux ans, il s'était trouvé quelques journaux et hommes politiques pour émettre des réserves sur une opération pourtant massivement applaudie par l'opinion, cette fois-ci l'unanimité est en effet parfaite.

L'approbation dont bénéficie le feu vert donné, jeudi, par M. Reagan au premier coup de force que l'Amérique ait mené à bien contre des terroristes est telle que le président a pu tranquillement annoncer, vendredi, qu'il s'était à nouveau fait opérer, la veille au soir, de son cancer de la peau du nez sans provoquer la moindre inquiétude. Intervention certes superficielle, puisqu'elle n'a pas interrompu les activités de M. Reagan, qui s'est entretenu aussitôt après, par téléphone, avec le président du conseil italien, M. Craxi, du sort judiciaire à réserver aux quatre pirates de l'*Achille-Lauro*. Ce n'en est pas moins la troisième fois en trois mois que le président des Etats-Unis subit une intervention chirurgicale.

La première fois, début juillet, il s'agissait d'un cancer des intestins, puis, début août, du premier problème avec le nez, et M. Reagan a lui-même indiqué qu'une nouvelle biopsie avait révélé, vendredi, la présence de *« quelques cellules cancéreuses »* (1). Souriant et désignant le petit pansement que chacun avait remarqué, il a fait un mot : *« Je peux me tenir fièrement devant vous et vous dire maintenant : mon nez est propre. »* Cela a suffi à décourager les questions indiscrètes et à *reléguer* la nouvelle aux dernières pages des journaux télévisés, qui ouvraient vendredi soir sur le « message » présidentiel aux *« terroristes de partout »* : *« Vous pouvez fuir, mais non pas vous cacher. »*

En d'autres circonstances, une troisième alerte de ce type chez un homme de soixante-quatorze ans qui avait, dans un instant de flottement, paru, vingt-quatre heures auparavant, ne plus savoir que les États-Unis ne reconnaissent pas l'OLP, aurait suscité des interrogations. Il est vrai cependant qu'on ne peut s'interroger et ovationner en même temps. Le *New York Daily News* titre « On a coincé les minables », tandis que son concurrent le *New York Post* proclame, lui, en manchette : « On les a eus ! »

L'unanimité du monde politique prouve à l'évidence celle des électeurs. Le président *« n'a jamais eu de meilleur moment »*, a dit le gouverneur (démocrate) de New-York, M. Cuomo, dont les ambitions présidentielles pour 1988 sont aussi notoires que celles de M. Hart, qui parle, lui, sobrement, d'un *« bon exemple d'un usage approprié de notre force militaire »*.

Les républicains n'étaient évidemment pas en reste de compliments.

« Je suis fier, en tout cas, a déclaré le président américain au cours de sa très brève conférence de presse impromptue, *d'être le commandant en chef de soldats, marins, aviateurs et marines qui ont joué un rôle aussi crucial dans la remise de ces terroristes aux autorités italiennes* [et] *je n'aurais en aucune façon pu renoncer à approuver une mission de ce genre avec un enjeu aussi grand. »*

Auparavant, le président avait réaffirmé que les Etats-Unis avaient agi entièrement seuls *(« comme des grands »)*, c'est-à-dire sans avoir passé d'accord avec l'Egypte en sous-main, et remercié encore une fois l'Italie et la Tunisie de leur coopération, tout en redisant la conviction exprimée la veille par son porte-parole que les relations avec Le Caire étaient *« trop solides »* pour pouvoir vraiment souffrir de cet *« incident »*.

Le malaise n'en est pas moins profond entre Washington et Le Caire, et l'on peut se demander comment l'échiquier proche-oriental n'en serait pas durablement affecté. Si les autorités américaines tentent de préserver l'avenir en répétant que les intérêts communs transcenderont la difficulté du moment, la presse, elle, ne s'est pas privée de traiter M. Moubarak de *« menteur »* pour avoir déclaré, jeudi matin, que les pirates avaient quitté son pays, alors qu'ils s'y trouvaient encore. Un éditorial du *New York Times* l'a même taxé de *« lâcheté »*.

Ces choses-là ne s'oublient pas si vite, et, acclamé comme jamais par ses concitoyens, M. Reagan repart aujourd'hui presque de zéro au Proche-Orient.

BERNARD GUETTA.

(1) Le président Reagan avait déjà été opéré au mois d'août dernier pour ce que, en jargon médical, on appelle un carcinome épidermoïde du nez. A l'époque, les médecins américains n'avaient pas précisé si cette tumeur maligne – de toute façon peu grave – était un épithéliomabaso-cellulaire (qui ne métastase jamais) ou un épithélionaspino-cellulaire (un peu plus grave si on le traite avec retard). *« En tout état de cause,* indique le professeur Jean-Paul Escande (hôpital Tarnier), *en dix ans, je n'ai jamais observé un seul décès consécutif à un carcinome du nez. Cela dit, il arrive fréquemment qu'on « oublie » certaines cellules cancéreuses lors de la première intervention, ce qui nécessite alors une deuxième intervention. »*

EN FRANCE

● Aucun commentaire officiel
● M. Giscard d'Estaing : comme à Kolwezi

Contrairement à plusieurs de ses partenaires européens, la France n'a pas réagi officiellement à l'opération anti-terroriste américaine. La cause principale de ce mutisme est très vraisemblablement l'affaire Greenpeace : Paris ne pouvait ni approuver ni désapprouver le comportement de Washington après avoir été accusé par plusieurs Etats du Pacifique, à la suite du minage du *Rainbow-Warrior*, d'avoir pratiqué le *« terrorisme d'Etat »*.

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui participait vendredi après-midi 11 octobre, à Marseille, à un « forum » des jeunes giscardiens a, lui, explicitement *« approuvé l'action du gouvernement des Etats-Unis, la manière dont la décision a été prise et le fait que les terroristes ont été remis à ceux qui ont qualité pour les juger »*. *« Voilà un pays qui est capable d'agir et de réussir »*, a dit l'ancien président de la République qui a ajouté : *« Il est bon de réagir de cette manière. C'est ce que nous avions fait à Kolwezi. La France de Kolwezi approuve l'action américaine* (1). »

(1) En mai 1978, des parachutistes français furent largués sur Kolwezi, au Zaïre, pour sauver les ressortissants européens, notamment français, qui s'y trouvaient directement menacés par le développement de la « deuxième guerre du Shaba ». Il s'agissait de troupes du 2e régiment étranger parachutiste. Deux mille Européens purent ainsi être évacués sains et saufs.

« L'Humanité » dénonce le terrorisme... américain

L'Humanité consacre son titre de première page, le samedi 12 octobre, au détournement par la chasse américaine de l'avion égyptien transportant les pirates de l'*Achille Lauro* : *« Reagan braque un Boeing »*. Le quotidien du Parti communiste dénonce *« cet acte de piraterie internationale »*.

Dans un éditorial, M. Claude Cabanes, rédacteur en chef, membre du comité central du PCF, écrit : *« Aucune cause, aussi juste et aussi noble soit-elle, comme celle des Palestiniens, ne justifie le terrorisme contre des civils sans défense. Mais le terrorisme d'Etat n'a pas plus de légitimité politique ou morale. Il est en réalité, pour M. Reagan, un instrument particulièrement barbare de domination. »*

L'Humanité parle au conditionnel, dans son récit des événements, du meurtre, sur le navire, d'un ressortissant américain, Léon Klinghoffer, dont elle omet d'indiquer qu'il était juif.



Étranger

L'INTERCEPTION DU COMMANDO PALESTINIEN ET SES PROLONGEMENTS

LE CAIRE : « Surprise et regrets » mais désir d'apaisement

De notre correspondant

Le Caire. – Le président Moubarak connaît, à sa façon, une affaire du *Rainbow-Warrior*. Selon M. Ibrahim Nafei, le rédacteur en chef de l'officieux et influent *Al Ahram*, le chef de l'État « ignorait » la présence sur le territoire égyptien des pirates de l' *Achille-Lauro* quand il a affirmé à deux reprises jeudi que le commando était parti à l'étranger. « *Le président*, écrit M. Nafei, *avait donné des directives claires et précises aux autorités responsables au sujet de la remise des ravisseurs à l'OLP à Tunis. C'est donc sur cette base que M. Moubarak a fait ses affirmations* ». M. Nafei, qui est proche de M. Moubarak, ajoute : « *Les responsabilités du chef de l'État et ses occupations ne lui permettent pas d'être au courant de tous les détails des préparatifs nécessaires pour exécuter ses ordres.* »

Le journaliste donne pour exemple de ces « détails » la location d'un avion d'Egypt Air (la compagnie nationale à 100 % étatisée) et la prise de contacts avec les autorités tunisiennes pour permettre au Boeing d'atterrir à Tunis. Les Egyptiens soutiennent en effet qu'ils avaient obtenu un accord préalable de Tunis pour l'atterrissage du Boeing en Tunisie mais que les autorités de ce pays avaient brusquement changé d'avis alors que l'avion transportant les pirates ne se trouvait qu'à quarante-cinq minutes de vol de la capitale tunisienne.

Le plus grave de l'affaire est que selon *Al Ahram*, le départ des pirates a été retardé par l'enquête ouverte « *par certains organismes de sécurité qui interrogeaient les ravisseurs de* l'Achille-Lauro *sur les raisons de l'opération et son commanditaire* ». Or il est établi, selon des sources sûres, que les pirates étaient entre les mains des militaires depuis leur reddition, mercredi après-midi, jusqu'à leur départ sur le Boeing-737 dans la nuit de jeudi. Les pirates ont été en effet transbordés à bord d'une vedette de la marine égyptienne à la base navale de Port-Saïd. De là, ils ont été transportés en hélicoptère à l'aéroport militaire d'Almaza, dans la banlieue du Caire. Les pirates auraient ensuite été conduits à un autre aéroport militaire, celui de Huckstep (jouxtant l'aéroport international du Caire), d'où ils sont montés à bord du Boeing d'Egypt Air.

Minimiser l'incident

M. Nafei indique enfin qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les causes du retard du départ des ravisseurs et « *l'adoption des mesures qui s'imposent* ».

L'interception du Boeing égyptien ne pouvait qu'être unanimement condamnée par la presse. Toutefois, il est évident que les autorités cherchent à minimiser l'incident. Le communiqué du ministère des affaires étrangères, rendu public douze heures après, ne parle que de « *surprise et regrets* ». On est bien loin des accusations de « *piraterie* » lancées par divers pays et organisations arabes.

Au contraire, la presse égyptienne multiplie les titres de « une » consacrés aux affirmations de Washington selon lesquelles les Etats-Unis « *souhaitent dépasser l'incident afin qu'il n'ait pas de répercussions sur les solides relations entre les deux pays* ». Par ailleurs, de nouvelles révélations ont été faites vendredi soir par des sources diplomatiques au sujet des tractations qui ont débouché sur la reddition des pirates. Selon ces sources, c'est le chef même du FLP pro-Arafat, M. Aboul Abbas, alias Abou Khaled, qui conduisait les tractations de Port-Saïd. Ce serait lui qui aurait lancé le mystérieux message radio capté mardi (*le Monde* du 9 octobre) : « *De Khaled à Meguid et Manolli : les représentants de votre commandement sont ici et veulent vous parler.* » En tant que chef du FLP, l'organisation qui a revendiqué l'opération, il serait donc son commanditaire. Cela expliquerait le désir des autorités italiennes de l'interroger.

Enfin il semble que le sort du paquebot italien, toujours retenu à Port-Saïd, soit lié à la restitution du Boeing égyptien.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

ROME : M. Craxi raconte ses tractations avec Washington

De notre correspondant

Rome. – Le président du conseil, M. Bettino Craxi, a, lors d'une conférence de presse réunie vendredi 11 octobre en fin d'après-midi au palais Chigi, donné une version officielle des circonstances à l'issue desquelles l'Italie s'est retrouvée en charge des quatre auteurs du détournement du navire *Achille-Lauro* au début de la semaine. Des quatre « *présumés auteurs* », serait-il plus juste de dire sur la base même des déclarations du chef du gouvernement. La justice italienne veut, en effet, s'assurer que les quatre personnes arrêtées dans le Boeing égyptien sont bien les pirates et qu'il n'y a eu ni confusion ni subterfuge. Des photos des quatre hommes ont été envoyées au commandant de l'*Achille-Lauro*, toujours retenu à Port-Saïd afin qu'il les identifie.

M. Craxi a raconté que le président Reagan l'a appelé deux fois dans la nuit du 10 au 11. Tout d'abord, vers minuit, pour lui demander d'accorder l'autorisation d'atterrissage sur le territoire italien des quatre F-14 ayant décollé dans la soirée du porte-avions *Saratoga* ainsi que du Boeing égyptien intercepté. « *En considération de la situation exceptionnelle et vu la possibilité qui s'ouvrait de mettre la main sur les responsables du détournement de l'*Achille-Lauro *et de l'assassinat d'un homme, le gouvernement italien a donné son accord* », a déclaré M. Craxi. Les appareils ont atterri le vendredi 11 vers 0 h 30 sur cette grande base de l'OTAN située à l'extrême nord-est de la Sicile.

M. Reagan demande l'extradition

Un deuxième coup de téléphone du chef d'Etat américain au palais Chigi a eu lieu quelques heures plus tard. M. Reagan demandait au chef du gouvernement italien de concéder l'extradition des quatre pirates afin qu'ils soient jugés aux Etats-Unis pour l'assassinat de son concitoyen, M. Léon Klinghoffer. « *Je lui ai fait valoir que le crime avait été commis dans les eaux internationales, sur un navire italien, c'est-à-dire en territoire italien, ce qui entraînait la compétence des tribunaux italiens*, a expliqué M. Craxi. *Le président américain a pris acte de cette observation et m'a annoncé l'intention de son gouvernement de formuler une demande d'extradition.* »

Le président du conseil a encore précisé :

1) Que le Boeing-737 était déjà escorté par les F-14 lorsqu'il s'est approché de l'aéroport de Carthage et que la Tunisie a refusé l'autorisation d'atterrir ;

2) Qu'un conflit de compétence entre les magistrats de Gênes, de Naples et de Catane, ayant chacun de leur côté commencé leur enquête dès après le détournement de l'*Achille-Lauro*, était en cours de solution ;

3) Que l'avion égyptien pourrait repartir dès que l'identification formelle des quatre présumés terroristes serait effectuée ;

4) Que les deux dirigeants de l'OLP, « *collaborateurs directs de Yasser Arafat, membres du comité central de l'Organisation de libération de la Palestine* », également présents à bord du Boeing, étaient « *invités à fournir leur témoignage à la justice italienne* » ;

5) Que l'immobilisation à Port-Saïd de l'*Achille-Lauro* était un problème « *soluble* ».

Pour le reste, M. Craxi a répété que, à ses yeux, la façon dont avait été résolue l'affaire du navire détourné avait eu le mérite d'éviter « *une tragédie* » ; il a confirmé le fait que M. Di Rosa, pourtant redevenu maître de son navire, avait d'abord tu la disparition de M. Léon Klinghoffer. Il a récusé l'opinion selon laquelle l'Italie se serait rendue coresponsable avec les Etats-Unis d'un « *acte de piraterie* » et, pressé de questions, confirmé que l'un des deux dirigeants palestiniens est M. Aboul Abbas – dirigeant du Front de libération de la Palestine. Le premier ministre a enfin renouvelé son appréciation positive de l'attitude de l'OLP « *qui s'est toujours comportée comme si elle était étrangère à l'opération et a travaillé à la solution du problème* ». « *Ainsi le roi Hussein de Jordanie serait prêt à constituer une Fédération d'États avec une bande d'assassins* », a ironisé M. Craxi qui a ajouté : « *L'Arabie saoudite, amie des Etats-Unis, qui lui fournissent un potentiel militaire énorme, n'est-elle pas un des principaux financiers de l'OLP ?* »

Martelant son propos, le président du conseil s'est étonné que cette affaire ait pu marqué « *l'ouverture d'une polémique* » en Italie sur la politique moyen-orientale du gouvernement. « *Nous n'avons fait*, a-t-il assuré, *que soutenir, à l'instar de la CEE et, je crois, des Etats-Unis, l'initiative jordano-palestinienne en vue de favoriser le dialogue et la paix. Etre respectueux du droit des peuples qui existent, même désespérés, même pauvres, même faibles ne signifie nullement qu'on soit favorable au terrorisme.* »

M. Craxi a haussé le ton sur ce dernier point pour préparer le débat de politique étrangère – sans doute difficile pour lui – qui devrait avoir lieu en principe le jeudi 17 octobre au Parlement.

Le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des députés, M. Georgio La Malfa, numéro deux du PRI de M. Spadolini, nous dit pour sa part : « *Sur la question du Moyen-Orient notre politique a connu une véritable déviation ces temps-ci. Il y a eu une sorte de revirement à l'encontre d'Israël et une quasi-reconnaissance de l'OLP. C'est là une politique erronée sur le fond. Et sur la méthode, nous ne croyons pas qu'il puisse exister une médiation salutaire de l'Italie au Moyen-Orient. Notre action doit être accordée à celle de la CEE et viser à accorder ses positions et celle des Etats-Unis.* »

JEAN-PIERRE CLERC.

● RECTIFICATIF. – Nos lecteurs italiens auront appris avec étonnement dans le titre coiffant la correspondance de Rome dans notre première édition du 12 octobre, que leurs dirigeants avouaient tout de go : « *Nous n'avons pas joué franc jeu* » (dans la crise de l' *Achille Lauro*). C'est évidemment le contraire qu'ont dit MM. Andreotti et Craxi, dont le plaidoyer a été transformé en autocritique par une erreur matérielle.

Le Djihad islamique confirme l'exécution du diplomate américain William Buckley

Beyrouth (*AFP*). – Le Djihad islamique a réaffirmé, photo à l'appui, qu'un des otages américains, M. William Buckley, troisième secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth, a bien été exécuté il y a une semaine. Dans un communiqué dactylographié distribué à des journaux libanais et à une agence de presse internationale dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 octobre, le Djihad islamique affirme : « *Nous mettons le corps de l'espion américain (William Buckley) à la disposition de l'institution des Nations unies et de M. de Cuellar à la condition que soient libérés cent Palestiniens des prisons israéliennes.* »

Le communiqué du Djihad islamique affirme encore : « *Nous fournirons à l'Amérique une preuve définitive de l'exécution de Buckley et nous lui faisons assumer la responsabilité de ce qui arrivera aux autres otages américains.* » Cinq autres Américains enlevés à Beyrouth-Ouest sont toujours détenus par le Djihad islamique. La photographie – sur laquelle on ne distingue que le visage de M. Buckley, portant barbe et moustache, les yeux clos et la bouche entrouverte – paraît avoir été prise peu de temps après l'exécution. Il est impossible cependant de déterminer de quand date ce cliché. Certains observateurs avaient estimé que le diplomate américain avait peut-être été exécuté il y a plusieurs mois, mais que sa mort avait été gardée secrète.

La décision de « *disposer du corps de M. Buckley* » a été prise, ajoute encore le communiqué, après « *la condamnation par l'ONU* [du raid israélien sur le QG de l'OLP à Tunis] *et après avoir reçu la permission* [d'agir ainsi] *de la part des familles des victimes* ».

Le communiqué souligne, en outre, que cette action répond aux « *mensonges* [du gouvernement américain], *qui a annoncé n'avoir aucune preuve de l'exécution de l'espion américain (...) et a prétendu que l'espion a été exécuté il y a deux mois, sur la base d'informations des services de renseignements libanais* ».

« *Nous réaffirmons au peuple musulman dans le monde que nous avons exécuté M. Buckley en réponse à l'attaque contre le peuple musulman à Tunis. Nous sommes prêts à riposter à nouveau, avec un poing de fer, à tout coup porté contre les peuples musulmans dans le monde.* » « *Tout le monde sait que le Djihad islamique exécute ses promesses* », ajoute le communiqué.

S'adressant enfin aux familles des otages américains encore détenus, le Djihad affirme : « *Nous avons le regret d'annoncer que le gouvernement américain et le président Reagan devront assumer la responsabilité de toute atteinte à la vie des otages qui sont entre nos mains.* »

L'ATTRIBUTION DU PRIX NOBEL DE LA PAIX 1985 A L'INTERNATIONALE DES MÉDECINS POUR LA PRÉVENTION DE LA GUERRE NUCLÉAIRE

Un coup de pouce aux thèses pacifistes

La décision du comité norvégien d'attribuer le prix Nobel de la paix pour 1985 à l'Internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (le Monde du 12 octobre) est* « un encouragement bien choisi » *qui* « devrait permettre de construire un pont entre l'Est et l'Ouest » *et d'établir* « des contacts étroits pour préserver l'humanité de tout danger nucléaire », *a estimé, vendredi 11 octobre, le premier ministre norvégien, M. Kaare Willoch. Le président de l'organisation, le professeur Lown, a déclaré, en apprenant que cette distinction avait été attribuée à son association :* « La balle est maintenant dans le camp du président Reagan en ce qui concerne l'arrêt des expériences nucléaires. » *A Moscou, la presse soviétique a rapporté l'information avec une rapidité inhabituelle, et en laissant transparaître la satisfaction du Kremlin.

Visiblement, les milieux médicaux français ne s'attendaient pas que le prix Nobel de la paix 1985 soit attribué à l'organisation IPPNW (Internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire). Plusieurs médecins regrettent en particulier que le choix des jurés d'Oslo ne se soit pas plutôt porté sur une association telle que Médecins sans frontières, que l'on dit « nobélisable » depuis plusieurs années.

Créée en 1980, l'IPPNW, qui regroupe cent quarante-cinq mille médecins dans quarante et un pays, a un siège central à Boston et un bureau européen à Londres. Ses deux présidents sont l'Américain Bernard Lown, professeur de cardiologie à la Harvard School of Public Health, et le Soviétique Evgueni Chazov, directeur général du Centre national de recherches cardiologiques, et qui fut le médecin personnel de Brejnev et d'Andropov. Dans l'organigramme de l'association figurent cinq vice-présidents (un Brésilien, un Hongrois, un Japonais, un Norvégien et un Finlandais), un secrétaire (le Dr James E. Muller, de la Harvard Medical School) et un trésorier (le Dr Eric Chivian, du Massachusetts Institute of Technology).

La charte de l'IPPNW proclame qu'« *arriver à un accord permettant de mettre fin à la course aux armements nucléaires et de prévenir l'utilisation d'armes nucléaires dans un conflit représente un devoir politique majeur.* » Inaugurant le premier colloque international sur « *la responsabilité des médecins dans la prévention de la guerre nucléaire* », qui s'était tenu à Paris le 15 décembre 1984, le professeur Lown déclarait : « *Il faut finalement admettre que la lutte n'est pas entre des destins nationaux différents ou des idéologies contraires, mais entre la catastrophe et la survie. Nous et les Russes avons un destin humain commun. Ou nous vivons ensemble, ou nous mourons ensemble. Aucune autre alternative n'existe.* »

En octobre 1983, une délégation de l'IPPNW s'était rendue à Moscou pour présenter à Youri Andropov les conclusions du troisième congrès de l'Association qui venait de se tenir à Athènes. Empêché par un « *coup de froid* », le numéro un soviétique n'avait pu recevoir cette délégation.

Plusieurs médecins de l'Hexagone, et non des moindres, font partie du comité d'honneur de la branche française de l'association : MM. Henri Laborit, Georges Mathé, Léon Schwartzenberg, Tony Lainé, Pierre Huguenard et Paul Milliez. Le docteur Laborit s'est réjoui de l'attribution du Prix Nobel à l'IPPNW : « *Ce n'est pas parce qu'un Russe copréside cette association*, a-t-il déclaré, *qu'elle doit être pour autant taxée de « cryptocommuniste. La liste des membres français est là pour prouver qu'il n'en est rien.* » Mais le professeur Milliez regrette que le prix Nobel de la paix n'ait pas été attribué à l'abbé Pierre, et se déclare « *non pas choqué, mais étonné* », par l'attribution de ce prix à l'IPPNW, pour la simple raison qu'à sa connaissance « *cette association n'a jamais fait grand-chose contre la guerre nucléaire* ». Le parti pris « pacifiste » des jurés du Nobel ne l'étonne toutefois pas vraiment : « *Il leur arrive parfois de prendre des positions quelque peu démagogiques* », remarque-t-il.

Au-delà de ce coup de pouce aux thèses pacifistes, peut-être les jurés d'Oslo ont-ils voulu, à quelques semaines de la rencontre Reagan-Gorbatchev, à Genève, marquer symboliquement leur préférence pour la détente Est-Ouest.

FRANK NOUCHI.

DU 14 AU 18 OCTOBRE

M. Mitterrand en visite au Brésil

M. François Mitterrand se rend lundi 14 octobre au Brésil pour une visite officielle de quatre jours, qui sera suivie, du 18 au 20, d'un voyage en Colombie. Il est accompagné, pour ce déplacement, de son épouse, de trois ministres : MM. Roland Dumas (relations extérieures), Jack Lang (culture) et Mme Georgina Dufoix (affaires sociales et porte-parole du gouvernement), ainsi que d'invités personnels, parmi lesquels les écrivains Françoise Sagan et Jean-Marie Le Clézio.

La visite du président de la République doit notamment être l'occasion de lancer officiellement le projet « France-Brésil », destiné à coordonner et à amplifier les relations économiques, culturelles, technologiques et sportives entre les deux pays. Selon le porte-parole de l'Elysée, M. Michel Vauzelle, ce voyage doit également permettre à M. Mitterrand de « souligner toute l'importance des puissances que l'on classe parfois hâtivement dans le tiers-monde, mais qui s'illustrent déjà dans le secteur économique ».

Un pays en mal de croissance

Du Brésil partent les chaussures qui envahissent le marché américain, les avions Xingu qui sillonnent les cieux français. Et des armes, du jus d'orange, de l'acier, des tourteaux de soja, autant de produits qui constituent désormais une part importante des exportations du pays. Il est loin le temps où l'« or vert » représentait les trois quarts des recettes d'exportations, même si le « capitalisme du café » a laissé des traces dans l'économie et la politique nationales. Rien que dans les dix dernières années, la part des produits manufacturés dans les exportations a triplé en valeur réelle, passant de 40 % à 66 % du total.

Le commerce extérieur est une grande force du Brésil. Les ventes à l'étranger, de 27 milliards de dollars en 1984, ont entraîné l'activité économique du pays – relayées en partie par un regain de la consommation au deuxième trimestre. Pour la première fois en trois ans, le produit national brut a augmenté de 3,5 % en 1984, plus vite que la population. Contrairement à la faible reprise de 1982, il est autant dû à la reprise des exportations (+ 23 %) qu'à la compression des importations (– 9,7 %), notamment énergétiques.

Le pays s'est forgé une solide base industrielle en partie composée par de grandes firmes étrangères. Elles sont venues, attirées par les richesses naturelles du pays – or, fer, caoutchouc, sucre – et surtout par un énorme marché de 127 millions d'habitants, et sont restées à travers les changements de régime politique. Elles dominent certains secteurs : Rhône-Poulenc, Hoechst, Bayer et Dow Chemical se partagent la chimie, Volkswagen détient 43 % de l'automobile, BAT-Industries, *via* sa filiale, Souza Cruz, contrôle 80 % du marché de la cigarette, Pirelli a capté 40 % du marché du pneu et 50 % de celui du câble.

Mais le Brésil réserve soigneusement certains secteurs aux firmes nationales : l'exploration pétrolière, le programme d'éthanol-carburant, la banque, les assurances ou les télécommunications. Un nationalisme jaloux que M. Sarney observe, même quand le président Reagan menace de fermer la porte aux chaussures brésiliennes si le pays n'assouplit pas les restrictions imposées à IBM, Hewlett Packard ou Digital Equipment.

Fragilité

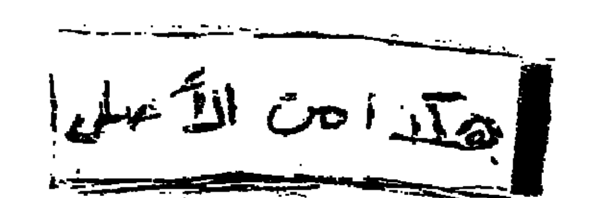
La situation du Brésil est cependant d'autant plus fragile que, pour ne pas compromettre la reprise de l'économie, le gouvernement n'a pas pris les mesures qu'impliquaient les engagements souscrits auprès du Fonds monétaire international. Les excédents commerciaux sont largement dus à des dévaluations successives du cruzeiro, qui ont encore alimenté une inflation de 224 % l'an dernier. Le déficit des finances publiques est béant – 18 % du PIB en 1984.

M. Sarney envisage aujourd'hui de lutter contre les principales causes de ce déficit – la corruption et le manque de rentabilité des offices du café, du sucre et du tourisme. Mais il refuse catégoriquement d'accepter l'austérité préconisée par le FMI. « *Nous avons besoin de croissance* », a clamé M. Funaro, le nouveau ministre des finances, la semaine dernière à la conférence annuelle du FMI et de la Banque mondiale. Si le PNB brésilien n'augmente pas d'au moins 5 % par an, le Brésil va s'installer dans le chômage et gaspiller la base industrielle qu'il s'est construite, menace-t-il.

« *Nous ne paierons jamais la dette, avec un sacrifice prolongé pour notre peuple* », a réaffirmé le président Sarney à l'AFP. Le pays se relève à peine d'une période particulièrement dure. De 1979 à 1984, le produit national brut par tête est tombé de 2 000 à 1 700 dollars. La crise a encore renforcé les inégalités. On estime que moins d'un quart de la population assure 90 % de la consommation des ménages. Officiellement, le chômage ne touche que 3 millions de personnes, en fait beaucoup plus si l'on tient compte du sous-emploi, c'est-à-dire des chômeurs déguisés.

C'est donc un programme de relance de l'activité que le gouvernement pourrait présenter en novembre, établi sans consultation avec le FMI. Mais le pays peut-il se passer d'un accord de l'organisation internationale, dont dépend le rééchelonnement de sa dette avec les banques commerciales, à négocier avant le début de l'année prochaine ? La marge de manœuvre est étroite, mais le Brésil a pour lui d'être un des rares pays à avoir, jusqu'à présent, toujours honoré le versement des intérêts.

DOMINIK BAROUCH.



POLOGNE

Voter ou ne pas voter

(Suite de la première page.)

L'opposition, sûre que les chiffres de participation seront truqués, déploie de grands efforts pour mettre en place son propre système clandestin de comptage en appliquant les méthodes expérimentées lors des élections locales de juin 1983. C'est un système complexe, à mi-chemin entre le sondage et l'observation réelle. Il est censé fournir des résultats très proches de la réalité. En 1983, l'opposition avait ainsi fait état d'une participation de 60 % contre 75 % pour les résultats officiels.

Occasion manquée

Ce dernier chiffre, même s'il peut paraître fort élevé à un habitué des démocraties libérales, est en fait, pour un pays socialiste, extraordinairement *bas*. Déjà, le porte-parole du gouvernement a annoncé que les sondages préélectoraux étaient « meilleurs » qu'en 1983. Le pronostic le plus généralement admis est donc une participation « officielle » de plus de 80 %, d'autant que le général Jaruzelski, dans une récente interview au *Washington Post*, a lui-même indiqué que ce résultat serait satisfaisant, tout en ajoutant : « *Meilleure sera la participation, plus grandes seront les chances d'une amnistie* » (pour les quelque trois cents prisonniers politiques). Des propos bien maladroits, immédiatement dénoncés comme un « *vulgaire chantage* » par M. Walesa, mais qui ont valeur d'engagement. On voit mal désormais comment le pouvoir pourrait se dispenser de cette amnistie, sous peine de reconnaître que les élections ont été mauvaises.

En fait, le résultat réel de cette journée du 13 octobre sera d'autant moins facile à établir que l'interprétation de chiffres eux-mêmes remis en cause donnera forcément matière à de nouvelles contestations. Dans ces conditions, la consultation prend toutes les apparences d'un combat douteux.

Il aurait peut-être pourtant pu en être autrement. Ces élections législatives sont en effet les premières depuis le printemps 1980, et offraient donc au pouvoir l'occasion de montrer que non seulement la crise avait été surmontée mais aussi qu'il ne s'agissait pas d'un simple retour au *statu quo ante*, à des élections purement formelles. Il aurait fallu pour cela prendre un minimum de risques et adopter une procédure électorale offrant une certaine marge de choix. Or si le système retenu diffère de la pratique en cours jusqu'à présent, c'est beaucoup plus en apparence qu'en réalité. Deux candidats sont, certes, en concurrence pour la plupart des sièges à pourvoir, mais tous ont été désignés par le Mouvement patriotique pour le renouveau national, une nouvelle mouture du Front national, typique de tous les pays socialistes. De plus, le premier de ces deux candidats bénéficie d'un avantage considérable. Si l'électeur, comme c'est en général le cas, ne prend pas la peine de rayer un des deux noms, il donne automatiquement sa voix au candidat principal. Les dirigeants polonais ont ainsi été beaucoup plus timorés que leurs collègues hongrois, qui, eux, lors des élections du printemps dernier, avaient fait en sorte qu'un choix soit véritablement indispensable. Enfin, et cette fois en suivant l'exemple hongrois, les principaux dirigeants du régime se sont épargné tout risque personnel. Ils figurent sur une liste nationale unique de cinquante personnalités qui ne sont soumises à aucune concurrence.

> *L'issue du scrutin est connue.*
> *Mais combien de Polonais accepteront*
> *de se rendre aux urnes? Et qui pourra juger*
> *de la signification réelle de leur vote*
> *ou de leur abstention?*

Le refus de l'Eglise

En dépit de ce système très verrouillé, il y avait encore moyen de conférer, sinon au vote lui-même du moins à la Diète qui en sera l'émanation, un certain degré d'authenticité. L'idée, qui n'est pas nouvelle en Pologne, était d'ouvrir le Parlement à quelques députés jouissant de la confiance de l'Eglise et représentant donc, dans une certaine mesure, l'opposition modérée qui s'abrite derrière elle. Ce pari aurait présenté peu de risques, les sièges étant attribués au terme de discrètes négociations, mais il aurait permis d'améliorer grandement l'image du régime, à l'intérieur comme à l'étranger. Cette voie a été explorée tout au long de l'année écoulée, et jusqu'en juin dernier, mais sans résultat. Au terme des ultimes propositions, l'épiscopat aurait pu disposer de vingt-six sièges (sur quatre cent soixante) et, par la même occasion, apporter sa caution à ce Parlement et donc, en quelque sorte, au régime. Une répétition, au fond, du marché conclu en 1957 entre Gomulka et Mgr Wyszynski, qui avait permis l'apparition au Parlement d'un petit groupe de députés indépendants. En échange, le primat avait alors appelé la population à voter, non sans avoir obtenu au passage, et c'était pour lui le plus important, la réintroduction de l'enseignement religieux dans les écoles.

Cette fois, le général Jaruzelski mettait plus modestement dans la corbeille la possibilité pour le pape de venir à nouveau en Pologne en 1987. Mais l'offre, en apparence alléchante, ne fut pas saisie. Avant tout, semble-t-il, parce que ce geste était accompagné, ou plutôt annulé, par une série de comportements allant ouvertement en sens inverse. La manière dont se déroula le procès des policiers assassins du Père Popieluszko, qui fut l'occasion d'une violente campagne contre l'Eglise, la reprise des arrestations, le procès de Gdansk, la mise au pas des universités, la préparation de nouvelles lois particulièrement répressives... Une fois de plus, l'équipe du général Jaruzelski semblait s'enfermer dans ses contradictions et vouloir concilier l'inconciliable. En juin, à la veille d'une rencontre entre Mgr Glemp et le général Jaruzelski, le Conseil supérieur de l'épiscopat décidait que l'Eglise n'accorderait son soutien à aucun candidat. Le pouvoir fit pourtant une dernière tentative en contactant directement, au besoin par téléphone, dix personnalités proches de l'épiscopat pour leur demander si elles seraient personnellement tentées par un siège de député. Dans tous les cas, la réponse fut négative.

Un parlement obéissant

Dès lors, les jeux étaient faits et le pouvoir, changeant apparemment son fusil d'épaule, opta pour un Parlement parfaitement obéissant. Tous les députés qui, au cours de la dernière législature, s'étaient permis de voter contre les mesures proposées par les autorités, y compris ceux dont la seule témérité consistait à quitter discrètement la salle avant le vote, *furent impitoyablement* rayés des listes de candidatures. Furent ainsi éliminés tous ceux qui, tout en jouant le jeu du régime, avaient le cœur ailleurs ; tous ceux aussi qui, à défaut d'un soutien de l'Eglise, pouvaient, en certaines occasions, donner un peu d'animation à ce Parlement. Pour compenser, les autorités se sont efforcées de séduire quelques nouvelles personnalités « indépendantes » mais avec des résultats très maigres. Le recteur de l'université de Cracovie, le professeur Gierowski, a ainsi accepté de figurer sur les listes en compagnie de deux ou trois autres intellectuels qui se chargeront peut-être, suivant les circonstances, du rôle de l'opposant loyal.

Une chance, même modeste, a donc été gâchée. Reste comme seul intérêt de cette « consultation » le jeu du chat qui vote et de la souris qui ne vote pas, un jeu où les cartes sont biseautées et les résultats douteux. Ces élections, a même assuré à l'avance M. Walesa, « *n'ajouteront ni ne retrancheront rien à la crédibilité de personne* ».

Pourquoi alors, si le jeu n'en vaut pas la chandelle, tant de gens s'apprêtent-ils à prendre tant de risques pour « vérifier » des chiffres de toute manière sans grande *signification ? Peut-être tout simplement* parce que, faute d'une vie politique réelle, on fait ici avec ce qu'on a.

JAN KRAUZE.

LE SOUTIEN SUD-AFRICAIN
A LA RÉSISTANCE NATIONALE DU MOZAMBIQUE

Quand Pretoria souffle le chaud et le froid

De notre correspondant

Johannesburg. – Les violations par l'Afrique du Sud du pacte de Nkomati, le 16 mars 1984, avec le Mozambique, qui avaient par le passé toujours été farouchement niées par Pretoria, sont maintenant une évidence qui n'est plus contestée. La publication, par les autorités de Maputo, d'extraits du journal d'un officier de la RNM (Résistance nationale du Mozambique), Joaquim Vaz, a apporté certaines lumières sur la nature de l'aide fournie par l'Afrique du Sud aux rebelles mozambicains, mais elle a aussi fait éclater au grand jour les divergences existant entre l'armée de Pretoria et son ministère des affaires étrangères.

Ce document, saisi à la fin du mois d'août lors de la prise du quartier général de la RNM à Gorongoza par les troupes du FRELIMO suscite des explications embarrassées du régime de Pretoria. Le ministre des affaires étrangères, M. Pik Botha, avait qualifié ce non-respect du pacte de non-agression et de bon voisinage de « *violations techniques* ». Mais le journal du commandant Vaz prouve que non seulement la RNM a reçu une aide importante peu avant la signature de l'accord, mais que celle-ci s'est poursuivie après. Il démontre également que la hiérarchie militaire de Pretoria était opposée à ce traité et qu'elle désavouait les initiatives diplomatiques du président Pieter Botha.

Deux noms apparaissent dans le journal en question, celui du colonel Charles Van Niekerk des services secrets militaires et celui du chef d'état-major des forces armées, le général Constand Viljoen. Le premier aurait déclaré, le 21 juin, à Alfonso Dhlakama, dirigeant de la RNM, qu'il « *fallait détruire l'économie, l'infrastructure et contrôler la population* ». Et le second aurait transmis le message suivant : « *Si nous recevons l'ordre du gouvernement de combattre au Mozambique la RNM, tous les généraux et moi-même démissionneront des forces armées.* » Le général Viljoen a répliqué qu'il s'agissait de « *faux* » et de « *propagande du bloc communiste pour susciter la division au sein de l'armée sud-africaine* ». Il n'en a pas moins admis « cependant » que M. « Pik » Botha n'avait pas été informé des incursions militaires de Pretoria en territoire mozambicain. Qu'il n'avait pas été mis au courant comme M. Magnus Malan, ministre de la défense, des trois déplacements secrets de M. Louis Nel, ministre adjoint des affaires étrangères dans la base de Gorongoza.

Divergences

En dépit des dénégations du général Viljoen, qui affirme que l'armée a accepté « *le changement de stratégie* » de son pays à l'égard du Mozambique, tout porte à croire qu'elle n'a pas suivi la nouvelle ligne diplomatique de Pretoria et qu'elle continue de soutenir la RNM. Certes, le général Viljoen a reçu le soutien appuyé du chef de l'Etat qui l'a assuré de sa confiance. Il n'empêche que le ministre des affaires étrangères, qui s'est rendu à nouveau vendredi à Maputo-Est, est dans une situation délicate. A la mi-septembre, il avait déjà passé un mauvais quart d'heure dans la capitale mozambicaine lorsque les autorités lui avaient montré le fameux journal accusateur.

M. « Pik » Botha avait alors été contraint d'admettre que l'Afrique du Sud avait aidé la RNM à construire une piste d'atterrissage, que son aviation avait assuré le transport de plusieurs chefs de la rébellion et avait fourni du matériel « *humanitaire* » aux insurgés. Tout cela pour la bonne cause selon la thèse officielle, à savoir « *inciter* » les dirigeants de la RNM à négocier avec Maputo. Promouvoir une sorte de Camp David comme l'a souligné le général Viljoen. Les écrits intimes du commandant Vaz ont de nouveau mis en doute la volonté de Pretoria de respecter ses accords internationaux. Ils ont fait apparaître des divergences entre l'état-major militaire et le pouvoir politique. Ils ont suscité une polémique entre les autorités des deux pays. De deux choses l'une, comme le fait remarquer un journaliste mozambicain : « *Ou bien Pretoria est incapable de contrôler son armée, ou bien il n'a jamais eu l'intention de le faire.* »

MICHEL BOLE-RICHARD.

GRANDE-BRETAGNE : LE CONGRÈS CONSERVATEUR DE BLACKPOOL

Les « bonnes vieilles vérités » de Mme Thatcher

De notre correspondant

Blackpool. – Toute la salle est debout. Dix minutes d'ovations pour celle qui, il y a dix ans, ici même à Blackpool, prononçait son premier discours de leader devant l'assemblée du parti conservateur. « *Encore dix ans !* », scandent les plus enthousiastes, qui n'ignorent pas que Mme Thatcher fête dimanche son soixantième anniversaire. Une pareille démonstration de ferveur fait partie du rituel. Mais cette fois, les *tories* avaient encore plus besoin de cette chaleur communicative des fins de congrès, alors qu'ils semblent en perte de vitesse aux yeux de l'électorat.

Ne cherchant aucunement à essayer de convaincre une plus large audience, Mme Thatcher s'est adressée exclusivement à ses partisans, ignorant les interrogations de certains conservateurs qui n'hésitent plus à se demander si le premier ministre représente toujours leur meilleure garantie de victoire aux prochaines élections... même s'il n'existe aujourd'hui aucun candidat sérieux à la succession.

Mme Thatcher a prononcé les mots que la plupart des conservateurs voulaient entendre ou ne pouvaient faire autrement que d'approuver. « *De bonnes vieilles vérités* », commente, admiratif, un militant au long cours. « *Elle est égale à elle-même* », ajoute-t-il ; mais un de ses voisins plus jeune laisse entendre que ce n'est peut-être plus suffisant, regrettant que le premier ministre n'ait pas ouvert de « *nouvelles perspectives* ».

Insistant sur les « réussites » obtenues depuis six ans – « *la production, l'investissement, le niveau de vie de la nation n'ont jamais été aussi élevés* » – Mme Thatcher n'a pas craint de rappeler qu'elle avait déjà dit la même chose lors des autres congrès. Puis, elle a ajouté : « *Le meilleur moyen de combattre les mensonges constamment répétés* [par l'opposition], *c'est de répéter la vérité encore plus fréquemment.* »

L'éloge de M. Reagan

Le chômage « *Nous créons des emplois nouveaux*, déclare-t-elle ; *six cent cinquante mille en deux ans, plus que dans tout le reste de la CEE (...) Mais il y a une chose que nous ne ferons pas, c'est relancer l'inflation* » Et le premier ministre d'énoncer un principe de gestion rigoureuse typiquement thatchérien : « *Vous ne pouvez bâtir un avenir avec de l'argent malhonnête.* »

La défense ? C'est l'une des nombreuses occasions de vilipender l'attitude du Parti travailliste, qui, sur ce chapitre, continue de vouloir le démantèlement de l'arsenal nucléaire de la Grande-Bretagne. « *Après avoir assisté à la prestation* [à Paris] *de M. Gorbatchev*, s'exclame-t-elle, *qui ose encore penser qu'il respecte la faiblesse ?* »

Incidemment, parlant de la reprise du dialogue soviéto-américain sur le désarmement, Mme Thatcher se permet une nouvelle fois un éloge sans nuance du président Reagan : « *L'Occident ne peut avoir de meilleur, de plus courageux, champion.* »

A propos de la violence qui se déchaîne dans les rues, Mme Thatcher est plus que jamais « dame de fer ». Elle promet à la police un « *soutien indéfectible* » et des crédits supplémentaires. « *Pas question d'économiser, quand il s'agit de protéger la vie et la propriété.* » (Applaudissements.) « *Il est faux de prétendre*, dit-elle, *que des problèmes sociaux sont le ferment de la violence. Oui le chômage entraîne certaines frustrations, mais c'est faire injure aux chômeurs que de suggérer qu'un homme sans emploi est de ce fait susceptible d'enfreindre la loi* ».

Pour finir, assortie d'un aveu de méfiance à l'égard de l'Etat, une ferme profession de foi dans des valeurs traditionnelles qui lui sont si chères : « *La force d'une nation civilisée dépend de l'autorité naturelle de la famille, de l'école, de l'Eglise (...) C'est lorsque cette autorité faiblit – et c'est le cas – que la nation se tourne vers l'Etat et son pouvoir, mais quand celui-ci augmente, c'est le déclin de la dignité de l'individu.* » Aux doutes d'une partie de ses troupes, aux critiques de l'un de ses ministres qui prêche la modération (*le Monde* du 12 octobre), Mme Thatcher a répondu par la surenchère.

FRANCIS CORNU.

● *Inculpation d'un adolescent.* – Un adolescent de quinze ans, dont l'identité n'a pas été révélée, a été inculpé, vendredi 11 octobre, du meurtre d'un policier au cours des émeutes de Tottenham, dimanche dernier. Le policier, Keith Blakelock, avait été attaqué par plusieurs dizaines d'émeutiers. Une lame de couteau avait été enfoncée dans son cou et il avait été frappé à coups de machette. – *(AFP.)*

● *Extradition de McGlinchey.* – Dominic McGlinchey, dirigeant présumé de l'INLA, dont la condamnation à vie vient d'être annulée par la Haute Cour d'Irlande du Nord (*le Monde* du 11 octobre) a été remis le vendredi 11 octobre aux autorités de la République d'Irlande. McGlinchey est inculpé à Dublin de participation à une fusillade avec la police irlandaise. – *(Reuter.)*

EQUATEUR

Rupture avec le Nicaragua

Le ministre équatorien des relations extérieures, M. Edgar Teran, a annoncé, vendredi soir 11 octobre, que le gouvernement de Quito avait rompu ses relations diplomatiques avec le Nicaragua à la suite de récentes déclarations du président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, selon lesquelles le chef de l'Etat équatorien, M. Leon Febres Cordero, est « *manipulé par les Etats-Unis* ».

M. Febres Cordero, – qui a manifesté cette semaine son désir de se joindre au « groupe de Lima » (Pérou, Brésil, Uruguay et Argentine), qui appuie les efforts de paix du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie et Panama) en Amérique centrale, – avait affirmé que cette région ne connaîtra la paix que lorsque des « *élections véritablement libres se dérouleront au Nicaragua* ». Cette déclaration avait provoqué l'irritation des autorités nicaraguayennes.

A Managua, le gouvernement a estimé « *lamentable, précipitée et injustifiable* » la décision du président équatorien. Le ministère des affaires étrangères estime que cette décision « *favorise les desseins du gouvernement américain destinés à empêcher le progrès de l'unité latino-américaine* » et qu'elle « *rend indiscutablement le gouvernement de M. Febres incapable de participer à un effort de médiation en Amérique centrale* ». – *(AFP.)*

THAILANDE

Démenti de Médecins sans frontières

Médecins sans frontières a démenti, samedi 12 octobre, les accusations portées la veille par un officier de police thaïlandais selon lequel l'organisation humanitaire française avait recruté et payé des mercenaires occidentaux chargés d'entraîner, en Birmanie, des rebelles karens. Ces accusations ont été portées à la suite de la mort d'un « mercenaire » français, tué au cours d'un affrontement entre rebelles karens et troupes birmanes non loin de la frontière thaïlandaise (*le Monde* du 10 octobre). MSF, dont des membres travaillent dans les camps de réfugiés civils karens du côté thaïlandais de la même frontière, a déclaré « *ne pas connaître* » ces « *mercenaires* ». L'armée thaïlandaise a, entre-temps, ordonné aux organisations étrangères de secours de rappeler leurs équipes opérant sur cette frontière. – *(AFP.)*

ARRESTATIONS AU TOGO

La « loi du talion »

Que se passe-t-il au Togo ? Si l'origine des mystérieuses explosions du mois d'août (*le Monde* du 28 août) demeure inconnue, il n'en reste pas moins que depuis cette date les arrestations se sont mutipliées, une trentaine à ce jour, et un climat de terreur, affirment des témoins, règne à Lomé. La presse officielle donne d'ailleurs le ton en réclamant « *la pendaison publique des terroristes* » ou « *l'application de la loi du talion : pour une victime d'une explosion, la pendaison d'un membre de la famille du terroriste* ».

L'ennui est, pourtant, qu'aucune des personnes arrêtées n'est détenue officiellement pour cette affaire mais pour « *distribution de tracts, outrages envers les représentants de l'autorité publique, incitations des forces armées togolaises à la violence et à l'insurrection en temps de paix* ». Beaucoup de personnes arrêtées d'ailleurs le sont sans qu'aucun motif d'inculpation ait été fourni à qui que ce soit.

Un certain nombre d'observateurs ne craignent pas d'affirmer que les explosions du mois d'août, qui se sont produites en des points particulièrement surveillés, comme, par exemple, le mur d'enceinte de la résidence du ministre de l'intérieur relèvent purement et simplement d'une « provocation » destinée à justifier la vague d'arrestations. Quoi qu'il en soit, l'organisation humanitaire Amnesty International qui vient officiellement d'envoyer une mission à Lomé s'inquiète de cette atteinte aux droits de l'homme dans un pays dont la « stabilité » si souvent vantée ne va pas de pair avec leur strict respect.

Amnesty International dénonce notamment le fait que plusieurs personnes soient détenues sans aucune inculpation depuis plus de quinze jours ; que le droit de visite ait été refusé à la plupart des familles ; que beaucoup de prisonniers soient transférés dans divers centres de détention sans qu'il soit possible de savoir où. Surtout, l'organisation humanitaire affirme que plusieurs détenus ont été torturés. D'ores et déjà, deux d'entre eux sont morts dans des conditions suspectes.

Amnesty International s'étonne, par exemple, que, dans le cas de M. Adote Aka Omer, décédé le 23 septembre officiellement d'une hypertension, la famille n'ait pas été autorisée à voir le corps avant l'enterrement le 4 octobre.

Tous les détenus appartenant à la fonction publique ont été licenciés, leurs salaires bloqués et leurs biens confisqués. Beaucoup de membres de leurs familles ont dû s'enfuir par crainte de représailles.

Pour *l'instant*, aucune date pour le procès que veulent organiser les autorités togolaises n'a été communiquée, mais Amnesty International a pris contact avec des avocats étrangers pour qu'ils puissent éventuellement se rendre à Lomé.

F. C.



RFA

Le procès du gentleman-cambrioleur

L'affaire défraie la chronique en RFA. On y trouve tous les ingrédients du roman policier : un monsieur bien sous tous rapports et ancien député aurait attaqué une bijouterie. C'était le 28 décembre dernier. L'heure du verdict approche...

De notre correspondant

Bonn. — L'homme qui pénètre ce jour-là dans la bijouterie Koch, au centre de Baden-Baden, avec sa serviette à la main, a tout du client modèle. La cinquantaine, costume sombre, manteau bleu foncé de bonne coupe, gants blancs, lunettes à monture argentée, il s'exprime avec courtoisie et n'est pas un inconnu. A plusieurs reprises déjà, celui qui se fait appeler Dr Zimmermann, de Bad-Soden, est venu juste avant Noël se faire présenter des bijoux, à la recherche d'une « pièce dans les tons bleus ».

Ce jour-là, pourtant, il demande à voir des rubis et des bagues *« pour sa femme »*. Puis, brusquement, le ton change. L'élégant client annonce qu'il s'agit d'un hold-up. Brandissant un revolver Smith et Wesson, il contraint le fils du bijoutier, Dirk Greiling, vingt-deux ans, qui se trouvait seul au magasin, à s'allonger dans la salle du coffre. La petite amie de l'infortuné, survenant sur ces entrefaites, se voit prier de lui lier les pieds et les mains, avant d'être à son tour ligotée. Puis le gangster rafle tout ce qui se trouve dans le coffre et les vitrines, revient à ses victimes, auxquelles il assène un coup de crosse derrière la tête. Maladresse ou ultime effort d'intimidation ? Un coup de feu part, la balle va se perdre dans le mur, l'homme s'enfuit avec son butin : 2 639 000 marks.

Un fâcheux hasard

Ç'aurait pu être un hold-up presque parfait. Mais le hasard a voulu qu'un passant note, au même moment, le numéro d'immatriculation d'une Mercedes bleue dont le chauffeur lui paraît avoir un comportement un peu bizarre. Sans le savoir, il déclenche une incroyable affaire. Le propriétaire de la voiture n'était autre que le voisin du chancelier Kohl dans sa résidence privée de Ludwigshafen, un homme qui pendant des années avait été l'un des plus en vue de la scène politique de Rhénanie-Palatinat.

Député libéral au Landtag pendant seize ans, Hans-Peter Scholl, cinquante-deux ans, avocat de formation, avait été sept ans durant, jusqu'en 1981, président du parti libéral (FDP) de cet Etat. Parallèlement à ses activités politiques, il fut pendant des années le directeur du syndicat de l'industrie pharmaceutique allemande. A ce titre, il distribuait généreusement des fonds pour soutenir les campagnes électorales des « amis de la pharmacie » au Bundestag.

Cet homme hautement « respectable », qui a même été un moment pressenti par le ministre-président de Rhénanie-Palatinat, Bernhard Vogel, pour entrer dans son gouvernement, avait cependant le défaut d'aimer un peu trop le luxe, les bijoux et les objets d'art. Accusé d'avoir confondu la caisse du syndicat qu'il dirigeait et la sienne propre, il avait dû quitter en 1980 un poste qui lui avait jusque-là permis de mener grand train.

L'affaire l'avait également obligé à renoncer à la présidence de son parti en Rhénanie-Palatinat, sans toutefois lui faire perdre ses appuis politiques, puisqu'il parvint un an plus tard à prendre la tête du groupe parlementaire.

Apparemment soucieux de l'avenir de son protégé, qui n'avait plus pour vivre que sa pension de l'industrie pharmaceutique et sa retraite de député, M. Bernhard Vogel lui avait trouvé un poste de consultant auprès de la Lufthansa, qui lui rapportait 15 000 marks en honoraires et frais professionnels.

Criblé de dettes

Lorsque la police l'arrête, le 5 janvier, dans sa villa d'Oggersheim-Ludwigshafen, elle n'ignore pas que, malgré ses revenus encore plus que confortables, il est criblé de dettes auprès des banques. En dépit de ses revers de fortune, Hans-Peter Scholl n'a pas changé ses habitudes. Il continue de rouler en Mercedes, à entretenir en plus de sa propre famille une ancienne amie d'enfance qui est devenue sa maîtresse, à laquelle il a acheté une maison à Bad-Soden, à effectuer de fréquents voyages à l'étranger. Le mobile paraît tout trouvé, d'autant que le fils du bijoutier de Baden-Baden et sa petite amie n'ont pas un instant hésité à reconnaître leur agresseur sur la photo qui leur est présentée.

Hans-Peter Scholl, dont le procès a débuté au mois de juillet dernier devant le tribunal de Baden-Baden, n'a pourtant cessé depuis son arrestation de proclamer son innocence et de hurler à la méprise. Il affirme s'être effectivement rendu, le 28 décembre, à Baden-Baden, avec sa famille, pour une discussion d'affaires et pour y effectuer des achats. Parti le matin même de Ludwigshafen avec sa femme, sa fille et sa belle-mère, au volant de la Mercedes 280, il assure être d'abord allé à un rendez-vous avec quelqu'un dont il refuse de donner le nom avant de déjeuner en famille à Neuweiher.

A son retour du restaurant, vers 15 h 30, c'est-à-dire exactement à l'heure du hold-up, il se fait déposer dans le centre ville en fixant rendez-vous à sa famille un peu plus tard. Les enquêteurs retrouvent sa trace vers 15 h 30 dans une première boutique située à 300 mètres de la bijouterie, où il achète un costume de cuir vieux rose, puis dans une seconde où il achète un nouveau manteau qu'il revêt à la place de l'ancien. Vers 16 h 20, il rejoint sa famille et se fait arrêter quelques minutes plus tard à un barrage de police. Il présente sa carte d'ancien député et passe sans encombre.

Il laisse ensuite sa famille repartir en voiture pour Ludwigshafen, pendant que lui-même décide de rester en ville pour la nuit, loue une chambre d'hôtel où il dépose sa serviette, de couleur noire, et passe sa soirée au casino

SERGUEL

Le lendemain, il se rend chez le coiffeur pour se faire teindre les cheveux avant de regagner en train son domicile.

Lourdes présomptions

L'ancien député aura sans doute beaucoup de mal à expliquer comment il se fait que, lors d'une perquisition du coffre qu'il a loué à l'Union des banques suisses, la police y découvre deux bagues, l'une en platine, l'autre sertie de diamants, provenant l'une et l'autre de l'attaque. Elle y trouvera d'ailleurs aussi des papiers datant de l'époque où Scholl était encore à la direction du syndicat de l'industrie pharmaceutique et qui provoqueront un nouveau mini-scandale à Bonn quand l'hebdomadaire *Der Spiegel* en publiera des extraits sous le titre : « Comment l'industrie pharmaceutique a acheté Bonn ».

L'affaire Scholl allait-elle devenir une nouvelle affaire Flick ? Le parquet en a décidé autrement en indiquant que rien dans ces documents ne justifiait l'ouverture d'une nouvelle procédure.

L'Arsène Lupin présumé, qui est défendu par un des meilleurs avocats allemands, Me Egon Geis, de Francfort, aura en tout cas toutes les peines du monde à prouver son innocence.

Coupable ou non, le gentleman-cambrioleur tient les amateurs de romans policiers en haleine.

HENRI DE BRESSON.

CAMBODGIENS EN FRANCE

Les galettes et le riz de l'exil

Près de la moitié des cinquante mille Cambodgiens arrivés en France depuis 1975 vivent à Paris. Mais ils forment deux communautés : les chanceux et les autres...

Descendant de sa Mercedes blanche dernier modèle, M. Tchen rentre chez lui. Sa journée à l'atelier de confection a été harassante. Il retrouve sa famille au vingtième étage d'une tour de la porte d'Italie. Tout le monde est installé en rond autour du magnétoscope. Le film vient de Hongkong. Ici, on ne parle que le chinois. Pran, lui, est un vrai Khmer de la campagne, à la peau sombre. Au fond d'une impasse sordide de Pigalle, il loue une chambre de 15 mètres carrés où il vit avec sa toute jeune femme et son enfant. Un rideau sépare l'unique lit du coin cuisine. Depuis plus d'un an, il est au chômage.

Le commerçant prospère est sino-cambodgien, le chômeur en fin de droits est khmer. Ils ont pourtant le même passeport. Installés au Cambodge depuis plusieurs générations, les Chinois y faisaient du commerce.

La tontine

En arrivant à Paris, Tchen et Pran connaissent d'abord l'itinéraire commun à tous : le centre de transit de Créteil puis un foyer d'hébergement. Assez vite, tous deux trouvent un emploi dans l'industrie automobile, qui tourne alors à plein. Mais leurs chemins se séparent vite. Parce que Tchen est débrouillard, commerçant dans l'âme, et bénéficie d'emblée de l'aide du milieu chinois déjà installé dans la capitale. Tandis que Pran reste à Talbot-Poissy jusqu'à la dernière vague de licenciements.

Très vite, les Chinois se sont regroupés dans les gratte-ciel du treizième arrondissement et à Belleville. Les premiers arrivés ont loué des nattes dans leur appartement aux nouveaux venus. Tchen fait ses premières économies. Il ne remet à sa femme que la moitié de son salaire. Une fois de plus, on se réunit à une vingtaine, chacun met le contenu de sa tirelire sur la table et l'on organise une « tontine », système de prêt clandestin à taux variable, reposant sur la confiance. Chacun des participants, qui verse souvent de l'argent à deux ou trois autres « tontines », peut ainsi monter sa propre petite affaire.

« Comment font-ils »

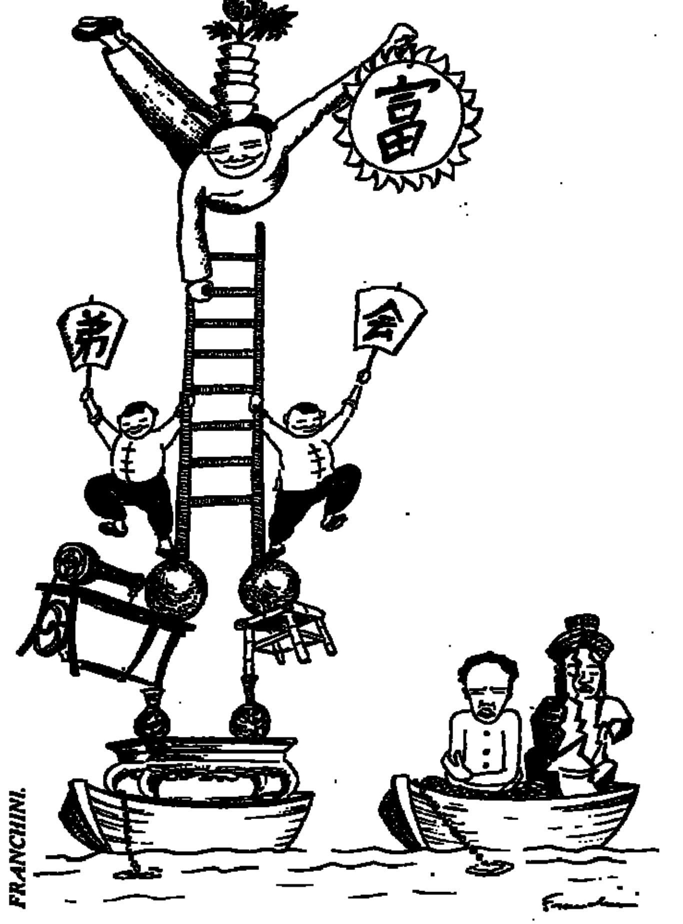
Beaucoup de Sino-Cambodgiens, avec l'aide de prête-noms français, ont ainsi ouvert les multiples ateliers de confection du quartier Italie. Quelques ouvrières déclarées à mi-temps y cousent les vêtements coupés dans les ateliers du Sentier. Ce n'est que la partie visible de l'iceberg. Dans les appartements des tours voisines, femmes et filles arrondissent le pécule familial. Une piqueuse qui passe à sa machine seize heures par jour, et ce n'est pas rare, peut gagner 10 000 francs par mois, payés en espèces.

Tchen possède aujourd'hui deux appartements parisiens et s'offre dans l'année quelques voyages... De Hongkong, il rapporte soieries et bijoux, et surtout des cassettes vidéo piratées sur la télévision locale. Articles très convoités par les Asiatiques de Paris, passionnés par tout le matériel hifi, télé, son. Sa réussite n'est pas isolée. Ngoan, lui, a quitté son usine de roulements à billes pour vendre des pâtés impériaux dans le dix-huitième arrondissement. Aujourd'hui, par l'intermédiaire de gérants fantômes, il est à la tête de quatre restaurants dans le même quartier.

Dès qu'une affaire rapporte, on la revend et on redémarre deux rues plus loin. Un inspecteur de police du treizième arrondissement s'étonne de la valse des enseignes : *« Comment font-ils pour aller si vite ? »* Le fisc patauge dans des sociétés fictives et des raisons sociales intraduisibles. Ce ne sont pas les quelques arrestations récentes, démantelant un réseau de fausses factures, qui dissuadent ces virtuoses du camouflage.

Tchen affiche une imperturbable sérénité : *« J'ai six enfants, on ne peut pas m'envoyer en prison. »* Aux yeux de l'Etat, il est pauvre. Après s'être déclaré, pendant trois mois, employé de son propre atelier, il se fait licencier par son homme de paille, empoche pendant un an les indemnités de chômage, puis recommence. *« A l'école, mes enfants bénéficient même de la cantine gratuite »*, glisse-t-il malicieux. C'est aussi grâce à leur nombreuse progéniture, quelquefois en partie adoptée, et à des bulletins de salaire de complaisance achetés dans le milieu que beaucoup de ses compatriotes ont pu acheter des pavillons de banlieue. A Lognes (Seine-et-Marne), ils occupent un véritable îlot. Les machines à coudre y ronronnent du matin au soir...

Ces Chinois ne songent pas à rentrer un jour au Cambodge.



FRANCHINI.

Ils essaient plutôt d'en faire sortir les membres de leur famille qui y sont encore. Pour 10 000 francs par personne, munis d'une simple photo, des passeurs se chargent de les conduire à la frontière thaïlandaise. Une fois dans les camps, on entame un procédure légale d'émigration pour raison de *« réunion de famille »*. En attendant, on leur envoie au Cambodge des médicaments qu'ils peuvent revendre à l'unité et on tente de leur faire parvenir des dollars par le Vietnam.

Les Khmers démunis se contentent de réclamer ceux des leurs qui sont déjà dans les camps, pour partager avec eux la seule chose dont ils disposent à Paris : la liberté.

Ces vrais Cambodgiens, le Père François Ponchaud les connaît bien. L'auteur de *Cambodge année zéro*, premier à avoir révélé l'ampleur du désastre, a passé dix ans avec eux, de 1965 à 1975. Il est adjoint de Mgr Ramousse, chargé des Khmers catholiques dans le monde.

A Espace Cambodge, sa porte est ouverte à ceux qui sont en difficulté, *« presque tous »*, affirme-t-il. *« Les faire venir, c'est mettre un emplâtre sur une jambe de bois. Malgré toutes les bonnes volontés, nous n'avons plus à offrir que le chômage et la crise du logement à ceux qui ont débarqué à Paris ces dernières années. Il est urgent de trouver une solution internationale négociée pour arrêter l'hémorragie de ce peuple. »*

« Nous étions un peuple heureux »

Rares sont les Khmers qui vivent dans la « Chinatown » parisienne. Il faut les chercher dans les coins misérables de la capitale ou en grande banlieue, perdus au milieu d'immigrés d'autres nationalités. Jadis, ils étaient, chez eux, paysans ou petits fonctionnaires et ils répugnent au travail clandestin. Ceux qui ont un emploi dans une entreprise française vivotent. Pour les autres, les allocations familiales constituent souvent les seules ressources. Le désœuvrement et l'isolement sont dramatiques. Pour tuer le temps, beaucoup jouent aux cartes leurs maigres ressources et sombrent dans l'alcoolisme. Les personnes âgées surtout sont incapables de s'adapter.

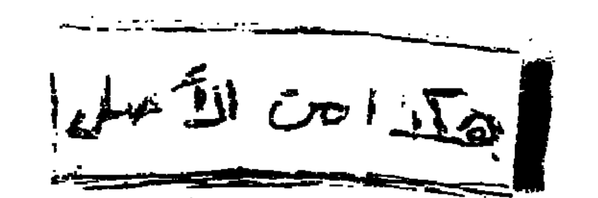
Les rares intellectuels khmers rescapés souffrent dans leur dignité. *« Nous sommes des réfugiés politiques, pas des travailleurs immigrés »*, précise un ancien instituteur devenu manutentionnaire. *« Nous étions un peuple heureux, aimant les arts »*, explique-t-il en évoquant le fameux « sourire khmer » qui flotte sur les lèvres des statues d'Angkor dévasté. Tous sont amers devant la réussite des Sino-Cambodgiens, et les deux communautés affichent un mépris réciproque. *« Les Chinois vivent de combines. »* S.C. Yen, dans une petite revue polycopiée, les accuse d'exploiter ses compatriotes sans travail : *« Ils n'ont plus qu'à coudre au noir pour les Chinois qui les payent 2 francs par pièce. »*

Les Chinois se défendent en accusant les Khmers de *« paresse »* et de *« bêtise »*. *« J'aurais honte d'être Cambodgienne »*, va jusqu'à dire Lang, une jeune femme qui a quitté Phnom-Penh en 1975.

Rentrer chez eux, tous les Khmers le désirent ardemment, même s'ils savent que leur espoir n'a guère de sens. *« L'ONU doit obliger les Vietnamiens à s'en aller »*, répète sans conviction un vieillard. Très peu sont prêts, parmi les jeunes, à aller se battre dans les maquis. Quelques rares médecins partent dans les camps ou passent la frontière pour aller soigner les résistants. Les autres, convaincus de leur impuissance, se contentent d'évoquer, avec une nostalgie douloureuse, la douceur de vivre dans les grandes maisons de bois sur pilotis, le goût des mangues et la saveur de l'eau de palmier.

Les enfants, eux, ne souffrent pas du mal du pays. Sar travaille bien à l'école. La directrice de son collège vante sa docilité et son application. En vous regardant bien dans les yeux sous sa frange noire, il affirme : *« Moi aussi, je suis français. »*

CHANTAL BLANDIN.



France

LE CONGRÈS DU PS A TOULOUSE

M. Mitterrand aux socialistes : soyez unis !

Si la synthèse entre majoritaires et rocardiens se fait au congrès socialiste de Toulouse, comme il est probable, elle se sera jouée dès le premier jour, vendredi 11 octobre. MM. Lionel Jospin et Michel Rocard, qui se sont exprimés l'après-midi, ont chacun répété : *«La synthèse? Je la veux!»* Et c'est M. François Mitterrand lui-même qui a, en quelque sorte, cadré l'accord dans le message qu'il a adressé au congrès. Un message qui tient en un mot : *«unité»*.

M. Jospin a créé l'événement en montrant des dispositions insoupçonnées de chef militaire, débordant «l'économie» sur le terrain qu'il croyait le plus protégé : la modernisation du socialisme. Bousculé, M. Rocard a dû improviser pour lui répondre dans un discours obscur, du moins confus.

En fait, M. Rocard a fait trois discours en un seul : un discours présidentiel et planétaire; une réponse à M. Jospin; une mise au point en tant que responsable de courant. Résultat : le message a été brouillé.

Ayant trouvé plus rénovateur que lui-même, dépossédé d'une partie de son originalité, M. Rocard a répondu chiche ! Mais l'ancien ministre de l'agriculture a maintenu certaines critiques... Cela lui a valu d'être mal accueilli par une bonne partie du congrès, notamment lorsqu'il a affirmé que la relance de 1981 est responsable du quadruplement de l'endettement de la France.

Le désaccord sur la question des alliances pour l'après-1986 avait ces derniers jours fait monter la tension. M. Jospin a exclu plus catégoriquement que jamais toute participation du PS à un gouvernement où il serait la *« force d'appoint de la droite »*. Qu'à cela ne tienne : M. Rocard a repris cette formule à son compte pour démonter le procès d'intention qui, pensait-il, lui était fait. M. Gaston Defferre, lui, qui a connu d'autres régimes, a été plus prudent que M. Jospin : il a évoqué les divers cas de figure possibles pour l'après-86 en souhaitant que le congrès ne se lie pas les mains par avance.

La motion de « synthèse » risque donc de rester imprécise sur le chapitre des alliances. Fermes sur le fond dans le débat entre rocardiens et majoritaires, la plupart des intervenants se sont montrés soucieux de parvenir à un accord. Seul M. André Laignel, paraphrasant sa propre formule célèbre du congrès de Valence, a lancé : *« Nous sommes démocratiquement majoritaires et pourtant nous aurions politiquement tort. »*

M. Louis Mermaz était plus dans le ton en affirmant : *« Il y a deux charmants villages en Europe : Bad-Godesberg et Canossa. Nous ne sommes ni à Bad-Godesberg ni à Canossa ; je vous propose que nous restions à Toulouse, justement pour y faire entre nous une bonne synthèse. »*

La première séance de travail de la commission des résolutions chargée de parvenir à la rédaction d'un texte commun s'est terminée samedi, vers 1 heure du matin. Elle a confirmé la probabilité de cette « bonne synthèse ». Toutefois, après le jugement abrupt porté par M. Rocard dans son discours de l'après-midi, la question du bien-fondé de la relance effectuée par le gouvernement de M. Pierre Mauroy au début du septennat a suscité de longs débats. Le comportement du PS après 1986 vis-à-vis des autres forces politiques a été, comme prévu l'autre point essentiel de discussion entre majoritaires et rocardiens.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Bonjour le réel !

Le congrès, en son premier jour, ne s'est finalement offert qu'un seul instant de vrai bonheur, un moment de bonheur simple et d'auto-attendrissement, en acclamant follement M. Charles Hernu lors de son entrée très calculée dans la salle, le seul à avoir eu droit à cet accueil. Et cet hommage au héros tombé au champ d'honneur était tout sauf une sonnerie aux morts, une déclaration plutôt, presque un peu fleur bleue qui parut d'ailleurs embarrasser son destinataire plus qu'autre chose. *« Les militants socialistes sont des sentimentaux »*, résumera le successeur, M. Paul Quilès, lui-même expert en tendresse.

Sentiments, sentiments... Cette ovation-là fut comme la seule intrusion de l'irrationnel dans un congrès soumis — et consentant — à l'implacable nécessité de la synthèse. L'irrationnel et le réel, le réel et l'irrationnel : un fort beau débat, quoiqu'un peu byzantin, eut lieu à la tribune sur le sujet entre les deux fleurettistes du jour, MM. Lionel Jospin et Michel Rocard. L'identité de la gauche et ce qui la sépare de la droite relèvent-ils du réel ou de l'irrationnel ? *« De l'irrationnel »*, avait estimé M. Rocard. M. Jospin le reprit à la tribune, énumérant pour mémoire une série de divergences, bien réelles, elles, entre gauche et droite. *« Mais qui oserait dire que l'irrationnel n'est pas de l'ordre du réel ? »*, répliqua, superbe, M. Rocard.

Exit donc l'irrationnel avec M. Hernu, qui ne s'attarda pas, et retour au réel, dont les exigences dominent le congrès. Le cadre en donne le ton, bien peu militant avec, dans les coulisses, ces stands des entreprises de pointe (EDF, Matra, etc.). Il faut écarquiller les yeux pour entrevoir les petites roses sur la cravate militante que M. Pierre Joxe a achetée le matin même. Et il est significatif que les délégués aient quasiment ignoré deux personnalités pourtant symbole d'ardents combats idéologiques récents, MM. Michel Bouchareissas, chantre de la laïcité et Edgard Pisani, promoteur de l'indépendance-association de la Nouvelle-Calédonie.

Bonjour le réel ! Le congrès, pour gagner en 1986, exigeait une synthèse : la synthèse devrait se faire. Et si M. Rocard, bien que parfois presque inaudible car interpellant sans cesse Lionel Jospin et s'éloignant donc dangereusement du micro, fut applaudi par une salle quasi unanime, c'est bien parce que son discours fut ressenti comme tourné vers cette synthèse tant espérée. *« Tout est sur la table, dans des conditions dont on peut parler »*, devait estimer M. Mauroy, qui s'y connaît en synthèse, après l'intervention du maire de Conflans, tandis que M. Gaston Defferre se félicitant de *« l'ouverture d'esprit »* du premier secrétaire.

Le maire de Marseille a d'ailleurs entrepris sa propre synthèse à grand spectacle avec son « dauphin », M. Michel Pezet, auquel l'avaient opposé de vifs incidents ces derniers jours. Arrivés en même temps dans la salle, les deux hommes ont longuement et ostensiblement bavardé devant les photographes, tandis que M. Defferre assurait à qui voulait l'entendre que *« le conflit va être réglé »*. Le réel, sans doute, là encore...

DANIEL SCHNEIDERMANN.

A rénovateur, rénovateur et demi

De notre envoyé spécial

Toulouse. — *« La parole est au premier secrétaire par intérim »* : c'est ainsi que M. Louis Mermaz avait présenté aux militants socialistes, réunis en congrès extraordinaire à Créteil, au mois de janvier 1981, celui qu'ils venaient de porter à la tête de leur parti, sur recommandation expresse du principal intéressé, M. François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle et bien décidé, quelle que pût être l'issue du combat du 10 mai, à céder cette responsabilité-là.

Par intérim ? *« Il n'a rien compris »*, avait murmuré M. Mitterrand. La grande majorité des dirigeants socialistes ne donnaient pas cher à l'époque de l'avenir politique de M. Lionel Jospin. Que M. Mitterrand perde sa dernière grande bataille électorale et M. Jospin, pensait-on, ne ferait pas le poids pour tenir le parti jusqu'à la prochaine, celle de la succession d'un chef historique du socialisme. Qu'il l'emporte, et ce jeune homme encore tendre sauterait à la première tension entre le parti et le pouvoir, à la première crise d'adaptation à la gestion gouvernementale d'un parti forgé dans l'opposition.

M. Mitterrand l'a emporté et M. Jospin a commencé par résister tant bien que mal, et plutôt maladroitement, au congrès de Valence, où il n'a pas su prendre à contre-pied le délire arrogant et sectaire des triomphateurs de mai. *« Que voulez-vous, je n'étais pas François Mitterrand »*, a-t-il remarqué quatre ans plus tard. Il veut aujourd'hui, comme il l'a dit à Toulouse, *« oublier Valence »*. Mais cette faute restera inscrite dans la mémoire collective comme le plus spectaculaire des dérapages politiques, la marque d'une gauche socialiste que l'on tiendra longtemps après, et à cause de cela, pour immature.

Il a résisté aussi, plutôt mieux que mal, aux tentatives de déstabilisation de son autorité encore faiblement assurée dans les années 1981-1982. Elles venaient essentiellement des « conventionnels », ces hommes que M. Mitterrand avait rassemblés en 1965 à la Convention des institutions républicaines. Elles se sont développées fortement en 1982 — le premier secrétaire, disait-on, manque d'autorité et ne tient pas son parti, — puis à l'approche du congrès de Bourg-en-Bresse, peu avant l'été 1983 et, plus faiblement, au cours de la préparation du congrès de Toulouse.

Il a dû résister, dans la conduite des affaires de son parti, à trois poids lourds du socialisme, successivement MM. Jean-Pierre Chevènement, Laurent Fabius et Michel Rocard. M. Chevènement, c'était au congrès de Bourg-en-Bresse. Le chef de file du CERES, sorti du gouvernement, contestait une politique économique à ses yeux suicidaire — elle conduisait la gauche, selon lui, à l'échec gouvernemental et électoral — et en défendait une autre radicalement différente. A Bourg-en-Bresse, M. Chevènement est rentré dans le rang... puis ensuite au gouvernement. Il est vrai que les injonctions de M. Mitterrand — le chef de l'Etat exigeait des socialistes l'unité — avaient pesé lourd. Mais, dans la balance, M. Jospin avait aussi placé sa démission.

Menace de démission également, près de deux ans plus tard, lorsque le premier secrétaire du PS a pris le risque de faire éclater le conflit larvé qui l'opposait au premier ministre sur la conduite de la campagne des législatives et sur son contenu. Victoire au finish dans le parti, après que M. Mitterrand eut renvoyé les deux hommes dos à dos avec carton jaune pour M. Laurent Fabius, gentiment encouragé à prendre exemple sur le candidat Mitterrand de 1981 et à ne plus mettre son drapeau socialiste dans sa poche.

Choc frontal, enfin, avec M. Michel Rocard au congrès de Toulouse, et renversement des rôles communément attribués à chacun des protagonistes. M. Rocard menait campagne depuis des mois en réclamant la clarté et le langage de la vérité. M. Jospin, devant le congrès, a parlé clair et sans détour. M. Rocard a paru confus.

A rénovateur, rénovateur et demi : M. Jospin, que l'on voulait confiner dans une obscure fonction de gardien du temple, conteste à M. Rocard l'image de la modernisation du socialisme.

Ainsi le premier secrétaire paraît s'imposer à tous les socialistes. Il est sorti peu à peu en deux temps (affaire Fabius, débat avec Michel Rocard) d'un «style de gouvernement» prudent, voire effacé, qui répondait au souci de ménager à la fois le pouvoir et toutes les sensibilités socialistes. Il est sorti brusquement d'un type de raisonnement répétitif et horripilant, que l'un de ses amis résumait ainsi : *« Premièrement une; deuxièmement deux; troisièmement la vertu est un juste milieu. »*

Il aura fallu quatre ans pour qu'émerge la vraie nature de cet homme et pour qu'il commence à donner toute sa mesure.

JEAN-YVES LHOMEAU.

M. Jospin : constituer une majorité de gauche

« Avons-nous changé ? Devons-nous le reconnaître ? Bien sûr que nous avons changé. Bien sûr que nous devons le reconnaître » affirme d'emblée M. Lionel Jospin, qui souligne : *« La rénovation du socialisme en France (...) est un mouvement de recherche (...) continu qui nous engage collectivement et n'a nul besoin de spécialistes »*. Le premier secrétaire continue : *« La rénovation, non, si c'est pour dire que nous sommes un parti figé, archaïque, mais le renouvellement, oui, pour nous adapter au mouvement de la société. »*

M. Jospin ne croit pas qu'au PCF il y ait *« un courant de la rénovation dans le parti de la conservation »*. A propos de la transformation ou non du PS en un parti social-démocrate, M. Jospin répond notamment : *« Si c'est pour nous distinguer du mouvement communiste, c'est fait. Si c'est croire au socialisme, et à la démocratie, nous le sommes. Si c'est renoncer aux réformes de structures et à un secteur public, ne franchissons pas le pas. Si c'est pour se lier de façon organique à un mouvement syndical uni, c'est impossible en France (...) Si c'est accroître nos liens avec le salariat et avoir plus d'ouvriers dans nos rangs, c'est engagé (...) Parti de classe, je ne sais pas, mais parti lié au salariat, c'est indispensable. »*

Pour M. Jospin, *« le pays a besoin d'une grande force progressiste de caractère socialiste »*, à la fois parce que le retour de la droite *« empêcherait notre pays d'accomplir la mutation en cours »*, et parce que, à gauche, *« le paysage politique n'est plus ce qu'il était »*. *« Nous ne sommes plus*, souligne-t-il, *dans la situation d'un équilibre à gauche, mais face à un déclin irrémédiable du PC. »*

Pour M. Jospin, après l'étape d'Epinay et mai 1981, l'heure est à une deuxième étape. *« Aujoud'hui, en cette fin de siècle*, dit-il, *il est temps de rassembler toute la gauche autour des socialistes. » « Moderniser nos théories ?* continue-t-il, *j'y suis pret. »* Mais *« on n'abordera pas cette fin de siècle avec pour seul viatique la bagage théorique d'un parti de centre gauche ? Bâtir un grand parti social-démocrate, pourquoi pas? Déboucher sur un petit parti de centre gauche, certes non. »*

M. Jospin se dit encore prêt à engager l'organisation et le fonctionnement du PS car *« il faut changer si nous voulons devenir un parti de masse »*. Il lance ensuite une mise en garde. *« Si*, dit-il, *la collectivité n'est pas forte, exigeante, sûre de son identité collective, les parcours individuels risquent de déchirer le parti. Si la collectivité est forte, elle balisera et magnifiera les trajectoires individuelles quelles qu'elles soient. »*

M. Jospin souhaite que la question des alliances pour l'« après-86 » soit abordée sans *« procès d'intention »*. Il rappelle que les socialistes se battent pour gagner *« et constituer une majorité de gauche »*. Dans l'hypothèse contraire, M. Jospin affirme : *« La réponse ne peut résider dans la rédaction d'une plate-forme minimum »*, ni dans un *« contrat de législature »* car *« en quoi passer ce contrat est-il une garantie politique si c'est la nature des contractants qui est en cause? »*. M. Jospin conclut : *« Si le score minimum réalisé aux élections ne nous mettait en position d'entrainer, de créer une dynamique de gauche dans un gouvernement dirigé par nous, nous serions dans l'opposition, nous ne ferions pas l'alliance à droite, nous ne servirions pas de force d'appoint à la droite, en tout cas pas avec moi comme premier secrétaire* (...) *Si notre score est tel que — le poids politique de la fonction présidentielle aidant — nous pourrons créer une dynamique autour de nous, les socialistes restant en situation prédominante, et que l'impact politique de cette situation libère du bloc conservateur des éléments qui, en rupture avec la droite et ses partis, viennent vers nous et nos solutions politiques, alors cette perspective pourra être examinée positivement par les instances du parti. »*

Le tournant social-démocrate

(Suite de la première page.)

En premier lieu l'unité. Avant de prétendre rassembler au delà du PS, mieux vaut être capable de réunir tous les courants socialistes. M. Mitterrand l'a demandé ; M. Jospin l'a souhaité ; M. Rocard y a intérêt s'il veut être un jour désigné comme le candidat des socialistes à l'élection présidentielle. Compte tenu des termes du message du président aux congressistes et des discours de MM. Jospin et Rocard, tous trois seraient bien ridicules si, dimanche matin, la « synthèse » ne se faisait pas.

En second lieu, la synergie entre les chefs de file.
Elle suppose que M. Rocard et d'autres acceptent de renvoyer à plus tard la question de l'élection présidentielle et, donc, ne misent pas sur un échec en 1986 conduisant le président à interrompre avant terme son *mandat. Elle implique aussi que* MM. Rocard et Fabius soient mis fortement en avant pendant la campagne électorale.

Enfin, la cohérence. Il est inutile de presser le PS de renoncer à un marxisme auquel il n'a jamais adhéré, même si le marxisme reste bien présent dans quelques têtes. Il est en revanche urgent d'assumer la signification idéologique d'une politique, d'assurer la cohérence entre ce qui se fait et l'idéal. C'est là sans doute la « divine surprise » du congrès de Toulouse, qui restera comme le congrès de la rénovation.

Le socialisme ? Pour M. Fabius, c'est la recherche de la justice sociale, de l'égalité des chances plus une dose de morale. De quoi, on le voit, contenter beaucoup de gens. M. Rocard y ajoute simplement *« le refus de l'élitisme »*, M. Jospin *« les réformes de structures »*. Mais concrètement MM. Fabius, Jospin et Rocard se rallient par exemple à une conception « souple » des nationalisations qui implique, ici et là, la dénationalisation de certaines filiales. Quant au PS, foin des théories savantes sur *« le front de classe »* : il aspire simplement à être *« le parti du salariat »* !

Le socialisme ne peut être seulement une gestion ; il est aussi une transformation. Sinon , *« qu'est-ce qui le distinguerait du conservatisme éclairé ? »*, a demandé M. Jospin. Aujourd'hui, peu de chose.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Sur 6451 mandats exprimés, 4612 (71,49 %) sont allés à la motion n° 1 déposée par MM. Lionel Jospin, Pierre Mauroy et le CERES, et 1 839 (28,51 %) à la motion n° 2 présentée par M. Michel Rocard.

M. Rocard : des garanties écrites

Avant d'indiquer qu'il se considère *« naturellement » « solidaire de la totalité du bilan »* de la gauche depuis 1981, *« pour le meilleur et pour l'un peu moins bon »*, M. Rocard a exposé à nouveau sa critique de la relance économique pratiquée au début du septennat : *« Nous l'avons payé, d'un budget de l'Etat en augmentation de 27 % et d'un déficit de 90 milliards en paiement. Cela nous a amené à quintupler la dette internationale de la France, laquelle nous interdit aujourd'hui d'attaquer le chômage. »*

Il se fécilite que le premier secrétaire ait donné son accord pour une réécriture de la déclaration de principe du PS. Il se satisfait également des analyses de M. Jospin sur la nature *« social-démocrate »* ou non du Parti socialiste français.

« Il faut en finir résolument et définitivement avec l'idée qu'il puisse y avoir un discours socialiste dans l'opposition et un discours socialiste au gouvernement », ajoute M. Rocard. Il demande que les socialistes *« sachent traduire en termes de compromis »* leurs propres valeurs. *« Nous avancerons d'étape en étape, et la ligne n'est pas celle de la rupture avec le capitalisme »*, remarque-t-il.

Il suggère également que les socialistes incorporent dans leurs discours et dans leur pratique *« le fait qu'on ne gouverne qu'avec rigueur, clarté et vérité »*, mais que *« ces vertus ne se suffisent pas à elles-mêmes »*. La rigueur, pour lui, *« est un principe constant »*, au gouvernement comme dans l'opposition. Il est nécessaire, à son avis, que ses amis *« rendent compte »* à l'opinion, *« y compris des points sur lesquels nous avons changé ou de ceux sur lesquels notre lucidité nous amène à des connaissances nouvelles »*. Quant à la vérité, elle consiste *« à dire des choses mêmes difficiles et à les dire même en période électorale et au risque d'une certaine impopularité »*.

M. Rocard exprime le souci d'éviter *« deux faux débats »* qui portent sur les relations avec le Parti communiste et sur les alliances pour le lendemain des élections législatives de 1986. Il est d'accord pour dire que la tâche des socialistes *« consiste à rassembler tous les électeurs de gauche »*. Il souhaite concrétiser cet objectif *« dans un accord négocié »*, et cela s'appelle, ajoute-t-il, *« l'union de la gauche »*.

Il estime cependant que la ligne actuelle du PCF interdit aux socialistes, *« pour longtemps »*, une telle perspective. Il regrette, à ce propos, que le retour au scrutin proportionnel ne permette plus d'*« organiser la convergence des forces de gauche »*. Pour lui, la proportionnelle est *« un attentat à l'union de la gauche »*.

La proportionnelle est aussi, à son avis, *« un système négateur de majorité claire »* et qui conduit les socialistes à *« appeler victoire le fait d'empêcher les autres d'avoir la majorité absolue tout seuls »*. Il réclame que le PS *« écrive par prudence les conditions minimales de préservation de son identité dans les situations où il ne serait pas majoritaire »* et qu'il ne se contente pas de la phrase *« trop simplette »* utilisée par des amis de M. Jospin, selon laquelle *« si l'on n'est pas la majorité, on est dans l'opposition »*.

M. Rocard affirme son accord avec M. Jospin pour dire que les socialistes ne doivent pas être *« la force d'appoint de la droite »*. Il souhaite seulement *« quelques garanties écrites »*. Il conclut son intervention en soulignant qu'il estime la synthèse *« possible »* et qu'il la considère comme *« nécessaire »*.

Le message du chef de l'État

Le président de la République, M. François Mitterrand, a adressé aux congressistes la lettre suivante :

« Mes chers amis,

Nous voici réunis à Toulouse pour un nouveau congrès, le troisième depuis notre victoire de 1981. Toulouse peut et doit être le point de départ d'un nouvel élan. Tout est possible si vous vous en donnez les moyens. J'en vois, pour ma part, quatre principaux :

— Soyez unis. Votre diversité fait votre richesse, vos débats prouvent votre vitalité. Votre unité fait votre force : sachez la préserver.

— Soyez fidèles à vos valeurs. En quatre ans et quatre mois nous avons réalisé dans cette fidélité les plus grands changements de l'histoire de la République. Nous avons encore beaucoup à faire.

— Soyez fiers de ce qui a été accompli. Bien entendu, de nombreuses imperfections subsistent. Mais votre bilan considérable vous invite à proposer un projet pour la France.

— Soyez ouverts au monde, à la société, à leurs évolutions, à leurs transformations tout en restant vous-mêmes. C'est comme cela que vous préparerez l'avenir.

Chers camarades, je vous assure de mes amicales pensées, de ma gratitude pour votre soutien, de ma confiance dans votre action. »

MUSIQUE ANCIENNE A GAND

La sérénité du vieux Schütz

La lumière des Flandres, le soleil transperçant le léger brouillard qui s'élève de ces terres plantureuses gorgées d'eau, ôte toute mélancolie au grand festival d'arrière-saison qui réunit à Gand des foules avides de musique et de danse. Plus de deux cents concerts ne suffisent pas à étancher leur soif, non seulement à Gand, l'ancienne capitale impériale, mais aussi dans l'ensemble du pays, à Courtrai, Bruges, Anvers, Malines, Tongres, Bruxelles, sans compter maintes petites villes, et dans des lieux historiques tels que la maison de Rubens, la cathédrale Saint-Rombaut, l'abbaye de la Bijloke ou le musée Memling.

Ce festival mériterait d'être mieux connu en France (si du moins le patriotisme flamingant admettait de publier un dépliant en langue... wallonne !), car, à côté des plus grands orchestres internationaux (de Berlin à Prague et d'Amsterdam à Leipzig, cette année), on peut y entendre quantité d'ensembles et de solistes de musique ancienne et baroque, qui sont la richesse de la Flandre et des Pays-Bas.

L'année européenne de la musique fournissait une occasion particulièrement favorable à cette plongée dans le passé. Plus de cent concerts sont consacrés aux « Princes de la musique », et non seulement à Bach, Haendel et Scarlatti, mais aussi Heinrich Schütz (né en 1585) et même Adrian Willaert (né à Roulers vers 1485), le premier grand maître de chapelle de Saint-Marc, le fondateur de l'école vénitienne. Au-delà dans le temps, de nombreux concerts montrent, sur les lieux mêmes où elle fut créée, que la musique fut « franco-flamande » pendant presque tout le quinzième siècle.

Dans la vieille église flamboyante de Saint-Michel, nous avons pu entendre ainsi l'opus ultime d'Heinrich Schütz, si rarement joué. A quatre-vingt-six ans, « le Sagittarius » médite une dernière fois sur « la loi du Seigneur », les cent soixante-seize versets austères du *Psaume 119*, disposés en onze motets pour solistes, double chœur et continuo, renouant avec cette forme concertante vénitienne d'un de ses chefs-d'œuvre, *les Psaumes de David*, plus de cinquante ans plus tôt.

Nulle lassitude, nulle mélancolie dans cette musique riche, aux répliques nerveuses, qui insiste sur le symbolisme et la valeur expressive des mots, les répète, les renvoie d'un chœur à l'autre pour en exprimer tout le suc, tout en gardant un style de récitation rapide, homogène, d'un grand souffle religieux.

Et pour finir, Schütz rajoute le *Psaume 100* qui exulte en larges vocalises jubilatoires, et encore le *Magnificat allemand*, marche unanime où solistes et chœurs s'encouragent à monter vers le ciel, où le compositeur rejoint la sérénité du vieillard Siméon : *« Maintenant, ô Maître, tu peux laisser aller ton serviteur dans la paix. »*

L'interprétation exceptionnelle qu'en a donnée à Gand le Chœur d'enfants de Hanovre, le Hilliard Ensemble et les London Baroque Soloists, sous la direction rigoureuse et frémissante de Heinz Hennig, nous la retrouverons prochainement sur disque.

Pour autant, le Festival des Flandres ne s'enferme pas dans l'art ancien. Douze mille personnes ont assisté, dans le Palais des sports de Gand, à la création d'un nouveau ballet de Béjart, sur *le Baiser de la fée* de Stravinski, assez baroque, alternant (comme la musique), épanchements romantiques et séquences abstraites, ainsi qu'à un délicieux divertissement sur sept *Danses grecques* de Théodorakis.

La jeunesse a aussi ses propres manifestations avec en particulier chaque semaine un concert pop en plein air, qui se déroule dans le célèbre décor du quai aux Herbes, un happening de douze heures à l'abbaye Saint-Pierre, et même un « off-off festival » (du 24 au 31 octobre à Gand) où l'on verra notamment Karole Armitage, Joseph Lennon et Bob Wilson.

Tout cela est l'œuvre d'une équipe de huit personnes, conduites par un jeune homme de soixante-dix ans, le docteur Jan Briers, à l'enthousiasme et à l'imagination intacts depuis vingt-six ans qu'il dirige cette institution : son prochain objectif n'est-il pas de créer un « Festival des trois capitales européennes » avec Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg ?

JACQUES LONCHAMPT.

★ Jusqu'au 4 novembre. Renseignements : Festival des Flandres, 18, place Eugène-Flagey, 1050-Bruxelles. Tél. (322) 648-14-84.

MINK DEVILLE ET CHRIS ISAAK A PARIS

Poussières d'étoiles

Ils sont Américains. Willy DeVille sur la côte est, Chris Isaak sur la côte ouest. Citadins tous les deux, échappés d'un bled perdu : Stamford (Connecticut) pour le premier, Stockton (Californie) pour le second. Willy DeVille a choisi New-York-City, la ville de tous les dangers, Chris Isaak, Los Angeles, la ville de tous les péchés. Et ça s'entend dans leur musique, et ça se voit.

Rockers, chacun à sa façon, de cœur et d'âme, de geste et de culture. Côté face et côté pile d'une tradition pionnière qui remonte aux années 50 : tendance noire, option blues et rhythm'n blues pour Willy DeVille ; tendance blanche, option country pour Chris Isaak. La frontière étant dessinée avant tout par leurs voix, crooners l'un et l'autre et chanteurs de charme : Willy DeVille, le timbre abrasif et rodé au blues ; Chris Isaak, le trémolo sensuel et l'héritage Elvis.

Willy DeVille est un déraciné, et il le porte sur lui : la boucle d'oreille, la pilosité à la d'Artagnan, le dégingandé canaille, le costume cintré du samedi soir, la classe... Entre gitan et portoricain, il incarne l'Amérique des minorités.

Les cheveux coiffés en Pompadour, une façon de poser le regard façon James Dean, Chris Isaak a une belle gueule, celle du Presley d'avant le service militaire et aussi la manière qu'il avait de camper l'Amérique des camionneurs. Une autre forme, après tout, de déracinement.

Dans *West Side Story*, ils se seraient sans doute retrouvés l'un contre l'autre sans trop savoir pourquoi : même camp mais bandes rivales, rebelles d'une cause perdue, héros d'une Amérique adolescente qui a grandi et qui n'en veut plus. Willy DeVille s'est brûlé à la poudre blanche et à l'électricité. Il a, d'une certaine façon, son avenir derrière lui, mais on continue de l'aimer, au fil des disques, pour ce qu'il est, un *« beautifulloser »*. Ancien boxeur amateur, Chris Isaak s'est entraîné sur le ring et sur les planches de surf. Il débute avec un premier album qui n'est pas fait pour mobiliser les foules.

Qu'ont-ils de moins qu'un Bruce Springsteen ? Ni la voix, ni l'énergie, ni les chansons. Le langage : le « boss » parle au quotidien et à tous. Eux, ont la nostalgie culturelle : la mise stylisée et les références tournées vers le passé. Willy DeVille avec ses rêves parisiens, ses hommages à Charles Dumont et Edith Piaf, ses flirts cajuns à la Nouvelle-Orléans, ses textes qui jouent l'épate *(Italian Shoes)* même si l'on sait bien que c'est pour évoquer un univers plus qu'une profession de foi : trop démonstratif. Chris Isaak avec ses clins d'œil à Elvis, ses tributs aux pionniers du rock'n roll, ses textes personnels et douloureux : trop introspectif.

Ils font pourtant ce que le rock a de meilleur à offrir. Par-delà la nostalgie, point de passéisme, ni l'un ni l'autre ne cède au mimétisme, mais aucun ne prête à l'identification. Héros d'hier et poussières d'étoiles comme on les aime, ils sont nés en Amérique *(Born In The USA)*. L'un est brun, l'autre blond.

ALAIN WAIS.

★ Mink DeVille à l'Olympia, les 14 et 15 octobre à 20 h 30. Discographie chez Polydor.

★ Chris Isaak au Rex, les 15 et 16 octobre à 20 heures. Discographie chez WEA.

THÉATRE

« Le Jardin des supplices »

Monsieur d'Etrepagny, bien dans sa peau, la cinquantaine, n'a jamais fait grand-chose : ses parents avaient de quoi. L'opéra le soir, Deauville le dimanche, sont parmi ses plus durs efforts. S'il s'embête trop, il prend un bateau pour le Tonkin, où il aime tuer des paons à la chevrotine — des paons, parce que c'est plus coloré que les éléphants ou bien il va en Somalie, c'est plus près, manger de la chair humaine. Il mange du Blanc, pas du Noir. D'après lui, le Blanc est plus tendre, d'un goût moins corsé et, Dieu merci, précise Monsieur d'Etrepagny, on trouve encore quelques Blancs aux colonies (nous sommes en 1899).

Le Jardin des supplices, d'Octave Mirbeau, est un livre bête et méchant, très drôle, de la provocation pure. Nicolas Bataille et quelques copains montent cela à très gros traits, comme de l'imagerie populaire, du guignol pour débiles profonds. Un heure de fous-rires. Ça nettoie les poumons. — M.C.

★ Théâtre de la Huchette, 21 h 30.

« Horace »

La compagnie Ivan Morane reprend, à la Cité internationale, son spectacle fétiche, *Horace*, créé — Corneille oblige — à Rouen en 1982, et qui a beaucoup été joué, a pris de la puissance et de l'acuité, s'est centré sur la passion de soi-même.

Horace, Camille, Sabine, Curiace sont jeunes. Ils vivent dans le grand palais sombre cerné par la guerre. Une guerre qu'ils n'ont pas décidée, et qui, des amants, fait des ennemis. Quatre jeunes gens déchirés jusqu'à la schizophrénie tentent de reprendre pied, de se retrouver à travers leur image, mais elle se dérobe, se casse, met à nu des fureurs, des forces insoupçonnées, des désirs trop terribles qu'ils refusent et qui les dévorent. Ils tuent comme on aime, par passion, par peur de soi-même. Ils sont devenus des enfants barbares, libres le temps d'un meurtre, avant d'être neutralisés par la raison des sages. C'est une belle histoire que cet *Horace* revivifié par la compagnie Ivan Morane. — C.G.

★ Cité internationale, 20 h 30.

Hommage à Orson Welles

« Le citoyen Kane est parti. Il y a quelques mois, j'avais rencontré Orson Welles pour l'aider à réaliser en France son Roi Lear. *J'avais gardé le souvenir d'un esprit éblouissant, d'une générosité infinie, à la mesure de son talent, la démesure »*, écrit dans un communiqué M. Jack Lang, ministre de la culture.

C'est en France qu'Orson Welles souhaitait réaliser son *Roi Lear (le Monde* du 12 octobre). TF 1 et un producteur privé devaient être associés dans ce projet, pour lequel Jack Lang s'était engagé à apporter une aide directe.

« Orson Welles n'aura pas pu ou pas voulu mener jusqu'au bout ce film-testament sur le pouvoir et la solitude. Il nous laisse le regret d'un grand projet inachevé », a écrit M. François Mitterrand dans un message à la famille d'Orson Welles.

LA NOMINATION DES PRÉSIDENTS DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Trois nouveaux, trois reconduits

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a complété, le vendredi 11 octobre, les nominations des présidents des sociétés de l'audiovisuel public. MM. Jean-Noël Jeanneney (Radio France) et Bertrand Labrusse (Société française de production) ont été reconduits. M. Jacques Vistel, chef du Service juridique et technique de l'information, remplace M. René Mahé à la tête de la Société de radio-télévision française d'outre-mer (RFO). Les présidents des chaînes de télévision avaient été nommés la veille : M. Hervé Bourges (maintenu) à TF 1, M. Jean Drucker à Antenne 2, Mme Janine Langlois-Glandier à FR 3 *(le Monde* daté 12 octobre).

Cette seconde série de décisions confirme la volonté de la Haute Autorité de placer ces nominations sous le signe de la continuité, du professionnalisme et de l'équilibre.

RADIO-FRANCE : le réseau

Radio-France, c'est une flotte. Le navire amiral : France-Inter, la station généraliste. Il faut y ajouter les vingt-neuf chalutiers « décentralisés » dans les régions, les stations (de plaisance) thématiques (France-Culture, France-Musique, les douze FIP, FIM, FIL..., Radio bleue, Radio 7, Sorbonne-Radio-France), la filiale de haute mer, Radio-France internationale.

Nommé par la Haute Autorité à l'été 1982, M. Jean-Noël Jeanneney a pris la succession de... Mme Michèle Cotta, sa présidente. Situation difficile, à un moment où le paysage radiophonique se modifiait profondément avec l'irruption des radios privées locales et où France-Inter subissait une forte baisse d'audience : de plus de 23 %, en 1981 jusqu'à 13,5 % au printemps de 1984 ! Le slogan de la chaîne *(« Ecoutez la différence »)* ne mordait plus et les programmes *« entre les oreilles »* pas davantage.

La chute a été stoppée, et on assiste depuis un an à une légère remontée de la chaîne. Le mérite en revient notamment au nouveau directeur des programmes, nommé en août 1983, Jean Garetto. Un travail de longue haleine : l'éclectisme et le dynamisme des émissions portent peu à peu leurs fruits. L'information s'est aussi progressivement dégagée de l'image « gouvernementale » qui lui était attachée depuis l'alternance.

Radio-France est une société en devenir. Confrontée à de graves difficultés financières, elle mise désormais sur les synergies entre les différentes stations — notamment les décentralisées — pour organiser un réseau qui s'enrichit des... différences. Des initiatives ont été prises, comme les soirées multiplex de football ou des ateliers de création radiophonique. Mais M. Jean-Noël Jeanneney a souvent protesté, depuis trois ans, contre les désordres de la bande FM, qui provoquent de grosses difficultés de réception, localement, pour France-Culture et France-Musique, les vaisseaux de luxe de la flotte.

Radio-France internationale, de son côté, bénéficie d'un plan quinquennal de développement assorti de crédits publics et ne cesse d'étendre son influence. Elle espère passer, parmi les radios de même nature, au plan mondial, de la vingt-huitième à la huitième place.

Y. A.

SFP : la mal-aimée

Des sept sociétés de radiotélévision nées de l'ORTF en 1974, la Société française de production et de création audiovisuelles (SFP) est sans doute la plus mal aimée. Produisant des émissions de qualité, mais dont le coût horaire n'était pas la qualité dominante (1), la SFP était alors confiée à un visionnaire de l'audiovisuel, M. Jean-Charles Edeline, qui allait la conduire dans une politique aventureuse de développement au moment précis où éclatait le choc pétrolier, générateur de la crise économique. Un déficit d'exploitation de 200 000 000 de francs sanctionnait bientôt cette fuite en avant et conduisait, en 1979, à nommer un successeur à M. Edeline.

Le redressement de la situation, bien engagé par M. Antoine de Clermont-Tonnerre, sera poursuivi et conforté par M. Bertrand Labrusse (venu de la Cour des comptes) que le pouvoir socialiste désigne après 1981 comme PDG de la SFP. De plus de 3 000, le nombre des salariés sera ramené à 2 500 grâce à une amélioration sensible de la productivité. En vertu de cahiers de charges imposés aux sociétés de programme, qui leur font obligation de consacrer une partie importante de leur budget de production à la SFP, celle-ci redresse ses comptes (pas de déficit depuis 1982) en même temps qu'elle modernise et diversifie ses moyens techniques grâce notamment à l'informatique.

Mais la concurrence est de plus en plus vive sur le marché de la production et les sociétés privées (Télécip, Telfrance, VTF, Channel 80, etc.) se targuent de coûts de fabrication de programmes inférieurs à ceux de la SFP. *« Moins chers*, répond la SFP, *mais pour quelle qualité ? »* Il n'empêche que la prochaine ouverture en France de la télévision au secteur privé va lancer à la SFP un défi imparable : sera-t-elle capable de réussir éventuellement dans le prêt-à-porter aussi bien qu'elle l'a fait dans la haute couture ?

C. D.

(1) Actuellement, l'heure de fiction télévisée à la SFP coûte entre 1,5 et 2 millions de francs.

RFO : le deuxième canal

On les connaît peu, dispersées qu'elles sont aux quatre coins du globe. Sept stations de radio et télévision : Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon. Deux centres de radiodiffusion : Wallis et Futuna, Mayotte. La radio et la télévision d'outre-mer ont toujours été considérées comme les « parents pauvres » de l'audiovisuel, à la fois très surveillées politiquement et curieusement oubliées sur tous les autres plans.

Quand M. René Mahé a pris la direction de RFO (Radio-télévision française d'outre-mer : la loi de juillet 1982 a fait de FR 3 DOM-TOM une société autonome, juridiquement filiale commune de Radio-France et FR 3, mais dotée de moyens budgétaires propres), les stations ne recevaient qu'une seule chaîne de radio, qu'une unique chaîne de télévision. Sur celle-ci, on trouvait des programmes sélectionnés sur TF 1, A 2 et FR 3 et quelques programmes fabriqués localement.

Conscient de ces insuffisances, le PDG de RFO a présenté en décembre 1983 un plan de développement en cinq ans, où il proposait de créer progressivement dans toutes les stations un deuxième canal radio FM en stéréo, d'ouvrir une deuxième chaîne de télévision, en améliorant la qualité des programmes, en augmentant la production locale.

Un plan mesuré mais qui s'est heurté à la réalité du budget et a accumulé les retards : sur les sept stations, cinq auront un deuxième canal télé avant la fin de 1985 ; le deuxième canal radio n'a été installé nulle part. Le gros point noir reste la production télévisée locale, toujours quasi inexistante : en 1985, sur 20 000 heures diffusées, on ne comptera que 1 329 heures fabriquées localement ; il n'y a pas un seul téléfilm fait à ce jour en outre-mer. On est loin, de la *« télévision-miroir »* évoquée par le plan. Seul secteur en développement : l'action internationale. RFO qui envoie tous les jours, par satellite, des émissions sur l'ensemble de l'Afrique francophone, gagne maintenant de nouveaux clients, en particulier au Moyen-Orient.

C. H.

M. Jean-Noël Jeanneney

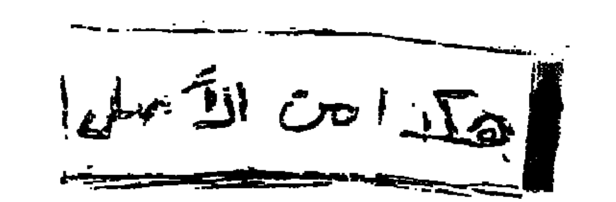
[Né le 2 avril 1942 à Grenoble M. Jean-Noël Jeanneney est ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé d'histoire, docteur ès lettres, ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris (IEP). Il est le fils de M. Jean-Marcel Jeanneney, ancien ministre du général de Gaulle, et le petit-fils de Jules Jeanneney, ancien président du Sénat (1931-1942). M. Jean-Noël Jeanneney a fait sa carrière universitaire à Paris (depuis 1969), où il est professeur à l'IEP (depuis 1979). Il a été conseiller des programmes à l'Institut national de l'audiovisuel, membre du haut conseil de l'audiovisuel, membre de la commission supérieure des archives, du comité d'histoire de la télévision. Il est l'auteur de documentaires de télévision et de nombreux livres, dont le Monde *de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste* (en collaboration avec Jacques Julliard, 1979). Il a siégé au conseil d'administration de l'Agence France Presse en 1982 et en 1983. Il est membre du conseil d'administration de la fondation Saint-Simon. Il est PDG de Radio-France depuis octobre 1982 et de sa filiale Radio-France internationale depuis sa création en janvier 1983.]

M. Bertrand Labrusse

[Né le 17 juin 1931 à Viroflay (Yvelines), M. Bertrand Labrusse est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA ; il est entré en 1959 à la Cour des comptes, où il est nommé conseiller référendaire en 1969. Il est conseiller technique au cabinet de M. Couve de Murville (1966-1969). Il est nommé président, en 1976, par M. Chirac — alors premier ministre — d'une commission interministérielle sur l'aménagement du temps de travail et de loisir. Il est nommé PDG par intérim de la Société française de production le 13 octobre 1978, mais remplacé à ce poste, le 13 janvier 1979, par M. Antoine de Clermont-Tonnerre. Le 3 juillet 1981, le nouveau gouvernement l'appelle à nouveau à la tête de la SFP et la Haute Autorité le confirme en septembre 1982.]

M. Jacques Vistel

[Né le 20 janvier 1940 à Sainte-Colombe (Rhône), M. Jacques Vistel est diplômé d'HEC et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Il entre au Conseil d'Etat en 1966 et sera maître des requêtes en 1973. Directeur du département Amérique latine à l'Institut international d'administration publique (1970-1974), il est conseiller technique au cabinet de M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, jusqu'en 1976. Président de la Fondation nationale de la photographie (1975-1979), adjoint au directeur des Musées de France (1978-1983), il réintègre ensuite le Conseil d'Etat. Il est, d'avril 1981 à janvier 1985, vice-président de la Commission d'aide à la distribution des films. Il est nommé chef du Service juridique et technique de l'information (SJTI), dépendant du premier ministre, en janvier 1985.]



théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

INCIDENT : Bastille (357-42-14), sam. 21 h, dim. 15 h.

LE TAMBOURIN DE SOIE : École du cirque (266-63-17), sam., dim. 21 h 30.

JE SOUSSIGNÉ CARDIAQUE : Chaillot (727-81-10), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30.

MAITRE PUNTILA ET SON VALET MATTI : Cartoucherie Épée de bois (808-39-74), sam. 20 h, dim. 15 h 30.

FURIES : Villejuif, Romain-Rolland (726-15-02), sam. 20 h 30, dim. 15 h.

MES SOUVENIRS, JARDIN D'HIVER (255-74-40), sam. 16 h + 21 h.

TOUSSAINT LOUVERTURE : Théâtre noir (346-91-93), sam. 20 h 30, dim. 17 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), dim. 19 h 30 : La Vera Storia ; sam. 19 h 30 : Iphigénie en Tauride.

☞ COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20), dim. 14 h : Feydeau. Comédies en un acte ; dim. 20 h 30 : Rue de la Folie-Courteline ; sam. 20 h 30 : L'Impresario de Smyrne.

☞ CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre : sam. (*dern.*) *à 19 h 30 : Le Roi Lear* (en allemand) ; Théâtre Gémier : sam. 20 h 30 ; dim. 15 h : Je soussigné cardiaque.

☞ ODÉON (325-70-32). Théâtre de l'Europe, sam. 20 h 30, dim. 15 h : L'Illusion, de Corneille.

PETIT-ODÉON (325-70-32), sam. à 18 h 30, L'Assassinat d'une renoncule, d'A. Döblin. (Der.)

TEP (364-80-80) : sam. 20 h 30 ; dim. 15 h : George Dandin.

BEAUBOURG (277-12-33). *Débats/Rencontres. – Cinéma/Vidéo, Nouveaux films B.P.I.* : sam., dim. 13 h : Cabra Marcada Para Morrer, de E. Coutinho ; 16 h : le Sang, de J. Rouxel ; Naissance du cerveau, de C.E. Edelmann ; 19 h : les Hauteurs du Machu Picchu, de R. Sepulveda ; sam., dim. 15 h : Les surréalistes : Le Burundun de R. Matta (1984), de G. Perlein ; Tanguy (1982), de M. Dumoulin ; Max Ernst « Une semaine de bonté » (1961), de J. Desvilles. – *Cinéma et surréalisme* : sam., dim. 18 h : Etoile de mer, de M. Ray ; Un chien andalou, de L. Bunuel et S. Dali ; le Sang d'un poète, de J. Cocteau. – *Cinéma australien pour les jeunes* (salle Garance, 278-37-29), dim. 14 h 30 : Manganninie, de J. Honey. – *Le cinéma indien* à travers ses stars (salle Garance, 278-37-29), sam. 17 h 30 : There Lived a Wrestler, de P Padmarajan ; 20 h 30 : le Rituel, de Kasaravalli ; dim. 17 h 30 : Koodevide, de P. Padmarajan ; 20 h 30 : Chandralekha, de S.S. Vasan. – *Théâtre* : sam. 21 h, dim. 16 h : la Cave aux béliers, de Piotr Skrynecki (Cabaret polonais).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : sam. 16 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h 30 : Gospel at Colonne.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), sam. 20 h 30, dim. à 16 h : Bajazet.

Les autres salles

☞ AMANDIERS DE PARIS (366-42-17), sam. 20 h 45 : Kilowatt.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Lily et Lily.

☞ ARTS HEBERTOT (387-23-23), dim. 15 h, Sam. 17 h 30 et 21 h : le Sexe faible.

☞ BASTILLE (357-42-14), sam. 19 h 30, dim. 17 h : Automne ; sam. 21 h, dim. 15 h le Concert.

☞ BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), sam 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Tailleur pour dames.

☞ BOURVIL (373-47-84), sam. 20 h : Drôle d'apostrophe ; sam. 16 h : Pas deux comme elle ; sam. 17 h 30 : Y'en a marre... ez vous ?

☞ CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (372-00-15), sam. 20 h 30 : C'est la vie.

☞ CARTOUCHERIE : Théâtre du Soleil (374-24-08), sam. 18 h 30 ; dim. 15 h 30 : l'Histoire terrible mais inachevée de Norodom Sihanouk, roi du Cambodge ; Aquarium (374-99-61), sam. 20 h 45, Dim. 16 h : les Heures blanches ; Epée de bois (808-39-74), sam. 20 h, dim. 15 h 30 : Maître Puntila et son valet Matti.

CENTRE CULTUREL SUISSE (271-44-50), sam. 20 h 30 : Hommage au théâtre.

CINQ DIAMANTS (321-71-58), sam. 21 h, Dim. 18 h 30 : Médor.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Grand Théâtre sam. 20 h 30 : Horace. : Galerie sam. 20 h 30 : Un vol d'oies sauvages.

CLA (672-63-38), sam., dim. 21 h 15 : Il était une fois un roi.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30 : L'âge de monsieur est avancé.

☞ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Intrigues d'Arlequin et Colombine.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), sam. 20 h 30 : Baiser de toi.

DAUNOU (261-69-14), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Au secours, elle me veut.

DÉCHARGEURS (236-00-02), sam. 21 h, dim. 15 h : les Fils du soleil.

☞ DIX HEURES (606-07-48), sam. 20 h 30 : Femmes.

☞ EDOUARD VII (742-57-49), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre II.

☞ ESSAION (278-46-42), sam. 19 h : Une saison en enfer ; sam. 17 h et 21 h, dim. 17 h : Journal de Katherine Mansfield.

☞ FONTAINE (874-74-40), sam. 21 h : Raffoun dans les labours.

☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h : Love.

GALERIE 55 (326-63-51), sam. 20 h 30 : the Caretaker.

HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Jardin des supplices.

☞ LA BRUYÈRE (874-76-99), sam. 21 h, dim. 15 h : l'Indien sous Babylone.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), sam. : I. 18 h : Simone Weil 1909-1943 ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : la Poudre d'intelligence ; II. 18 h : Diabolo's 1929-1939 ; 20 h : la Fête noire ; 22 h 15 : Dodo-Ji.

☞ LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), sam. 19 h 30 : Désir d'être ; 21 h : la Démarieuse.

☞ MADELEINE (265-07-09), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : Comme de mal entendu.

☞ MARAIS (278-03-53), sam. 20 h 30 : l'Eternel Mari.

☞ MARIE STUART (508-17-80), sam. 20 h 15, dim. 15 h 30 : Savage Love.

MARIGNY (256-04-41), sam. 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon.

☞ MATHURINS (265-90-00), Grande Salle sam. 18 h et 20 h 45, dim. 15 h 30 : le Baiser de la veuve.

MICHEL (265-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40 : On dînera au lit.

MICHODIERE (742-95-22), dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : le Bluffeur.

☞ MOGADOR (285-45-30), sam. 16 h 30 et 20 h 30, dim. 16 h 30 : la Femme du boulanger.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90), Grande Salle sam. 17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30 : les Gens d'en face ; Petite Salle, sam. 21 h, dim. 16 h, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : Paso Doble.

☞ MOUFFETARD (331-11-99), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : il Signor Fagotto.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : Gigi.

ŒUVRE (874-42-52), sam. 21 h, dim. 15 h : l'Escalier.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Dindon.

☞ PALAIS DES SPORTS (828-40-90), sam. 14 h 30 et 20 h 30 : dim. 14 h 30 et 18 h 30 : Jules César.

☞ PLAISANCE (320-00-06), sam. 20 h 30 : Libertango.

☞ PORTE DE GENTILLY (580-20-20), sam. 20 h 30, dim. 16 h : la Fleur de peau.

☞ PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Dieu, Shakespeare et moi.

POTINIÈRE (261-44-16), sam. 21 h, dim. 15 h : Double Foyer.

☞ QUAI DE LA GARE (585-88-88), sam. 19 h : Eliophore.

RENAISSANCE (208-18-50), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 : les Voisins du dessus.

☞ SAINT-GEORGES (878-63-47), dim. 15 h, sam. 19 h et 21 h 30 : On m'appelle Emilie.

SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), sam. 21 h : Nuit d'ivresse.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), sam. 21 h, dim. 15 h : la Bataille de Waterloo.

☞ TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I : sam. 22 h, dim. 17 h : l'Ecume des jours ; sam. 20 h 30 : Dialogues en forme de tringle ; II : sam. 22 h, dim. 17 h : Huis clos ; sam. 20 h 30 : les Pieds Nickelés.

☞ TEMPLIERS (877-04-64), sam. 20 h 30 : la Noce chez les petits-bourgeois.

☞ THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ THÉATRE GRÉVIN (246-84-47), sam. 20 h 45 : Sainte-Escroque ?

THEATRE DU LYS (327-88-61), sam. 19 h 30 : Désir d'être.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 12 - Dimanche 13 octobre

☞ TH. DE PARIS (280-09-30), Petite Salle, sam. 21 h, dim. 17 : Un mur dans le jardin.

☞ TH. 3 SUR 4 (327-09-16), sam. 20 h 15 : Chant de moi-même.

☞ TINTAMARRE (887-33-82), sam. 20 h 15 : le Baron rouge ; 21 h 30 : C'est encore loin la mairie ; 22 h 30 : Lime crève l'écran.

☞ TH. 13 (588-16-30), sam. 21 h, dim. 15 h : Marthe.

☞ TH. 14-J.-M. SERREAU (545-49-77), sam. 20 h 45, dim. 17 h : Je vous écris d'un pays lointain.

☞ TH. DE LA PLAINE (842-32-25), sam. 20 h 30, dim. 17 h : French American Follies.

☞ TOURTOUR (887-82-48), sam. 18 h 30 : Madame de Sévigné ; 20 h 30 : Fragments ; 22 h 30 : Classées X.

☞ VARIÉTÉS (233-09-92), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : N'écoutez pas mesdames.

Festival d'automne

(296-12-27)

Th. des Amandiers, Nanterre, sam. 21 h : la Veillée.

Th. du Rond-Point, Grande Salle, sam. 16 h : Malavika Sarukkai.

Maison internationale du théâtre, sam. 20 h 30 : Zia M. Dagar.

Th. national de Chaillot, sam. 19 h 30 : le Roi Lear.

Bastille, sam. 19 h 30, dim. 17 h : Automne.

Jardin d'hiver, sam. 16 h et 21 h : Mes souvenirs.

Th. G.-Philipe, Saint-Denis, sam. 20 h 30, dim. 17 h : Intérieur.

Les concerts

SAMEDI 12 OCTOBRE

Radio-France, grand auditorium, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : M. Janowski (Beethoven, Tchaikovski, Sibelius).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : J.-P. Wallez (Vivaldi, Turino, Rosrigo).

Eglise Saint-Merri, 21 h : J. Caris, V. McLelland (Bach, Giuliani, Telemann...).

Eglise anglicane St-Georges, 18 h 30 : C. Joly (Liszt).

Centre Bösendorfer, 19 h : L. Biesoulow.

Lucernaire, 21 h 30 : R. Nakaoki (Debussy, Ravel).

DIMANCHE 13 OCTOBRE

Eglise Saint-Merri, 16 h : R. Gratien (Scarlatti, Bach, Giuliani...).

Salle Pleyel, 17 h 45 : Orchestre des concerts Lamoureux, dir. : L. Segerstal (Beethoven).

Conciergerie, 18 h : Ensemble instrumental Amadeus, dir. : P. Voets (Mozart).

Théâtre du Rond-Point, 20 h 45 : M. Maisky (Bach).

Eglise des Billettes, 17 h : Orchestre de chambre B. Calmel (Bach).

Salle Cortot, 17 h : D. Gondard (Bach, Beethoven, Chopin...).

Musée Carnavalet, 16 h : Berry Hayward consort, ensemble vocal Cl. Caillard-Hayward (Alphonse X, J. de Ancina...).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 12 OCTOBRE

15 h et 17 h, V. Hugo adapté à l'écran : les Misérables, de H. Fescourt ; Rétrospective Warner Bros (1950-1985) : 19 h, la Femme au gardénia, de F. Lang (v.o.) ; 21 h, la Loi du silence, de A. Hitchcock (v.o.).

DIMANCHE 13 OCTOBRE

15 h et 17 h, Victor Hugo adapté à l'écran : les Misérables, de H. Fescourt ; Rétrospective Warner Bros (1950-1985) : 19 h, le Monstre des temps perdus, de E. Lourie (v.o.) ; 21 h, la Charge sur la rivière rouge, de G. Douglas.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 12 OCTOBRE

7e Festival de Biarritz ; 15 h, Faits consommés, de L. R. Vera ; 17 h, les Enfants de la guerre froide, de G. Justiniano ; 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : le Pont de singe, de A. Harris et A. de Sédouy ; 21 h 30, Cinéma japonais contemporain : Kazoku game, de Y. Morita.

DIMANCHE 13 OCTOBRE

7e Festival de Biarritz : 15 h, Grégorio, de G. Chaski ; 17 h, On échange, de J.C. Tabio ; Dix ans de cinéma français à redécouvrir : 19 h, On s'est trompé d'histoire d'amour, de J.L. Bertucelli ; 21 h, la Machine à tuer les méchants, de R. Rossellini.

Les exclusivités

ALAMO BAY (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.f.) : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (359-89-22).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

BRAS DE FER (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).

BREAKFAST CLUB (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

LA CHAIR ET LE SANG (A., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

CHOOSE ME (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Rialto, 19e (607-87-61).

CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (245-66-00).

CONTES CLANDESTINS (Fr.) : République, 11e (805-51-33).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

DANGEREUSEMENT VOTRE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LA DÉCHIRURE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

DUST (Fr.-Belg.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (562-41-46).

ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

L'ÉVEILLÉ DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Les 3 Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Marbeuf, 8e (561-94-95).

LA FEMME PERVERTIE (It., v.f.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, *SEIGNEUR DES SINGES* (Ang., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (h. sp.), 5e (354-72-71) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LEGEND (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Espace Gaîté (327-95-94).

LIFEFORCE (A., v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

MAD MAX AU-DELA DU DOME DU TONNERRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LE MYSTÈRE ALEXINA (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LE NEVEU DE BEETHOVEN (Fr.-All., v. angl.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01) ; République, 11e (805-51-33).

NO MAN'S LAND (Fr.-suis.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).

NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Latina, 4e (278-47-86).

ORINOKO (Ven.) : Utopia Champollion, 5e (326-84-65).

PALE RIDER (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77), Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : Biarritz, 8e (562-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

PERFECT (A., v.o.) : Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

POLICE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PORC ROYAL (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

PROFS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE 4e POUVOIR (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 13e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; *Convention Saint-Charles, 15e* (579-33-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

RAN (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-97-77) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial Panorama, 13e (707-28-04) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (579-33-00) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov., v.o.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; Cosmos, 6e (544-28-80). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Ermitage, 8e (563-16-16).

LE ROI DAVID (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (544-43-14).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04) (h. sp.).

STRANGER KISS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Calypso, 17e (380-30-11).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

STRICTEMENT PERSONNEL (Fr.) : Latina, 4e (278-47-86).

SUBWAY (Fr.) : Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE VAUTOUR (Israélien, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (326-84-65).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

WITNESS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES FILMS NOUVEAUX

LES BOURLINGUEURS, film américain de David Hemmings, v.o. : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

ELLE A PASSÉ TANT D'HEURES SOUS LES SUNLIGHTS, film français de Philippe Garrel : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

HURLEVENT, film français de Jacques Rivette : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; *14-Juillet* Bastille, 11e (357-90-81).

LE MARIAGE DU SIÈCLE, film français de Philippe Galland : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6e (325-58-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01).

NE PRENDS PAS LES POULETS POUR DES PIGEONS, film français de Michel Gentil : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91).

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS, film français de Jacques Deray : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

THE SHOP AROUND THE CORNER (film inédit de 1940), film américain de Ernst Lubitsch, v.o. : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).

PARIS EN VISITES

LUNDI 14 OCTOBRE

« Exposition « la gloire de V. Hugo » au Grand Palais, 15 h 45, entrée avenue W.-Churchill.

« Holbein et la peinture allemande », 14 h 30, Louvre porte Denon (Arcus).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, téléphoner la veille (1) 260-71-62, après 18 h 30 (1) 548-26-17 (A. Ferrand).

« La crypte archéologique, une maison romaine et des maisons médiévales dans l'île de la Cité », 14 h 30, entrée crypte parvis Notre-Dame (E. Romann).

« L'Opéra », 14 heures, hall (S. Rojon).

« Le vieux Ménilmontant et ses jardins », 14 h 30, sortie Mo Ménilmontant (Résurrection du passé).

« L'appartement d'été d'Anne d'Autriche », 14 h 30, Mo Louvre (C.A. Messer).

« L'arsenal de Paris, la bibliothèque, Mme de Genlis », 14 h 30, Mo Sully Morland (I. Hauller).

« De Rude à Landowski : chef d'œuvres méconnus du Père Lachaise », 14 h 45, 10, avenue du Père Lachaise (V. de Langlade).

« La Fondation Le Corbusier, à Auteuil », 15 heures, Mo Jasmin.

« Les fouilles archéologiques de Notre-Dame », 15 h 30, entrée crypte sur Parvis (Paris et son histoire).

« Les Impressionnistes », 14 h 30, entrée musée Jeu de Paume (M.C. Lasnier), 31e, Marais, la place des Vosges », 14 h 30, Mo Hôtel-de-Ville (sortie Lobau (G. Botteau) ou Mo Pont-Marie (Les Flaneries).

« Histoire de la Franc-Maçonnerie », 15 heures, entrée Musée du Grand Orient, 16, rue Cadet (M. Ragueneau).

MARDI 15 OCTOBRE

« Les encres de V. Hugo », Petit Palais, 11 heures et 14 h 15 (C. Caneri).

« La maison de V. Hugo » 14 h 30, 6, place des Vosges (Ch. Merle).

« Une forêt du XVe siècle dans Paris à Belleville et plus de trente jardins », 14 h 30, métro Belleville (M. Banassat).

« L'éventail, miroir de la Belle-Epoque », 15 heures, Musée du Costume, 10, rue Pierre-1er-de-Serbie (Approche de l'art).

« De Vallès à Grousset : souvenirs de la commune de Paris », 14 h 45, sortie escalator métro Père Lachaise » (V. de Langlade).

« Chez M. de Balzac dans sa villa de Passy », 15 heures, 47, rue Raynouard (Paris et son histoire).

« Le vieux quartier Saint-Merri-Quincampoix », 15 heures, parvis Hôtel de Ville (G. Botteau).

« Le Vieux village d'Auteuil », 14 h 30, métro Eglise d'Auteuil (Les Flaneries).

« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La Sorbonne, histoire de l'université et du quartier latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (M. Ragueneau).

CONFÉRENCES

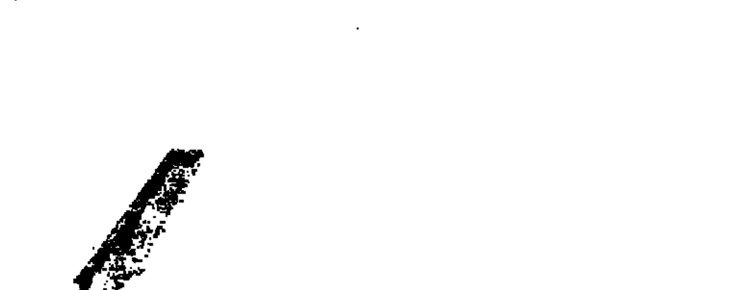
LUNDI 14 OCTOBRE

62, rue Madame, 14 h 30, « Splendeur et luxe de Venise au XVIe siècle », 19 heures, « Réaction à l'impressionnisme ».

Nouveau théâtre Mouffetard, 73, rue Mouffetard, 21 heures, « Si Sacha Guitry m'était conté » par A. Decaux et J. Piat, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires », 15 heures « L'Empire des Scythes et ses légendes », 26, rue Bergère, 19 h 30, « Difficultés scolaires, difficultés d'être ».

MARDI 15 OCTOBRE

Salle Chaillot Galliera, 28, avenue George-V, 14 h 30, « Les cathédrales gothiques : joyaux des Castilles et du Léon », 17 heures, « Découverte de l'Asie : Thaïlande et Cambodge », 26, rue Bergère, 19 h 30, « Sagesse du Merveilleux : les contes de Grimm », de 10 heures à 12 heures : pré-retraités-retraités : rencontre avec des animateurs. Mairie 1er arrondissement, 4, place du Louvre, 17 h 30, « Un aspect méconnu de la vie sociale sous le Second Empire : la gymnastique et le sport », 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, 20 h 30, L'empire des scythes et ses légendes », 62, rue Madame, 19 heures, « l'art à l'époque néolithique ».



RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 12 octobre

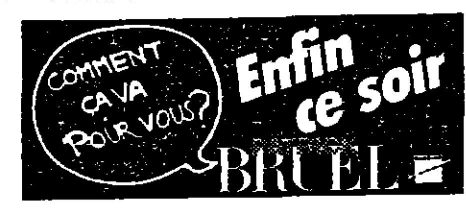
PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 40 **Téléfilm : les Fanas du ciné.**
D'après le roman de Camille Lemercier, adaptation P. Triboit, réal. J. Sagols. Avec B. Ogier, P. Vaneck...
Trois enfants pauvres avec leur mère dans un quatrième sans ascenseur. C'est gai, les petits adorent le cinéma et c'est Bulle Ogier qui joue le rôle de la mère.



22 h 10 **Droit de réponse : C'est extralucide ?**
Emission de Michel Polac.
Avec H. Broch, biophysicien, les professeurs F. Marcoux, J.-P. Escande, J. Bessugés, psychiatre, J. Pradel, J. Alia et F. Ferney, journalistes, G. Majax, illusionniste, Nathaniel et M. de Sabato, voyants, M. Delclos, médium et S. Audran, comédienne.
0 h **Journal.**
0 h 15 **Ouvert la nuit.** *Les Incorruptibles (rediff.).*

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 **Variétés : Demain c'est dimanche**
Emission de G. Louvin, réalisateur G. Barrier et G. Job.
21 h 55 **Les histoires d'Onc' Willy :** *« Ivanhoé ».*
22 h 25 **Les enfants du rock**
Rock n' Roll Graffiti. Un spécial Bruce Springsteen.

23 h 30 **Journal.**
23 h 55 **Bonsoir les clips.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 4 **Disney Channel.**
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel.
21 h 50 **Journal.**
22 h 15 **Feuilleton : Dynastie.**
23 h **Musiclub.**

FR 3-PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 35, Paris kiosque ; 18 h 55, Hello moineau ! ; 19 h 5, Atout pic ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, De vous à vous ; 19 h 55, Dessin animé.

CANAL PLUS

20 h 35, Série : Le code Rebecca ; 22 h 10, Hill street blues ; 23 h 10, Carnage, film de T. Maylam ; 0 h 35, les Fous du stade, film de C. Zidi ; 2 h, Gorge profonde, film de G. Damiano ; 3 h, Revanche à Baltimore, film de R.E. Miller ; 4 h 25, La reine de Broadway, film de C. Vidor.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « Abraham sacrifiant », de T. de Beze.
22 h 10 Démarches : « L'homme protestant », de J. Garrisson-Estebe.
22 h 30 Musique : « Les chambres de cristal », opéra de science-fiction de G. Reibel.

FRANCE-MUSIQUE

21 h Concert (en direct de Madrid) : «Trumpet Volontary» de Purcell, «Los Improperios» pour piano et orchestre de Mompou, Concerto pour violon et orchestre «A la mémoire d'un ange» de Berg, «Voyage de Siegfried sur le Rhin», prélude des « Maîtres chanteurs de Nuremberg», de Wagner, Concerto d'Aranjuez de Rodrigo, «le Tricorne», suite n° 2 de M. de Falla par l'Orchestre symphonique de la radio-télévision espagnole, dir. Igor Markevitch.
23 h 5 Récital Alicia de Larrocha.

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF1	20 h 35, Cinéma : *l'Emmerdeur*, d'E. Molinaro ; 21 h 55, Étoiles et toiles ; 23 h, Journal ; 23 h 15, C'est à lire ; 23 h 30, Vidéo roque.
A2	20 h 35, Feuilleton : *l'Auberge de la Jamaïque ;* 22 h, Les coulisses du sport ; 23 h, Journal ; 23 h 25, Bonsoir les clips.
FR3	20 h 35, Cinéma : *la Soif du mal*, d'Orson Welles ; 22 h 25, Journal ; 22 h 50, Portrait d'Orson Welles ; 0 h 20, Coup de cœur ; 0 h 25, Prélude à la nuit.
CANAL PLUS	20 h 35, Cinéma : *les Sous-Doués*, de C. Zidi ; 22 h 10, Boxe ; 23 h 10, Football australien ; 1 h 10, Cinéma : *Carnage*, de T. Maylam.

Dimanche 13 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

12 h **Télé-foot 1.**
13 h **Journal.**
13 h 25 **Starsky et Hutch.**
14 h 20 **Les habits du dimanche.**
15 h **Dessin animé : Alice au pays des merveilles.**
15 h 30 **Sport dimanche.**
16 h 45 **Scoop à la une.**
17 h 30 **Les animaux du monde.**
18 h **Feuilleton : Dallas.**
19 h **Sept sur sept.**
Magazine de la semaine de J. Lanzi et Anne Sinclair, présenté cette semaine par Anne Sinclair.
Invité : Jacques Attali.
20 h **Journal.**

20 h 35 **Cinéma : le Coup du parapluie.**
Film français de G. Oury (1980), avec P. Richard, G. Frœbe, V. Mairesse, G. Jugnot.
Un comédien ringard récolte, par hasard, un « contrat » pour faire le tueur avec un parapluie. Il croit qu'il s'agit d'un rôle dans un film. Quiproquos à la pelle, gags soigneusement préparés, toujours efficaces.



22 h 10 **Sports dimanche soir.**
23 h 10 **Journal.**
23 h 25 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 30 **Entrez les artistes.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 20 **Tout le monde le sait.**
14 h 30 **Les enquêtes de Remington Steele.**
15 h 20 **L'école des fans.**
16 h 15 **Kiosque à musique.**
17 h **Les cinq dernières minutes.**
« Le retour des coulons », de C. Loursais, réal. E. Le Hung. *Le commissaire Cabrol enquête et tâtonne dans une petite ville du Nord.*
18 h 30 **Feuilleton : Maguy.**
19 h **Stade 2.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Emmenez-moi au théâtre : Comment devenir une mère juive en dix leçons.**
Comédie de P. Fuks, d'après D. Greenburg, mise en scène T. Masson. Avec M. Villalonga, A. Valardy.
Où l'essentiel est de bien maîtriser quelques techniques de base qui feront de votre fils (ou de votre fille) un être totalement dépendant, accablé de reconnaissance pour les sacrifices que vous lui avez consentis, l'amour que vous lui portez. Humour juif. Un succès populaire.

22 h 15 **Document : Danseur étoile.**
Série de D. Bailey. « Pas de deux ».
Numéro 2 d'une série sur le travail du danseur. Ici le couple. Si au XIX[e] siècle la tradition du ballet romantique réduisait le danseur au simple rôle de support de la ballerine, aujourd'hui les choses ont changé.
23 h 5 **Journal.**
23 h 30 **Bonsoir les clips.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

12 h **Espace 3.** Village-Vacances-Familles...
15 h **Le Grand Prix de tennis de Toulouse.** Finale.
17 h **Dessin animé : Il était une fois l'homme.**
17 h 30 **Décibels.** *Avec Dogs, Warning, Egon Kragel...*
18 h **Culture Clap.** *Avec André Bercoff.*
18 h 30 **Jeu : Documents secrets.**
19 h 10 **Emissions pour les jeunes.**
19 h 30 **RFO hebdo.**
20 h **Série : Benny Hill.**
20 h 35 **Téléfilm : Résister ou les captives d'Aigues-Mortes.**
Scénario D.-A. Lang, réalisation B. Kurt. Avec E. Riva...
Quelques jours après le téléfilm de Stellio Lorenzi, les Prisonnières *sur A 2, consacré au même sujet, FR 3-Alsace propose une évocation de la vie de Marie Durand (interprétée par Emmanuelle Riva), enfermée trente-huit ans, avec trente autres femmes dans la tour de Constance, à Aigues-Mortes.*
21 h 30 **Aspects du court métrage français.**
« Esther », de J. Gozland ; « la Fenêtre », de J. Damour.
21 h 15 **Journal.**
22 h 30 **Cinéma de minuit : Arènes sanglantes.**
Film américain de R. Mamoulian (1941), avec T. Power, L. Darnell, R. Hayworth, Nazimova, A. Quinn, J. Carrol Naish (v.o. sous-titrée).
Un enfant pauvre devient un grand matador en Espagne. Son ascension est gâchée par sa rencontre avec une femme fatale.
0 h 30 **Prélude à la nuit.**

CANAL PLUS

9 h 45, Jamais plus jamais, film d'I. Kershner ; 14 h, Téléfilm : Le défi de Betty Quinn ; 15 h 30, Top 50 ; 17 h, Pavillons lointains ; 18 h, La hyène intrépide, film de J. Chan ; 19 h 45, Club de la presse ; 21 h, L'Addition, film de D. Amar ; 22 h 35, Le démon dans l'île, film de F. Leroi ; 0 h 10, Octagon, film de E. Karson ; 1 h 40, The Bette Midler show.

FRANCE-CULTURE

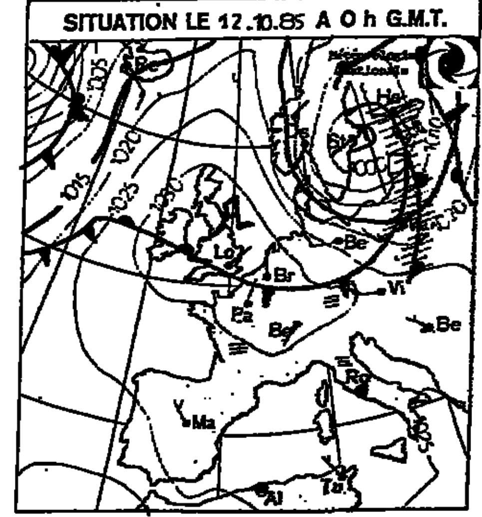
11 h, Henri Guillemin raconte l'histoire : le 18-Brumaire ; 12 h, Des Papous dans la tête ; 13 h 40, Entretiens avec Raymond Masson ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, La Comédie-Française présente « le comte Öderland », de Max Frisch. Avec F. Chaumette, B. Dhéran, M. Aumont, G. Casile... ; 16 h 25, La tasse de thé : 19 h, Chronique sportive ; 19 h 10, Microfilms ; 20 h, Actualités musicales roumaines : portraits de compositeurs.
20 h 30 Atelier de création radiophonique : « Enzensberger Hans Magnus ».
22 h 30 Musique improvisée à Dunois : le quartette Joëlle Léandre.
0 h Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

10 h, Voix espagnoles : « l'Héritage de Manuel Garcia » ; 12 h 05, Concert (en direct de la radio nationale espagnole) : œuvres d'Albeniz, Halffter, Rodrigo, de Falla par G. Gonzales, piano ; 13 h, Magazine international ; 14 h, Le XIX[e] siècle et le début du XX[e] en Espagne : œuvres d'Albeniz, Granados, de Falla, Espla ; 15 h, 1939-1985 : œuvres de Rodrigo, de Falla, Gerhard, 17 h, Comment l'entendez-vous ? : Ricardo Boffill ; 19 h 05, Jazz espagnol contemporain ; 20 h, Concert (en direct de Madrid) : pièces d'Arauxo, Soto, Aguilera, Cabaniles, interprétées à l'orgue par F. Chapelet.
21 h Concert (en direct du Théâtre royal de Madrid) : ouverture de «Benvenuto Cellini» de Berlioz, «la Mer» de Debussy, «Daphnis et Chloé» de Ravel par l'Orchestre national de France, dir. L. Mazzel.
23 h Récital Victoria de Los Angeles.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12.10.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 13-10-85 DÉBUT DE MATINÉE

Météorologie Nationale

≡ Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le samedi 12 octobre à 0 heure et le dimanche 13 octobre à 24 heures.

Persistances des conditions anticycloniques sur l'ensemble du pays grâce à l'anticyclone 1035 mb centré sur la mer du Nord.

Dimanche, le beau temps très ensoleillé régnera sur l'ensemble du pays. A noter, toutefois, des brumes et des brouillards localement denses le matin, près des côtes de la Manche et près des côtes du golfe du Lion, qui se dissiperont dans le courant de la matinée. A noter, également, les nuages plus nombreux en Corse qui pourraient donner des averses locales l'après-midi. Les vents de nord-est seront de faibles à modérés.

Le matin il fera froid : 2° degrés à 4° dans le Nord-Est, 4° à 7° sur les autres régions de l'intérieur du pays, 8° à 10° près des côtes de la Manche et de l'Atlantique, 10° à 12° près des côtes de la Méditerranée.

Grâce au soleil, l'après-midi, les températures atteindront 20° à 24° en général mais 18° à 20° près de la Manche, et 25° à 27° dans le Sud-Ouest.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 11 octobre, le second, le minimum de la nuit du 11 octobre au 12 octobre) : Ajaccio, 25 et 12 degrés ; Biarritz, 28 et 12 ; Bordeaux, 26 et 8 ; Bréhat, 19 et 15 ; Brest, 21 et 9 ; Cannes, 23 et 14 ; Cherbourg, 19 et 11 ; Clermont-Ferrand, 22 et 5 ; Dijon, 19 et 7 ; Dinard, 22 et 8 ; Embrun, 24 et 7 ; Grenoble-St-M.-H., 24 et 6 ; Grenoble-St-Geoirs, 24 et 8 ; La Rochelle, 25 et 12 ; Lille, 21 et 13 ; Limoges, 25 et 13 ; Lorient, 22 et 10 ; Lyon, 22 et 6 ; Marseille-Marignane, 24 et 13 ; Menton, 23 et 14 ; Nancy, 20 et 5 ; Nantes, 24 et 11 ; Nice 24 et 16 ; Nice-Ville, 24 (maxi) ; Paris-Montsouris, 21 et 9 ; Paris-Orly, 21 et 11 ; Pau, 28 et 10 ; Perpignan, 22 et 11 ; Rennes, 22 et 7 ; Rouen, 20 et 10 ; Saint-Etienne, 23 et 5 ; Strasbourg, 20 et 6 ; Toulouse, 26 et 8 ; Tours, 24 et 9.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 13 degrés ; Genève, 20 et 5 ; Lisbonne, 29 et 18 ; Londres, 19 et 12 ; Madrid, 25 et 8 ; Rome, 26 et 13 ; Stockholm, 10 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4073

HORIZONTALEMENT

I. Travaille le jour pour mieux vivre la nuit. Il arrive qu'il soit désespéré. – II. Est capable de décevoir le moins opiniâtre des puristes. Est à la rue ou gît sur le sable. – III. Bruyamment exhalée par celui qui est en train de « pousser ». Grand arroseur. – IV. Pouvait tirer le mulet par la queue. Peut faire des éclaboussures. Incite à prendre ou à laisser. Deux de trop. – V. Parfois en contact avec un dragueur. Ce n'est pas le moment d'abandonner la partie ! – VI. Partie de match. Préposition. Regardait l'horizon. – VII. En Asie. Celui qui coule peut fort bien avoir besoin de son aide. – VIII. Lutte contre une certaine paresse. La soif qu'elle peut faire naître est toujours accompagnée d'une grande fièvre. – IX. Aidaient à mettre des bottes. Prénom. Peut être mis en carré. – X. Sous les ponts de Paris. Lit de mort. Hérita d'un mauvais pli. – XI. Ni plus ni moins. Conjonction. Port. – XII. Où l'on reste fréquemment en rade. Pas toujours sous pression. Victime d'une suppression. – XIII. Conjonction. Prénom. Se fait manger par les vers. – XIV. Mangés par des Roumains. Symbole chimique. Dissimule quelqu'un. – XV. Long temps. Réserves d'eau. Nous font parfois mettre le genou à terre.

VERTICALEMENT

1. Des esclaves de l'exactitude. Produit de la terre. – 2. Porte le chapeau. Personnel. Craint la chaleur. – 3. De quoi travailler comme un bœuf. N'a d'intérêt que pour le botaniste. Article. – 4. Souvent attendu pour partir. Acte de barbarisme. – 5. Terre de bruyère. Susceptible de faire apparaître le brouillard. – 6. Ont vite fait d'aller au tapis. – 7. Un qui a le bras long. Ne va pas droit au but. – 8. Il est nécessaire de lui donner l'éveil. Morceaux de chair. – 9. Fait bouger le battant. – 10. Sont clinquants. Pilote d'essai. Met en exergue les mauvaises manières. – 11. Changea d'opinions. Interjection. Travaille des mâchoires. – 12. Traverse le bois. A souvent le bec dans l'eau. – 13. On y satisfait des besoins bien naturels. Peut rendre service quand il y a du travail sur la planche. – 14. Aide à contourner l'obstacle. Ne craint pas l'humidité. – 15. Le charme de certaines légendes. Loin d'être superflues.

Solution du problème n° 4072

Horizontalement

I. Stérilité. – II. Patiné. 00. – III. Amateur. – IV. Relâcher. – V. Ca. Nu. – VI. Tonnerre. – VII. Tang. Sa. – VIII. Eh ! Tison. – IX. Ecuelle. – X. Lèvre. – XI. Etan. Epis.

Verticalement

1. Spirituelle. – 2. Ta. Et. – 3. Etalent. Eva. – 4. Rima. Na. Cru. – 5. Inaccentué. – 6. Léthargie. – 7. EE. Slip. – 8. Tournesol. – 9. EOR. Anées.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 11 octobre :

DES DÉCRETS

• Relatif au régime de la mise à disposition des fonctionnaires territoriaux ;

• Portant extinction des corps d'assistants (enseignement supérieur).

Société

LE « GREENPEACE » EN PANNE

Cap sur... Tahiti

De notre envoyé spécial

A bord du *Greenpeace*. – Ayant réussi à mobiliser l'attention de la marine française et la presse avec un simple radeau, les militants de Greenpeace étaient satisfaits de leur journée, jeudi 10 octobre. Ils tiraient déjà des plans sur la comète pour envoyer une délégation dans l'île de Mangareva (archipel des Gambier) lorsque, vers 22 heures, le bateau fut plongé dans l'obscurité totale. Peu après, le moteur s'arrêtait, et le *Greenpeace* se mit à dériver dans un silence de mort. On a beau être entouré de voiliers amis et, à distance, de navires militaires qui se disent prêts à aider en cas de coup dur, ce genre de panne en pleine mer, la nuit, jette un certain froid.

En quelques minutes, c'est le branle-bas aux machines. Des mécaniciens munis de lampes torches vont et viennent. L'électricien, tiré de la douche, survient avec une serviette sur les reins. Puis arrive le chef mécanicien, alors retiré dans sa cabine. Tout le monde replonge aux machines, s'interpelle et, soudain, la lumière rejaillit. Ils viennent de mettre en route le générateur de secours. Le moteur est relancé à son tour. Au salon, la partie de cartes interrompue reprend où elle en était restée, avec le bruit familier du Diesel qui martèle son sempiternel pa-ta-tam, pa-ta-tam.

Mais la sérénité de la soirée est brisée. Pour la première fois en public, des mots sont échangés entre mécaniciens, sous le regard navré de l'assistance. L'électricien va chercher son manuel d'entretien et doit constater que la pièce qui a rendu l'âme, un bloc électrique qui règle le voltage, n'est pas en stock dans les pièces détachées. Nous roulons désormais avec une roue de secours crevée. Il va falloir s'arrêter pour réparer.

Réunion de l'équipage le lendemain : il est décidé d'aller directement à Tahiti, l'île urbanisée la plus proche de Mururoa (environ 1 200 kilomètres !). Si la réparation est assez rapide, c'est-à-dire si la pièce est disponible tout de suite, le *Greenpeace* pourra repartir en campagne autour des atolls de Mururoa, Fangataufa, et, pourquoi pas, pousser jusqu'à l'archipel des Gambier, après l'entrée en bonne et due forme en Polynésie par le port de Papeete. Plus rien, en effet, ne peut empêcher le *Greenpeace* de rendre visite à Mangareva, l'île où les poissons du lagon seraient devenus impropres à la consommation.

Première manche

Dans la matinée de vendredi, les équipage du *Greenpeace*, du *Vega* et du *Breeze* reprennent leurs places respectives après plusieurs jours de navettes et d'échanges. Seul le *Vega*, toujours lui, va rester de garde sur le site, sans doute rejoint par l'*Alliance*, un voilier néo-zélandais arrivé seulement jeudi dans les parages de Mururoa. Mais le *Breeze*, cette brigantine qui produit si bel effet toutes voiles déployées, fait route lui aussi vers Papeete – c'était prévu – avant de retourner en Nouvelle-Zélande via les îles Cook.

Avec le *Greenpeace* et le *Breeze* qui décrochent, c'est un peu la fin de la campagne de Mururoa, au moins pour cette première manche. La marine française va pouvoir respirer.

ROGER CANS.

● *Manifestation en faveur de Greenpeace*. – La campagne française de soutien à Greenpeace, qui réunit plusieurs organisations autour du CODENE (Comité pour le désarmement nucléaire de l'Europe), a appelé à une manifestation le samedi 12 octobre, à 16 heures, quai Saint-Bernard à Paris.

● *Mise en liberté refusée à Jean-Marie Villemin*. – La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy a rejeté, vendredi 11 octobre, la demande de mise en liberté présentée le 26 septembre par Jean-Marie Villemin, inculpé de l'assassinat de Bernard Laroche et écroué depuis le 29 mars.

LE TRICENTENAIRE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

« Pas la tolérance, mais la liberté »

Cérémonie émouvante – et sans précédent – à l'UNESCO, vendredi soir 11 octobre : à quelques jours de l'anniversaire officiel de la révocation de l'édit de Nantes (17 octobre 1685), le président de la République s'est adressé à une assemblée de deux mille personnes, comprenant deux cents descendants de huguenots, venus de tous les pays qui avaient accueilli ceux-ci il y a trois cents ans.

Fait significatif en ces temps plus œcuméniques, M. Mitterrand était entouré à la tribune par les représentants des principaux cultes religieux en France : le grand rabbin René-Samuel Sirat, Cheikh Abbas, recteur de la mosquée de Paris, le métropolite orthodoxe Meletios, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque catholique de Paris. Etaient également présents le nonce apostolique, le pasteur Held, membre du comité central du Conseil œcuménique des Eglises, et plusieurs personnalités protestantes comme MM. Joxe, Badinter, Mexandeau, Defferre, Couve de Murville et Mme Dufoix.

Après lecture d'un message du directeur général de l'UNESCO, M. Amadou-Mahtar M'Bow, actuellement à Sofia pour la conférence de l'Organisation des Nations unies, Mlle Ducorbier, présidente de la Fondation huguenote des Pays-Bas, a retracé l'histoire de ces réfugiés pas comme les autres, qui ont préféré la mort ou l'exil plutôt que d'abjurer.

Puis le pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France, a donné sa lecture de la « *commémoration* » – et non pas la « *célébration* » – de la révocation de l'édit de Nantes. Pour lui, cet « *acte d'injustice* » n'était pas « *un événement soudain ou inattendu* », mais le point culminant d'un long processus auquel le concordat napoléonien a seulement mis fin en 1802. Ce qui était en cause pour les protestants persécutés ainsi que pour les deux cent mille à trois cent mille exilés, a précisé le pasteur Maury, « *ce n'était pas une idéologie, même la plus belle et la plus généreuse. Ce n'était pas l'affirmation des droits de l'homme, ce n'était pas la tolérance, notion d'ailleurs bien étrangère à l'époque, ce n'était même pas la liberté de conscience. Non, ce qui était en cause pour eux, c'était leur relation personnelle à Dieu, c'était leur foi* ».

Et le président de la Fédération protestante a terminé par une mise en garde à toutes les Eglises contre « *la folie à vouloir recourir à la force du bras séculier pour se défendre contre ce qui paraît les menacer* ». Cela vaut, estime le pasteur Maury, autant pour ceux qui seraient tentés de légiférer contre les nouvelles sectes que pour ceux qui, en politique, revendiquent la défense des valeurs chrétiennes. « *C'est pourquoi nous sommes si attachés à la laïcité de l'Etat* », a-t-il dit, en ajoutant : « *Les valeurs chrétiennes, elles, ne se défendent pas, elles se pratiquent, et c'est ainsi seulement qu'elles s'imposent.* »

« Un acte de gouvernement et un moment décisif »

Pour sa part, le président de la République s'est livré à une longue méditation sur la signification politique de la révocation, « *un acte de gouvernement comme tant d'autres, mais un moment décisif où l'histoire a basculé* ». Pour M. Mitterrand, cet « *anniversaire douloureux, l'un des plus douloureux d'une longue histoire* », est riche d'enseignements sur l'unification de la nation. « *L'Etat défend tous les Français, quels que soient leur croyance ou leur manque de croyance, mais il cherche l'unité des Français par d'autres moyens que la religion* », a-t-il noté. C'est en cela que l'édit de Nantes, signé par Henri IV en 1598, avait été « *un compromis politique nécessaire qui mit fin à trente ans de guerre civile. Une étape dans la conquête progressive et lente d'un des fondements de l'Etat : la liberté de conscience, origine de toutes les libertés.* » « *Et c'est bien de liberté qu'il s'agit*, a conclu le président. *Ce n'est pas la tolérance que demandaient les huguenots, car elle peut être révoquée, mais la liberté.* »

ALAIN WOODROW.

● *La révocation de l'édit de Nantes à la radio et à la télévision.* – Emissions, films et débats se succèdent à la radio et à la télévision à l'occasion du tricentenaire de la révocation de l'édit de Nantes. Signalons, parmi celles-ci, dans les jours à venir, une « journée spéciale » sur France-Culture, ce samedi 12 octobre (de 7 heures à 24 heures) : et sur FR 3, le dimanche 13 (à 20 h 35) le télé-film « Résister ou les captives d'Aigues-Mortes », avec Emmanuelle Riva.

Carnet

Naissances

– Nous avons la joie d'annoncer la venue de

Gabriel,

le 6 octobre 1985.

Hélène et Christian MASSET,
24, avenue Mac-Mahon,
75017 Paris.

Décès

– Mme Dominique Campana,
son épouse,
Alain Doublet
et Marie-Gabrielle Campana-Doublet,
Geneviève Campana,
ses enfants,
Florence et Célia Doublet,
ses petits-enfants,
Les familles Preziosi, Campana, Paoli, Catoni,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Dominique CAMPANA,
ingénieur des Arts et Manufactures
(promotion 1937),

survenu à Clamart le 10 octobre 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 14 octobre, à 16 heures, en l'église Saint-François-Xavier, à Paris-7e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

85, boulevard Pasteur,
75015 Paris.
42, rue Blanche,
75009 Paris.

– Le docteur et Mme Jean-Pierre Chauvin
et leurs enfants,
M. et Mme Christian Godon
et leur fille,
M. et Mme Dominique Bejot
et leur fille,
M. et Mme Patrick Chauvin
et leurs enfants,
M. et Mme Yannik Chauvin
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-François CHAUVIN,

rappelé à Dieu dans sa soixante-quatorzième année le 10 octobre 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 15 octobre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Paris-16e, suivie de l'inhumation au cimetière du Trocadéro.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, boulevard de Montmorency,
75016 Paris.

– La direction générale du Crédit lyonnais

a le profond regret de faire part du décès de

M. Jean-François CHAUVIN,
directeur honoraire du personnel
du Crédit lyonnais.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– M. et Mme Guy Le Dinahet,
M. et Mme Philippe Regniez,
Yves, Frédéric et Jean-Denis Le Dinahet,
Mme Claude Figeat,
Les familles Couilloud et Figeat,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne COUILLOUD,
née Figeat,

leur mère, grand-mère, belle-sœur, tante et parente,
survenu le 5 octobre 1985.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité en l'église Saint-Bernard, à Lyon.

168, boulevard de la Croix-Rousse,
69001 Lyon.
12, place de la Souche,
91310 Montlhéry.

– Sa famille fait part du décès de

Mme Roger EYRAUD,
née Madeleine Faisandier,

survenu le 3 septembre 1985.

L'inhumation de son corps a eu lieu le 13 septembre, à Bergerac (Dordogne), dans la plus stricte intimité.

– Mme Bernard Privat,
Mme Von Saurma,
Mlle Béatrice Privat,
M. François Privat,
M. Bruno Privat,
Mlle Sara Von Saurma,
Mlle Jacqueline Privat,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard PRIVAT,

leur époux, père, grand-père et frère,
à Cliousclat, le 11 octobre 1985, dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie aura lieu le lundi 14 octobre, à 14 h 30, en l'église de Cliousclat.

Cliousclat, 26270 Loriol.

(Voir ci-dessous.)

Anniversaires

– Sa famille se souvient du

docteur Gaston FARDEAU,
philanthrope,
médecin de la Résistance
du département de l'Indre
(1901-14 octobre 1945).

Paris. Sceaux. Leblanc.
15, rue d'Orléans,
78580 Maule.

– Une pensée pieuse est demandée aux amis de

Antoine GOLÉA,

à la mémoire de sa disparition, le 12 octobre 1980.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

– Université Paris-II, lundi 21 octobre, à 14 h 30, salle des Conseils, Mme Morin, née Françoise Leroy : « La garde des enfants dont les parents divorcent. »

Sports

LE CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL

L'échappée du Paris-Saint-Germain

Grâce à sa victoire par 2 buts à 1 sur le Football-club de Nantes, vendredi 11 octobre, le Paris-Saint-Germain demeure invaincu après quinze journées de championnat et prend le large au classement. L'équipe parisienne possède désormais sept points d'avance sur les Girondins de Bordeaux tenus en échec sur leur terrain par Lille (1 à 1) et huit points sur Nantes.

Avant de recevoir Bordeaux, mardi 30 juillet, Gérard Houiller connaissait les affres des veilles d'examen. Après trois matches sans défaite, le PSG affrontait alors le champion en titre : épreuve de vérité pour une équipe parisienne convalescente. A ceux qui doutaient encore de la solidité retrouvée de son groupe, l'entraîneur répondait, avec une pointe d'agacement : « *Je suis sûr qu'à la trente-huitième journée on me parlera encore de test.* »

Vendredi, le championnat de France vivait sa quinzième journée et le test était, cette fois, pour Nantes. En proie au doute depuis le début de la saison, les Canaris n'ont commencé à retrouver leur football qu'au cours des trois dernières rencontres. Ils venaient au Parc des Princes en quête de certitudes. Après douze victoires et deux matches nuls, Paris-Saint-Germain, lui, était passé dans le camp des examinateurs.

Comment le cancre, treizième de la classe l'an dernier, est-il devenu un surdoué ? Ce n'est pas Francis Borelli, président comblé, qui fournira la réponse. « *Par superstition, j'ai décidé de me taire, de ne pas porter d'appréciation tant que notre période d'invincibilité se poursuit* », explique-t-il. Les grands bonheurs sont muets.

Un but sacrilège

Incapable d'analyser les raisons des succès à répétition des Parisiens, un supporter inconditionnel, habitué du camp des Loges, préfère rappeler *a contrario* les causes de leurs déboires passés : « *Ils allaient à l'entraînement comme on va à l'usine.* »

Cette année, Luis Fernandez et ses camarades sont volontaires pour toutes les corvées : remonter un but à Rennes, deux à Lens, ne leur fait pas peur. Vendredi soir, la tâche s'annonçait d'autant plus rude que, dès la première minute de jeu, à la suite d'un centre d'Amisse, Bracigliano avait ouvert la marque pour le Football-club de Nantes. La fumée d'un feu de Bengale lancé depuis le kop de Boulogne planait encore comme un nuage d'encens autour de la cage de Joël Bats. But sacrilège.

Portés par 45 000 spectateurs, mortifiés, les Parisiens se sont rués à l'assaut. Il ont failli en mourir tant le football à une touche de balle des Nantais faisait merveille. Les joueurs de Jean-Claude Suaudeau ratèrent deux balles de 2 à 0 et allaient apprendre à leurs dépens que l'enthousiasme peut, dans certains cas, compenser l'infériorité technique. Après avoir égalisé par Philippe Jeannol à la vingt-cinquième minute, les Parisiens retrouvaient peu à peu leur volume de jeu en seconde mi-temps.

Le but de la victoire était à lui seul un résumé des qualités du Paris SG 1985 : l'abnégation de Fernandez, qui ratissait une balle dans le rond central, l'altruisme de Rocheteau, qui la lui rendait au lieu de tenter égoïstement sa chance. Des qualités que Luis Fernandez, le capitaine du PSG, exprime avec des mots simples : « *état d'esprit combatif* », « *se sortir les tripes* », « *se serrer les coudes* ». Poncifs du football-labeur, du football-sueur ? Les dirigeants auraient aimé les entendre plus souvent la saison dernière dans les vestiaires du PSG. L'une des réussites de Gérard Houiller, le provincial, est d'avoir fait admettre le bleu de chauffe dans les soirées de gala parisiennes.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

RÉSULTATS

PREMIÈRE DIVISION
(15e journée)

*Paris SG b. Nantes	2-1
*Bordeaux et Lille	1-1
*Lens et Toulon	1-1
*Nancy et Rennes	0-0
*Le Havre et Monaco	1-1
*Auxerre b. Metz	2-1
*Nice b. Strasbourg	5-1
*Brest b. Sochaux	3-1
*Marseille et Bastia	0-0

Reste à jouer *Laval-Toulouse.

DEUXIÈME DIVISION
(matches avancés)

Groupe A :

*Lyon b. Grenoble	2-0
*Tour b. Gueugnon	3-0
*Montpellier b. Sète	2-1

Groupe B

*Mulhouse b. RC Paris	3-1

● TENNIS : *Tournoi de Toulouse.* – Les Français Yannick Noah et Guy Forget se sont qualifiés le 11 octobre pour les demi-finales du tournoi en salle de Toulouse. Ils ont battu respectivement le Suisse Hlasek (6-3, 7-5) et le Tchécoslovaque Pimek (6-2, 6-7, 9-7). En revanche, Jérôme Potier a été éliminé par le Tchécoslovaque Smid (7-5, 6-4).

M. Robert Badinter sur CFM

« UN VAUBAN PÉNITENTIAIRE »

Interrogé sur CFM lors de l'émission « *le Monde* reçoit », le garde des sceaux Robert Badinter a déclaré, jeudi 10 octobre, à propos du projet de réforme du code pénal : « *Au niveau des* (comités) *interministériels, il est vrai que ce n'est pas une priorité absolue. Quand on sort du moment de la pure réflexion juridique à la Chancellerie, pour entrer dans le moment de la discussion interministérielle, il faut avoir l'avis de tel ministre, ministre de l'intérieur, ministre de la défense, etc. Je conçois qu'il y ait des tâches quotidiennes qui interpellent plus vivement le gouvernement.* »

S'exprimant sur l'infrastructure pénitentiaire le ministre a notamment déclaré : « *Je n'aurais jamais cru que je deviendrais un Vauban pénitentiaire.* » De plus, il a annoncé qu'à l'horizon 1986, La France disposerait de trente-six mille places de prison, mais il a déploré que les magistrats n'utilisent pas suffisamment la procédure des travaux d'intérêt général, peine qu'il a estimé appropriée au personnage de Coluche « *délinquant primaire* ».

Interrogé sur le prétendu laxisme des juges, Robert Badinter a déclaré : « *La justice française est à l'image de la sensibilité française, pas laxiste, plutôt sévère au regard des normes européennes.* » La France « *fait partie des pays qui ont le taux d'incarcération le plus élevé d'Europe* ».

La mort de Bernard Privat

L'éditeur et romancier Bernard Privat est mort le 11 octobre à Cliousclat dans la Drôme, à la suite d'une longue maladie. Il était âgé de soixante et onze ans. Ses obsèques auront lieu le lundi 14 octobre, dans la Drôme.

Peu connu du grand public, Bernard Privat a exercé une profonde influence sur la vie littéraire française de l'après-guerre.

Né à Montpellier en 1914, après des études à la faculté de droit, il « monte » à Paris en 1925. Sa première vocation, picturale, est contrariée, d'abord par le service militaire, puis par la guerre et la captivité. Lorsqu'il rentre des camps, c'est un homme disponible : « *L'ambition n'est pas mon fort*, avouera-t-il plus tard. *Elle exige des sacrifices qui me paraissent disproportionnés.* » Son oncle, Bernard Grasset, un monstre sacré de l'édition, lui propose de venir travailler dans sa maison, sous sa férule d'autocrate. Pendant six ans, il va apprendre le métier d'éditeur à la plus rude et la plus séduisante école qui soit. Quand, à la mort de Grasset, en 1955, Bernard Privat devient directeur de l'entreprise d'édition, c'est sa propre marque, moins tonitruante mais plus attentive, plus constante, qu'il imprime à Grasset. Sans vouloir imposer à son action éditoriale une ligne sectaire, Privat cherchait à se frayer une troisième voie entre la tradition et les formes nouvelles de littérature. Entre Christiane Rochefort, François Nourissier, Yves Berger, Dominique Fernandez ou Edmonde Charles-Roux, il existe cette affinité d'une écriture classique mise au service des thèmes les plus contemporains.

Cette troisième voie, c'est aussi celle que suivait Bernard Privat dans sa propre création littéraire. Peu de livres : quatre romans, mais tous de belle facture, depuis *Au pied du mur* qui obtient le prix Fémina en 1959, jusqu'à *l'Itinéraire* publié en 1982. Une évidence parfaite du trait, un lyrisme pudique, un désespoir souriant : Bernard Privat était un écrivain de race, mais il se souciait davantage des œuvres des autres que de la sienne.

● *Les héritiers de François Mauriac font don de la maison de Malagar au conseil régional d'Aquitaine.* – M. Chaban-Delmas a signé, le vendredi 11 octobre, avec les héritiers de François Mauriac l'acte notarié transmettant la propriété familiale de Malagar au conseil régional d'Aquitaine. Cette maison, où l'écrivain fit de nombreux séjours, deviendra un centre d'études, de recherches et de diffusion de son œuvre.

M. Chaban-Delmas a annoncé la création d'un prix littéraire François-Mauriac destiné à récompenser un écrivain aquitain et à encourager une première ou une seconde œuvre.

Économie

REPÈRES

Hausse des loyers : + 2,96 % au deuxième trimestre

L'indice du coût de la construction s'est établi à 834 au deuxième trimestre de cette année, contre 810 au deuxième trimestre de 1984, soit une progression de 2,96 % en un an (*Journal officiel* du 11 octobre). Cet indice sert au calcul des augmentations de loyers du secteur privé lors de leur révision annuelle ou lors du renouvellement du bail, lorsque l'indice du deuxième trimestre est pris comme référence dans le contrat de location. Des augmentations supplémentaires sont prévues dans certains cas (travaux, par exemple).

Salaire horaire ouvrier : + 1,7 % au deuxième trimestre

Selon les résultats de l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1er juillet, publiés par le ministère du travail, le taux de salaire horaire des ouvriers de plus de dix-huit ans a augmenté de 1,7 % au deuxième trimestre 1985, soit légèrement moins que ce qui avait été prévu, 1,8 % (*le Monde* du 15 août 1985). Le salaire horaire ouvrier avait augmenté de 1,4 % au premier trimestre 1985 et de 2 % au deuxième trimestre 1984. Sur six mois, de janvier à juillet 1985, l'augmentation est de 3 %, et sur un an, de juillet 1984 à juillet 1985, de 5,9 %. La décélération se confirme puisque la hausse avait été de 7,6 % de juillet 1983 à juillet 1984. La hausse des prix ayant été de 6,1 % de juillet 1984 à juillet 1985, la perte de pouvoir d'achat est de 0,2 % environ. Quant à l'indice brut des effectifs salariés, il enregistre, comme au premier trimestre, une légère baisse de 0,1 %, soit – 1,2 % sur les douze derniers mois.

Le gouvernement et les transporteurs routiers dénoncent les risques d'une déréglementation brutale

Les licences à durée illimitée des transporteurs routiers ne seront remplacées qu'au 1er janvier 1996, a annoncé, le 10 octobre, M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, devant le congrès annuel de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR).

Le ministre a décidé de soumettre cette mesure au Conseil d'Etat, ainsi que d'autres. Les licences à renouvellement périodique seront remplacées par des autorisations à la fin de leur période de validité. Ces autorisations seront délivrées aux transporteurs par les commissaires de la République. Ces dispositions prendront place dans le décret réglementant le transport des marchandises en cours d'élaboration. Elles s'inspirent de demandes formulées par la FNTR.

Les congrès de la FNTR se suivent et ne se ressemblent pas. En 1984, année des barrages routiers, M. Auroux, alors secrétaire d'Etat aux transports, avait été l'objet d'un chahut de la part des mêmes congressistes. Cette année, on avait du mal à distinguer les thèses du ministre de celles de la Fédération. Certes, M. Maurice Voiron, président de la FNTR, a, avec sa vigueur coutumière, dénoncé la qualité du gazole français qui gelait au mois de janvier à – 8 degrés, les routes incapables de supporter le dégel, les augmentations de la fiscalité sur les carburants et les déficits de la SNCF. Cela posé, ministre et syndicat professionnel ont communié dans le même souci d'assouplir règlement administratif, droit du travail et tarifs officiels. Ils ont dit, chacun à leur manière, leur refus d'une libéralisation à outrance de la concurrence à l'intérieur de la CEE. Qu'on en juge. M. Voiron : « *Il appartient au gouvernement français de rester très ferme sur les indispensables transitions à aménager avec un régime communautaire de surveillance efficace du marché.* » M. Auroux : « *Je ne vous cacherai pas que ces événements donnent à certains l'opportunité de surenchères sur la voie d'une libéralisation échevelée des transports, et parfois je me sens bien seul lorsqu'il s'agit de défendre la voie d'une évolution maîtrisée (...). Je ne souhaite pas voir nos transporteurs plonger du jour au lendemain dans une économie dérégulée qui ne profiterait qu'à quelques-uns, pas forcément français...* »

AL F.

● **Suspension de la grève sur la ligne B du RER.** – Les conducteurs RATP de la ligne B du RER (Gare du Nord-Robinson-Saint-Rémy) dont décidé, le 11 octobre au soir, de suspendre les arrêts de travail de deux heures lors des prises de service qu'ils observaient depuis le début du mois. Ils protestaient, avec le soutien de la CGT et de la CFDT, contre les nouveaux tableaux de service en vigueur. A l'issue d'une négociation le 11 octobre, ils ont décidé de suspendre leur mouvement jusqu'à la présentation, dans un délai de vingt jours ouvrables, de nouveaux tableaux de service. Le 10 octobre, une pétition de cinquante-trois signatures d'usagers (dans une voiture et demie de la rame « Aida 29 » entre Lozère et Luxembourg où 90 % des voyageurs contactés avaient accepté de signer), avait été envoyée à M. Quin, président de la RATP, l'informant qu'ils voyageraient « *sans titre de transport à dater du 14 octobre et ce jusqu'au retour de conditions dignes d'un service public* ».

● **Deux Airbus commandés par la Corée du Sud.** – La compagnie sud-coréenne Korean Air a signé le 11 octobre la commande de deux Airbus A-300, dans leur version cargo. Korean Air, qui possède huit Airbus A-300, avait déjà commandé en juin trois autres appareils. Elle a des options pour cinq autres Airbus.

L'évolution du conflit chez Renault

La CGT se déclare « disponible à tout moment pour négocier »

La situation était stationnaire le 11 octobre au soir à la régie Renault, la CGT, qui a demandé à négocier, devant décider de la marche à suivre durant le week-end. Les usines de Billancourt, Le Mans et Choisy étaient toujours occupées tandis que, lundi 14 octobre, la majorité des 7 700 salariés de l'usine de Douai devaient se trouver en chômage économique et que, le même jour, l'établissement de Sandouville devait connaître une nouvelle journée de chômage technique (2 000 personnes seulement ont travaillé le 11 octobre). A l'usine du Mans, la section syndicale CFDT a proposé, dans la nuit de vendredi à samedi, un vote sur la poursuite ou non du mouvement, avec comme préalable un engagement de la direction à lever toutes les sanctions.

Dans une déclaration diffusée dans la soirée du 11 octobre, le syndicat CGT de la Régie estime que « *ce qui se produit chez Renault, c'est l'expression d'une volonté et d'une combativité grandissante dans tous les établissements et parmi toutes les catégories, pour les salaires, la prime, l'emploi et l'avenir de l'usine.* » « *Une violente campagne,* affirme le syndicat, *est déclenchée depuis deux jours pour tenter d'intimider les travailleurs de chez Renault et tromper l'opinion publique. En réalité, à l'usine de Billancourt, suite à un vote majoritaire, l'usine est solidement occupée. Si le texte de la direction dans les usines en grève a été massivement signé, c'est à l'appel de la CGT. Les travailleurs en lutte ont ainsi rendu caduque, par la dérision, une manœuvre de la direction.* » Poursuivant son recensement des non-grévistes à Billancourt, la direction avait fait savoir dans l'après-midi que plus des deux tiers des salariés sont désireux de pouvoir travailler.

Quoi qu'il en soit, la CGT s'est prononcée avec insistance, le 11 octobre, pour des négociations alors que la direction ne se dit prête qu'à la « *rencontrer* ». Lors d'une conférence de presse, M. Jean-Louis Fournier, délégué central CGT de Renault, a souligné que « *la direction doit réfléchir : plus le temps passe, plus le conflit va s'étendre et se durcir...* », ajoutant que « *la CGT est disponible à tout moment du jour et de la nuit pour négocier* » au niveau central comme au niveau de chacun des établissements. M. Gérard Alezard, secrétaire de la CGT, a affirmé aussi que « *chez Renault, l'urgence numéro un est de négocier* ».

S'exprimant à La Ciotat, M. Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGT a assuré qu'« *il faut être prudent quand on dit que la CGT patine, qu'elle piétine. Le mécontentement est réel et s'exprime de plus en plus fort* ». A l'usine de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), des cadres qui voulaient pénétrer dans l'entreprise ont été refoulés par des grévistes cégétistes.

A L'USINE DU MANS

« Il faudra bien que quelqu'un recule »

De notre envoyée spéciale

Le Mans. – « *Il faudra bien que quelqu'un recule, et ce ne sera pas nous.* » Cette déclaration de la direction de l'usine Renault au Mans résumait une situation bloquée, le 11 octobre au soir, avant que les partenaires sociaux ne se réunissent pendant près de trois heures – sans résultat immédiat, – à la demande de la CFDT. Les syndicats et la direction avaient mis à profit le délai que leur avait accordé le tribunal de grande instance de la ville, qui avait décidé d'attendre le 14 octobre à 14 h 15 pour se prononcer sur le référé déposé par la direction à l'encontre de onze piquets de grève CGT. Parviendront-ils, avant lundi, à trouver une solution permettant à chacun de sortir la tête haute du conflit ?

Le 11 octobre, si les piquets de grève étaient moins nombreux, on y avait durci le ton, dénonçant, devant les grilles fermées, « *la politique Besse* », accusant la direction d'avoir multiplié les pressions « *en faisant téléphoner aux salariés pour les menacer de licenciement s'ils ne venaient pas s'inscrire comme non-grévistes* ».

De son côté, la direction a indiqué que 4 300 personnes avaient signé, le 11 au matin, un document affirmant qu'elles n'étaient pas grévistes. « *Cela fait 73 % du personnel.* » Le visage tendu, certains militants déclaraient avoir cédé « *pour nourrir leur femme et leurs gosses* ». Plus sereins, des agents de maîtrise reconnaissaient qu'ils étaient prêts à faire des sacrifices compte tenu de la situation actuelle de la Régie. Au cours de l'après-midi, le front syndical a craqué, la CFDT demandant une rencontre entre la direction et les syndicats.

La CGT voulait faire du Mans une locomotive et espérait que le mouvement s'étendrait aux autres établissements de la Régie « *afin d'obtenir une négociation nationale* ». Mais pourra-t-elle maintenir un mouvement minoritaire, alors que les salariés eux-mêmes estiment que le jeu n'en vaut pas la chandelle ?

Pour sa part, la direction ne peut que se résigner à un pourrissement de la grève, car le blocage des autres usines (les pièces commenceront à manquer en début de semaine prochaine) serait trop onéreux pour la Régie, qui « *perd déjà 1 milliard de francs par mois* ». Elle ne souhaite pas non plus une intervention des forces de l'ordre. Mais, apparemment, elle n'est pas assez sûre des salariés non grévistes qu'elle a recensés pour les envoyer demander l'ouverture des grilles aux militants les plus résolus.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

DANS LES ALPES-MARITIMES

Quand la CGT rappelle à l'ordre un « communiste critique »

Il est décidément bien difficile, à cinq mois des élections législatives, d'être socialiste ou « communiste critique » et cégétiste. Les deux membres socialistes du bureau confédéral en font chaque jour l'expérience, mais d'autres se heurtent également à des difficultés. Le 4 septembre dernier, à Nice, un « *collectif de soutien des communistes critiques* » à la candidature de M. Henri Fiszbin sur la liste du PS des Alpes-Maritimes était présenté à la presse. Parmi les membres du collectif figurait M. Marius Armando, secrétaire de l'union départementale CGT jusqu'en 1963, un homme qui, dans les années 50, avait été candidat du PCF pour les élections au conseil général à Nice. Un événement somme tout banal.

Le 11 septembre, le « *camarade* » Armando a la surprise de recevoir une lettre de M. Jean-Claude Poirier, secrétaire général de l'UD-CGT des Alpes-Maritimes. « *Tu n'es pas sans savoir,* lui écrit-il, *au regard des tâches importantes que tu as assumées pendant des années avec courage et opiniâtreté, au prix de nombreux sacrifices, que si chacun, dans la CGT, a le droit, en tant que citoyen, de militer dans un parti, et même d'être candidat, nul n'a le droit d'utiliser le sigle de l'organisation et ses responsabilités présentes ou passées.* ». Un rappel aux statuts (article premier).

Mais M. Poirier n'en reste pas là. Et la suite de la lettre devient vraiment édifiante : « *Je suis persuadé, pour ma part, que certains ont voulu t'utiliser, d'autant que tu ne peux partager une politique de casse, de déclin, d'aggravation de la crise et des inégalités sociales. Tu t'es suffisamment battu contre la recherche du profit et de la rentabilité à tout prix des patrons et des gouvernements, quels qu'ils soient ! Et aujourd'hui, on retrouve le même duo pour faire payer la crise aux travailleurs ! Mais j'ajouterai aussi la remise en cause des conquêtes sociales, fruits des luttes auxquelles tu as pris part, notamment pour la protection sociale, tant dans le mouvement syndical que mutualiste ensuite.* »

En clair, écrivait M. Poirier à son « *cher Marius* », on a voulu t'utiliser « *dans un souci politicien et avec la volonté d'affaiblir ceux qui ne se résignent pas et qui se battent sur des positions de classe* ». Conclusion : « *Je suis chargé par la commission exécutive de te demander d'intervenir toi-même auprès de la fédération du Parti socialiste, pour lui interdire d'utiliser le sigle de la CGT et tes anciennes responsabilités.* » CQFD.

Le 30 septembre, le collectif de soutien répliquait à M. Poirier (avec copie de la lettre au bureau confédéral) : « *C'est une pression intolérable sur ce camarade, dégagé de tout mandat syndical, que de le mettre en mesure de désavouer l'initiative prise en commun.* » Refusant toute intervention auprès du PS, et rejetant cette « *intrusion caractérisée* » dans la campagne, le collectif, citations de M. Krasucki à l'appui sur la composition pluraliste de la CGT, poursuivait : « *Tu as parfaitement le droit – en tant que membre de la fédération du PCF – de mener dès à présent campagne pour ce parti (...), mais c'est outrepasser tes responsabilités syndicales que de conduire et d'entraîner la commission administrative dans une intervention politique au nom de la CGT. Celle-ci n'est pas le syndicat des seuls membres du PCF.* »

Interrogé par nos soins, M. Poirier, membre de la commission exécutive confédérale, ramène l'affaire à un simple problème d'application des statuts : « *J'ai envoyé une lettre personnelle à ce camarade, et c'est ce collectif – que je ne connais pas – qui me répond. Si l'UD de FO ou celle de la CFDT avaient été confrontées à un même problème d'application des statuts, elles auraient réagi de la même façon. Si le problème se posait pour un camarade qui soutiendrait une liste du PC en faisant état de son mandat syndical, j'agirais de la même façon...* » En dénonçant, par là même, la politique du PC ! Chiche ?

M. N.

Une première

LE MONTANT DES PRIMES A DIMINUÉ

« *La direction de Renault a pris une lourde responsabilité en refusant d'augmenter les salaires et en amputant la prime. Cela a été la goutte d'eau qui a tout fait déborder* », a déclaré le 11 octobre M. Jean-Louis Fournier, délégué syndical central CGT de chez Renault, en réclamant l'ouverture de négociations sur les salaires.

De fait, si l'on examine l'évolution des salaires chez Renault sur trois ans, on constate que celle-ci n'a pas suivi la hausse des prix. Selon les indications de la direction, en 1983, la hausse des salaires chez Renault a été de 8,25 % alors que les prix avaient augmenté de 9,3 %. Mais les salaires les plus bas, ceux des « agents de production » (OS) et des ouvriers professionnels les moins rémunérés (P1), ont été relevés de 10,3 % grâce à des glissements de qualification dans le cadre d'un plan d'évolution de carrière. En 1984, les salaires ont augmenté de 3,5 % pour une hausse des prix de 6,7 %. Mais les cinquante mille travailleurs situés aux échelons les plus bas (en fait la moitié des salariés de Renault) ont bénéficié d'une augmentation supplémentaire de 1 % par le jeu d'une réforme des classifications, soit un total de 4,5 %.

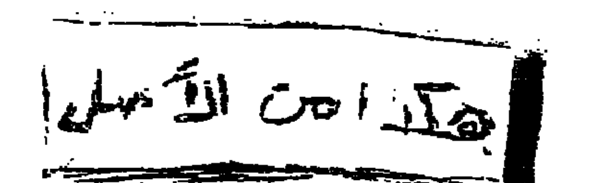
En 1985, en revanche, aucune mesure n'est venue corriger la hausse générale des salaires qui a été limitée a 1,5 % sur l'année pour une hausse des prix prévisible de l'ordre de 5 %.

Mais il faut aussi tenir compte d'une partie des primes versées régulièrement et parfois depuis fort longtemps (les quatre primes annuelles, par exemple, remontent à 1950). Les quatre primes trimestrielles « hiérarchisées » (c'est-à-dire variant selon le salaire de base) et les deux allocations de vacances, elles-aussi hiérarchisées, ont représenté en 1983, 5 271 F pour un OS au plus bas niveau et sans ancienneté ; il faut y ajouter quatre primes fixes s'élevant ensemble à 1 358 F. Au total : environ 6 630 F.

En 1984, le montant a été pratiquement le même. En 1985, le total des primes ne sera pour le même ouvrier que de 5 735 F. L'écart se creuse donc par rapport à l'évolution des prix. La direction fait remarquer que les primes dites « exceptionnelles » ne font pas partie de la rémunération « contractuelle » comme les salaires et sont liées aux résultats de l'entreprise. Mais la CGT estime que l'ancienneté et la régularité des primes — du moins celles qui sont hiérarchisées — les assimilent à un complément de salaire. C'est en tout cas la première fois que le montant des primes diminue chez Renault.

GUY HERZLICH.

● **Ducellier : les pouvoirs publics acceptent des congés de conversion.** – Les pouvoirs publics ont donné leur accord, le 11 octobre, à la conclusion d'une convention de congé de conversion qui doit permettre d'aménager socialement le plan de sept cent quarante-quatre suppressions d'emplois annoncé dans les trois usines Ducellier du Val d'Allier (occupées par la CGT depuis le 27 septembre).



M. Christian Pierret : *il serait suicidaire de céder à la tentation d'une relance*

Les résultats de la politique économique sont incontestables, affirme M. Christian Pierret, rapporteur général de la commission des finances à l'Assemblée nationale, dans son rapport introductif au projet de loi de finances pour 1986. « *L'inflation recule de façon sensible et continue, l'équilibre extérieur est sur le point d'être atteint malgré la fragilité des échanges commerciaux, le besoin de financement des administrations publiques est contenu, la situation des entreprises est en net redressement.* » « Le rapporteur général n'en reconnaît pas moins que des difficultés demeurent, notamment le chômage, la faible progression du pouvoir d'achat des ménages et le fragile équilibre des comptes sociaux.

Hommage à M. Jacques Delors

A propos de l'inflation, il rend hommage à l'action de M. Jacques Delors « *qui a réussi à faire comprendre que combattre l'inflation c'était œuvrer en faveur de l'investissement et de l'emploi* ». Mais il insiste également, tout en s'excusant de se répéter, sur « *la nécessité de parfaire la libération des prix industriels (80 % d'entre eux sont déjà libérés) et d'amorcer, dans les meilleurs délais, celle des services en commençant par ceux rendus aux entreprises* ».

Jugeant également que « *la limitation des déficits publics est indispensable pour conforter la désinflation* », M. Christian Pierret met en garde ceux qui « *estiment disposer d'ores et déjà, d'une certaine marge de manœuvre* ». Il affirme qu'« *il serait suicidaire de céder, aujourd'hui, à la tentation d'une relance, fût-elle de faible ampleur* », allant jusqu'à réclamer la réduction progressive des besoins de financement publics.

A propos de la fiscalité, le rapporteur exprime sa déception à l'égard de l'impôt sur les grandes fortunes dont le rendement est faible et l'application malaisée. Il en propose la refonte pour aller dans le sens d'une amélioration du régime fiscal des successions.

C'est avec solennité qu'est abordé le chapitre de la protection sociale, où « *toute dérive incontrôlée des dépenses peut provoquer la ruine du système* ». M. Pierret note que les prestations ont joué un rôle positif dans la sauvegarde du pouvoir d'achat des catégories les plus défavorisées, la part des prestations dans le revenu disponible atteignant aujourd'hui 36,5 % (contre 32,4 % en 1981). Mais, sachant que « *le concours de l'Etat aux régimes de protection sociale atteindra 83,2 milliards de francs en 1986* », le rapporteur s'interroge sur la part qu'il convient de prélever sur les ressources de la nation.

Il préconise des solutions nouvelles pour une solidarité accrue, posant la question « *de la diversification du financement de la protection sociale* ». N'est-il pas préférable, se demande-t-il à propos du régime vieillesse, « *alors que la retraite par répartition montre ses limites, d'envisager la mise en place d'un système volontaire de capitalisation qui viendrait conforter le système de répartition et qui contribuerait, grâce à des mécanismes financiers appropriés, à la modernisation de l'économie ?* »

Après avoir souligné la nécessité du traitement social du chômage, M. Pierret indique que le recul du chômage sera une œuvre de longue haleine. Cependant, s'interroge-t-il, « *l'élément central ne serait-il pas l'inflation ?* »

« *Il serait vain de mieux maîtriser les salaires et les charges des entreprises si, d'une part, les ressources d'épargne demeuraient trop orientées vers le financement des déficits de fonctionnement et si, d'autre part, les ressources latentes d'épargne ne réintégraient pas les circuits économiques conduisant aux investissements productifs.* »

En conclusion, M. Pierret affirme que « *le gouvernement a libéré, assoupli, simplifié* », qu'il a « *accompli dans les faits la seule* déréglementation *véritable sans céder, comme le font certains, à la tentation d'introduire le laxisme en place de la liberté, et la régression sociale sous le masque de la « flexibilité »*.

LA DRACHME EST DÉVALUÉE DE 15 %

Athènes (*AFP*). – Le gouvernement grec a décidé de dévaluer la drachme de 15 % par rapport au dollar, a annoncé, vendredi soir 11 octobre, le ministre grec de l'économie, M. Costas Simitis. Après cette dévaluation, la deuxième depuis que les socialistes sont arrivés au pouvoir en 1981 (15,5 % en janvier 1983), le dollar vaut 155,95 drachmes au lieu de 132,56. « *Cette dévaluation est également valable pour les autres monnaies* », précise le communiqué officiel. Le premier ministre, M. Andreas Papandréou, a déclaré à la télévision qu'elle avait pour but d'améliorer la compétitivité des produits grecs sur les marchés étrangers.

Le gouvernement grec a par ailleurs pris une série de mesures pour « stabiliser » l'économie. Les importations seront limitées, notamment par l'imposition pour chaque produit importé d'un dépôt bancaire de 40 % à 80 % de sa valeur pendant une durée de six mois. Afin de faire baisser en 1986 de quatre points le déficit du secteur public, il a été décidé de limiter les nouveaux emplois dans la fonction publique et de contrôler les dépenses des ministères. Enfin, l'échelle mobile des salaires sera dorénavant calculée à partir de l'inflation prévue, et non plus de l'inflation réelle.

LES ÉTATS-UNIS LANCENT L'IDÉE D'UNE « SUPERBANQUE » INTERNATIONALE PRIVÉE

Les Etats-Unis étudient la possibilité de créer une « superbanque » internationale privée qui faciliterait les emprunts des pays en voie de développement et leurs négociations avec les pays occidentaux, a indiqué le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, dans une interview publiée dans le *Washington Post* du 11 octobre.

Cette « superbanque » dont l'initiative revient à M. Paul Volcker, le président de la Réserve fédérale américaine – qui pourrait succéder à M. Clausen à la tête de la Banque mondiale en juin 1986, – éliminerait l'actuel système de prêts privés contrôlés par des syndicats bancaires internationaux. Elle serait liée au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. Prudemment, M. Baker a cependant précisé : « *Vous avez besoin de tellement de banques pour dire oui avant que quelqu'un dans le syndicat donne son feu vert...* »

Le secrétaire au Trésor revenait tout juste de Séoul, où il avait appelé les banques commerciales à augmenter leurs prêts aux pays du tiers-monde d'environ 20 milliards de dollars au cours des trois prochaines années.

● **Signature d'une convention franco-chinoise sur la protection des marques.** – La France et la Chine ont signé un accord sur la protection des marques à l'issue d'un colloque de quatre jours sur les brevets et la propriété industrielle. Cet accord avait été rendu nécessaire par la multiplication des contrefaçons, réalisées en Chine, de chemises, de foulards de grands couturiers et même de bicyclettes, d'alcools et de vins.

Le protectionnisme renaissant

Les nouvelles entraves au libre-échange, décidées ou actuellement en cours de discussion dans certains pays, sont autant de brèches aux principes défendus par les gouvernements.

● **Textile.** – La Chambre des représentants américains, a voté le 10 octobre un texte qui réduirait d'environ 40 % les importations textiles de onze pays d'Asie et du Brésil. Le projet, s'il est également adopté par le Sénat, pourrait être arrêté par le veto du président Reagan.

● **Machines à écrire électroniques.** – La Commission européenne impose, à partir du 10 octobre et pour un minimum de quatre mois, une taxe antidumping de 28 % du prix d'importation sur les machines fabriquées par la firme Nakajima. Cette société était la seule à n'avoir pas été frappée par la décision prise en juin dernier par la Communauté d'imposer une taxe de 17 à 35 % du prix d'importation sur les machines électroniques japonaises, Brother, Canon, Silver Seiko et Tokyo Electric Co.

● **Fromages.** – Le camembert au lait cru, le pont-l'évêque et tous les fromages à pâte molle non pasteurisés vont prochainement être interdits de vente en Allemagne fédérale, à la suite d'un vote du Bundesrat – la chambre des Länder ouest-allemands. Cette mesure, prise au nom de la protection de la santé des consommateurs, va particulièrement toucher les producteurs français dont les fromages au lait cru sont l'originalité. La Fédération des importateurs de produits laitiers a demandé à la Commission européenne de Bruxelles d'entamer une procédure contre la RFA *pour violation des traités* communautaires et va lancer une campagne de pétition auprès des consommateurs.

● **Beurre.** – La Commission européenne a décidé d'accorder une subvention importante de 224 ECU (1 500 F) par quintal de « beurre de cuisine » – beurre concentré –, afin de réduire les stocks de la Communauté. Cette mesure a été préférée à la traditionnelle vente de « beurre de Noël » – vente à prix réduit sur les marchés européens –, en raison du coût trop élevé de l'opération.

RESTRUCTURATION EN RFA

Mercedes souhaite prendre le contrôle d'AEG

Mercedes souhaite prendre le contrôle d'AEG, le numéro trois de la construction électrique ouest-allemande après Siemens et Bosch. La firme automobile a demandé à l'office des cartels, l'organisme fédéral chargé de veiller à la concurrence et d'apprécier les fusions, l'autorisation d'acquérir 25,1 % du capital d'AEG, c'est-à-dire la minorité de blocage. On estime dans les milieux ouest-allemands que l'office ne devrait pas s'opposer à l'opération.

Diversification. Daimler Benz qui aura cent ans cette année est un groupe riche. Ses bénéfices ont atteint 1,1 milliard de DM l'an passé pour un chiffre d'affaires de 43,5 milliards de DM (130 milliards de francs). Ils devraient encore croître cette année puisque ses ventes ont progressé de 26 % depuis le début de l'année. Riche de deutschemarks et d'ambitions. Mercedes a racheté au début 1985 pour quelque 700 millions de DM la totalité des actions de la société MTU (Motoren und Turbinen Union), qui construit les moteurs d'avions et dont elle possédait déjà 50 %. Quelques semaines plus tard, Daimler Benz a acquis pour environ 400 millions de DM, 65 % du capital de Dornier, le numéro deux de l'aéronautique ouest-allemande.

Aujourd'hui, son choix se porte sur une entreprise convalescente. AEG fut « un grand » de la légendaire industrie électro-mécanique allemande rebâtie de toutes pièces après guerre. Mais le « miracle allemand » devait tourner en débâcle pour avoir voulu trop en faire : des machines à laver à la télévision (Telefunken est acquis en 1966), à l'informatique, aux satellites, au nucléaire, etc. En 1982, il faut élaguer en catastrophe, sous la pression des banques affolées par les pertes du groupe qui s'accumulent depuis 1979 et ses dettes de 5 milliards de DM. Le géant de la mécanique s'écroule outre-Rhin, comme de ce côté-ci, Creusot-Loire. La mise en règlement judiciaire était inévitable.

M. Duerr, le PDG d'AEG, engage alors une restructuration drastique. Un concordat est signé avec les créanciers et les banques conduites par la Dredsner Bank. Telefunken est revendu au français Thomson. La filiale de télécommunications ANT est cédée à Bosch. Zanker Neff, Kuppersbusch, Alno et autres sources de déficits sont liquidées ou vendues. Olympia (machines à écrire) ferme deux usines sur quatre. Au total, les emplois sont ramenés de cent quarante mille en 1982 à soixante-dix mille aujourd'hui et le chiffre d'affaires de 15 milliards de DM à 11 milliards en 1984. Les choses vont vite et dès 1983 le groupe retrouve de légers bénéfices, il rembourse ses dettes par anticipation. AEG est amputé mais guéri. L'entreprise peut de nouveau intéresser, même si le PDG n'envisage pas de distribuer des dividendes avant... 1988.

Reste à savoir ce que cherche Mercedes dans l'industrie électrique. Le ferroviaire ? Les câbles ? L'ingénierie électrique ? La réponse n'est pas évidente dans cette opération qui apparaît, comme du reste toutes les diversifications de Daimler Benz, très nationale, germano-allemande. Le « *complexe industrialo-financier* » outre-Rhin entend rester maître chez lui.

E. L. B.

Inflation : l'événement de septembre

(Suite de la première page.)

M. Michel Debré était alors ministre des finances. La France vivait dans la rigueur du plan de stabilisation imposé en septembre 1963 par le général de Gaulle pour freiner l'inflation née de l'afflux d'un million de rapatriés d'Algérie.

Pendant trois ans – 1965-1966, 1967, – les prix n'augmentèrent que de 2,5 % l'an, moins vite qu'en RFA. Les événements de mai 1968 mirent fin à la rigueur gaullienne, et M. Debré perdit son ministère, en même temps qu'il acquerait l'injuste réputation d'avoir serré avec excès la vis aux Français. Ce départ marqua une date importante de notre histoire économique de l'après-guerre : jamais plus la France ne connut de stabilité des prix. Et, année après année, dans la crainte qu'avaient les chefs d'Etat et de gouvernement de déclencher de nouvelles grèves générales, l'inflation gagna du terrain, en partie annulée dans ses effets mauvais par de remarquables progrès de productivité et des dévaluations répétées de notre monnaie.

Il faudra attendre la gestion Barre pour retrouver une rigueur depuis longtemps oubliée, mais que le pays – ou les seuls syndicats ? – toléra mal, la croyant inutile.

Après les graves erreurs commises en 1981, la gauche au pouvoir a renoué avec une indispensable rigueur, bloquant prix et salaires durant l'été 1982. Une décision courageuse de M. Mauroy, qui n'aurait pas eu beaucoup de conséquences si elle n'avait été accompagnée d'une politique économique cohérente et d'une chance évidente.

La politique cohérente, ce fut le plan de rigueur et la baisse du pouvoir d'achat, qui prit notamment la forme d'une stricte réglementation des hausses salariales dans le secteur public, comme dans le secteur privé. Le pays – et cette fois les syndicats – accepta la nouvelle donne, alors qu'en mars 1961 M. Michel Debré, déjà précurseur malheureux, avait été voué aux gémonies pour avoir recommandé au patronat de ne pas accorder de hausses de salaires supérieures aux gains de productivité.

Dans sa volonté de rigueur, la gauche a trouvé une classe ouvrière résignée aux sacrifices. L'expérience de relance ayant échoué, chacun a craint pour son emploi et a préféré se taire, plutôt que de manifester. Ainsi est entrée dans les faits la politique Delors de pré-fixation des salaires en fonction des normes de prix imposées par la puissance publique. Une politique qui a eu le mérite de casser l'indexation des salaires, mécanisme essentiel de l'inflation française. C'est ainsi que, pour 1986, le gouvernement a pu, en toute tranquillité, afficher un objectif de hausse des salaires de 2,9 % seulement, alors que nous étions habitués, il y a quelques années, à des augmentations dépassant les 10 %.

La chance de la gauche dans sa politique de lutte contre l'inflation a été de pouvoir conduire son action d'assainissement et de rigueur dans un contexte international profondément déflationniste. Partout dans le monde, les hausses de prix se ralentissent ; les prix des matières premières baissent ; les coûts des produits pétroliers se réduisent.

Partout, dans les pays industrialisés, les gouvernements mènent des politiques de rigueur monétaires et budgétaires. Et, depuis quelques semaines, le dollar a commencé de baisser, revenant des niveaux très élevés où il se situait en janvier-février (aux environs de 10 F) à 8 F actuellement.

Tout se passe comme si les pays industrialisés, conscients des perturbations profondes causées par les folles hausses des prix des années 70, s'étaient mis d'accord – sur ce point – pour renoncer à l'inflation, à ses délices et à ses œuvres.

La France, tardivement, mais avec une réelle efficacité, a fait sien ce choix. Il lui reste maintenant à prouver que celui-ci a modifié comportements et attitudes en rendant aux prix leur liberté, comme tous les autres pays occidentaux l'ont fait depuis longtemps.

ALAIN VERNHOLES

● **Grande-Bretagne : baisse des prix en septembre.** – Les prix à la consommation ont baissé de 0,1 % en septembre en Grande-Bretagne, ce qui correspond à une hausse annuelle de 5,9 %, contre 6,2 % en août, 6,9 % en juillet et 7 % en juin. En août dernier, le coût de la vie avait progressé de 0,3 %.

LA SÉCHERESSE DIMINUE LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ HYDRAULIQUE

La sécheresse, outre ses effets sur les productions végétales et sur le bétail, touche aussi EDF. Elle réduit la production d'électricité hydraulique et affecte même les centrales nucléaires de la vallée du Rhône. La production hydraulique, qui a assuré 11,7 % de l'électricité produite en 1984, est actuellement inférieure de moitié à la normale et le coefficient de remplissage des barrages était au début octobre de 75 %, au lieu de 85 % normalement. Des lâchages d'eau ont, en outre, dû être pratiqués sur les barrages alpins pour éviter une mise au ralenti de la centrale nucléaire de Tricastin (Drôme), dont le système de refroidissement dépend des eaux du Rhône.

Les usagers ne manqueront pas pour autant de courant, EDF faisant appel à ses centrales au charbon, mais les coûts de production augmenteront.

● **Le Parlement européen demande une aide d'urgence.** – Le Parlement européen a demandé à l'unanimité au conseil des ministres des Dix d'accorder une aide d'urgence aux régions touchées par la sécheresse « *afin d'éviter la faillite des agriculteurs* ». De nombreux députés avaient attiré l'attention du Parlement sur les conséquences désastreuses de la sécheresse sur les récoltes en France, en Italie et dans le nord de la Grèce, ainsi que sur les incendies de forêts au Portugal. Rappelons que la Commission des Communautés européennes a rejeté dans un premier temps la requête française de mise à disposition de 200 000 tonnes de céréales fourragères à prix réduit.

Rhône-Poulenc met ses certificats aux enchères

La société nationalisée Rhône-Poulenc va mettre 10 % de son capital à la disposition du public en émettant 3 300 000 certificats d'investissement privilégiés, sans droit de vote, au prix d'offre minimal de 310 francs, rémunérés par un *dividende prioritaire* (5 % du nominal de 100 francs) et par un dividende complémentaire, pris sur les bénéfices et fixé chaque année par l'assemblée générale (l'Etat, à l'heure actuelle). Ce prix d'offre représente 5,6 fois le bénéfice net consolidé par action de 1984, capitalisation un peu inférieure à la chimie allemande (6,5 fois) et très inférieure à la chimie britannique (10 pour ICI) et à l'américaine (11,5 pour Monsanto).

Originalité de l'opération, elle s'effectue par « mise en vente ». Les six établissements du syndicat français constitué pour l'émission (Société générale, BNP, Indosuez, Lazard, Dillon Read et Crédit suisse First Boston) sont seulement chargés de la garantir, mais, comme tout autre banque ou agent de change, ont pour mission de recueillir les ordres d'achat et n'ont aucune fonction exclusive de placement, la commission pour ledit déplacement étant de 0,50 %. Pas de quota spécial pour quiconque, même pour l'étranger (on avait parlé de 25 % réservés à Dillon Read, firme contrôlée à 50 % par M. Pierre Moussa, ancien PDG de Paribas). Chez Rhône-Poulenc, fort d'un précédent (titres participatifs d'Indosuez), on veut « déréglementer les usages » et « récupérer la rente d'introduction » (différence entre le cours du départ et les cours plusieurs mois après), au lieu de l'abandonner aux banques et aux SICAV. « *L'étranger ? Il aura ce qu'il voudra.* » Rhône-Poulenc veut donc s'en tenir à la loi de l'offre et de la demande : le marché jugera.

F. R.



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 7 au 11 octobre

Des signes de convalescence

POUR la première fois depuis cinq semaines, des signes, semble-t-il, annonciateurs d'une convalescence, sont apparus, ces derniers jours, Rue Vivienne. Encore très hésitant lundi (– 0,10 %), le marché s'est remis à progresser lentement les deux jours suivants (+ 0,43 % et + 0,57 %), avant de s'immobiliser jeudi (+ 0,07 %), pour mieux, sans doute, prendre son élan à la veille du week-end. Ce jour-là, une reprise assez sensible se produisait, et, à la clôture, l'indicateur instantané enregistrait une avance de 0,63 %, tandis que l'indice CAC remontait au voisinage de la cote 208, perdue brusquement de vue la semaine précédente.

En l'espace de quatre séances, la hausse des cours s'est en moyenne élevée à 1,8 %, et, d'un vendredi à l'autre, elle a atteint 1,7 %. Ce n'est pas un score étourdissant, mais le résultat obtenu est symptomatique du changement intervenu après le dernier passage des ventes d'automne.

Le marché commencerait-il tranquillement à se rétablir ? De l'avis des professionnels, il est encore prématuré de l'affirmer. D'une façon générale, à l'issue de quatre mois d'une baisse qui, ponctuée çà et là par quelques périodes d'accalmie, devait conduire les valeurs françaises à 11 % en dessous de leur plus haut niveau de l'année, atteint le 31 mai dernier, le facteur technique a commencé à jouer.

Les vendeurs à découvert se sont mis à ramasser le « papier » qu'ils vont devoir livrer à la fin du mois boursier, et les SICAV Monory se sont efforcées de rétablir à l'intérieur de leurs portefeuilles l'équilibre de *leurs quotas compromis* par la glissade des cours survenue entre le 23 septembre et le 4 octobre dernier (– 6,4 %). Comme l'expliquait un professionnel, *« elles se trouvent en situation d'acheteurs obligés »*. Une bonne raison à cela : en moyenne, au cours de la même période, les valeurs étrangères cotées à Paris n'ont pas varié malgré la baisse des américaines liée à la dépréciation du dollar.

Mais le facteur technique n'explique pas tout. Quelques bonnes nouvelles sont parvenues cette semaine sous les colonnes du palais Brongniart de nature à réchauffer l'atmosphère.

Il y eut d'abord la prévision faite par la BNP d'un retour probable à l'équilibre de la balance des paiements courants pour 1985, un résultat qui semble à portée de main après le nouvel excédent (+ 1,2 milliard de francs) enregistré en août et annoncé ces derniers jours. Autre information intéressante : la décision prise par les pouvoirs publics d'alléger les coûts du crédit à l'exportation et de simplifier la procédure d'octroi desdits crédits. A cela s'ajoute l'effet dollar. La chute du « billet vert » avait, ces temps derniers, passablement inquiété la communauté financière, qui voyait fondre les bénéfices escomptés des « belles américaines », ces actions d'entreprises travaillant dans la zone dollar. Elle s'est arrêtée cette semaine, ce qui a un peu rassuré les investisseurs.

Mais le réconfort est surtout venu du front de l'inflation. A la veille du week-end, il était acquis que l'indice des prix pour septembre serait du même cru que celui du mois précédent (+ 0,1 %) (pronostic confirmé). Et quelques économistes de prédire que, prochainement, il pourrait même devenir négatif. Sous les lambris, les opérateurs ont immédiatement anticipé une détente prochaine des taux d'intérêt et, autour de la corbeille, le bruit circulait déjà que, dès la semaine prochaine, les grandes banques de la place pourraient abaisser leur taux de base d'un quart de point.

L'effet s'est répercuté jusqu'au premier étage du palais où se tient le marché obligataire. La semaine devait, là aussi, s'y terminer sur une note ferme, avec une demande accrue, principalement concentrée sur les ORT (obligations renouvelables du Trésor). Il reste que le marché est encore vulnérable et que les spécialistes attendent une confirmation de ses meilleures dispositions avant de se prononcer sur sa convalescence.

Le rétablissement constaté cette semaine a, en effet, encore été timide. Surtout, il s'est opéré avec des volumes d'affaires peu étoffés (moins de 300 millions de francs en moyenne journalière). Qui plus est, des valeurs ont encore été « accidentées », avec des reculs violents, qui témoignent de la persistance des effets du mal.

Moulinex a été du nombre, en annonçant un déficit inattendu pour le premier semestre. La direction de la société discute, d'autre part, d'un redressement fiscal de 75 millions de francs. Et malgré un ressaisissement en fin de parcours, le titre a baissé de 9 %. Club Méditerranée, aussi, a été très secoué (– 8 %) sur des évaluations en baisse du bénéfice par action, qui ne s'avèrent pourtant guère fondées. Des investisseurs étrangers auraient-ils vendu ? Certains le disaient.

La foudre est tombée sur Prouvost (– 18 %), en raison de l'amère déception causée par la promesse d'un bénéfice identique au précédent, quand une augmentation de 10 % était au programme. La Compagnie française de raffinage non plus n'a pas été épargnée (– 13,3 %) à cause de ses pertes et de l'augmentation de capital en préparation. La Bourse, enfin, a manifesté sa mauvaise humeur à l'égard de Signaux (– 14 %) et de Damart (– 8 %), sans raison très apparente, et laissé au piquet Sodexho, Sampiquet, Esso, Presses de la Cité, au plus bas de l'année comme les deux précédentes valeurs. Elle a décidément bien du mal à surmonter les effets de sa récente dépression.

En revanche, le marché a été moins sévère avec BSN, Elf, Printemps, Redoute et a même souri à Peugeot, Total (doublement des bénéfices sans prise en compte des pertes du raffinage), Midi Cie (hausse des résultats), Moët-Hennessy, Leroy-Somer, Bic, Roussel-Uclaf, Lafarge, Colas, Bouygues. Les motifs de son amabilité ne sont pas toujours très clairs, mais, certains cours ayant retrouvé des niveaux attrayants, ceci peut expliquer cela.

ANDRE DESSOT.

Le MATIF : constituer les organes de direction

Le Journal officiel du 11 octobre 1985 publie le décret relatif à la loi du 11 juillet 1985 et concernant la composition du conseil du marché à terme d'instruments financiers (MATIF), qui doit voir le jour prochainement à Paris.

On retiendra de la composition de ce conseil, appelé à succéder au comité de pilotage initialement destinées à mettre le MATIF sur les rails, que, parmi les personnalités (non encore nommées) destinées à représenter la Chambre syndicale des agents de change (quatre), l'Association française des établissements financiers (quatre), la Fédération française des assurances (deux), la Chambre syndicale des courtiers de banque (une), la Caisse des dépôts et consignations (une), le Conseil national du patronat français au titre des entreprises industrielles et commerciales, en fait les trésoriers d'entreprise (une), figure, pour la première fois, « une personnalité qualifiée proposée par les autres membres du conseil », lequel élit « en son sein », un président.

De notre envoyé spécial

Dijon. — Avec un peu de retard sur le calendrier initial, la mise en place d'un marché à terme d'obligations — préfigurant la création d'un véritable marché, à terme des instruments financiers (MATIF) en 1986 — devrait bien intervenir avant la fin de cette année. C'est ce qu'a indiqué M. Alain Ferri, agent de change, premier adjoint au syndic et, à ce titre, l'un des animateurs du *« comité de pilotage »*, un organisme qui vient de céder la place au conseil du MATIF chargé d'élaborer la réglementation de ce futur marché.

La Chambre de compensation des instruments financiers (CCIF) dont le but est, outre de fixer le minimum de garantie (le deposit), d'ajuster chaque jour les différentes positions des différents opérateurs sera vraisemblablement constituée à la mi-novembre. Cette Chambre de compensation, qui aura le statut de banque, devrait accueillir des agents de change et des banques, bien sûr, mais également les divers organismes financiers recensés par la « loi bancaire ». Ceux-là devraient avoir, tous, accès au MATIF, *via* l'acquisition d'un siège et selon des modalités à déterminer, a expliqué M. Ferri à l'occasion d'un forum — le premier du genre — organisé par la direction régionale parisienne de la Société lyonnaise de banque en présence de nombreux représentants d'entreprise.

« Le champ du MATIF ne doit pas être limité aux seuls instruments de gestion collective ; il faut l'étendre à d'autres acteurs tels que les trésoriers de banque et d'entreprise, mais aussi, pourquoi pas, des particuliers, des collectivités locales et des associations qui dorment trop souvent sur un risque de taux dont elles n'ont pas toujours conscience », devait déclarer M. Pierre Lasserre, président de Peter SA, agent des marchés interbancaires (ancienne catégorie des courtiers de banque). *« Il faut organiser à Paris un marché de prêteurs de titres et la profession d'arbitragiste qui n'est pas encore réellement apparue dans les faits. »*

Saisissant la perche qui lui était tendue, M. Alain Dupont, chef du service trésorerie, changes et relations bancaires chez Pechiney, rappelait les caractéristiques essentielles du premier contrat prévu sur le marché à terme d'obligations (emprunt *« notionnel »* ayant les caractéristiques d'un emprunt d'Etat remboursable *in fine* d'une durée de sept à dix ans, portant intérêt au taux de 10 %, le montant du contrat étant de 500 000 F) pour souligner les avantages de cette *« couverture »* contre risques de taux d'intérêt.

Toutefois, devait-il faire valoir, *« les problèmes comptable et fiscal de l'amortissement du gain ou de la perte de couverture ne sont pas encore résolus »*. Mentionnant, pour mémoire, les perspectives éventuelles offertes à des contrats à court terme (reposant sur des bons du Trésor français à quatre-vingt-dix jours et à intérêts précomptés) inspirés des caractéristiques du marché à terme de l'IMM (International Monetary Market) de Chicago, M. Dupont a souligné les avantages d'un contrat à long terme tel qu'il est prévu actuellement par les trésoriers d'entreprise, ne serait-ce que pour assurer *« la couverture par anticipation d'un emprunt obligataire à émettre sur le marché financier »*. Même s'il est admis — M. Ferri en convient — que la capitalisation des emprunts pris en référence dans le « gisement » ne représenterait que 40 à 50 milliards de francs face à une capitalisation du marché obligataire qui dépasse présentement les 1 500 milliards de francs.

« Certains s'inquiètent de la rapidité actuelle des innovations financières en France; je crois qu'il faut plutôt s'inquiéter de leur lenteur... », devait affirmer le trésorier de Pechiney. *« D'ores et déjà, le marché de change du franc français a quitté la France, le contrat d'option dollar/ECU s'ouvre à Chicago; le contrat à terme sur taux d'ECU ne sera vraisemblablement pas ouvert à Paris. »* Dans ces circonstances, *« l'ouverture du MATIF à Paris est beaucoup plus qu'un gadget; c'est une nécessité. Son succès, toutefois, n'est pas assuré. Rappelons qu'aux Etats-Unis, la proportion de réussite des contrats financiers n'est que de 30 %... »*

Même si l'un des dangers potentiels de ces marchés à terme est que 80 % de la couverture de risque mondiale est actuellement centralisée aux Etats-Unis, un thème qui n'a pas *eu le temps d'être évoqué lors de* ce Forum, il reste que les *« futures »*, qu'il faut bien différencier des contrats conditionnels, a tenu à rappeler le professeur Patrice Poncet de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, justifient chaque jour leur existence. Essentiellement parce qu'ils ont l'avantage de constituer un marché organisé pour des coûts de transactions somme toute assez faibles et avec des *« deposit »* limités par rapport à l'important *« effort de levier »* exercé.

De plus, ces marchés reposent sur des positions ajustées tous les jours, d'où un *« risque de signature beaucoup plus faible »*, les opérations étant de plus garanties par la Chambre de compensation, devait-il souligner. Autant d'éléments d'appréciation, replacés dans un contexte international, qui sont abondamment commentés dans un ouvrage *Les marchés à terme d'instruments financiers* qui vient de sortir des presses à point nommé (1). A quelques semaines de l'ouverture officielle du MATIF, laquelle requiert encore deux exigences : un double effort d'information et de formation interne et un outil informatique à la hauteur des ambitions affichées.

SERGE MARTI.

(1) Par Catherine Lubochinsky et Didier Marteau. Editions ESKA, 240 pages.

Greggory : la première « désintroduction » du second marché

Sale temps pour la société Greggory, le numéro un européen de la signalisation routière (avec 500 millions de francs de chiffre d'affaires escomptés pour 1985), qui, une semaine après son introduction au second marché de la Bourse de Paris, est tenue de proposer au public le rachat de ses titres. A l'origine de cette décision, aussi pénible pour le président, M. Charles-Yves Greggory, tenu de « ravaler son papier », que pour les parrains de l'opération : le Crédit lyonnais et la charge Bacot-Allain, un peu gênés aux entournures par ce qui apparaît comme la première « désintroduction » de fait au second marché depuis sa création, les mauvais résultats d'une des filiales de la firme, la société Solmétal, spécialisée dans les revêtements de sols industriels.

Cette entreprise, dont le déficit avait pu être ramené de plusieurs millions de francs en 1983 à 0,84 million l'année suivante, devait quitter le rouge en 1985. Mais en fait, Solmétal subira encore une perte de 4 millions de francs cette année, ce qui aura pour effet de ramener à 6 millions de francs le résultat net consolidé (part du groupe) de Greggory au lieu des 10 millions avancés lors de l'introduction au second marché, le 2 octobre dernier.

Ce pépin, qui ne met pas en cause la bonne foi du chef d'entreprise, est malheureusement survenu quarante-huit heures après la procédure d'introduction, au moment où le titre commençait à baisser : de 270 francs ce jour-là, il tombait à 260 francs le lendemain, puis à 250 francs le 4 octobre, jusqu'à ce qu'intervienne le lundi suivant — et pour une raison liée, cette fois-ci, aux résultats déficitaires de Solmétal — la suspension de cotation.

Lors de la reprise des transactions, le 11 octobre, plus de vingt mille titres étaient présentés à la vente au prix de 270 F auquel M. Greggory s'est engagé à racheter ses actions pendant quinze séances de Bourse (jusqu'au 31 octobre inclus) et qui viennent s'ajouter aux quelque dix mille titres revenus sur le marché avant la suspension de cotation. Face aux quarante-deux mille actions proposées initialement au public au prix d'offre de 200 F, il reste donc à ce jour à peine dix mille actions dans le public, ce qui ôte toute notion d'exagération au terme de désintroduction.

« L'affaire Greggory », comme on l'appelle déjà en Bourse, ne compromet nullement l'avenir du second marché, qui a déjà accueilli plus de cent cinq sociétés depuis février 1983. Sans problème majeur, sinon celui d'une frénésie d'achats et de cours d'introduction parfois surestimés par rapport à la valeur réelle de l'entreprise. Au demeurant, la vie d'un marché et celle de ses sociétés sont faites de bonnes et mauvaises surprises, et l'exemple actuel de Manitou (autre valeur du second marché), une société spécialisée dans les chariots élévateurs et dont le bénéfice net cosolidé à fin août a diminué de moitié par rapport à 1984, est là pour rappeler que nul n'est à l'abri d'un raté. Pas plus d'ailleurs que les grandes valeurs de la cote officielle ou du second marché britannique, le Unlisted Securities Market, qui a subi, lui, quelques faillites d'entreprises cotées sur l'USM.

Mais cet épisode doit réveiller la vigilance des professionnels, banquiers et agents de change, qui, rappelons-le, sont seuls responsables des sociétés présentées sur le second marché, les autorités boursières ne désignant que le lieu de cotation : Paris ou l'une des six places de province.

A la différence des introductions au marché officiel, qui obligent la Commission des opérations de Bourse à délivrer son label sous la forme du redoutable visa. Une entreprise familiale classique candidate à la cote ne pose guère de problèmes ; par contre, dès lors qu'il s'agit d'un groupe à ramifications, l'expérience prouve que c'est souvent le sort d'une filiale qui fait tomber » une entreprise. Témoin l'histoire d'Amrep.

S. M.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	7 octobre	8 octobre	9 octobre	10 octobre	11 octobre
RM	410 456	374 309	394 219	366 779	427 607
Comptant					
R. et obl. ..	3 857 018	5 854 857	3 927 423	4 163 410	4 470 602
Actions ..	112 100	241 036	115 541	126 699	197 549
Total	4 379 574	6 470 202	4 437 183	4 656 888	5 095 758

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

Françaises	109,4	110	110	110	–
Étrangères	90,5	91,3	91,9	91,8	–

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)

Tendance .	115,1	115,6	116,2	116,3	116,7
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	205	205,4	205,9	206,6	207,5

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	11 octobre	4 octobre	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice ...	102	103,7	– 1,7	117,9	99,7

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 4 oct.	Cours 11 oct.
Or fin (kilo en barre) ...	85 150	85 000
– (kilo en lingot) ...	85 300	85 150
Pièce française (20 fr.) .	537	536
Pièce française (10 fr.) .	420	440
Pièce suisse (20 fr.) ...	542	545
Pièce latine (20 fr.)	513	501
● Pièce tunisienne (20 fr.)	500	500
Souverain	629	626
Souverain Elizabeth II ..	650	610
● Demi-souverain	395	401
Pièce de 20 dollars	3 405	3 430
– 10 dollars	1 880	1 870
● – 5 dollars	1 450	1 400
– 50 pesos	3 190	3 210
● – 20 marks	600	620
– 10 florins	517	521
● – 5 roubles ...	400	390

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Midi (Cie)	30 705	91 005 738
Lesieur	106 207	68 995 063
Moët-Hennessy ..	37 293	65 598 684
L'Air liquide	121 249	61 492 797
Club Méditerranée	150 951	60 666 915
BSN	29 205	58 418 901
Michelin B	44 812	45 805 393
Locafrance	159 505	43 007 131
Lafarge-Coppée .	89 797	42 363 456
Bic	97 288	42 201 856

(*) Du 4 au 10 octobre.

Valeurs à revenu fixe

	11-10-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 586,30	+ 1,30
7 % 1973	8 070	+ 20
10,30 % 1975	97,60	+ 0,02
PME 10,6 % 1976 ..	97,60	– 0,40
8,80 % 1977	122,97	– 0,53
10 % 1978	97,85	+ 0,45
9,80 % 1978	97,30	+ 0,35
8,80 % 1978	98,60	+ 0,06
9 % 1979	94,50	+ 0,20
10,80 % 1979	100	inch.
12 % 1980	100,44	+ 0,01
13,80 % 1980	105,90	+ 0,20
16,75 % 1981	110,78	+ 0,08
16,20 % 1982	117,70	+ 0,30
16 % 1982	118,60	+ 0,42
15,75 % 1982	115,55	+ 0,30
CNE 3 %	4 855	+ 75
CNB bq. 5 000 F. ...	101,30	– 0,20
CNB Paribas 5 000 F ..	102,65	+ 0,25
CNB Suez 5 000 F ..	102,50	– 0,80
CNI 5 000 F	101,35	+ 0,23

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Hausse tardive

Les incertitudes relatives à la conjoncture économique ont entraîné une tendance irrégulière la semaine passée à Wall Street dans un marché moins actif. L'indice des valeurs industrielles a terminé avec des gains de 11,21 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1 339,94. La fermeté relative de la Bourse a été attribuée par les analystes aux achats de titres susceptibles d'enregistrer de fortes hausses en fonction de tentatives de fusion ou de prise de contrôle comme ce fut le cas la semaine précédente pour General Foods.

Les bénéfices d'IBM, quoique en retrait par rapport au troisième trimestre de l'an dernier, n'en ont pas moins suscité une forte reprise vendredi car les milieux financiers s'attendaient à une performance beaucoup plus mauvaise.

	Cours 4 oct.	Cours 11 oct.
Alcoa	33 1/2	32 1/4
ATT	21 1/4	21 1/4
Boeing	45 1/8	43 5/8
Chase Man. Bank ..	50 1/4	53 5/8
Du Pont de Nemours	59 1/2	58 1/2
Eastman Kodak ...	44	44 3/4
Exxon	51 3/4	53
Ford	44 5/8	46 3/4
General Electric ...	56 7/8	58 3/4
General Foods	118 3/8	118 7/8
General Motors ...	67 5/8	69 3/4
Goodyear	26 3/4	27 1/4
IBM	123 5/8	125 3/8
ITT	34 5/8	34 5/8
Mobil Oil	29 5/8	29 3/4
Pfizer	46 1/2	45 7/8
Schlumberger	34 3/4	34
Texaco	37	37
UAL Inc	47 3/8	50 1/2
Union Carbide	52 3/8	54 7/8
US Steel	32 1/8	31 1/8
Westinghouse	32 3/8	38 1/4
Xerox Corp	47	47 1/4

LONDRES

L'euphorie

Les déclarations optimistes sur l'économie britannique du chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, ont causé, en fin de semaine, au Stock Exchange, une petite euphorie, et l'indice FT des valeurs industrielles a établi, vendredi en fin de séance, un nouveau record absolu de hausse, à 1 027,5 points, battant ainsi de 3 points le précédent, établi en janvier de cette année. La prédiction de M. Lawson indiquant que le taux d'inflation descendrait à moins de 4 % en 1986 a appuyé les fonds d'Etat.

Indices « FT » : valeurs industrielles, 1 027,5, contre 1 016,5 ; mines d'or, 291,4, contre 301,6 ; fonds d'Etat, 84,14, contre 84,31.

	Cours 4 oct.	Cours 11 oct.
Beecham	300	303
Bowater	315	313
Brit. Petroleum ...	550	541
Charter	195	201
Courtaulds	157	150
De Beers (*)	430	440
Dunlop	–	–
Free State Ged. (*)	20 5/8	20 7/8
Glaxo	13 1/2	13 11/32
Gt. Univ. Stores ...	843	910
Imp. Chemical	647	639
Shell	700	688
Unilever	10 3/8	10 17/32
Vickers	291	305
War Loan	36 7/8	36 3/4

(*) En dollars.

TOKYO

En hausse

Indice Nikkei-Dow Jones : 12 949,92 yens, contre 12 750,66 la semaine précédente ; indice général : 1 037,64 points, contre 1 023,88 points.

	Cours 4 oct.	Cours 11 oct.
Akai	–	348
Bridgestone	–	546
Canon	1 030	1 040
Fuji Bank	–	1 540
Honda Motors	–	1 160
Matsushita Electric	1 100	1 220
Mitsubishi Heavy ..	463	450
Sony Corp.	3 470	3 680
Toyota Motors	1 070	1 140

FRANCFORT

AEG/Daimler

A l'issue d'une semaine plutôt irrégulière, la Bourse s'est emballée vendredi après la suspension de cotation du groupe AEG, à la demande de la Dresdner Bank, le fabricant d'automobiles Daimler (Mercedes) ayant des visées sur la société. La cotation de Daimler a fait un bond de 69 DM, à 1 035 DM. Indice de la Commerzbank : 1 586,6, contre 1 592,20 le vendredi précédent.

	Cours 4 oct.	Cours 11 oct.
AEG	155,30	N.C.
BASF	239	246,50
Bayer	229	233,50
Commerzbank	245	238,50
Deutschebank	675,50	658
Hoechst	229	231,70
Karstadt	281	273
Mannesman	231,70	229
Siemens	613,50	598,50
Volkswagen	327	323,50

L'euromarché

Presque tout ne va plus

L'incertitude sur l'évolution du dollar semblant avoir atteint son comble, les investisseurs se contentent de rester sur la ligne de touche. On les comprend. Ils étaient déjà loin de se sentir frustrés après que le chiffre record de 100 milliards de dollars de papier nouveau leur eut été offert durant les neuf premiers mois de cette année. Ils sont maintenant sceptiques depuis que les augures bafouillent sur les perspectives de la devise américaine.

Le nombre d'euro-émissions nouvelles n'ayant, toutefois, pas tendance à notablement diminuer, l'absence d'acheteurs n'a d'équivalent que la multitude d'opérations qui, ne pouvant se placer, restent dans les portefeuilles des banques qui les dirigent. C'est là une situation malsaine. Nombreux sont ceux qui devraient réfléchir à la position actuelle d'un établissement aussi ingénieux que le Crédit suisse-First Boston. Après avoir été de loin le leader en matière de direction d'euro-emprunts obligataires, ayant, à fin septembre, été le chef de file de plus de quatre-vingts opérations internationales représentant près de 16 milliards de dollars, son intervention est devenue pratiquement inexistante depuis un certain nombre de semaines. La raison en est simple : le coût est maintenant trop onéreux d'assumer la garantie de placements ... qui ne se placent pas.

Qu'elles soient libellées en dollars, en deutschemarks, en florins ou en ECU, les euro-émissions nouvelles à taux fixe ne peuvent actuellement trouver acquéreurs. Bien que certains prévoient que, vis-à-vis du dollar, le yen devrait se stabiliser en-dessous de la barre des 200 et le deutschemark aux environs de 2,40, les investisseurs demeurent sur la réserve. En outre, l'évolution des taux d'intérêt à court terme à New-York s'avérant aussi hasardeuse que celle concernant la devise américaine, toute tentative de jouer, quelle qu'elle soit, la tendance est devenue pratiquement impossible.

La seule exception, ou presque, est le franc suisse, dont le papier continue de faire prime pour deux raisons. Premièrement, les investisseurs donnent la devise helvétique gagnante sur les marchés des changes, non seulement vis-à-vis du dollar, mais aussi à l'égard du deutschemark. Cela explique que très nombreux sont ceux qui préfèrent vendre des emprunts en deutschemarks accompagnés de coupons de 6,50 %-6,75 % pour acheter des émissions en francs suisses de durées nettement plus longues, c'est-à-dire de dix à quinze ans, voir vingt années, dotées de coupons de l'ordre de seulement 5,25 %-5,50 %.

Deuxièmement, les banques américaines installées en Suisse font dorénavant preuve d'une grande agressivité. Elles peuvent maintenant mettre sur pied des opérations basées sur des swaps qui permettent aux emprunteurs d'obtenir des conditions dont ils n'auraient osé rêver un an plus tôt.

Pour pallier l'inconvénient qu'offre actuellement les euro-emprunts traditionnels à taux fixe en dollars, Gaz de France a eu recours à une formule, peut-être complexe, mais profondément originale. Mardi, il est venu offir à un prix de 103,875, sous la garantie de la République française, un ensemble consistant en 100 millions de dollars d'euro-obligations initiales d'une durée de dix ans dotées d'un coupon annuel de 11 %, et 100 000 warrants permettant d'acquérir des euro-obligations nouvelles de même durée et ayant le même coupon que celles émises à l'origine.

Toutefois, les warrants offrent deux possibilités selon la période durant laquelle ils seront exercés : durant les cinq premières années, l'échange contre des titres nouveaux ne pourra s'effectuer que contre la remise d'une euro-obligation initiale et de 5 warrants ; pendant les cinq dernières années, les warrants permettront l'achat direct contre espèces d'euro-obligations nouvelles. Celles-ci offrent une différence essentielle avec celles initialement émises : elles ne peuvent être remboursées par anticipation (« call » en anglais) par Gaz de France alors que les premières peuvent l'être après cinq ans.

Cette possibilité a été introduite afin que le volume total de l'euro-emprunt ne dépasse jamais 100 millions de dollars. C'est, en effet, le montant précis du swap adjacent sur lequel l'opération est bâtie afin de procurer à l'emprunteur des capitaux à taux flottant dont le coût sera, vraisemblablement, de plus de 50 points de base inférieur au taux du Libor.

En jouant sur la possibilité de remboursement anticipé, Gaz de France parvient à monétiser le « call ». En effet, les investisseurs prévoyant une baisse des coupons en dollars pourront s'assurer d'un rendement de 11 % pendant les cinq dernières années au travers d'un titre bel et bien émis et négociable, c'est-à-dire monétisé. Ce montage intelligent, arrangé par la banque américaine d'investissement Morgan Stanley, a suscité l'admiration.

Le mérite, pour ne pas dire le courage, de Jean Reboul, le directeur délégué de Gaz de France, qui a de suite saisi l'intérêt de cette innovation et est parvenu à faire partager sa conviction par une Rue de Rivoli initialement sceptique, doit également être souligné.

L'ensemble a été très bien accueilli ainsi qu'en témoignaient, vendredi, les cours du marché gris : les euro-obligations cum-warrants se traitaient à 102,725-103,50, le même titre ex-warrant à 100,125-100,50 et le warrant à 26-30 dollars.

L'ECU délaissé

L'ECU est pour l'instant tout autant délaissé que le dollar, le deutschemark et le florin. Les taux à court terme sur la devise de la CEE sont en hausse. En outre, il y a pléthore de papier en ECU au moment où un réajustement à l'intérieur du système monétaire européen paraît inéluctable. Il est donc aisé pour un investisseur qui n'est pas trop ignare – et Dieu sait s'ils sont nombreux ! – de préférer investir soit directement dans une devise plus forte que ne l'est l'unité composite européenne, soit dans des monnaies peut-être plus faibles, mais dont la fragilité est compensée par des coupons plus élevés. Cela explique pourquoi la lire italienne et le franc français sont, curieusement, les devises qui, après le tout-puissant franc suisse, se comportent présentement le mieux sur le marché international des capitaux.

La première euro-émission en lires italiennes pour la Banque européenne d'investissement, qui est dotée d'un coupon de 13,50 % sur cinq ans, procure un rendement de quelque 7 %, supérieur à un emprunt en deutschemark de même échéance. Il est peu probable que sur cette période de temps la devise italienne se dévalue de 35 %.

Le même raisonnement s'applique à l'eurofranc français, qui permet actuellement de percevoir un intérêt supérieur de près de 5 % à ce que le papier en deutschemarks procure. Or, bien qu'une dévaluation du franc français apparaisse comme inéluctable au cours des mois à venir, il est difficile de concevoir qu'elle soit de l'ordre de 25 % au cours au cours des cinq prochaines années.

Le premier euro-emprunt en francs tricolores du calendrier d'octobre a, par conséquent, été extrêmement bien reçu et rapidement placé. Réalisé par Electrolux, son montant était modeste puisque de seulement 250 millions de francs. Il sera émis au pair avec un coupon annuel de 11,125 %.

En fin de semaine, il se traitait avec une décote se situant à l'intérieur de la seule commission de ventes, qui est de 1,25 %. Dès le lundi 14 octobre, Eurofima, l'une des étoiles supranationales dont la dette brille de ses 3 « A » au firmament de l'euromarché, proposera 300 millions de francs de notes à sept ans dont le coupon annuel devrait être aussi de 11,125 %.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Le chat et les souris

Un changement à vue s'est produit sur le vaste théâtre des marchés des changes, où les acteurs n'ont cessé, cette semaine, de jouer au chat et à la souris. Le chat, ce sont les banques centrales, qui s'efforcent d'attraper les souris (l'ensemble des opérateurs) pour les empêcher de faire remonter le dollar, par des raids-surprise.

Car le dollar remonte, contrairement à toutes les prévisions ! Le revoilà au-dessus de 8 francs, de 2,62 DM et de 213 yens, sous l'effet d'une demande générale. Qu'est-ce qui a donc pu se passer ? La semaine dernière, à l'approche de l'ouverture de la session du Fonds monétaire international à Séoul, on s'attendait à un nouvel effort des banques centrales pour accentuer encore la baisse du dollar décrétée par les cinq pays les plus industrialisés lors de leur réunion à New-York le 22 septembre dernier. Dans le monde entier, les opérateurs voyaient le « billet vert » s'alourdir encore à 2,50 DM, 200 à 210 yens et 7,50 à 7,60 francs. Or, dans la nuit du dimanche 6 octobre au lundi 7 octobre (heure européenne), un véritable coup de théâtre éclatait : le dollar non seulement ne baissait pas, mais se mettait à remonter à Hongkong, Singapour, puis dans le golfe Persique.

Que s'était-il donc passé ? Tout simplement ceci : à Séoul, à l'issue de la réunion secrète des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des Cinq, M. Karl Otto Poehl avait, paraît-il, confié que les cours du dollars atteints la semaine précédente, après leur vif repli, étaient « *convenables* », et que les Cinq étaient « *satisfaits* ». Il était sous-entendu que la chute du « billet vert » ne pouvait se poursuivre à un rythme pareil sans causer de graves perturbations. Une « pause », voire une stabilisation, était donc vraisemblable.

L'effet de tels propos fut magique. Immédiatement, les vendeurs de dollars à découvert les rachetèrent, et les cours se mirent à remonter jusqu'à 8,10 francs, 2,66 DM et 217 yen. Aussitôt, la Banque fédérale d'Allemagne et, surtout, la Banque du Japon intervinrent pour « casser » cette remontée. L'avertissement était clair : la baisse du dollar avait peut-être pris fin, momentanément du moins, mais pas question d'un raffermissement. Cela se produisait le lundi. Les jours suivants, banques centrales et opérateurs s'observèrent, jouant au chat et à la souris, comme cela a été dit précédemment.

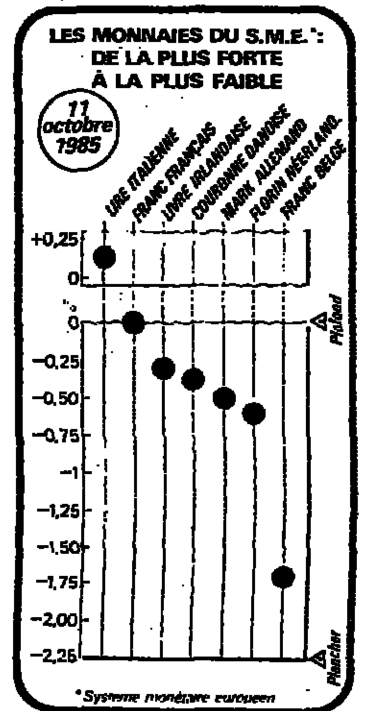
Pour les banques centrales, qui ne tiennent pas à gaspiller les munitions, ni à alimenter en dollars une demande commerciale toujours active, il s'agit de laisser les opérateurs dans l'incertitude, quitte à ce qu'ils s'enferrent, pour leur taper dessus au moment où ils ne s'y attendent plus. Pour ces mêmes opérateurs, il s'agit de tester la résolution, et les moyens, des banques centrales.

Il est tout de même un point qui ne prête pas à discussion : le dollar n'a pas encore assez baissé vis-à-vis du yen japonais, ou ce dernier n'a pas assez remonté, au choix. Cette semaine, le gouverneur de la Banque du Japon, M. Satoshi Somita, cité par le quotidien *Nihon Feizai Shimbun*, a déclaré qu'il s'efforcerait de ramener le dollar au-dessous de 210 yens. Interrogé sur le point de savoir si son objectif était de maintenir le yen aux environs de ce cours, il a répondu : « *Vous pouvez être assuré que nous nous efforcerons de faire mieux que cela. Si le dollar relève la tête, nous avons décidé, à New-York, des mesures à prendre pour le maintenir au niveau souhaitable.* »

Certes, dira-t-on, le dollar a déjà baissé de plus de 11 % par rapport au yen depuis le 22 septembre, contre 8 % par rapport au franc et au mark. Mais, depuis le « pic » du 26 février dernier, le « billet vert » n'a fléchi que de 18 % contre le yen, alors qu'il a perdu 24 % vis-à-vis du mark. Il reste donc une marge, que les opérateurs veulent mettre à profit en achetant, tous, du yen aux dépens du franc suisse et du mark.

A Paris, le franc s'est montré très ferme, avec un mark glissant au-dessous de 3,05 francs et du taux d'Eurofranc en baisse. Le « bon » indice des prix pour septembre en France va renforcer la confiance des opérateurs qui n'envisagent pas de réalignement monétaire dans le système monétaire européen avant le printemps 1986 au plus tôt. Dans ces conditions, le niveau élevé des taux d'intérêt à Paris continue à attirer les capitaux. De quoi laisser la possibilité de les abaisser un peu.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 7 OCTOBRE AU 11 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,4110	–	12,3304	45,8295	37,6222	1,8501	33,3444	0,0556
	1,4175	–	12,5000	46,5116	38,1534	1,8773	33,8181	0,0565
Paris	11,4432	8,1100	–	379,67	305,11	15,0046	270,42	4,5155
	11,3400	8,0000	–	372,09	305,23	15,0178	270,54	4,5197
Zurich	3,0788	2,1820	26,9055	–	82,0917	4,0370	72,7576	1,2149
	3,0476	2,1500	26,8750	–	82,0297	4,0360	72,7088	1,2147
Francfort	3,7504	2,6580	32,7750	121,81	–	4,9176	88,6295	1,4799
	3,7153	2,6210	32,7625	121,91	–	4,9282	88,6371	1,4808
Bruxelles	76,2645	54,05	6,6646	24,7768	20,3348	–	18,0226	3,0094
	75,5102	53,2700	6,6587	24,7767	20,3243	–	18,0149	3,0096
Amsterdam	4,2315	2,9990	36,9795	137,44	112,82	5,5485	–	1,6698
	4,1915	2,9570	36,9625	137,53	112,82	5,5510	–	1,6706
Milan	2534,15	1796,00	221,45	823,89	675,69	33,2284	598,86	–
	2508,98	1770,00	221,25	823,26	675,31	33,2270	598,58	–
Tokyo	303,36	215,00	26,5111	98,5334	80,8878	3,9777	71,6905	0,1197
	301,93	213,00	26,6250	99,0698	81,2667	3,9985	72,0325	0,1203

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 11 octobre, 3,7720 F, contre 3,7559 F le vendredi 7 octobre.

Les matières premières

Tension sur l'étain - Baisse du cacao

Un fléchissement de la demande mondiale de métaux de base a affaibli ce secteur, à l'exception, principalement, de l'étain et du plomb. Pour les produits agricoles, l'actualité s'est portée sur le cacao, en vif repli, alors que le café a progressé.

MÉTAUX. – *La prime du comptant par rapport au trois mois à Londres s'est encore tendue sur le marché de l'étain, en raison d'une pénurie technique en disponible et malgré la hausse à 35 420 tonnes (+ 1 160 tonnes) des stocks du Metal Exchange de Londres (LME). L'organisme régulateur a acheté du terme, vendant du comptant pour contenir la prime, ramenée de 120 livres la tonne à 90 livres vendredi.*

De son côté, le plomb a été bien disposé cette semaine, bénéficiant d'une demande tardive de l'industrie. Le mouvement ne semble pas voué à durer, dans la mesure où les huit premiers mois de 1985 ont fait apparaître une progression de la production et une diminution de la consommation. Le même constat pour le zinc a affaibli celui-ci. La diminution des stocks d'aluminium dans le monde occidental (au plus bas depuis juin de l'an dernier), alors que le marché s'attendait à une progression d'environ 50 000 tonnes, a raffermi ce marché.

DENREES. – *Les mouvements sur les marchés du cacao ont particulièrement retenu l'attention. D'abord soutenus, les cours se sont vivement repliés en fin de semaine avec la publication de statistiques jugées défavorables. Il y a eu jeudi les chiffres de broyages britanniques de fèves pour le 3e trimestre 1985 (19 981 tonnes), en baisse de 5,4 % sur le trimestre correspondant de l'an dernier, un rapport sur une récolte ivoirienne record en 1984-1985 à 522 000 tonnes, et les estimations de Gill and Duffus d'un excédent de 12 000 tonnes en 1985-1986 s'ajoutant à un excédent accru en 1984-1985 (115 000 tonnes au lieu de 95 000 initialement prévues). La diminution des broyages américains de 0,9 % (40 549 t.) au 3e trimestre a ajouté à la faiblesse d'un marché déçu.*

Le café a commencé à bénéficier d'une demande saisonnière et, à peine soutenu en début de semaine, il a terminé en hausse grâce notamment à des ordres d'achat déclenchés sur critères graphiques et statistiques de la part notamment de fonds d'investissement américains.

CEREALES ET OLEAGINEUX. – *Soutenu au cours de la semaine précédente, le blé s'est particulièrement distingué ces jours-ci, avec une hausse marquée de ses cours au Board of Trade de Chicago (CBOT). Les très mauvaises conditions climatiques qui ont affecté certaines régions productrices du Canada ont contraint ce pays à suspendre ses ventes de blé de haute qualité ; espoir de contrats à prendre pour du blé américain. De même, le climat défavorable a contraint la Grande-Bretagne à faire un achat de blé dur de qualité supérieure à l'Australie, le premier depuis neuf ans. Les mêmes raisons climatiques ont soutenu le maïs et le soja.*

LES COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS DU 11 OCTOBRE 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 975 (978,50) ; à trois mois, 999 (1 001,50) ; étain comptant, 8 800 (8 692,50) ; à trois mois, 8 710 (8 630,50) ; plomb, 290 (278,50) ; zinc, 456 (472) ; aluminium, 719 (697) ; nickel, 3 070 (3 110) ; argent (en pence par once troy), 452,50 (443,80). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 60,50 (60,65) ; argent (en dollars par once), 6,315 (6,350) ; platine (en dollars par once), 318,10 (318,7). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 29,95 (29,90).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, décembre, 60,15 (59,68) ; mai, 61,35 (60,85). – **Sydney** (en cents par kilo), laine (peignée à sec), octobre, 602 (604). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, décembre, 51,30 (51).

CAOUTCHOUC. – **Kuala-Lumpur** (en cents par kilo) : R.S.S. (comptant), 186,50 (186).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 2 190 (2 260) ; mars, 2 275 (2 348) ; sucre, janvier, 5,15 (5,30) ; mars, 5,64 (5,70) ; café, décembre, 141,30 (137) ; mars, 143,50 (138,80). – **Londres** (en livres par tonne, sauf pour le sucre en dollars) : sucre, décembre, 138,80 (140,80) ; mars, 146,50 (148,1) ; café, novembre, 1 627 (1 595) ; janvier, 1 664 (1 633) ; cacao, décembre, 1 734 (1 775) ; mars, 1 772 (1815). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, décembre, 1 980 (2 010)) ; mars, 2 010 (2 045) ; café, novembre, 1 805 (1 770) ; mars, 1 880 (1 855) ; sucre (en francs par tonne), décembre, 1 388 (1 395) ; mars, 1 405 (1 405). Tourteaux de soja : **Chicago** (en dollars par tonne), décembre, 141,50 (136,70) ; janvier, 142,60 (137,90). – **Londres** (en livres par tonne), décembre, 127,30 (122,10) ; janvier, 130 (124,50).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, décembre, 300 3/4 (295) ; mars, 307 3/4 (302) ; maïs, décembre, 222 1/2 (225) ; mars, 234 1/2 (236).

INDICES. – Moody's, 900 (892,70) ; Reuter, 1 710,70 (1 703,40).

Marché monétaire et obligataire

Vers une nouvelle baisse des taux

C'est le dégel : le marché obligataire de Paris, morose et dépressif depuis la fin du mois d'août, s'est brusquement réveillé cette semaine, surtout à la veille du week-end avec, même, un léger début d'emballement. Signe significatif, les cours des obligations ont monté en Bourse sur le marché secondaire, suite logique à la première baisse des rendements qu'on ait constatée depuis la fin juillet.

Vendredi 11 octobre, ces rendements étaient, en trois jours, revenus de 10,83 % à 10,74 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 10,45 % à 10,34 % pour ceux à moins de sept ans et de 12,04 % à 11,97 % pour les emprunts du secteur public. Au début d'août, on était encore à 10,78 %, 10,45 % et 12,07 %, avant de monter à 10,87 %, 10,51 % et 12,08 %.

Cette sèche énumération de chiffres reflète, tout de même, les hésitations et les états d'âme abondamment décrits dans ces colonnes depuis le début de septembre, d'autant que les rendements actuels sont encore un peu supérieurs à ceux de la fin octobre... 1984.

L'environnement général semble un peu s'éclaircir, comme nous le relevions la semaine dernière. Certaines appréhensions s'estompent et certaines incertitudes se lèvent un peu, comme celles qui pesaient sur la composition des 10 % minimum de liquidités dans le portefeuille des SICAV court terme, autorisées, désormais, à y inclure des produits à moins de six mois.

De même, la Rue de Rivoli a donné des apaisements sur la masse probable des nouveaux instruments monétaires, comme le papier commercial (10 milliards de francs seulement dans l'immédiat) et les bons du Trésor en compte courant accessible à tous, dont le montant sera limité. Par ailleurs, des précautions ont déjà été prises, dans les SICAV court terme, pour anticiper les retraits effectués par les entreprises en novembre et décembre, en préparation des bilans de clôture d'exercice. L'année dernière, ces retraits avaient exercé de mémorables ravages.

Enfin, l'écart entre les taux à court terme et ceux à long terme se creusait, atteignant près de trois points, écart inhabituel bien que fréquent avant 1981 : la possibilité d'un « rattrapage » brusque ne pouvait être totalement rejetée.

Ajoutons que, depuis le semi-échec du dernier emprunt d'Etat, dont le règlement avait été effectué le 30 septembre, mais dont des montants appréciables restaient « collés » entre les mains des placeurs, le marché avait été littéralement « mis à la diète ».

Ainsi, au *BALO* du lundi 14 octobre ne figure qu'un maigre emprunt de 1,25 milliard de francs pour la Caisse nationale des autoroutes à 11,70 % (taux inchangé), alors qu'on attendait 2 milliards de francs.

Le véritable « déclic »

A la veille du week-end, le véritable « déclic », le signal du réveil en fanfare, après les frémissements des deux jours précédents, a été donné par l'annonce d'un très « bon » indice des prix pour septembre, que nous laissions pressentir la semaine dernière, et qui a dépassé les espoirs du gouvernement avec une hausse des prix de 0,1 % seulement *(voir en première page)*.

Très logiquement, les opérateurs sur le marché financier en ont déduit qu'une nouvelle baisse du taux d'intervention de la Banque de France pourrait avoir lieu la semaine prochaine, probablement d'un quart de point à 9 1/8 %. Avant l'été, M. Camdessus, gouverneur de la Banque, avait pris soin de préciser que la détente du taux irait de pair avec la désinflation, ni plus vite ni moins vite. On pouvait ajouter que la santé du franc serait également prise en compte, avec, même, une priorité certaine. Or le franc se porte bien à nouveau *(voir en rubrique « Devises et or »)*.

Dans ces conditions, il est très probable que les banques seront amenées à consentir, à regret, une nouvelle réduction de leur taux de base bancaire, ramené de 11,25 % à 10,85 % le 19 juillet dernier.

De telles perspectives ont réjoui, et aussi, secoué le marché obligataire, provoquant le début d'emballement que nous signalions au début de cette revue. Les opérateurs se sont, très logiquement, jetés sur les émissions à taux fixe susceptibles de se valoriser en cas de baisse des taux, mais dont les quantités disponibles se sont terriblement raréfiées.

Ainsi, la tranche à taux fixe de 770 millions de francs de la Caisse nationale des autoroutes s'est littéralement arrachée. En revanche, et non moins logiquement, la tranche à taux variable (TRA) a été très mollement recherchée, puisqu'une telle formule, destinée à neutraliser les variations de taux, ne procure pratiquement aucune valorisation.

La semaine prochaine, après la Caisse des autoroutes, rien n'est vraiment prévu, sauf un emprunt de la Compagnie financière du CIC, destiné au réseau, à moins que le calendrier ne soit avancé, afin d'éviter un emballement malsain en fournissant du « papier ». Le Crédit agricole devrait lancer ses titres participatifs dans une huitaine de jours, mais renverrait à plus tard, probablement à la fin de l'année, son gros emprunt.

F. R.

Le Monde

L'Allemagne fédérale ne participera pas à la fabrication de l'avion spatial Hermès

L'Allemagne fédérale n'est pas prête à participer à la fabrication de l'avion spatial Hermès... avant l'an 2000. C'est le message que de hauts fonctionnaires de Bonn ont transmis vendredi 11 octobre à des journalistes français.

Selon notre correspondant Henri de Bresson, le gouvernement allemand estime n'avoir les ressources humaines et financières que pour deux grands programmes spatiaux : le lanceur Ariane-5, et le projet Colombus de participation à la station orbitale américaine. Le projet Hermès est jugé intéressant, mais non prioritaire. Il répond certes à un besoin reconnu : donner à l'Europe une autonomie en matière de vols habités. Mais pour les Allemands « autonomie » ne signifie pas « autarcie », et il ne faut pas se priver de ce que peut apporter la collaboration avec les Etats-Unis.

« La question d'envoyer des hommes dans l'espace par nos propres moyens se posera plus tard », déclare-t-on à Bonn, et suppose un effort qui dépasse de beaucoup Hermès. Les Français voudraient au plus vite des engagements sur les grandes lignes, quitte à accepter des délais pour la réalisation. L'Allemagne ne veut s'engager que sur un programme bien défini en coût et en durée, engagement qui n'est pas actuellement possible. Lorsqu'il le deviendra, ajoute-t-on à Bonn, d'autres options que celles actuellement envisagées apparaîtront peut-être meilleures.

[Cette prise de position porte un coup sévère au projet français d'avion spatial. Plusieurs pays européens ont manifesté leur intérêt pour Hermès et indiqué des taux de financement envisageables, mais la déclaration allemande ne les poussera pas à les confirmer. D'autant que sans participation allemande, sans liaison avec le programme Colombus, Hermès perd une part de son intérêt.]

AU CONGRÈS SOCIALISTE DE TOULOUSE

M. Fabius se déclare favorable à la taxation internationale des ventes d'armes

De nos envoyés spéciaux

Toulouse. – M. Laurent Fabius a prononcé, samedi matin 12 octobre, devant le congrès socialiste de Toulouse, un discours résolument offensif contre l'opposition, dans lequel il a tracé les perspectives d'une action gouvernementale pour les lendemains des élections législatives.

Le premier ministre a engagé les Français à éviter *« le retour des figures usées d'un médiocre musée Grévin »* en ironisant sur *« le placide Chirac »* et *« le modeste Barre »*, et en énumérant les risques qu'une victoire de l'opposition ferait courir aux *« avancées socialistes »* et économiques réussies par la gauche.

Le premier ministre estime que l'enjeu essentiel du choix qui sera soumis aux Français est le suivant : *« Se battre pour l'emploi ou laisser filer le chômage. »* Il s'est fait le chantre de *« l'indépendance de la France par l'Europe »* et s'est dit prêt à engager au niveau européen une politique de grands travaux, à militer pour *« une monnaie vraiment européenne »* et à aller plus loin dans la construction institutionnelle de l'Europe. M. Fabius a demandé à M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, de *« reprendre, au nom de la France, le rojet de taxation internationale des ventes d'armes pour alimenter le développement des pays pauvres »*. Il considère qu'il convient d'*« inventer de nouvelles formes de démocratie »* pour éviter la *« manipulation des citoyens »* face à l'administration, à la science et aux médias.

Plus de non-Européens à Noisy-le-Grand

Le conseil municipal de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), à majorité RPR-UDF, vient de demander à la préfecture de Bobigny de *« casser d'attribuer des logements sociaux aux étrangers non membres de la Communauté européenne »*.

La commune, qui accueille déjà une forte communauté étrangère, a vu cette dernière s'élargir lors de l'ouverture récente d'un nouveau quartier d'habitations à loyers modérés. *« Aux Maghrébins sont venus s'ajouter des Maliens, des Dahoméens et de nombreux Asiatiques. Actuellement, nous comptons une vingtaine d'ethnies regroupées dans trois ghettos »*, explique le premier adjoint au maire chargé des affaires sociales, M. Jean-Claude Pottiez. Il cite l'exemple d'une école primaire nouvellement créée où les jeunes étrangers sont en majorité écrasante. *« Comment, dans ce cas, peut se faire une assimilation ? »*, remarque le premier adjoint. Il souligne, par ailleurs, que la commune doit déjà faire face à un nombre important de cas sociaux, *« une charge lourde que nous ne pouvons accroître indéfiniment »*.

Le maire, Mme Françoise Richard (RPR), estime de son côté que l'équilibre social dans sa ville est en danger. Elle craint un phénomène de rejet et parle des difficultés de lutte contre la délinquance.

La préfecture ne gère en réalité qu'un nombre limité de logements sociaux dans la commune. La municipalité elle-même est responsable d'un nombre à peu près égal de logements. Autres partenaires, les entreprises au nom du 1 % patronal. A ces locations s'ajoutent les appartements vendus à des prix modestes – à des étrangers en majorité – grâce aux PAP (prêts à l'accession à la propriété).

Noisy-le-Grand n'est pas la seule commune à vouloir ralentir l'implantation d'étrangers sur son territoire. En juin dernier, Pierrelate et Donzère (Drôme), deux autres municipalités d'opposition, avaient étudié des mesures similaires.

Ch. Ch.



A B C D E F G

● *Attentat à Charleroi.* – Un nouvel attentat des Cellules communistes combattantes (CCC) a provoqué des dégâts matériels considérables, le samedi 12 octobre, à 4 h 10 du matin, à Charleroi. Une valise bourrée d'explosifs a explosé dans les locaux de la société Fabrimétal. Cet attentat est le dix-septième des CCC mais le premier à Charleroi. Mardi dernier, à Bruxelles, une camionnette piégée avait fortement endommagé le siège social d'une compagnie de distribution de gaz et d'électricité, Sibelgaz.

● *Les élus locaux demandent la dissolution du corps des sapeurs-pompiers de Lorient.* – Après les sérieux incidents qui ont opposé mardi 8 octobre à Lorient (Morbihan) des militants de la CGT et, notamment, des sapeurs-pompiers, aux forces de l'ordre (cinquante-huit blessés), le conseil du SIVOM du pays de Lorient, présidé par le maire de la ville, M. Jean-Yves Le Drian (PS) a, sur proposition du commissaire de la République du Morbihan, demandé, vendredi 11 octobre, la dissolution, pour restructuration, du corps des sapeurs-pompiers. – *(Corresp.)*

Télévision privée : RTL prête à émettre

De notre envoyé spécial

Cannes. – *« Nous sommes prêts à démarrer dès demain si le gouvernement décide de nous accorder un réseau de télévision. »* Jean Stock, le directeur des programmes de RTL-Télévision, piaffe visiblement d'impatience. Depuis six mois, l'état-major de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) lui a confié la mission de préparer la grille d'une chaîne privée, un produit original qui ne soit pas la simple extension du programme que reçoivent déjà les habitants de deux départements de Lorraine.

Aujourd'hui, Jean Stock estime que sa mission est remplie. Il a d'abord constitué une banque d'images, un catalogue d'émissions qui, sous des habillages différents, peuvent alimenter les réseaux français, belge ou allemand de RTL. Les distributeurs américains ou européens du MIPCOM en témoignent : RTL était le seul candidat à la télévision privée qui disposait à Cannes d'un budget d'achat pour de grandes séries de fiction. Pour la production fraîche, HAMSTER, producteur de « La dernière séance » et de « Série noire » ; DIC, qui a réalisé « Inspecteur gadget » et « Ulysse 31 » ; Télé-Union, la société de jeux de Jacques Antoine, sont toutes prêtes à répondre à l'appel puisqu'elles sont des filiales de la CLT.

Verra-t-on ces producteurs déserter les chaînes publiques pour se consacrer exclusivement à la nouvelle télévision privée ? *« Jouer ainsi la concurrence, serait suicidaire,* répond Jean Stock. *Si nous devions assumer à nous seuls les coûts de telles séries, il nous faudrait diffuser cinquante-deux minutes de publicité par heure. La seule solution raisonnable est de continuer à coproduire ces émissions avec les chaînes publiques comme nous le faisons déjà. »*

Deuxième investissement : l'information, avec la constitution d'équipes de journalistes et l'achat des images de Cable News Network. *« C'est un pari très lourd,* affirme Jean Stock, *car il pèse autant que la fiction sur nos budgets, mais une chaîne sans journal télévisé ne peut pas fidéliser ses spectateurs. »* RTL, qui a déjà des accords en Belgique et en Allemagne avec la presse, compte renouveler l'expérience avec des quotidiens français, et prévoit des décrochages régionaux sur son futur réseau pour compléter l'information nationale par des bulletins locaux.

Noël

La technique, enfin, ne semble pas poser de problème. La CLT a une douzaine de studios répartis entre Luxembourg et Paris dont elle a déjà testé l'interconnexion technique. Reste la promotion de la future chaîne. Là encore, RTL dispose d'un avantage sur ses concurrents : elle dispose d'une station de radio avec laquelle toutes les synergies sont possibles. *« Nous pouvons être le cadeau de Noël des Français si le gouvernement veut tenir sa promesse »*, affirme M. Stock.

Mais si cette proposition est suivie d'un refus, que deviendront tous ces investissements ? *« Les droits que nous avons achetés nous permettent de revendre les émissions à notre télévison. Ce programme peut très bien devenir un réseau qui alimenterait par satellite les futures stations locales. »*

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

M. Jacques Delors : un jugement critique sur l'action de la gauche

M. Jacques Delors est, dimanche soir 13 octobre l'invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* » diffusé en direct de Toulouse. L'ancien ministre, qui a quitté en 1984 le gouvernement pour la présidence de la commission des Communautés européennes, est beaucoup plus partisan des évolutions que des ruptures. Bien que se situant dans le courant A du parti socialiste, M. Delors n'a pas voté avant 1980 le « projet socialiste ». Sa préférence philosophique pour une solution sociale démocrate à tous les problèmes politiques lui est parfois reprochée par ses propres amis qui se souviennent qu'il a été un conseiller écouté par M. Chaban-Delmas lorsque celui-ci était premier ministre, de 1969 à 1972.

Dans un ouvrage qu'il vient de publier avec Philippe Alexandre, sous le titre *En sortir ou pas* (1), M. Jacques Delors porte un jugement critique sur l'action de la gauche au pouvoir depuis quatre ans. Il reconnaît ainsi que, si dans le domaine de la justice, de la culture et de la vie internationale, François Mitterrand et ses amis ont servi leurs idéaux, en revanche, *« en économie, ils ont dû renoncer à leurs utopies »*.

L'ancien ministre rappelle en effet qu'il était hostile aux nationalisations à 100 % en 1981 et que, aujourd'hui, le bilan de celles-ci est mitigé. M. Delors reproche aussi à l'Etat d'être « despote » et d'intervenir dans tous les domaines. Il s'interroge sur l'avenir du socialisme en disant : *« Les socialistes aujourd'hui ne sont rassemblés que grâce à François Mitterrand, mais demain ? »*

Il écrit également : *« Par maladresse, inexpérience ou peut-être simplement par manque d'intérêt, les socialistes n'ont su ni susciter, ni organiser, ni généraliser le dialogue »* et se prononce pour une *« alternance douce »*.

(1) *Le Monde* a rendu compte de cet ouvrage dans ses éditions du 3 octobre.

M. JACQUES DELORS invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, sera l'invité, en direct de Toulouse, de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-*le Monde* », dimanche 13 octobre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien ministre de l'économie et des finances du gouvernement Mauroy, membre du courant mitterrandiste au Parti socialiste et auteur d'un ouvrage, *En sortir ou pas*, répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-Marie Colombani, du *Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Leclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Balloud.

Sur
CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

LUNDI 14 OCTOBRE
Allô, « le Monde »
préparé par FRANÇOIS KOCH
720-52-97
Les nouveaux programmes des collèges
avec FRÉDÉRIC GAUSSEN

MARDI 15 OCTOBRE
« le Monde » reçoit
M. LOUIS MEXANDEAU
avec PHILIPPE BOUCHER

A MONTPELLIER

Le Tournoi des candidats au championnat du monde d'échecs

Le Tournoi des candidats au titre de champion du monde qui réunit seize des meilleurs joueurs actuels s'ouvre samedi à Montpellier. Les quinze rondes se dérouleront jusqu'au 3 novembre, à l'issue desquelles les quatre premiers disputeront, ultérieurement, deux demi-finales dont les vainqueurs affronteront ensuite, en finale à trois, le perdant du match Karpov-Kasparov, qui se dispute actuellement à Moscou. Le vainqueur rencontrera alors, en 1987, le tenant du titre.

Pour l'honneur de se faire battre...

Ils sont seize. Ils ont passé les premières qualifications puis les tournois zonaux, enfin les interzonaux. Les seize meilleurs, hormis Miles, Anderson, Huebner et Nunn, éliminés ou forfaits. Bientôt, ils ne seront plus que quatre et puis deux. Et pourquoi ? Pour avoir l'honneur de se faire battre. Car nul n'imagine qu'aucun d'entre eux puisse vaincre ni Karpov ni Kasparov. Sauf accident, comme on dit.

Kortchnoï, Spassky, Smyslov, Beliavski ont « déjà donné ». D'autres (Portisch, Ribli) ont été battus par ces mêmes. Les « bleus » qui arrivent pour la première fois à ce niveau (Spraggett, Sokolov, Nogueiras, Tchernine, Seirawan, Short, Youssoupov) paraissent un peu tendres encore.

Restent Timman, quatrième joueur mondial, Vaganian, sixième, et Tal. Les deux premiers sont brillants mais irréguliers, et les ennuis de santé de Tal sont aussi connus que son talent.

Mais, bien que l'avenir prévisible soit bouché pour le titre suprême, la lutte à Montpellier sera acharnée. Le bloc soviétique (sept joueurs) peut prétendre à deux places (Beliavski et Vaganian). Kortchnoï et Portisch, redoutables spécialistes des grands tournois, Timman et – dernière chance pour lui ? – Spassky, notre représentant, peuvent être aussi installés favoris.

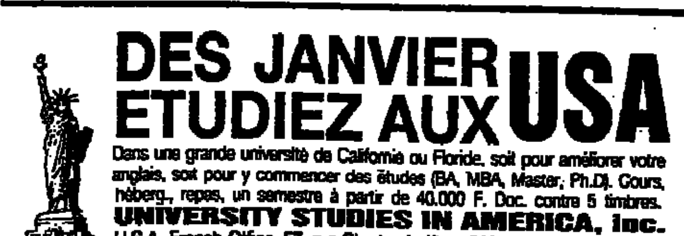
B. de C.

● *Le Tournoi à la télévision.* – Du 14 octobre au 31 octobre, TF 1 diffusera quatre fois par semaine et en direct de Montpellier une émission intitulée « Vidéo-Roque » consacrée au Tournoi des candidats. Cette émission de vingt minutes passera les lundis, mardis, mercredis et jeudis vers 23 h 30. D'autre part, « Antiope-1 », le magazine télétexte de TF 1, donnera en clair l'intégralité des huit parties quotidiennes au coup par coup, en temps réel tous les jours du 12 au 31 octobre.

Les participants

	Classement ELO (1)	Rang mondial
BELIAVSKI Alexandre (32 ans, URSS)	2 640	3
TIMMAN Jan (34 ans, P.-B.)	2 640	3
KORTCHNOI Victor (54 ans, Suisse)	2 630	5
PORTISCH Lajos (48 ans, Hongrie)	2 625	6
VAGANIAN Rafaël (34 ans, URSS)	2 625	6
RIBLI Zoltan (34 ans, Hongrie)	2 605	10
YOUSSOUPOV Arthur (25 ans, URSS)	2 600	11
SMYSLOV Vassili (64 ans, URSS)	2 595	14
SPASSKY Boris (48 ans, France)	2 590	15
SHORT Nigel (20 ans, G.-B.)	2 575	18
SEIRAWAN Yasser (25 ans, E.-U.)	2 570	19
TAL Mikhaïl (48 ans, URSS)	2 565	22
TCHERNINE Alexandre (25 ans, URSS)	2 560	28
NOGUEIRAS Jesus (26 ans, Cuba)	2 555	32
SOKOLOV Andreï (22 ans, URSS)	2 555	32
SPRAGGETT Kevin (31 ans, Canada)	2 550	35

(1) Classement des meilleurs joueurs mondiaux, établi deux fois par an par la Fédération internationale des échecs, d'après leurs résultats dans les tournois. La moyenne ELO du tournoi de Montpellier est de 2 592. Karpov avec 2 720 et Kasparov avec 2 700 sont premier et deuxième du classement. Le plus haut score jamais atteint (2 780) l'a été par l'Américain Bobby Fischer en 1973.



1 200 DÉLÉGUÉS COMMUNISTES PORTENT... UNE LETTRE A L'ÉLYSÉE

La conférence nationale consacrée par le Parti communiste à la préparation des élections de 1986 s'est ouverte à Nanterre (Hauts-de-Seine), samedi matin 12 octobre. Après avoir entendu le rapport introductif présenté par M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, membre du secrétariat du comité central, les douze cents délégués ont été invités par M. Marcel Zaidner, chargé des relations avec la presse, à se rendre à l'Élysée pour y porter une lettre au président de la République. Le PC dénonce les conditions de l'information sur les chaînes nationales de radio et de télévision. Tous les délégués, à l'exception de M. Pierre Juquin, qui s'abstient, approuvent.

Aussitôt dit, aussitôt fait. Les délégués s'entassent dans une quarantaine de cars et se retrouvent peu après au rond-point des Champs-Elysées, où les véhicules sont bloqués par deux motards de la police. Tout le monde descend... et en route pour la place Beauvau par l'avenue Matignon. Il n'y a là qu'une dizaine de gardiens de la paix, visiblement débordés par cette manifestation imprévue. Finalement, un car de police arrive et bloque tant bien que mal la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Des négociations s'engagent par l'intermédiaire des policiers entre le palais présidentiel et les manifestants... et aboutissent rapidement. Une délégation dirigée par MM. Roland Leroy et Jean-Claude Gayssot est admise à déposer la lettre à la loge de l'Elysée, mais elle ne sera reçue par aucun collaborateur du président.

Molestées lors de la visite de M. Gorbatchev à Paris

DEUX FEMMES DÉPOSENT UNE PLAINTE CONTRE DES MILITANTS COMMUNISTES

Mme Renata Lesnik, ancienne journaliste à Radio-Moscou, émigrée en France, et Mme Hélène Rudz, rescapée du camp de Ravensbrück, ont porté plainte auprès du procureur de la République de Paris pour avoir été molestées, le vendredi 4 octobre, par des militants communistes, lors de la visite de M. Gorbatchev à l'appartement occupé par Lénine de 1905 à 1912, rue Marie-Rose (quatorzième arrondissement).

Mme Lesnik – qui tente vainement de faire venir à Paris sa mère et son frère – avait reçu des coups de pied dans le ventre et des coups de coude dans la poitrine alors qu'elle tentait d'exhiber un tee-shirt portant l'inscription *« rendez-moi ma mère et mon frère »*, pour attirer l'attention de M. Gorbatchev en visite officielle à Paris.

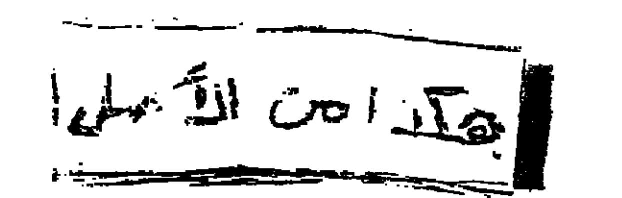
Mme Rudz, pour sa part, brandissait deux livres consacrés aux Français retenus contre leur gré en URSS. Elle a déclaré à l'AFP avoir été rouée de coups par des militants communistes et avoir dû demander la protection des policiers français.

Les deux femmes, qui avaient été alors l'objet d'injures et de menaces – *(« on vous retrouvera »)*, – ont reçu à plusieurs reprises depuis des coups de téléphone la nuit, sans que personne ne se manifeste au bout du fil. Toutes deux ont indiqué qu'un cameraman – qui selon Mme Lesnik serait M. Victor Gabrilov, de la télévision soviétique – avait filmé les incidents dont elles ont été victimes près de l'appartement de Lénine.

● *Douze morts dans un accident ferroviaire en RDA.* – Douze personnes ont trouvé la mort et une quarantaine d'autres ont été blessées dans un accident de chemin de fer qui s'est produit vendredi après-midi 11 octobre près de Magdebourg en RDA. Un train de voyageurs a heurté une locomotive qui circulait en sens inverse sur la même voie. Les premiers éléments de l'enquête établissent la responsabilité du chef d'aiguillage, contre qui une instruction a été ouverte. – *(AFP.)*

● *Non-parution du* Paris-Normandie. – Le quotidien du groupe de M. Robert Hersant n'est pas paru ce samedi 12 octobre, en raison d'une grève du Livre CGT.

Le numéro du « Monde » daté 12 octobre 1985 a été tiré à 513 009 exemplaires



Le Monde
AUJOURD'HUI

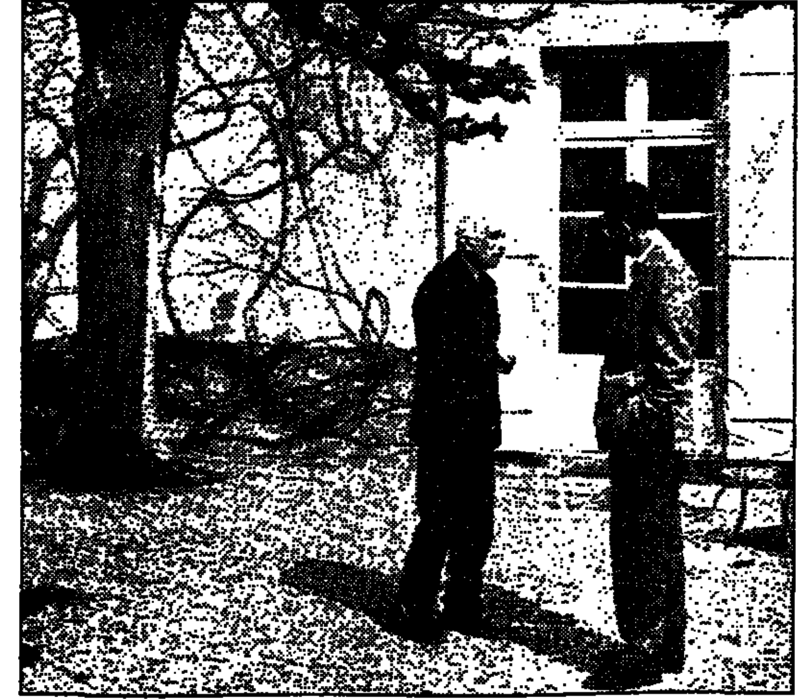


MONTAGE DES PORTRAITS DE LIONEL JOSPIN (PHOTO P. LEBRUN/VIVA) ET MICHEL ROCARD (PHOTO R. KALVAR/MAGNUM) DANS L'EMBLÈME DU PARTI SOCIALISTE DESSINÉ PAR MARC BONNET EN 1975 POUR LA FÉDÉRATION DE PARIS PUIS ADOPTÉ PAR L'ENSEMBLE DU PARTI.

PS : LE CONGRÈS DES HÉRITIERS

UN ENTRETIEN INÉDIT AVEC FRANÇOIS MAURIAC

Dieu, la foi du chrétien et l'attitude de ses contemporains en littérature face à la grande question. A l'occasion du centenaire de la naissance de l'écrivain, « le Monde Aujourd'hui » publie de larges extraits d'un entretien, inédit en français, que François Mauriac avait accordé en 1966 à un journaliste yougoslave, Komnen Becirovic (page XI).



FRANÇOIS MAURIAC DANS SA MAISON, A MALAGAR, EN 1964, PHOTOGRAPHIÉ PAR HENRI CARTIER-BRESSON

Supplément au n° 12661. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 13 Lundi 14 octobre 1985.

COURRIER

QUEL CONSENSUS NUCLÉAIRE ?

C'est avec un certain ahurissement que j'ai lu, dans vos pages spéciales intitulées « Le consensus nucléaire », un article ironique sur la disparition des anti-nucléaires.

Je trouve qu'il serait plus digne du *Monde* de ne pas escamoter ainsi la réalité ; il est bien exact que la masse des citoyens anti-nucléaires a été désespérée par le ralliement du PC et du PS et qu'ils ont un sentiment d'impuissance inévitable, mais il ne faudrait pas oublier que dans le dernier sondage sérieux et équilibré de novembre 1982, paru dans *la Vie*, il y avait 40 % d'adversaires de la force de frappe et 65 % d'adversaires de son usage.

Si on ne les voit guère dans la rue c'est, comme je l'ai souvent écrit, qu'ils ont l'impression de ne rien pouvoir contre le PS, le PC et la droite réunis, et c'est aussi parce que les médias bloquent l'information.

Le premier et dernier débat télévisé honnête a été celui de Polac en 1982. Sanguinetti, aidé par Alain Joxe et moi-même, a écrasé les porte-parole de l'armement nucléaire, si bien que le gouvernement a interdit ensuite tout débat de ce genre.

Je sais bien qu'un jour il y aura un avatar encore bien plus grave que celui du *Rainbow Warrior*. Je ne sais pas lequel, mais je veux bien vous tenir le pari que, ce jour-là, *le Monde* découvrira qu'il y a beaucoup d'adversaires des armements nucléaires. C'est dommage de ne pas s'en apercevoir avant et surtout de ne pas donner la parole à ceux qui peuvent démontrer les dangereuses mystifications liées à tout cela.

CLAUDE BOURDET.
(Paris.)

NE PAS DÉSARMER

Dans votre dossier en supplément au *Monde* daté 6-7 octobre, il y a des trous considérables sur la question nucléaire. J'en relève trois :

1) Rien n'est dit de la contestation et la lutte antinucléaires au plan du *nucléaire militaire*. Or, depuis des années, il y a un CODENE qui a pris naissance lors de l'implantation des Pershing et Cruise en pays européens ; il y a des efforts ici et là, pour sensibiliser la population : notamment aux endroits « chauds » : Larzac, Ile Longue, Taverny, Strasbourg, lors du passage de Reagan etc. Même si ces actions sont en baisse, le mouvement existe ; il y a aussi, et ce n'est pas rien, les Verts et Greenpeace. Alors pourquoi faire silence ? Le consensus à 80 % autorise-t-il à fermer la bouche aux 30 % ou 20 % restants ?

2) Vous semblez surévaluer la réalité d'un *débat* dans l'opinion sur cette question du nucléaire. Vous oubliez de rappeler qu'il n'y a pas eu de référendum, ni de véritables débats contradictoires à la TV, ce que nous, antinucléaires, avons toujours réclamé. Le débat démocratique sur la défense, nous l'attendons toujours, mais le gouvernement de Fabius-Hernu ou Fabius-Quilès, ne veut jamais se « mouiller » à cet égard. Quant au show Montand, j'espère que c'était poudre aux yeux à vos yeux !

3) Je ne vois rien dans vos pages sur les autres formes de défense, dites alternatives au nucléaire, précisément (ni non plus sur les autres formes d'énergie non nucléaire, d'ailleurs). Pour me limiter aux formes de défense, j'aurais aimé voir signaler la défense infra-nucléaire, la non-violence civile, ou d'autres formes mises en avant chez nos voisins allemands (*cf.* le livre de Ahfeldt *Pour une défense non suicidaire en Europe*, présenté dans sa traduction française par d'éminents spécialistes Jean Klein et le général Buis !)... Mais vous semblez faire croire que le consensus serait sans faille !

Donner la parole à Claude Allègre pour tenter de dédouaner le PS et faire un bon sermon aux pro-nucléaires n'est pas suffisant pour me convaincre. Non vraiment, *le Monde*, en ce domaine, n'a fait que la moitié de son devoir d'informer.

Un parmi les 20 % (?) hors du consensus,
ANDRÉ LAUDOUZE,
militant du Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté.
Couvent de la Tourette.



D.R.

Boîte aux lettres, grand duché du Luxembourg (1900).

LA CHASSE AUX CUMULARDS

Les cumulards sont légion : des professeurs aux présidents de conseils d'administration, des bons professionnels aux chercheurs du CNRS, des agents de police aux parlementaires et aux élus. Seule une catégorie ne trouve pas grâce aux yeux du gouvernement, et c'est celle qui, en général, déclare tous ses revenus, cotise régulièrement auprès de tous les organismes sociaux.

Mais au fait, s'est-on demandé :

– Pourquoi des employeurs utilisaient des retraités ? En général parce que ceux-ci sont des personnels consciencieux, dotés d'une solide expérience, d'une qualité professionnelle hors pair, qu'ils les remplaceront moins facilement que l'on ne remplace un ministre, et non pour le plaisir de verser une contribution supplémentaire aux ASSEDIC ;

– Pourquoi les retraités continuent-ils à travailler au lieu de mener une vie paisible ? En général parce qu'ils doivent finir d'élever des enfants tard venus qui poursuivent leurs études. Egalement parce qu'ils veulent se prouver qu'ils ne sont pas « finis » et se jugent encore à même d'être « productifs » et « créateurs ».

Robespierre estimait que la Révolution n'avait pas besoin de savants et les envoyait à l'échafaud. Fabius estime que la France n'a que faire des retraités, même qualifiés, et cherche à les mettre hors des circuits de la production.

En fait, il se contredit par ses actes, car non seulement il n'a jamais protesté lorsqu'un général d'armée à la retraite a été mis à la tête de la SNIAS mais, au cours de l'été, deux généraux placés dans le cadre de réserve ont été ensuite nommés comme conseillers de l'Elysée et du ministère de la défense. Alors l'égalité, chère aux socialistes... pas pour tout le monde ?

GUY DUFOUR,
délégué cantonal RPR de Chabeuil (Drôme),
et PATRICK LABAUNE,
conseiller général RPR de Valence.

GREENPEACE : UNE CINQUIÈME ÉQUIPE ?

Dans un article paru il y a peu dans votre journal, Alain Touraine s'est ému du manque de réaction du public à l'affaire Greenpeace. Mais il faut se souvenir que durant deux mois, péquenauds vacanciers, nous n'avons su que ce que les médias audiovisuels institutionnalisés ont bien voulu nous servir sous la forme habituelle de bouillie analgésique, mêlant l'insignifiant au dramatique : il paraissait s'agir d'un incident lors d'une sorte de match écolo-DGSE, disputé sur un terrain lointain et ayant entraîné la mort d'un photographe, à la suite de quoi le pouvoir a donné le spectacle d'épiciers en butte à un contrôle fiscal. Rien que du banal dans tout cela.

Maintenant, grâce aux journaux, on se sent davantage concernés, mais on se demande si la présence récente à Paris de Christo et de ses emballeurs d'objets énormes et encombrants est fortuite (une cinquième équipe ?) et si, après avoir fait une diversion sur le Pont-Neuf, ils ne vont pas être chargés d'empaqueter l'affaire pour la troisième phase du scénario classique : emballage-déballage-remballage.

JEAN POUJOL
(Nice, Alpes-Maritimes).

SEL FLUORÉ

Dans l'article sur la prévention intitulé « Le déficit et le docteur bonne santé » publié dans « le Monde Aujourd'hui » daté 29-30 septembre, Jean-Pierre Dumont cite, en matière de santé dentaire, la vente de sel fluoré en Suisse. Cette mesure est actuellement envisagée en France. Le Conseil supérieur d'hygiène publique de France s'y est montré favorable, mais dans un avis très nuancé, faisant état des nombreuses précautions nécessaires. L'Académie nationale de médecine, elle, avait émis un avis défavorable (séance du 26 février 1985). Le Laboratoire coopératif, pour sa part, a formulé ses réserves et ses craintes notamment en ces termes : *« Le fluor contribue à améliorer la résistance à la carie dentaire quand il est consommé (en quantités qui doivent être limitées à cause de sa toxicité) lors de la période de formation des dents. Mais on ne sait en quelles quantités ni comment le sel est consommé par les enfants, qui constituent la seule population concernée par une politique de prévention systématique de la carie faisant appel au fluor. »*

ALAIN GAUSSEL,
Laboratoire coopératif, Saint-Prix (Val-d'Oise).

EUTHANASIE ET JURISPRUDENCE

Le 2 octobre 1985, un infirmier accusé d'avoir donné la mort à une malade de quatre-vingt-dix ans, pour abréger ses souffrances, est acquitté (*le Monde* daté 6-7 octobre 1985). Ce jugement va probablement diviser les opinions, mais marquer la jurisprudence d'une inévitable évolution de l'éthique.

Les associations d'infirmiers (ères) devraient, sur ce sujet, apporter leur réflexion, car, derrière ce geste officialisé, tout peut apparaître comme possible ou permis.

Les soins infirmiers ont pour objet *« de protéger, maintenir, restaurer la santé »...*, mais aussi de *« soulager la souffrance et d'assister les personnes dans les derniers instants de leur vie »* (décret du 17 juillet 1984, relatif à l'exercice de la profession d'infirmier et d'infirmière).

Les soins de maintenance, d'accompagnement, font partie des soins les plus obscurs, les moins reconnus, et pourtant :

– Si le médecin, lors de sa visite, n'évitait le lit de celui qui ne peut plus guérir et prenait le temps de dialoguer, ou de faire sentir sa présence, et de prescrire pour soulager et non pour vaincre à tout prix ;

– Si le service infirmier, animé par des objectifs de soins de qualité, comprenait la nécessité de répondre aux besoins fondamentaux de l'homme malade par des soins d'hygiène, de confort, remplis de respect et de présence ;

– Si la famille était réellement accueillie, écoutée, conseillée, associée aux soins et aux décisions, l'humanisation de l'hôpital serait alors réalité, et la réflexion sur l'euthanasie prendrait alors une autre dimension.

SIMONE TIMAR,
surveillante générale du Centre médical Rocheplane (Saint-Hilaire-du-Touvet).

Chronique

SUITE MEXICAINE

par Bruno Frappat

C'ÉTAIT à l'UNAM, faubourg de Mexico, dans les jardins de l'université, quelques jours après le tremblement de terre. L'université nationale autonome du Mexique, ville au bord de la ville, s'étend sur plusieurs milliers d'hectares, au pied de la montagne. Aux temps bénis de l'opulence, elle avait décidé de consacrer une partie de son immense territoire à ce qu'on appelle, de manière un peu barbare, un *« espace sculpturique »*. Il s'agit d'une vaste étendue chaotique où se mêlent les noires laves éteintes des volcans d'alentour et une végétation tropicale et variée. Escarpé, riche en recoins, gorges, petits plateaux, détours, cet espace est planté de sculptures gigantesques, épousant le paysage. Par gros temps on entend le vent siffler sous les poutrelles, caresser les masses pierreuses et animer le frou-frou des feuilles.

Engloutir

On y entend à peine la rumeur de Mexico, dont on voit au loin, vers le nord, les grandes tours brumeuses, la houle des quartiers moins altiers. Du sud au nord, la cuvette où s'étale la plus grande ville du monde a plus de soixante kilomètres. Dix-huit millions de personnes y fourmillent, invisibles de là-haut. Invisibles aussi la catastrophe et ses effets, les effondrements du centre, tellement lointain.

C'est comme une mer où se serait produit un naufrage. Quelques heures et plus de traces visibles. Nulle épave, nul cri. On sent d'ici à quel point cette ville possède une prodigieuse capacité d'adaptation et de mobilisation. Une capacité d'assimilation, même. On la sent, on la voit prête à engloutir la tragédie qui voulait l'engloutir. A enterrer, avec ses vingt mille morts, le souvenir même du séisme.

L'une des sculptures de l'UNAM, précisément, symbolise cette aptitude à tirer profit de tout. Au fond de cette sorte de campus des arts graphiques en plein air, il y a un amphithéâtre de lave. Un magma minéral, noir, vraiment sinistre. Un artiste a eu l'idée de l'entourer d'une série – parfaitement circulaire – de plots de béton (une cinquantaine), sorte d'enceintes minérales mais muettes, séparées les unes des autres par un espace où le visiteur peut se tenir et, dominant la cuvette où ne pousse aucune herbe, méditer en frissonnant. Colère antique de la nature, mais domptée, balisée, enserrée par la création de l'homme. Lave encadrée, horreur annulée.

Tout Mexico après la peur se résumerait dans cette image. Tout Mexico n'a eu de cesse, surmontant la dévastation des secousses, de les intégrer. Tout le Mexique est ainsi, histoire et peuplement : une succession d'horreurs, de conquêtes meurtrières, de civilisations anéanties, additionnées, mêlées, avalées. Tout le Mexique est acceptation muette, sobre, décente, des scandales de l'histoire et de la nature, des fureurs du temps et de l'espace.

Le Mexique est défi. Dans le livre le plus profond, sans doute, sur ce pays magique – *le Labyrinthe de la solitude*, – Octavio Paz explique la déchirure secrète de ce peuple, sa lutte pour exister en soi, pour inventer son identité et son inaptitude, en même temps, à s'accepter. Immense solitude, fracture gigantesque d'une civilisation toujours meurtrie, au voisinage d'une civilisation toujours conquérante, riche, fascinante et détestée : la nord-américaine.

Humour d'archéologue

Force vitale et refus de mourir, encore. Mille images mexicaines inoubliables, à la limite du mauvais goût. A l'université, le responsable des secours, pour la partie informatique du dispositif mis en place, est un archéologue du nom de Jaime Litvak. C'est un homme à la barbe blonde. Alors que la terre frémissait encore sous les pas de chacun il trouvait la ressource de rire : *« C'est normal qu'un archéologue soit aux premiers rangs des secours, actuellement à Mexico. Nous autres, archéologues, nous sommes finalement de très bons spécialistes des villes qui ont connu des situations d'urgence ! »*

La vie continuait. Ce jour-là, sur l'immense esplanade centrale de l'université, on pouvait voir, en plein soleil, deux ouvriers armés de marteaux. Penchés sur le sol, ils délogeaient, à petits coups précis, les mauvaises herbes qui tentaient de prospérer dans les interstices d'un dallage. A quelques kilomètres de là on s'échinait à évacuer, par camions entiers, les restes laissés par une colère de la nature. Eux deux, paisibles et consciencieux, réglaient leur compte aux herbes folles, autre manière, mais minuscule, qu'a la nature de nous perturber.

La vie continuait sous toutes ses formes. Arpentant l'espace « sculpturique » nous avons dérangé un couple d'amoureux qui se faisaient, sous un soleil de plomb, promesse d'éternité. Ils sont allés se poser un peu plus loin, l'étudiant et l'étudiante, après avoir rapidement secoué la poussière de leurs terrestres ébats !

En plein centre, même, on a croisé une noce au sortir d'une église. C'était quarante-huit heures après le séisme. Il flottait dans l'air une poussière âcre et blanche. Des camions passaient, longues traces fumantes, chargés des déjections du drame. Et la noce était là, plantée devant le porche, en habits de noces. Il ne manquait pas un œillet à la boutonnière. Un photographe spécialisé immortalisait la scène : construction d'une famille, près des ruines d'une ville. Il y avait même des sourires sur plusieurs visages. Ils auraient beaucoup d'enfants.

A Polanco, quartier chic, genre Neuilly, la vie aussi continuait, le restaurant La Provence était plein à craquer, si l'on ose dire. Un porche rose – c'est, dit-on, une ancienne *« hacienda »* du dix-huitième siècle, – l'air frais d'une climatisation bien réglée. Un pianiste, au fond, jouait les rengaines de tous les pays, musique de ville d'eau, talent de ville d'eau. Il pianotait sans avoir l'air d'y toucher comme le font tous ses collègues, solistes de salle à manger.

Maîtres d'hôtel empressés, entrées variées, menu cossu, écrevisses en sauce, terrines d'Europe, chariot de desserts dégoulinants de crème, vins de chez nous. De table en table, dans la lumière tendre d'une salle apaisante, les conversations – d'affaires, d'amour, de rien – ronronnaient sobrement. Très chic. Ailleurs, dans la ville, des faubourgs manquaient d'eau et l'on voyait parfois, sur la chaussée défoncée, des groupes de femmes munies de seaux recueillir à même le sol le liquide jaillissant des conduites éclatées.

Musée

On dit que le musée ethnologique de Mexico est l'un des plus beaux du monde. Qu'on se rassure : il le restera. Si le Mexique du vingtième siècle a été durement frappé, celui des siècles antérieurs n'a pas vacillé. A peine a-t-il frémi. Sur son pilier unique, le grand toit du « patio » d'où coule une eau lustrale a résisté à tous les assauts. Toltèques, aztèques, mayas : les restes des civilisations éteintes sont toujours là pour témoigner. Huit jours après le séisme, le musée se visitait comme si de rien n'était. Dans les grandes salles vides – plus de touristes, les Mexicains occupés ailleurs... – nous avons même croisé un groupe de médecins français venus pour le désastre. Ils avaient l'air gênés d'être surpris en ce lieu. Pourquoi ? Le Mexique continue et la vision des restes d'hier et d'avant-hier valait bien celle – plus obsédante, moins confortable – des débris d'aujourd'hui.

Le Mexique continue. Et Mexico, bien sûr. Le bilan du séisme sera sans doute de vingt mille morts. Cyniquement parlant, on pourrait dire que la saignée est déjà compensée : il arrive chaque jour à Mexico mille habitants nouveaux. Depuis le 19 septembre, il s'est passé vingt-trois jours. Peut-être le flot s'est-il ralenti pendant quelques journées mais aboli, ou même inversé, sûrement pas. Quand nous avons quitté la capitale du Mexique, on voyait des camionnettes chargées de meubles, de valises, d'habits. Pour beaucoup, il s'agissait sans doute de fuir des décombres. Mais pour d'autres déjà, Mexicains venus des monts, il s'agissait de s'installer, vaille que vaille, dans la capitale de toutes leurs espérances. Rêve ou illusion, le Mexique continue. ■

PS : LE CONGRÈS DES HÉRITIERS



1986 ou 1988, les législatives ou la présidentielle ? A quoi pensent les congressistes réunis à Toulouse du 10 au 12 octobre, et quelle stratégie sortira des débats d'un parti au pouvoir depuis 1981, mais à l'avenir moins assuré ? Deux hommes, Lionel Jospin, premier secrétaire, et Michel Rocard, champion des sondages, vont tenter de la définir.

UN PEU D'HISTOIRES

par Jacques Kergoat *

AU-DESSUS ET AVEC LE PARTI

« *LE Parti socialiste m'est cher, mais ce n'est pas moi qui m'occupe de ses affaires.* » De cette réponse de François Mitterrand aux journalistes de FR 3-Bretagne, le lundi 7 octobre, on retiendra certes la réalité d'une véritable affection du président pour ceux qui lui ont permis d'être là où il est. Mais on se gardera de prendre au pied de la lettre l'idée qu'il a cessé de s'occuper du parti. Ses relations sont à ce point étroites avec le premier secrétaire, Lionel Jospin, l'imbrication est telle qu'il faut plutôt entendre la phrase présidentielle comme une concession aux exigences de sa charge.

Au reste, l'affection n'exclut pas la lucidité. De tous les censeurs du Parti socialiste, il arrive que M. Mitterrand soit le plus sévère. Il est vrai qu'il a toujours été, par nature et par formation, réfractaire à toute forme d'embrigadement partisan. Il ne s'est rallié à celle-ci que par raison après avoir constaté que la vie politique, dans les démocraties modernes, s'ordonne à l'intérieur de grands mouvements.

C'est précisément le barrage qu'avaient opposé Guy Mollet et l'appareil de la SFIO à la candidature de François Mitterrand en mai 1969 qui lui fit décider de tenter une OPA sur la « vieille maison » socialiste. Il s'y prit de deux manières : à la périphérie du parti, en multipliant les clubs ; à l'intérieur, en peuplant l'appareil d'hommes qui lui étaient acquis, pour la plupart issus de la Convention des institutions républicaines (Claude Estier, Pierre Joxe, Louis Mermaz, Jean-Claude Colliard, Charles Hernu, Georges Fillioud, etc.). Il ne resterait plus qu'à trouver des points d'appui au sein de la SFIO elle-même : ce furent Pierre Mauroy et Jean-Pierre Chevènement, également convaincus de la nécessité de rénover la formation socialiste. Le congrès de l'unification et de la rénovation eut lieu à Epinay-sur-Seine en 1971.

Il faudrait encore à François Mitterrand dix ans avant de conquérir le pouvoir suprême : c'est pendant ce laps de temps que sa conception du parti changea. Le considérant au départ comme un simple moyen, le premier secrétaire s'installa, après son échec à l'élection présidentielle de 1974, dans l'idée que son rôle pour l'histoire serait d'avoir redonné à la France une force politique socialiste puissante, la gauche étant enfin rééquilibrée à son profit.

Mais, devenu président, François Mitterrand revint rapidement à une conception instrumentale du parti, lui assignant pour rôle d'expliquer et non plus d'inspirer la politique gouvernementale. Il n'y eut guère à ce moment-là que Jean-Pierre Chevènement pour parler de cette *« belle et bonne chaussure »*, le *« godillot »*. Jean-Pierre Chevènement voyait plutôt juste...

Le parti ne s'est dressé qu'une seule fois contre le président par l'intermédiaire de son groupe parlementaire : au moment de l'affaire dite *« des généraux d'Algérie »* lorsque, sur instruction présidentielle, la majorité reconstitua la carrière des « généraux félons ».

Mais, quels que soient les aléas, l'objectif de François Mitterrand restait le même : faire du PS un vaste rassemblement et attirer aussi bien les déçus du communisme que les orphelins du centrisme. Un grand parti sur le modèle de la social-démocratie allemande ou suédoise qui, fort d'au moins 30 % du corps électoral, soit l'une des deux composantes principales sinon l'axe de la vie politique française.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

NON, tout n'a pas commencé à Epinay. Sans remonter à la nuit des temps, le processus débute au milieu des années 60, quand Gaston Defferre propose un remède à l'impuissance d'une SFIO exsangue : unir au sein d'une même organisation la gauche non communiste et le centre gauche (c'est-à-dire pour l'essentiel la démocratie chrétienne, qu'incarne à l'époque Jean Lecanuet). La grande fédération qui doit ainsi voir le jour suppose, explique Defferre, que la SFIO cesse de se considérer comme partie prenante du mouvement ouvrier : « *Cela veut dire qu'au lieu de se considérer comme la préposée d'une seule classe elle prendra en charge toute la collectivité.* » C'est trop : au bout d'une longue nuit d'ultimes discussions, les négociations sur la grande fédération se terminent le 18 juin 1965 par un constat d'échec.

C'est sur la base de cet échec qu'entre en scène François Mitterrand. Les forces qu'il représente sont réduites : il anime, avec Charles Hernu, la Convention des institutions républicaines, née, en juin 1964, de la fédération d'une cinquantaine de petits clubs. Mais il a tiré de l'échec de Defferre une leçon fondamentale : l'élection présidentielle rend inévitable la bipolarisation gauche-droite, et la gauche non communiste — il a fait sien le projet de petite fédération — ne peut reconstituer son unité que dans le cadre d'une alliance avec le PCF.

Qui pourrait mieux incarner un tel projet qu'un « candidat unique de la gauche » à l'élection présidentielle ? Le 9 septembre, Mitterrand est candidat ; le 10, la charte de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste est signée ; le 5 décembre, de Gaulle est en ballottage ; le 19, Mitterrand recueille 45 % des voix. Dans la foulée, les élections législatives de 1967 sont un succès pour la FGDS, et les ralliements se multiplient.

Après Savary et l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche, c'est le club Socialisme moderne de Pierre Bérégovoy qui adhère en octobre 1967, puis, en avril 1968, l'union des groupes et clubs socialistes, rassemblant autour de Poperen, le « courant unitaire » du PSU. Nul ne peut plus freiner le processus. Le congrès de la SFIO, puis les autres composantes de la FGDS approuvent un calendrier conduisant à la « fusion totale » en 1969.

Entre-temps, l'histoire s'accélère : mai 68, Prague, la démission, en 1969, du général de Gaulle. Qui sera candidat à cette élection présidentielle inattendue ? Personne, visiblement, ne souhaite celle de Mitterrand, et, du coup, la Convention des institutions républicaines boycotte le congrès constitutif, qui se contente d'ailleurs, d'investir, d'une courte tête, Gaston Defferre. Celui-ci fait aussitôt naufrage : 5,01 % !



AFP

Membres de la Fédération de la gauche, René Billères et François Mitterrand, accompagnés de Louis Mermaz (au centre), sont accueillis par Guy Mollet (à gauche) et Jules Moch (à droite) au congrès extraordinaire du Parti socialiste SFIO de Suresnes, le 28 janvier 1968.

A la deuxième session du congrès constitutif, à Issy-les-Moulineaux, c'est une large coalition qui l'emporte contre Defferre. L'axe Mollet-Savary a été rejoint, de gauche par Poperen, de droite par Mauroy.

Qui va être secrétaire du nouveau parti ? Tout désigne Mauroy. Il ne lui manque qu'une chose : l'accord de Guy Mollet. Or, si Mollet est maintenant décidé à se retirer, ce n'est pas au profit d'un dauphin aux allures de Brutus. Il veut bien partir, il ne veut pas donner l'impression d'être chassé. Mauroy est battu, d'une voix, par Savary. Apparemment, le nouveau parti est fondé. Pourtant, ce n'est pas Issy-les-Moulineaux que l'histoire retiendra.

Après-mai 1968, après-gaullisme : dans une France en ébullition, la gestion lente et précautionneuse d'Alain Savary ne permet guère au nouveau parti de s'affirmer, et le malaise grandit. Appuyé par Defferre et Mauroy, à la recherche d'une revanche sur l'appareil mollettiste, Mitterrand relance l'idée de la fusion entre la CIR et le nouveau PS. Un congrès de fusion est convoqué en juin 1971, à Epinay, à l'enseigne de « qui va manger l'autre ? »

C'est Mitterrand qui a le plus gros appétit. De Guy Mollet, il a retenu que le parti se gouverne au centre, mais se prend à gauche. L'accord conclu avec Defferre et Mauroy, il l'élargit à un groupe de jeunes SFIO, dont le club, le CERES, a pourtant été patronné par Guy Mollet, mais qu'exaspèrent les prudences de Savary.

Dialogue concret avec le PCF

Le texte soumis au vote du congrès sera ainsi une synthèse « conventionnels-CERES », à laquelle Mauroy et Defferre se contentent d'apporter leurs voix. Par 43 936 voix contre 41 757 au texte Mollet-Savary, appuyé par Poperen, cette coalition hétéroclite est majoritaire, et Mitterrand est élu premier secrétaire.

Opération tactique ? Certes. Mais elle contient aussi une part de vérité politique. Alors que, sur les rapports avec le PCF, la motion Savary se perd dans un échafaudage de prudences, le texte présenté par Mitterrand est très clair : « *Le dialogue avec le PCF ne doit pas être mené à partir de thèmes imprécis d'un débat idéologique. Il portera sur les problèmes concrets d'un gouvernement ayant mission d'amorcer la transformation socialiste de la société.* »

Mieux : la résolution est appliquée. Le 27 juin 1972, c'est la signature du programme commun de gouvernement avec le PCF. Le parti approuve, le 9 juillet, à l'unanimité moins 2 voix.

Grenoble, en 1973, c'est un congrès triomphal pour ceux qui sont apparus comme les artisans du programme commun. La coalition Mitterrand-Mauroy-Defferre (à laquelle se joint d'emblée Savary, qui rompt son alliance avec Mollet) passe de 44 % à 65 % et le CERES de 8,5 % à 21 %, tandis que Poperen chute de 12 % à 5,5 % et Mollet de 33 % à 8 %. Avant la synthèse, Poperen à son tour se rallie : Mitterrand 92 %, Mollet 8 %.

(Lirc la suite page VIII.)

(*) Auteur de l'ouvrage *le Parti socialiste*. Editions Le Sycomore 1983.



LE CONGRÈS DES HÉRITIERS

ROCARD ET SES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE

Groupe d'experts, groupe de parlementaires, groupe d'amis. Les études et les avis des différents cercles qui travaillent pour l'ex-ministre de l'agriculture convergent le jeudi, boulevard Saint-Germain. Un réseau, des méthodes de discussion, un style de décision qui préfigurent ceux d'un candidat à la fonction suprême.

BOULEVARD Saint-Germain, au 266. Le siège du PS, rue de Solferino, est à deux pas. De l'un à l'autre, un demi-pâté de maisons et un café, le Solferino. Calme et discret, l'immeuble bourgeois du 266 cache bien son jeu : au troisième étage, niche un présidentiable. Le centre nerveux du système Rocard, c'est là. Les permanents s'agitent, les téléphones interrompent les conciliabules, les dossiers s'empilent dans les couloirs et sur les petits bureaux.

Jeudi, 8 h 30 du matin. L'heure solennelle dans le saint des saints du rocardisme. Michel Rocard est le pôle vers où convergent les efforts, l'énergie de plusieurs cercles d'amis, de conseillers, de militants plus ou moins obscurs. Il y a le réseau de l'UNEF des années 60, celui des anciens condisciples de l'ENA, celui des anciens PSU, un peu dispersés, ceux-là, dans l'ensemble de la galaxie rocardienne. La spécialité locale fut longtemps un « polycentrisme » décisionnel mal maîtrisé. « *C'est vrai*, résume un parlementaire, *que nous étions bordéliques...* »

Depuis le départ de Michel Rocard du gouvernement, la nébuleuse a entrepris d'ordonner ses étoiles, de passer, en somme, de l'ère artisanale, qui durait depuis l'arrivée des rocardiens au PS, en 1974, à l'ère industrielle. Désormais, tous les jeudis de 8 h 30 à 10 heures, se réunissent au 266, autour de Michel Rocard, une dizaine de conseillers qui forment, selon la formule de Gérard Fuchs, l'un des membres rocardiens de la direction du PS, un « *entourage exécutif unique* ». On retrouve ce jour-là certains des permanents du 266, l'« équipe politique », qui regroupe les membres rocardiens du bureau exécutif du PS – Pierre Brana, Robert Chapuis, Daniel Frachon, Gérard Fuchs, – ainsi que ceux des parlementaires rocardiens qui exercent une reponsabilité particulière à l'Assemblée comme auprès de leur chef de file.

Quand ils sont tous là, ce sont Pierre Bourguignon (Seine-Maritime), Claude Evin (Loire-Atlantique), Gérard Gouzes (Lot-et-Garonne), Bernard Poignant (Finistère), Michel Sapin (Indre), Jean-Pierre Sueur (Loiret). Louis Le Pensec, membre du bureau exécutif du PS, député du Finistère, ancien ministre, accaparé jusqu'à ces derniers jours par ses activités de parlementaire en mission, participait à ces réunions quand il en avait le temps. En revanche, Jean-Pierre Cot, ancien ministre lui aussi, aujourd'hui parlementaire européen, reste en retrait et n'a pas l'intention d'être présent plus souvent.

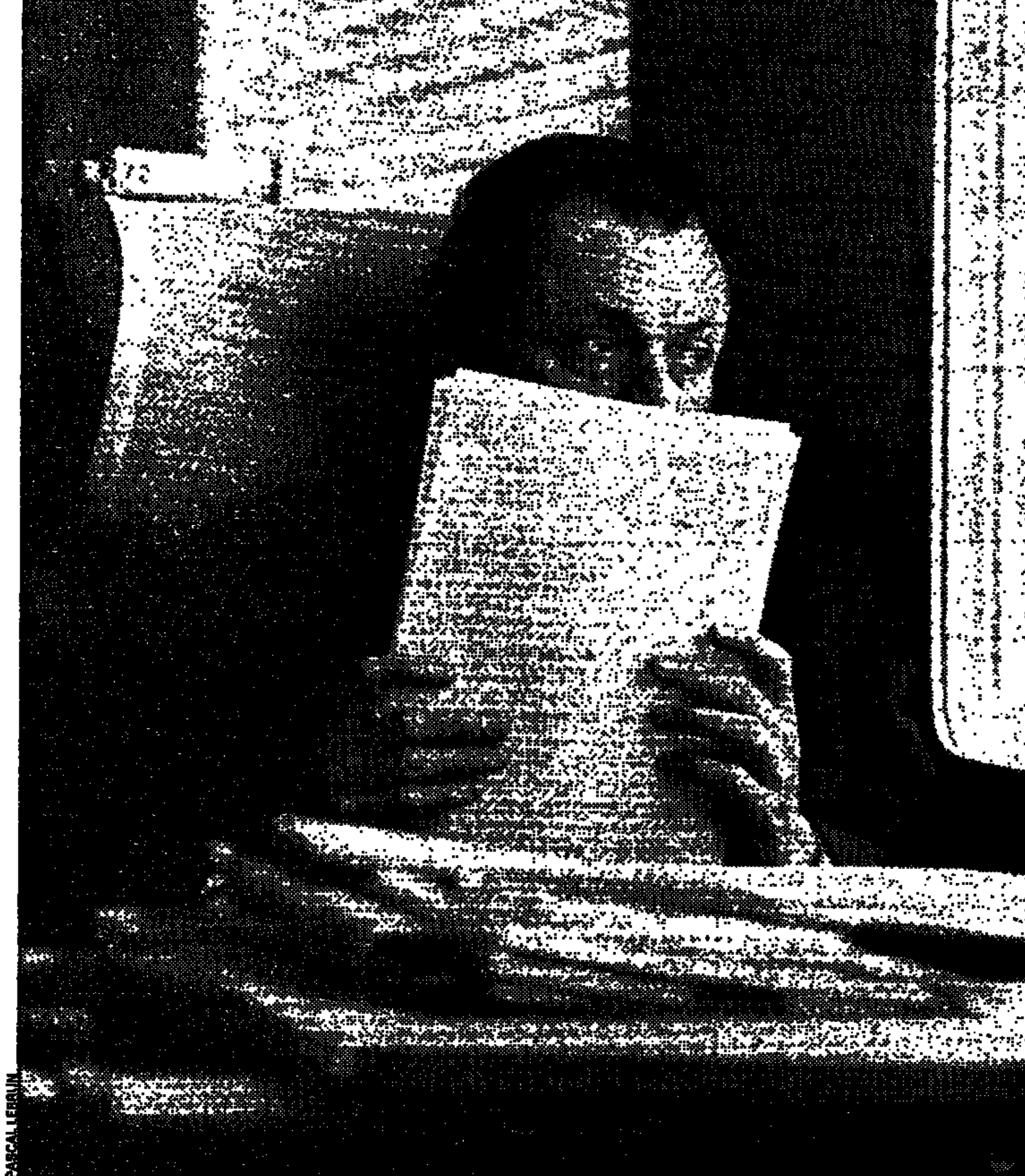
Compte rendu du bureau exécutif de la veille, analyse de l'actualité... « *Parfois*, raconte l'un des participants à ces réunions du jeudi, *il arrive en disant :* « Voilà, j'ai une idée. Qu'est-ce que vous en pensez ? » *Alors tout le monde regarde le plafond, jusqu'à ce que quelqu'un se jette à l'eau...* » Michel Rocard écoute, relance le débat. S'il se dégage une majorité, il peut se ranger à son avis. Sinon, il tranche. C'est alors sans appel. Quand une question a été soulevée un jeudi matin, les participants à la réunion connaissent, au moment de se séparer, la décision du « patron ». Ça fait plaisir. « *François Mitterrand aussi aimait la discussion*, souligne Michel Sapin, *mais, en fin de compte, on ne savait pas quelle était sa décision. Là, on sait. C'est un vrai travail collectif.* »

La création des réunions du jeudi n'a pas seulement amélioré le fonctionnement de la « maison Rocard ». Elle a aussi renforcé l'influence des « politiques » par rapport à celle des permanents du 266, souvent un peu trop « *chiens fous* », comme le dit un parlementaire, parfois « *coupés des réalités du parti* », comme le dit un autre.

Le discours de Pierre Zémor, conseiller en communication de Michel Rocard, par exemple, agace prodigieusement certains des amis de l'ancien ministre de l'agriculture et, au-delà. Certains – mais pas tous – des permanents du 266 ont eu, sur le destin politique de Michel Rocard, des idées que ne partageaient pas les « loyalistes », attachés au PS, souvent moins présents au 266.

Cette réunion du jeudi a permis, affirment les « politiques », de rétablir l'équilibre. C'est lors d'une de ces réunions qu'a été arrêté le principe de l'intervention de Michel Rocard, le 6 septembre aux Arcs, où il expliqua qu'il n'avait nullement l'intention de quitter le parti, donnant ainsi le signal d'un « recentrage » du discours rocardien (*le Monde* du 4 octobre).

Sans doute, le jeudi qui suivit le comité directeur du mois d'août (qui vit l'échec de la synthèse Jospin-Rocard) fut-il consacré à une analyse prospective de la période 1985-1988. Mais Michel Rocard décide ses grandes orientations en dehors du brain-trust du jeudi. Et sa réflexion idéologique s'alimente dans d'autres cercles.



PASCAL LEBRUN

Quand une question a été soulevée, un jeudi matin, les participants à la réunion connaissent au moment de se séparer la décision du « patron ».

Cinq groupes de travail sont là pour cela. Ils sont consacrés aux questions internationales, à la macro-économie et aux grands équilibres, à l'action de l'Etat, aux médias, aux institutions. Leurs consignes ? « *Travaillez vous-mêmes,* résume leur responsable, Michel Sapin, *sur tout ce que doit savoir un présidentiable, à court, moyen, long terme.* » Ils doivent, en outre, répondre aux « commandes » ponctuelles passées par l'ancien ministre.

Experts et discrets

L'information et les « commandes » circulent dans le réseau des groupes de travail à travers une stricte organisation en quatre niveaux. Le niveau zéro est en fait celui du commandement central. Il se limite à MM. Rocard et Sapin, plus, éventuellement, d'autres « politiques ». Dans le niveau I, se retrouvent autour de M. Sapin les responsables de chaque groupe. Au niveau II, on passe aux « sous-groupes ». Aux réunions du niveau II se retrouvent de trente à cinquante personnes. Enfin, le niveau III correspond à une sorte d'assemblée plénière aux effectifs variables. Les niveaux zéro, I et II se retrouvent tous les mois. But de cette hiérarchisation quasiment militaire ? « *L'idée,* répond Michel Sapin, *est que ces groupes fonctionnent à la perfection en mars 1986.* »

Le réseau des groupes de travail agit évidemment dans une relative discrétion. Pour la plupart, ses membres doivent garder l'anonymat qu'impose l'exercice parallèle d'une profession, puisque ces « experts » rocardiens appartiennent à la haute fonction publique, sont syndicalistes, dirigeants de PME, médecins, ou exercent une autre profession libérale, etc. Certains des membres du cabinet de M. Rocard au ministère de l'agriculture ont maintenant repris un rôle important dans ce réseau, auquel viendra bientôt s'ajouter le petit dernier de la galaxie, le réseau des clubs rocardiens.

Restent les réseaux purement privés. Ceux-là échappent au contrôle des permanents du 266, comme à celui des « politiques ».

Reste aussi « Michèlen » Rocard, l'épouse du ministre, celle dont on avait dit qu'elle a poussé le ministre à la démission. Faux, avait répondu Michel Rocard. Faux, confirment ses proches. Il serait difficile d'affirmer que Mme Rocard ne s'intéresse pas à la politique, mais « *elle est beaucoup moins présente qu'elle ne l'a été* », résume un familier du 266.

En dehors des « points fixes » du jeudi matin, chaque cercle vit sa propre vie. « *L'équipe administrative* » s'emploie à « *mettre en musique la tonalité des réunions du jeudi* », selon l'expression de Gérard Fuchs. Chacun des parlementaires de l'équipe politique a sa spécialité. Une équipe de coordination, plus administrative, se réunit le mercredi. Ce jour-là, on harmonise « *à la fois dans le temps et dans le ton* », explique Michel Sapin, l'un des duettistes « politiques » qui, avec Pierre Brana, participent, avec les permanents du 266, à cette équipe.

Parmi eux, Michel Rocard dispose, en la personne de Jean-Claude Petitdemange, de son propre « secrétaire aux fédérations ». A lui de connaître par cœur la carte électorale du rocardisme, d'assurer la liaison avec le terrain, d'avoir des yeux et des oreilles partout. Avec lui, M. Rocard dispose d'un « *ministre de l'intérieur efficace* », selon l'expression d'un observateur socialiste.

Toutefois, à trente-sept ans, M. Petitdemange reconnaît volontiers les limites de son expérience du parti. Michel Rocard a donc appelé auprès de lui André Salomon, qui a pour tâche de se faire l'écho des « profondeurs » d'un parti dont il s'était pourtant éloigné : ancien communiste, ancien du courant Mauroy, M. Salomon est en effet l'auteur d'un pamphlet contre M. François Mitterrand (1).

Un ordinateur

Les collaborateurs de M. Rocard s'extasient volontiers sur la capacité de travail de leur « patron ». « *Un ordinateur* », admire M. Petitdemange. Tous soulignent à l'envi sa capacité à « *avaler* » à toute allure les notes qu'on lui soumet, avant de « *recracher* » sans bavure un message assimilé rapidement. Sa faculté de synthèse fait merveille dans les réunions de travail. « *S'il nous manque quelque chose,* souligne l'un de ses proches, *on ne s'inquiète pas, on sait que c'est lui qui aura pris les meilleures notes.* »

M. Rocard, qui laisse, dit-on, « *une large autonomie* » à ses collaborateurs, sait tirer parti des travaux de ses conseillers, au point d'en avoir usé, sinon découragé, bon nombre au fil des ans.

Si sa démission a limité ses moyens – « *Je suis,* dit M. Rocard en plaisantant, *devenu le sept ou le huit-millième personnage de l'Etat, en tant que maire de Conflans-Sainte-Honorine !* », – elle facilite pour ses conseillers les contacts directs – et pas seulement par fiches interposées – que limite l'emploi du temps écrasant d'un ministre.

Reste *la* question qui inquiète nombre de ses partisans : son entourage, aussi organisé soit-il, sera-t-il à la hauteur ? Le candidat à la candidature Michel Rocard, doutant lui-même de la réponse, s'apprêterait à renforcer son système.

« *Vous comprenez,* soupire un parlementaire, *maintenant, il va falloir se coltiner Barre. Et Fabius...* »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) André Salomon, *PS, la mise à nu*, éditions Robert Laffont, 1980.

CASQUETTES

Secrétariat national du PS : Pierre Brana, Robert Chapuis, Gérard Fuchs.

Relations avec le groupe parlementaire : Michel Sapin, Pierre Bourguignon, Claude Evin.

Relations avec les militants : Daniel Frachon, Jean-Claude Petitdemange.

Groupes de travail et relations avec les clubs : Gérard Gouzez, Michel Sapin.

Textes et orientations : Robert Chapuis, Bernard Poignant.

Etudes : Gérard Fuchs.

Régions, aménagement du territoire : Louis Le Pensec.

International, Europe, tiers-monde : Jean-Pierre Cot.

Affaires culturelles et sociales : Claude Evin.

Education : Jean-Pierre Sueur.

Jeunes : Alain Bauer, Stéphane Fouks, Manuel Valls.

Coordination et communication : Pierre Zemor.

Conseillers politiques : Pierre Brana, Jean-Claude Petitdemange, André Salomon.

Chargé des relations avec la presse et les médias : Pierre Masson.

Responsable du secrétariat : Catherine Le Galiot.

Administration et gestion : Francis Campos.

LES DEUX CULTURES

EXTRAIT du discours prononcé, en avril 1977, au congrès de Nantes par Michel Rocard et consacré aux deux cultures politiques françaises :

Notre projet, quel est-il ? Il faut, pour en parler, partir d'une constatation : il y a deux cultures politiques dans la gauche française. Ainsi est fait notre passé ; c'est peut-être notre richesse. Mais le fait est qu'il en existe deux.

La plus typée, qui fut longtemps dominante, est jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste et protectionniste [...].

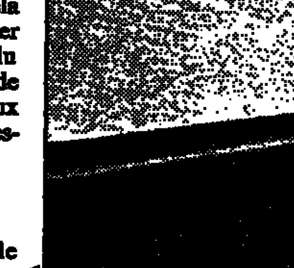
Cette culture-là a curieusement, en outre, l'autorité d'un marxisme capté par ceux qui n'en sont pas les vrais héritiers. Car, enfin, camarades, souvenez-vous ! Le socialisme, qu'est-ce que c'est pour Marx, par-delà la victoire dans la lutte de classe, sinon le dépérissement de l'Etat, la société associative, l'organisation de la production sur la base de l'autodétermination des travailleurs ? Voilà le marxisme. C'est ce marxisme-là, le vrai, qu'il faudrait redécouvrir contre Lassalle, Lénine et Jules Guesde. Car l'autre culture, qui réapparaît dans la gauche française d'aujourd'hui, elle est là. Elle est décentralisatrice, elle est régionaliste, elle refuse les dominations arbitraires, celles des patrons comme celle de l'Etat. Elle est libératrice, qu'il s'agisse de majorités dépendantes comme les femmes, ou de minorités mal accueillies dans le corps social : jeunes, immigrés, handicapés. Elle se méfie du règlement et de l'administration, elle préfère l'autonomie des collectivités de base et l'expérimentation.

LE CONGRÈS DES HÉRITIERS

JOSPIN COMME UN POISSON DANS LE PS

par Jean-Louis Andréani

Entouré de ses fidèles du dix-huitième arrondissement de Paris dont il est l'élu, Lionel Jospin prend soin, depuis qu'il est premier secrétaire du Parti socialiste, d'être l'homme de tous. Le PS : sa vie, son travail, sa passion.

LANGEVIN/SYGMA

« *MON club, c'est le PS* ». Exact. Le premier secrétaire du PS a l'esprit maison. Formé, façonné même, par le parti d'Epinay, Lionel Jospin a un entourage tout trouvé : les socialistes.

Ses proches collaborateurs aiment à répéter que « *Lionel n'a jamais cherché à former des clans ou des sous-clans autour de lui* ». Un jour, on lui propose de déjeuner avec quelques secrétaires nationaux du parti qui se plaignent de ne pas le voir assez. « *Oui*, répond-il, *mais à condition qu'ils soient tous là.* »

A défaut de clan, Jospin a pourtant sa « bande » dans le PS. « *La bande du dix-huitième* », comme l'appellent ceux qu'agace ce monolithisme géographique. Député du dix-huitième arrondissement de Paris, Jospin a largement puisé dans les réserves locales. Elles lui ont fourni : Bertrand Delanoë, secrétaire national aux fédérations, lui aussi député du dix-huitième ; Alain Davezac, suppléant de Delanoë, délégué général, autrement dit directeur de cabinet du premier secrétaire ; Daniel Vaillant, son propre suppléant. Pierre Schapira, bien qu'implanté dans un autre arrondissement, fait partie du même lot. Ces deux derniers sont rattachés au secteur de Delanoë. Associés à un troisième compère, Yannick Bodin, ils font, avec Davezac, une « *équipe soudée* » qui mêle l'entourage de Jospin et celui de Delanoë. Seules, dans le premier cercle qui gravite autour de lui, Marie-France Lavarini, son assistante, et Anne-Sylvie Schneider, son attachée de presse, sont totalement étrangères au dix-huitième.

Pour le meilleur et pour le pire, Bertrand Delanoë personnifie dans le PS la bande du dix-huitième. Il est le plus proche d'entre les proches. Avec lui, Jospin entretient des relations « *transparentes, amicales, professionnelles... et lucides* », souligne quelqu'un qui connaît bien le sujet. Rue de Solferino, il est connu pour ses qualités de politique et d'organisateur, mais aussi pour ses sautes d'humeur et ses foucades, qui le rendent souvent difficile à vivre.

Ceux qui ne l'apprécient pas pensent que son ancien délégué général a sur Jospin une mauvaise influence. Pendant la querelle Fabius-Jospin, l'entourage du premier ministre n'avait pas de mots assez durs à son égard. Depuis, l'affaire du « parachutage » dans le Vaucluse a encore fait jaser.

Le premier secrétaire du PS n'en a cure. Il soutient son secrétaire aux fédérations. C'est lui qui, par son action sur le terrain, doit inscrire dans les faits le mouvement que Jospin veut imprimer au parti. De la même façon, Davezac est l'un des deux seuls nouveaux du courant A (mitterrandiste) dans le futur comité directeur du PS (*le Monde* du 8 octobre).

Protocolairement parlant, cela ne s'imposait pas. Mais le premier secrétaire a sans doute voulu conférer à son jeune directeur de cabinet, qui n'échappe pas aux critiques, une légitimité nécessaire à l'exercice de sa fonction.

Faire « monter » les bons

Jospin applique une seule règle : faire « monter » ceux dont il apprécie le travail, avec qui il se sent en connivence. On le dit exigeant avec les dirigeants socialistes — comme avec tous ses collaborateurs. En échange, les secrétaires nationaux sont valorisés dans leur travail. Avec des limites quand même. Hormis Delanoë, aucun n'appartient au premier cercle. Si une partie du courrier du premier secrétaire est souvent renvoyée — avec la mention « avis de... » — au secrétaire national intéressé, la plupart d'entre eux n'accèdent pas au statut de « généraliste » politique. La hiérarchie, ici, est inverse de celle de la médecine.

Le deuxième cercle, formé par les secrétaires nationaux et certains conseillers, a plutôt l'allure d'une ellipse : certains sont plus près du soleil que d'autres. Jean-Paul Bachy est l'un de ceux que Jospin a « fait ». Le premier secrétaire apprécie Michel Charzat, membre du secrétariat chargé du secteur public, parce que chez lui on travaille vite et bien. Il l'apprécie aussi comme « politique », même si Charzat est au CERES.

Jean-Pierre Destrade, de son côté, a nécessairement, comme porte-parole du PS, et bien qu'il soit humainement très différent de ceux qui composent la bande du dix-huitième, des relations particulières avec Jospin. Il fait partie de ceux qui représentent la province à la direction du parti, et c'est un fidèle du président. De même, Luc Soubré, responsable de l'éducation, ne se cantonne pas dans son domaine, et sa connaissance du Sud-Ouest est précieuse.

La liste n'est pas exhaustive. Jean Poperen, numéro deux du PS, chargé des élections, est, par nature, une pièce importante du dispositif. Tout comme son contraire, Dominique Strauss-Khan, type même du « poulain » de Jospin.

Le cercle des conseillers

Mais qu'on ne s'y trompe pas : le vide creusé à ses côtés par la mort, en 1983, de Jean Pronteau, membre du secrétariat national aux études et figure historique de la gauche, n'a pas été comblé. Jean Pronteau était pour le premier secrétaire, en même temps qu'ami personnel, un conseiller, presque un guide. C'est Jean Pronteau, d'ailleurs, qui avait découvert Strauss-Kahn.

Le troisième cercle est celui des conseillers particuliers. Ils sont six : Olivier Audeoud, Wenceslas Baudrillard, Jean-Michel Charpin, Jean-Martin Cohen-Solal, Jean-François Dubos, Jean-Louis Viora. Tous les jeudis, ils se réunissent avec Davezac. Jospin est souvent là au début, mais assiste rarement à toute la séance. Il résume la façon dont il voit la vie politique du moment, les idées d'interventions qu'elle lui inspire. Le reste du débat se passera entre Davezac et les conseillers, dont il est l'interlocuteur habituel. C'est lui, notamment, qui passe les « commandes » pour Jospin. Le groupe de conseillers est complémentaire, plus que concurrent, du groupe des experts du PS, que Jospin fait souvent plancher pour lui sur les mêmes thèmes. Les effectifs de ces experts et conseillers discrets se sont soudainement gonflés depuis l'arrivée de Strauss-Kahn et l'apparition de Claude Allègre, scientifique, ami de longue date du premier secrétaire, qui travaille activement, dans l'ombre, pour Jospin. L'un et l'autre, complices dans la vie aussi bien que dans l'action politique, ont drainé vers leur « patron » des universitaires, scientifiques, économistes, hauts fonctionnaires et sociologues.

Jospin, avant 1981, travaillait plutôt seul. Il en a conservé l'habitude, tout en composant avec les contraintes de sa charge qui lui imposent de s'entourer de conseillers. Il continue d'écrire lui-même tous ses discours importants. Les journalistes qui suivent le PS ont l'habitude de le voir, dans les avions, griffonner les notes qui fourniront la trame de son discours lors de telle ou telle « fête de la rose ».

Pas le sens de la hiérarchie

A vrai dire, Jospin est un peu brouillon. Cela aggrave le mal endémique dont il souffre : le manque de temps. Jospin a trop de choses à faire, trop de gens à voir, trop de coups de téléphone à donner. Son manque de temps n'est pas loin de prendre la dimension d'un problème politique : comment tel premier secrétaire fédéral, tel dirigeant — qui n'arrive pas à exposer son problème au premier secrétaire — peut-il comprendre que Jospin « *n'a pas le temps* » ?

Le premier secrétaire a quelques autres particularités, qui agacent. Il n'a pas le sens de la hiérarchie. C'est ainsi. Il peut attacher autant d'intérêt à une remarque entendue dans sa section qu'à une note rédigée par un dirigeant important.

La critique de l'entourage et du fonctionnement de Jospin est un thème de couloir habituel au PS. Il entre, selon les périodes, une part de positionnement tactique dans ces reproches. Leur accumulation a pu, à certaines périodes, prendre la dimension d'une véritable tentative de déstabilisation. Il reste que la personnalité réservée de Jospin — il peut être « *adorable* », comme le dit Mme Schneider, son attachée de presse, aussi bien que froid, voire brutal — ne dégage sans doute pas tout son charisme potentiel. ■

LE CREDO DE METZ

EXTRAIT de la motion présentée en avril 1979 au congrès de Metz par François Mitterrand analysant les règles économiques :

Les prétendues « lois économiques » que l'on présente, à droite, comme éternelles, analogues à celles de la cosmologie, ne sont en fait que les principes de gestion du système capitaliste. Certes, on ne peut pas consommer plus que l'on ne produit, on ne peut pas durablement acheter à l'étranger plus que l'on ne vend. Ces contraintes admises, il existe plusieurs voies pour les surmonter.

Appellerions-nous rigueur économique l'ensemble constitué par la réduction relative des salaires, la dégradation des services publics, notamment de l'enseignement, l'absence d'aménagement du territoire ? Le transfert de toutes les ressources possibles vers le profit privé considéré comme le seul stimulant de l'économie ?

Nous préférons compter sur le travail, l'intelligence, la capacité d'innovation des travailleurs, de l'ingénieur à l'ouvrier. Sur leur appui et leur accès aux responsabilités. Sur un dialogue sincère avec les syndicats. Voilà des bases autrement solides pour riposter à la crise, retrouver les voies de la compétitivité, reconquérir le marché intérieur, développer nos exportations, assurer et financer les tâches d'intérêt général (infrastructures, services publics, recherche, éducation, développement culturel).

Les prétendues « lois économiques » de la droite ne sont que les vieilles « recettes » de l'augmentation des profits au détriment des salaires, les vieilles « recettes » de l'exploitation de l'homme par l'homme dans la société industrielle. Evitons donc d'appeler rigueur économique ce qui n'est que rigueur sociale.

L'équilibre de la balance commerciale n'est pas un enjeu de la lutte interne des classes. Mais nous n'en refusons pas moins l'endettement excessif de la France, l'effondrement de sa monnaie et, finalement, la perte de son indépendance. Nous devrons veiller avec soin à nos importations et choisir une relance sélective de la demande intérieure quant aux secteurs et aux bénéficiaires qui, favorisant la consommation populaire, emploient le moins de biens importés.

∴

La rigueur économique dans le sens où l'entendent les maîtres du pouvoir constitue un formidable mensonge. Ni Giscard, ni Chirac, ni Barre n'ont frappé les privilégiés. Jamais on ne les a vus s'attaquer aux puissants pour les contraindre à prendre part au redressement national. Leur rigueur économique reste dans le cadre de la société dont ils assurent la défense, avec ses hiérarchies et ses iniquités. M. Giscard d'Estaing impose les salariés, les assurés sociaux, les consommateurs de produits de première nécessité, mais ménage les grandes fortunes. Il est temps de changer les termes du débat et de ne plus se laisser investir par la culture économique dominante.

A la rigueur sociale de la droite (blocage des salaires, hausse des prix, licenciements, etc.), opposons la rigueur sociale de la gauche (impôts sur les grandes fortunes, resserrement de l'éventail des revenus, lutte contre la fraude fiscale, etc.). C'est dans cette perspective qu'il faut se placer. Il est normal, en effet, que les mesures sociales de notre programme soient en contradiction avec les lois économiques qu'on veut nous faire admettre. Rappelons que l'objectif du socialisme est la suppression du salariat en tant que rapport de production, la fin de l'exploitation capitaliste.

Serait-il interdit de lutter contre les inégalités et de redistribuer les chances et les charges à l'intérieur du produit national ? A quoi servirait de conquérir le pouvoir d'Etat si nous n'étions pas capables de porter immédiatement le salaire minimal au niveau nécessaire ? Quel crédit garderions-nous auprès des travailleurs si nous n'étions pas en mesure de provoquer une baisse du temps de travail à trente-cinq heures, d'ouvrir le droit à la retraite à soixante ans, d'engager un effort important en faveur des familles, des personnes âgées et des handicapés ? Considérées dans la logique capitaliste, ces mesures sont, bien entendu, sacrilèges, cette logique impliquant le maintien ou la hausse des profits et donc la hausse des prix, moyen traditionnel par lequel le patronat récupère les avantages sociaux que la lutte des classes le contraint d'accorder.

∴

Compromettrons-nous pour autant l'investissement déjà si faible sous M. Giscard d'Estaing ? Il faudrait le craindre selon « les lois économiques » du capitalisme. Mais on sait qu'aujourd'hui les restrictions permanentes et absurdes de crédit poussent les entreprises à l'autofinancement de leurs investissements et donc à la recherche plus âpre encore de leurs gains. A ce prix, les PME succombent tandis que les banques, centres d'accumulation des profits privés, deviennent les exécuteurs des monopoles industriels. Dans la logique socialiste, au contraire, où le système bancaire sera nationalisé et lié au Plan, où les taux d'intérêts seront réduits dans leur ensemble et variables en fonction des priorités, le crédit financera les investissements industriels conjointement avec l'autofinancement. Cette logique en vaut bien une autre !

∴

Que reste-t-il aussi de l'équilibre budgétaire, réputé règle d'or par le Giscard d'Estaing d'il y a quelques années ?

En vérité, le capitalisme emploie la crise comme stratégie d'adaptation. En étendant sa sphère d'influence à de nouvelles régions du monde, aux nouvelles dimensions des besoins, en déqualifiant les travailleurs, en multipliant les consommations factices, en exploitant les ressources naturelles à bas prix, en se servant du chômage comme d'une arme absolue, en concentrant les pôles de décisions, le capitalisme multinational fait de la crise une source de profit, de la science un outil de pouvoir, du progrès un mode d'exploitation. Le Parti socialiste se fait une autre idée des hommes et des choses. »

LE CONGRÈS DES HÉRITIERS

MODERNE, SPORTIF, CHARMEUR, ROCARDIEN

par Alain Rollat

« Les citoyens ne veulent plus être enfermés dans des partis », *dit Michel Hervé, industriel, maire de Parthenay (Deux-Sèvres) et créateur du premier des clubs qui vont faire fructifier les idées du maire de Conflans-Sainte-Honorine. Pour lutter contre « la crise de l'imagination ».*

CE rocardien-là est un magnifique spécimen de *« la France qui gagne »* si chère au cœur de M. François Mitterrand. Il gagne en affaires : Michel Hervé est chef d'industrie. Spécialiste de la climatisation, le groupe Hervé Thermique, qu'il préside, emploie six cents salariés et réalisera, en 1985, un chiffre d'affaires de l'ordre de 300 millions de francs.

Il gagne en politique : maire de Parthenay (Deux-Sèvres) depuis 1979, il a été réélu au premier tour, en mars 1983, en recueillant 56,78 % des suffrages exprimés.

Il gagne, tout simplement, à être connu. Pas seulement parce que, avec ses quarante ans, ses yeux clairs, ses cheveux poivre et sel, son menton carré, il possède le « look » du jeune industriel moderne, charmeur, sportif, performant, etc., tel que le fantasment les agences de marketing politique... Mais surtout parce que Michel Hervé met beaucoup d'ardeur à vivre son socialisme au quotidien.

Dans son entreprise, il affirme s'en tenir à deux règles : décentralisation et autonomie. Les augmentations annuelles de salaires sont négociées, par exemple, entre les cadres et les salariés de l'entreprise. Lui, il ne s'en mêle pas, et *« ça marche »*. En six ans, son arbitrage n'a été sollicité qu'une seule fois, en 1982. *« Le chef d'entreprise doit avoir*, selon lui, *un rôle de synthétiseur des initiatives venant de la base. »*

Dans sa commune, l'une de ses préoccupations essentielles est de développer la vie associative. A contre-courant de l'individualisme ambiant. Venu au PS en 1971, lors du congrès d'Epinay, par le canal d'un club d'études socialistes, le maire de Parthenay aime multiplier les structures pour favoriser les échanges professionnels, culturels et *« les prises de responsabilités individuelles »*. Il a créé un club de chefs d'entreprise, un Institut financier de développement régional, un Club de créateurs, et — avant que le gouvernement de M. Pierre Mauroy n'institutionnalise la même formule — un comité local pour l'emploi associant l'administration, les employeurs et les syndicats ouvriers.

« Ce que je regrette, explique-t-il volontiers, *c'est que la plupart de mes camarades chefs d'entreprise n'aient qu'une vision industrielle de l'économie. Je ne suis pas un libéral, au sens étroit du terme, en ce sens que, pour moi, il est nécessaire que l'entreprise s'inscrive dans une vision globale de la société, prise en charge par l'Etat. La culture est un élément-clé de l'économie. Le marché sans la culture, comme la modernisation technologique sans l'innovation sociale, c'est un peu la science sans la conscience. Je suis un adepte de l'économie de marché, mais pour moi l'innovation sociale est une condition primordiale de la modernisation. »* Voilà pourquoi Michel Hervé se sent plus proche d'un Michel Rocard que d'un Laurent Fabius, qu'il trouve un peu sec quand il parle de modernisation.

C'est l'archétype du rocardien. Logique, par conséquent, qu'il se situe, aujourd'hui, à l'avant-garde du projet qui consiste à installer en France un réseau de clubs partageant les convictions de l'ancien ministre de l'agriculture.

Cap 21

« Nous avons besoin de lieux de réflexion qui ne peuvent pas se limiter aux seuls partis politiques, disait Michel Rocard, le 1er mai, devant « Le grand jury RTL-*le Monde* ». *C'est une nécessité. Il vaudrait mieux que ces lieux de réflexion permettent à tout le monde de se rencontrer et ne constituent pas des bastilles où chacun est dans son coin pour ne pas parler avec l'autre, sinon par polémique publique. »*

Michel Hervé a reçu le message 5 sur 5. Il milite en ce sens depuis si longtemps ! Depuis, il surenchérit : *« C'est vrai, le parti ne suffit plus. Dans notre société, la spécialisation à outrance fait de l'homme un acteur dans un domaine très limité, mais cet acteur se mue ensuite en consommateur passif dans tous les autres domaines de la vie, devient spectateur du travail d'acteur fait par les autres. Nous voulons favoriser l'autoconsommation. La collectivité doit développer l'échange. On ne peut pas se passer des partis mais ceux-ci sont insuffisants, ils ne répondent plus aux aspirations des citoyens, qui ne veulent plus être enfermés. »*

Michel Hervé s'est immédiatement porté volontaire pour lancer le mouvement, en position d'éclaireur. Sans faire trop de tapage, afin que les rocardiens ne soient pas accusés par les mitterrandistes de tenter une « opération » de déstabilisation avant le congrès de Toulouse, mais sans attendre ce congrès pour ne pas perdre de temps. L'« expérience-pilote » aura donc lieu à Parthenay. Ce sera le mouvement Cap 21, dont le slogan dira : *« Le vingt et unième siècle se gagne aujourd'hui. »*

La création de cette association a déjà fait l'objet d'une annonce locale : la réunion constitutive se tiendra le 26 octobre. Cap 21 s'adressera aux chefs d'entreprise, aux cadres, aux syndicalistes, aux agriculteurs, en leur proposant de *« lutter »*, tous ensemble, au-delà des clivages politiques, *« contre l'enfermement »*, pour essayer de *« combler le décalage entre la société civile et les formes institutionnelles traditionnelles »*. Il s'agira, si possible, de renouer avec un slogan soixante-huitard : *« L'imagination au pouvoir »*.

« La crise que nous vivons est aussi une crise de l'imagination », souligne en effet Michel Hervé. D'abord, il s'agira d'innover dans le fonctionnement du mouvement. Pour M. Hervé, qui pense qu'*« on ne crée rien de nouveau dans une structure déjà existante »*, il sera sans doute utile de concevoir des structures démultipliées afin de *« décloisonner au maximum »*.

Toutefois, en bon pragmatique, le maire de Parthenay s'interdit de privilégier tel ou tel schéma : *« Dans la phase expérimentale, il ne faut pas avoir d'*a priori. *Mon modèle, c'est celui des pays en voie de développement, où, justement, la plupart des initiatives sur le terrain visent à transformer les hommes, de spectateurs, en acteurs. Nous vivons dans une société de plus en plus réductrice. Pour en sortir, il convient de valoriser la diversité.*

» L'existence de partis traditionnels, hiérarchisés, correspondait à une analyse politique qui inspirait une politique dite des masses. Aujourd'hui, personne ne parle plus des masses. Désormais, la politique de masse se fera par des réseaux, des apports successifs. Voilà pourquoi Michel Rocard doit à la fois rester à l'intérieur du parti et agir en dehors, car il faut dès à présent concevoir les mouvements politiques de l'avenir... » Ce rocardien-là a vraiment la foi du missionnaire. ■


NICOLAS GUILBERT

La France qui veut gagner.

SOCIALISTE, PAS ORTHODOXE

par Jean-Yves Lhomeau

Claude Allègre, quarante-huit ans, scientifique mondialement reconnu, ami de Lionel Jospin, joue auprès du premier secrétaire du Parti socialiste un rôle discret mais privilégié. Ce « socialiste d'esprit » lui apporte son recul de jugement, sa qualité d'invention et d'imagination.

S'IL était d'une génération plus ancienne, Claude Allègre serait sans doute du genre à aller taper le carton au bistrot pendant que les femmes sont à la messe. Là, au moins, il n'y a pas que le patron qui trinque, on peut parler tout à son aise et nul ne vous contraint à subir un sermon.

Or, pour Claude Allègre, un congrès socialiste, c'est pis qu'une messe. C'est la grand-messe ! Quelques « derviches » et « grands prêtres » célèbrent entre eux la cérémonie. Sans parler du « pape », dont le poids des pensées élyséennes supporte la distance.

Claude Allègre, pourtant, adhérent du Parti socialiste depuis 1973, militant épisodique — il paie ses cotisations et participe à une réunion de section par-ci par-là, sans trop, — ira au congrès de Toulouse. Il faut qu'il y soit poussé par quelque motivation bien impérieuse.

L'impérieux, c'est Jospin. Car Claude Allègre s'est pris d'entrain pour la politique depuis qu'il a renoué des liens étroits avec son vieux « copain » des années 1958-1959, rencontré à la résidence universitaire d'Antony et qu'il avait, peu à peu, perdu de vue.

Ces deux-là militaient à l'époque, l'un, Jospin, à l'UGS (Union de la gauche socialiste), l'autre, Allègre, au PSA (Parti socialiste autonome), de concert contre la guerre d'Algérie puis ensemble au sein de la même formation, le PSU, très brièvement.

Une vingtaine d'années plus tard, quand l'un est devenu premier secrétaire du premier parti de France, l'autre était déjà entré dans le club des internationaux de la science, professeur à Paris-VII (géochimie, spécialité qu'il a créée en France), directeur de l'Institut de physique du globe et, depuis peu, membre de l'Académie des sciences des Etats-Unis.

Là, dans la science, se situe pour Claude Allègre le cœur de la vie. A la faculté de Jussieu, étalée sur quatre étages de la tour 14, elle est matérialisée en appareillages complexes auxquels on ne comprend goutte, sinon — mais, certainement, *c'est l'essentiel* — qu'ils ont été capables d'analyser la structure des pierres de lune et que rien de ce qui forme, explique et agite la Terre ne pourra, un jour ou l'autre, leur échapper.

La politique, c'est en plus, mais c'est aussi, toute la vie, tout ce qui bouge, la société, l'économie, les entreprises. Voilà pourquoi, sans doute, Claude Allègre n'a jamais voué une passion particulière aux hommes politiques et à ce qu'ils drainent de blocages institutionnels, de langage convenu et d'obligatoires manœuvres d'appareils figés.

Il est socialiste de naissance, issu d'un croisement de la tradition radicale de l'Hérault — né le 31 mars 1937 à Paris, il a été élevé pendant la guerre chez ses grands-parents *« patriotes et républicains »* — et de celle des enthousiasmes communistes de la Libération : son père a été à l'époque conseiller municipal PCF de Champigny-sur-Marne avant d'être exclu très vite de son parti. Son engagement étudiant, aux franges de l'extrême gauche, n'a pas résisté à l'usure du militantisme groupusculaire et aux repoussoirs des grands corps partisans constitués. Pendant quinze années, jusqu'à l'adhésion au PS, il a observé, de loin, l'œil critique, allumé parfois, Pierre Mendès France et François Mitterrand. Ni l'un ni l'autre n'étaient tout à fait son genre de beauté.

Du jour et de la nuit

« C'est un socialiste d'esprit, mais qui n'est pas engagé à l'excès dans nos affaires », observe Lionel Jospin. Le premier secrétaire y trouve son compte, la liberté et la brutalité de parole, la distance du jugement, le socialisme par les chemins de traverse aux mille surprises, les idées provocatrices, l'idéal qui bouscule le réel, la créativité, le goût et la qualité de l'invention.


D. BOUDINET

Claude Allègre.

L'admiration est réciproque, l'irritation aussi. Allègre irrite Jospin parce qu'il lui met le nez dans les cordes de l'action politique. Jospin hérisse Allègre parce qu'il *hésite à briser un tant soit peu les* règles d'un jeu obscur, frustrant, orthodoxe à l'ennui, dont il a hérité en même temps que du Parti socialiste.

Le militantisme, dit Claude Allègre, *« c'est un sport de jeune homme »*. Il considère qu'il a passé l'âge et préfère, dans l'ombre aussi, le rôle non pas de *« conseiller »*, un peu pompeux, mais d'interlocuteur du jour et de la nuit, voire de confident, entre chien et loup.

A qui ressemble cet équipage ? Mitterrand-Attali ? D'un peu loin, la piété filiale en moins, le rire cascade en plus. *« Il m'a un peu ouvert l'accès à de grands chercheurs et scientifiques*, dit Lionel Jospin. *Pour qui s'intéresse à la modernité du socialisme, cela apporte formidablement. Rigoureux par formation, il est inventif, créateur. Mais il n'est pas tenté par le gadget, ni par l'idée brillante pour le plaisir de l'idée brillante. »*

Il est tenté, en tout cas, de tirer à vue sur tous les Platon de la politique, tous les idéologues qui affirment que l'observation des faits est défaillante dès lors qu'elle ne confirme pas une théorie préétablie. Pour lui, le socialisme se résume à *« quelques bases morales »* à partir desquelles il convient d'inventer. Il a de l'espace devant lui. ■

ROSEVILLE

par Michel Castaing

Toulouse, îlot d'opposition dans une région acquise à la gauche, a joué le jeu de l'hospitalité. Services municipaux et militants socialistes ont préparé la venue des 2 000 congressistes, 1 500 observateurs français et étrangers et 500 journalistes conviés aux débats du parti au pouvoir.

IL y avait presque trente ans que les socialistes toulousains n'avaient pas organisé le congrès national de leur parti. Avant ce week-end, en effet, il fallait remonter à 1956 pour noter pareil événement, dans une cité pourtant surnommée la « ville rose »...

Les dirigeants locaux du PS étaient candidats depuis le congrès de Nantes, en 1977, où, sous l'influence d'Alain Savary, qui était alors l'« homme fort » du département, la fédération de la Haute-Garonne basculait, lors du vote des motions, du camp B (Mauroy) dans le camp A (Mitterrand).

Huit ans de fidélité mitterrandiste valaient bien une grand-messe socialiste. Et c'est sans trop hésiter que, le 27 février dernier, le bureau exécutif du PS choisissait la capitale de la région Midi-Pyrénées. Lionel Jospin faisait valoir qu'il était grand temps pour son parti de se lancer à la reconquête des villes tenues par l'opposition. Car, on le sait, si la gauche non communiste a la mainmise sur la « campagne » (conseil régional, conseil général, multiples communes), Toulouse-la-rose-au-poing est, par la « faute » de la famille Baudis, père puis fils, nettement minoritaire dans la cité des violettes.

D'autres arguments plaidaient, pour ne pas dire militaient, en faveur de la quatrième ville de France, et notamment ses capacités d'accueil : un immense parc des expositions, d'une superficie de 9 ha (dont un vaste palais des congrès, 3 500 m² de hall et 6 000 places de parking), largement capable de recevoir les 5 000 participants (1) de ce week-end, et une restauration à la hauteur des grandes « invasions ». Point gris cependant : une hôtellerie quantitativement un peu juste, avec seulement 4000 chambres *intra-muros*.

La Haute-Garonne a été, avec ses 4 500 adhérents, la quatrième fédération départementale du PS, derrière celles des Bouches-du-Rhône, du Nord et du Pas-de-Calais.

La mobilisation a été telle que le premier secrétaire de la fédération lui-même, Tony Briançon, s'en est déclaré *« étonné »*. A l'aube du lundi 7, les quatre halls du Palais des expositions étaient rigoureusement nus. Vendredi, tribunes, gradins, revêtements de sol, cabines et lignes téléphoniques, restaurants, tout était prêt.

Certes, les commandes en matériels avaient été passées depuis longtemps, ainsi que les accords nécessaires avec les différentes parties prenantes. Et quelque 400 militants locaux – pour moitié affectés ensuite au service d'ordre – avaient préparé le terrain.

Durant quatre jours et quatre nuits, trois cents ouvriers appartenant à tous les corps de métier se sont relayés par équipes, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Pour la grosse entreprise Polygone, qui, en liaison avec un groupement d'intérêt économique, travaille habituellement pour le Parc des expositions, ça n'a été ni plus ni moins qu'un coup de surchauffe.

Michel Teychenné, secrétaire fédéral plus particulièrement chargé de l'intendance, s'est fait quelques soucis pour héberger tout son monde, en raison des capacités d'accueil relativement limitées de l'hôtellerie. Il n'a pu retenir « que » 2 800 chambres de l'agglomération toulousaine, et il a fallu loger des participants jusqu'à Montauban (une demi-heure, il est vrai, par la route).

Heureusement, *« tout le monde a joué le jeu »*, se plaisaient à dire Tony Briançon et ses amis, à commencer par l'agence Promo-Toulouse, spécialisée dans les problèmes de restauration et d'hôtellerie et présidée par Michel Valdiguié, adjoint (CDS) au maire. Car il convenait de servir pendant ces trois jours quelque quatre mille repas chaque midi. *« Toulouse est une ville de congrès,* nous dit Dominique Baudis, *et elle reçoit celui du Parti socialiste comme elle accueille telle ou telle manifestation. »*

Baudis en colère

Sur un autre chapitre, le jeune maire (apparenté UDF) formule quelques griefs : *« Il est de tradition,* souligne-t-il, *qu'à chaque congrès une délégation soit reçue à l'hôtel de ville. Or les ministres socialistes m'ont fait savoir qu'ils déclineraient l'invitation. J'aurais pourtant aimé m'entretenir avec eux de tel ou tel dossier. J'ai déjà invité trois fois M. Fabius. En vain. Dans ses réponses, M. Fabius m'assurait pourtant que, la prochaine fois qu'il se rendrait à Toulouse, il ne manquerait pas de... Cette fois, je n'ai pas lancé d'invitation officielle, je ne voulais pas essuyer un nouveau refus. »*

Côté socialiste, on rétorque que les ministres présents au congrès l'étaient en tant que militants, c'est-à-dire à titre privé. Et l'on ajoute que l'on ne souhaitait pas voir l'hôte du Capitole tirer un « bénéfice politique » du congrès national du PS... *« Que ce congrès,* précise-t-on, *ait des retombées positives pour la ville – tous les médias parlent de Toulouse pendant trois jours, – d'accord, mais ça s'arrête là. »*

Les dossiers de la sécurité et de la santé ont d'autre part été soigneusement préparés : *« Nous avons préféré,* précisent les organisateurs, *renforcer notre propre service d'ordre plutôt que de faire massivement appel aux forces de police. Nous n'avons pas voulu que Toulouse apparaisse durant tout ce week-end comme une ville en état de siège. »* La « protection » de 120 délégations étrangères, dont l'URSS, la Chine, des pays d'Amérique latine et d'Afrique, a particulièrement préoccupé les responsables.

Combien ? Combien a coûté ce congrès ? Impossible de le savoir. *« Nous avons peut-être tort,* s'excuse Guy Farré, délégué général à l'administration du Parti socialiste, *mais nous ne rendons jamais publics ce genre de chiffres »*. Tout juste consent-il à dire que la sonorisation du Parc des expositions a coûté 100 000 F. Mais c'est une goutte d'eau...

Schématiquement, les choses se passent ainsi lors d'un congrès national. Paris finance l'infrastructure (locaux et aménagement des lieux de réunion). Les frais de transport, d'hébergement et de restauration sont pris en charge par les fédérations et les congressistes eux-mêmes. La fédération de la Haute-Garonne a, quant à elle, offert vendredi soir une soirée culturelle (trois programmes et lieux différents) aux participants et à la population toulousaine.

Lors du congrès de Bourg-en-Bresse par exemple, cette même fédération, indique Tony Briançon, a assuré le logement et la nourriture de ses délégués, ceux-ci assumant les coûts du transport. A Toulouse, le PS est rentré à moitié dans ses frais. La location de 37 stands à des entreprises industrielles – travaillant pour la plupart avec des collectivités territoriales – lui a assuré en effet 50 % de ses dépenses d'infrastructure. ■

(1) Un peu plus de 2 000 congressistes et environ 1 500 auditeurs (dont des délégations de partis de gauche et de syndicats français et étrangers), quelque 500 journalistes et des participants « divers » : service d'ordre, personnel des stands, membres de l'organisation.

LE CONGRÈS DES HÉRITIERS

TOULOUSE VINGT ANS APRÈS CLICHY



LA «VIEILLE MAISON»

Juin 1965 : au 45e congrès de la SFIO à Clichy, Guy Mollet et Gaston Defferre s'affrontent sur l'avenir des socialistes. La rupture est évitée au prix des ambiguïtés chères à la «Vieille Maison», mais le projet de création d'une Fédération démocrate socialiste, ouverte notamment vers les radicaux et le MRP, échoue. C'est un revers pour le maire de Marseille. Il provoque de multiples remous et engendre de vives déceptions, surtout dans les clubs et chez les intellectuels de gauche. AFP



PRINTEMPS D'UN PARTI

Juin 1971 : le nouveau Parti socialiste naît au congrès d'Epinay-sur-Seine. Appuyé notamment par Pierre Mauroy et Gaston Defferre, François Mitterrand réussit son offre publique d'achat et s'assure une majorité contre l'appareil de l'ex-SFIO. Il apparaît comme le leader d'une formation plus nettement orientée à gauche. AFP



L'AUTOGESTIONNAIRE

Novembre 1973 : animateur du Parti socialiste unifié (PSU), Michel Rocard veut rassembler les socialistes autogestionnaires, mais n'en continue pas moins de rejeter le programme commun de gouvernement de la gauche et de réclamer « un programme de gouvernement offensif favorisant les conditions d'une transition au socialisme ». Il propose toutefois aux syndicats et aux autres partis de gauche un « pacte d'unité d'action anticapitaliste ». P. LEBRUN



ÇA CHAUFFE A METZ

Avril 1979 : au congrès de Metz, c'est le divorce entre François Mitterrand et Michel Rocard, qui se retrouve minoritaire en compagnie de Pierre Mauroy. Au nom des mitterrandistes, Laurent Fabius sonne la charge contre l'ancien leader du PSU : « *Entre le Plan et le marché, Michel Rocard, il y a le socialisme !* » Le débat sur les « deux cultures », ouvert au congrès de Nantes, bat son plein. C'est le temps de la marginalisation qui commence pour Michel Rocard, tandis que François Mitterrand a besoin du renfort du CERES de Jean-Pierre Chevènement pour s'assurer la majorité au sein du parti.
Rédigé par Jean-Pierre Chevènement, mais revu et corrigé par François Mitterrand, notamment au chapitre des relations Est-Ouest, le « projet socialiste » sera adopté, en mars 1980, à la quasi-unanimité. AFP



P. LEBRUN

ROCARD PREND SA CARTE

Octobre 1974 : mis en minorité au sein du PSU, Michel Rocard s'apprête à rallier le PS. Il participe aux Assises nationales du socialisme, ouvertes aux différents courants de la gauche non communiste, au lendemain de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Les communistes, deux ans après la signature du programme commun, vont prendre ombrage de cette possible complicité.

UN PEU D'HISTOIRES

(Suite de la page III.)

Pendant ce temps, Pierre Mauroy a multiplié les conciliabules avec Edmond Maire et Michel Rocard. Sujet : comment greffer le courant « autogestionnaire » sur le Parti socialiste ? L'opération irrite : Poperen parle de « Rocard d'Estaing », le CERES grogne, mais se tiennent cependant des assises pour le socialisme où se retrouvent militants du PS, rocardiens du PSU et une troisième composante, essentiellement animée par l'appareil de la CFDT. Mitterrand donne sa bénédiction : il ne lui déplaît pas de voir se lever une nouvelle turbulence qui puisse faire contrepoids à l'agitation des jeunes gens du CERES.

Au congrès de Pau, en 1975, l'insertion de Rocard dans la majorité coïncide avec l'éviction du CERES, accusé de « *vouloir constituer un faux parti communiste avec de vrais petits-bourgeois* » et qui culmine alors à 25,5 %. Mais Rocard ne rentre pas pour autant au secrétariat du parti. Mitterrand tient à ce que ce nouveau venu emprunte la petite porte.

L'union est un orage

Le congrès de Nantes, en 1977, a comme arrière-fond les premiers orages qui viennent zébrer le ciel de l'union de la gauche. A travers la demande de réactualisation du programme commun, le PCF amorce en effet le processus qui conduira à la rupture. A l'intérieur du PS, les réactions sont diversifiées. Maintenant que le PS apparaît comme la première force électorale de l'union de la gauche, Mitterrand ne craint pas trop que se distendent ses liens avec un PCF toujours un peu compromettant. Désaccord maintenu, donc, avec le CERES, qui, lui, s'inquiète de la dérive. Ce serait une grave erreur, dit-il, « *de vouloir édulcorer notre programme pour rassurer* ».

Quant à Rocard, toujours partie prenante de la coalition majoritaire, il choisit d'affiner son profil, par l'intermédiaire d'un discours-programme sur les « deux cultures » qui cohabitent au sein de la gauche. La première est : « *jacobine, centralisatrice, nationaliste et protectionniste* ». La deuxième, c'est : « *le dépérissement de l'Etat, la société associative, l'organisation de la production sur la base de l'autodétermination des travailleurs* ».

C'est cette dernière qu'il importe de redécouvrir « *contre Lassalle, Lénine et Guesde* ». L'interpellation concerne évidemment le CERES. Mais ne concerne-t-elle que lui ? Le coup d'envoi est ainsi donné pour les prochains débats.

La coalition de Nantes se disloque au lendemain des élections législatives de 1978. Nécessité de la « régulation par le marché », refus d'une alliance programmatique avec le PCF. Rocard peu à peu se démarque. Le 23 septembre, il annonce que, si ses thèses l'emportent, il sera candidat à la présidence, et Mauroy premier secrétaire.

Car Mauroy aussi fait sécession. Au sentiment que la stratégie d'Epinay est dans l'impasse s'ajoute la lassitude de voir ses prérogatives – il est officiellement le numéro deux du parti – bousculées par les structures informelles qui bouillonnent autour du premier secrétaire. En septembre, il écrit qu'il y a au Parti socialiste « *une atmosphère de fin de règne* ».

Le plus étonnant à ce congrès de Metz, c'est l'extraordinaire gauchissement du langage mitterrandiste. Sur la rigueur économique : « *Les prétendues lois économiques de la droite ne sont que les vieilles recettes de l'exploitation de l'homme par l'homme.* » Sur la rupture : « *Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer, mais de le remplacer par le socialisme (...). Personne ne croit au grand soir ? Ce n'est pas une raison suffisante pour renvoyer le socialisme aux calendes grecques.* »

Le parti du 10 mai

Mauroy a beau appeler à surmonter « *le vieux et permanent débat entre les héritiers de Jaurès et ceux de Guesde* », le langage employé trace les contours d'une nouvelle coalition majoritaire : arithmétiquement et politiquement, l'alliance avec le CERES redevient nécessaire. Cette coalition, celle du « tenir bon », même après le retrait de la candidature de Michel Rocard, la campagne de l'élection présidentielle. C'est elle qui, le soir du 10 mai, a le sentiment qu'elle a conduit les socialistes à la victoire.

Le nouveau premier secrétaire est un « sabra », Lionel Jospin, mais Pierre Mauroy est premier ministre, Rocard et Chevènement sont au gouvernement. Tout conduit à ce que le congrès de l'après-mai, à Valence, soit un congrès d'unanimité ; il le sera.

Malgré les apparences – les diatribes sur les « coupeurs de tête », – ce congrès ne marque aucune radicalisation, bien au contraire. Loin de reprendre le thème de la rupture, la résolution présentée en commun par les mitterrandistes, le CERES et les amis de Pierre Mauroy précise : « *Puisque nous avons choisi de transformer graduellement ce système économique, cela veut dire que nous allons chercher une situation de compromis.* »

Rocard n'a alors aucune peine à expliquer que, puisque l'on ne

هكذا من الأصل

LE CONGRÈS DES HÉRITIERS



P. LEBRUN/VIVA

ADOUBEMENT DE JOSPIN
Janvier 1981 : congrès extraordinaire à Créteil. Désigné comme candidat des socialistes à l'élection présidentielle après que Michel Rocard eut renoncé à des « primaires » à l'intérieur du parti, François Mitterrand désigne Lionel Jospin pour lui succéder. Quant à Michel Rocard, dit-il, *« il sera en charge de l'avenir »*.



M. BARET/RUSH

VALENCE, HÉLAS !
Octobre 1981 : le congrès de Valence produit dans l'opinion un effet désastreux. *« Nous avons été grisés »*, dira plus tard François Mitterrand pour rendre compte du triomphalisme ambiant. Certains ténors — Louis Mermaz, Paul Quilès, Jean Poperen — n'ont pas su maîtriser la plus belle victoire politique jamais remportée par la gauche : ils donnent l'image du sectarisme en promettant de « couper » les têtes de hauts fonctionnaires réfractaires. Plus tard, Lionel Jospin se reprochera de n'avoir pas su contrôler son premier congrès.



P. LEBRUN/VIVA

MAUROY EN DÉTRESSE
Octobre 1983 : au congrès de Bourg-en-Bresse, les problèmes d'appareil prennent le pas sur le changement qu'est en train d'opérer le gouvernement. Préoccupée par les rapports de force à l'intérieur du parti, la direction réduit d'office, sur le tapis vert, la représentation des amis de Michel Rocard. Les congressistes, eux, paraissent préférer se replier sur des certitudes que pourtant la politique de Pierre Mauroy ébranle fortement. Pour tenter de les rassurer et de leur faire avaliser la rigueur, le premier ministre leur promet une loi sur l'école et une loi sur la presse.



P. LEBRUN

STARTING-BLOCKS POUR FABIUS
Juin 1984 : Lionel Jospin conduit la campagne des socialistes aux élections européennes. C'est pour lui un banc d'essai réussi en termes d'image personnelle si l'on tient compte des conditions politiques désastreuses qui entourent cette campagne : une semaine avant le vote, le gigantesque défilé de la place de la Bastille pour l'école privée ébranle le pouvoir. Mais déjà Laurent Fabius se prépare à succéder à Pierre Mauroy.

P. LEBRUN

LA VICTOIRE EN TRINQUANT
Septembre 1985 : Jean Glavany, chef du cabinet du président de la République, organise à Issy-les-Moulineaux le « banquet des mille » qui doit donner le départ de la campagne des socialistes dans la course aux élections législatives de mars 1986. Ce sera en fait le banquet de la réconciliation publique entre Laurent Fabius et Lionel Jospin. Au début de l'été en effet, le premier secrétaire du PS avait mis son mandat en jeu pour obtenir du premier ministre un partage des rôles, afin d'éviter que le parti ne soit une simple annexe de Matignon.

parle plus de « rupture », mais de compromis, c'est par accord sur le fond, et non par souci tactique, qu'il vote la résolution.

Entre Valence et Bourg-en-Bresse, la situation bouge peu. Tout au plus Delors et la politique d'austérité agacent-ils un peu le CERES, agacement qui se traduit par le dépôt d'une motion séparée, vite résorbée dans la synthèse finale. Et le silence dans lequel s'enferme Michel Rocard provoque par ailleurs une petite dissidence « néo-rocardienne ». Mais, à nouveau, Bourg-en-Bresse est pour l'essentiel un congrès d'unanimité.

Nouvelles marques

A l'approche des échéances de 1986, Rocard rompt le silence. Les thèmes qu'il reprend — alliances, place du PS dans la vie politique française — sont voisins de ceux qui sous-tendaient la polémique Jospin-Fabius d'avant l'été : faut-il maintenir le Parti socialiste comme parti indépendant, composante essentielle du mouvement ouvrier, ou faut-il le transformer en un « parti démocrate » à l'américaine, intégrant en son sein le centre gauche, et n'ayant de fonction qu'en référence aux échéances présidentielles ?

Au-delà de Rocard, ce débat est porté au sein même des mitterrandistes par le groupe dit des « transcourants », dont on murmure que Laurent Fabius ne les déteste point. Les formules employées ne sont d'ailleurs pas sans rappeler les déclarations de Gaston Defferre à l'époque de la grande fédération : « [Le PS] *doit au contraire être en mesure d'exprimer le mouvement de la société dans toute sa variété et pas seulement épouser les revendications de certains groupes sociaux ou catégories professionnelles (...). Cela signifie un effacement idéologique au profit de la prise en compte de valeurs et de composantes sociales multiples (...). A cette condition, le PS peut (...) couvrir un espace politique allant du centre gauche aux mouvements alternatifs.* »

Jean Poperen observe, à juste titre, qu'il serait « *dangereusement simple de ramener au seul phénomène Rocard le problème devant lequel se trouve désormais placé le PS* ». C'est que les débats à venir n'opposeront sans doute pas les seuls « courants » existant aujourd'hui, mais qu'ils traverseront vraisemblablement la nébuleuse mitterrandiste.

JACQUES KERGOAT.

NOUVELLE

FRUITS DE MER

par Danièle Sallenave

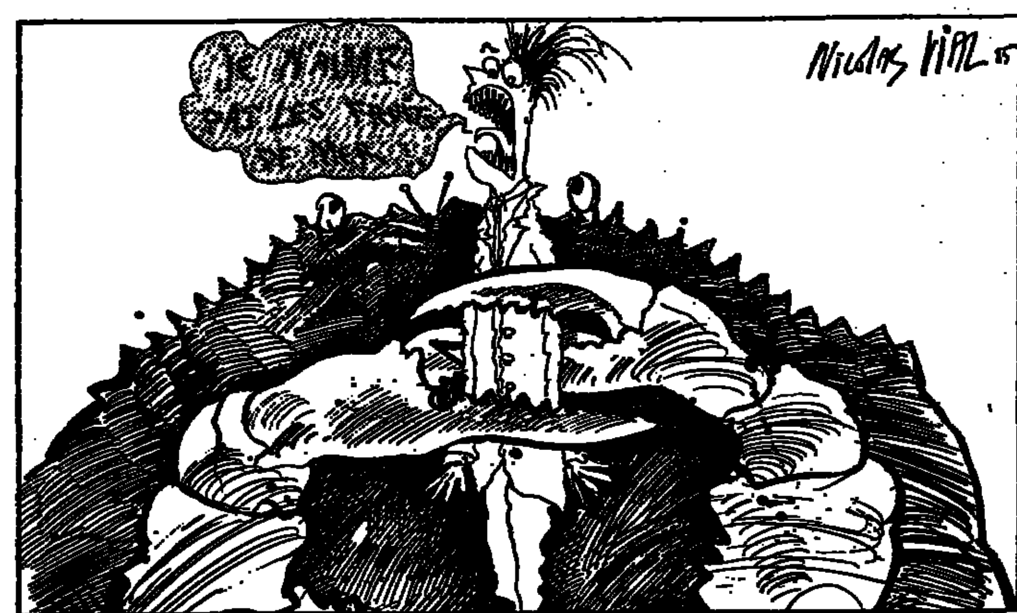
IL achevait précisément de décoller un dernier lambeau de papier, gras, noirci par d'innombrables cuisines, lorsque le téléphone sonna. Jean resta un moment au milieu de la cuisine, indécis, essayant de détacher de sa main un morceau rebelle et, en allant décrocher, il heurta violemment du pied le bas du frigidaire. Une douleur fulgurante lui fit passer de courtes flammes dans les yeux. *« Allô ! »*, dit-il sans amabilité. De là où il était, le désastre de la cuisine lui apparut : les étagères démontées, les appareils ménagers posés à même le sol, une brèche dans le mur, par où il apercevait un coin inattendu de la cour. Comme après un bombardement, pensa-t-il, c'est Beyrouth dans ma cuisine.

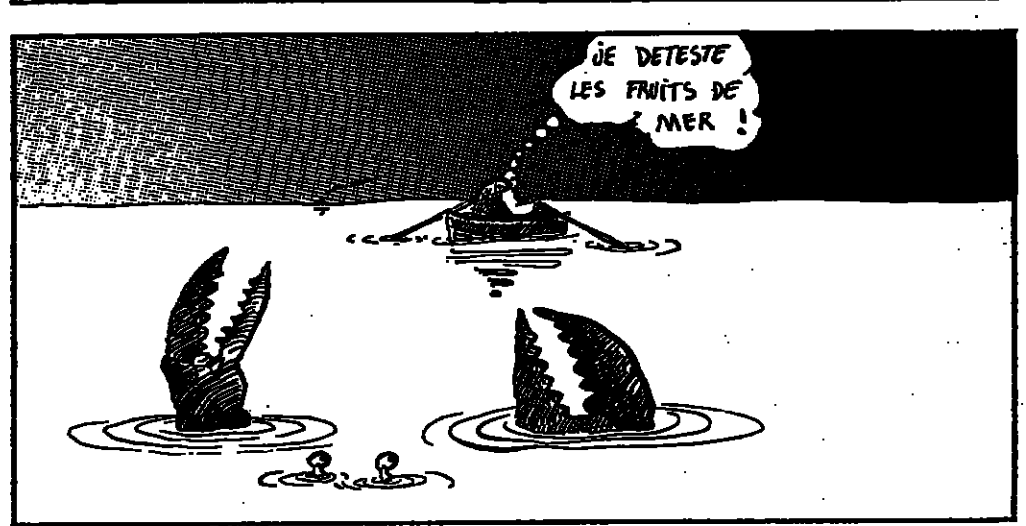
« Allô ! », répéta-t-il un peu plus fort. *« Ah, ça alors ! tu es là ! »* Son interlocuteur avait l'air stupéfait. *« Comme tu vois »*, dit-il sobrement. Il avait reconnu la voix. Pourquoi l'appelait-il en plein mois d'août ? Aussi, pourquoi est-ce que j'ai décroché ? *« J'ai appelé deux ou trois fois hier*, poursuivait l'autre. *Sans grande conviction. » « J'étais au BHV »*, a dit Jean. *« Où çà ? Voilà ce qui m'amène. Au fait, tu as passé de bonnes vacances ? » « Pas mauvaises*, dit Jean. *Et toi ? » « Du beau temps dans l'ensemble*, dit Christian. *Voilà. Tu sais que Benjamin Greene vient à Paris en septembre. » « Première nouvelle »*, dit Jean. *« Il est en ce moment aux Seychelles* (Aux Seychelles ! Tiens donc ! pensa Jean. Aux Seychelles !) *et il repassera par Paris pour la sortie de son livre. »*

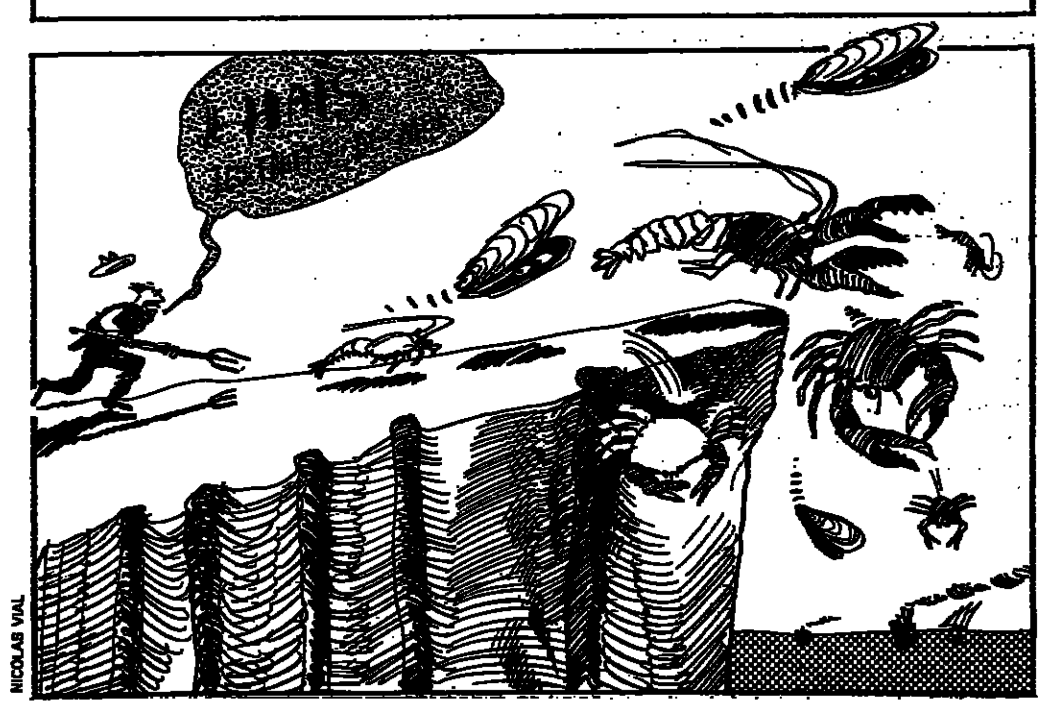
Jean n'écoutait plus, un élancement au pied avait failli lui arracher un gémissement. Tirant sur le fil, il essaya de se rapprocher du canapé mais, après avoir regardé ses jeans maculés, il resta debout. Le désordre qui l'entourait lui fit une impression désagréable ; deux verres sales derrière un fauteuil, une pile de vieux numéros du *Monde*, des chaussettes de tennis entre deux coussins. Près de la bibliothèque, le frigidaire, qu'il avait tiré là pour libérer la cuisine, montrait sur le devant, en pleine lumière, de vilaines traces de doigts.

« Ah bon, dit-il. *Ça n'a pas l'air de t'intéresser beaucoup*, dit Christian. *« Tu sais tout de même que nous sortons un livre de lui à la rentrée ? » « Vaguement »*, dit Jean. *« Ne sois pas amer, s'il n'y avait eu que moi... De toute façon, tu n'étais pas libre, et c'était pressé. »* (Pas libre ? qui, moi ?) *« C'est tout à fait par hasard si j'ai dû faire appel à Marti. » « Au fait*, dit Jean, *comment il va ? » « Bien, très bien, il vient d'acheter une baraque en Ardèche.* (Avec quoi ? pensa Jean.) *Sans eau, naturellement, sans électricité, évidemment sans téléphone. Tu le connais. » « Pas tant que toi »*, dit Jean. (Et sa fichue machine à traitement de textes ? pensa-t-il. Il m'a assez cassé les pieds avec, la dernière fois que je l'ai vu.) *« Et sa machine à traitement de textes ?* dit-il, *il la branche sur une éolienne ? » « Je n'en sais rien*, dit Christian, *mais tu sais, sa traduction est très bonne, très, très bonne. Et en plus, c'est un livre superbe. » « Je n'en doute pas*, dit Jean, *mais j'en ai soupé des livres superbes de Benjamin Greene, de ses ratiocinations interminables, de cette façon lassante de tourner en rond et de revenir constamment sur soi. »* (Dans quoi je m'embarque ? pensa-t-il) Christian avait une voix agacée : *« C'est possible*, dit-il. *Mais je t'assure, cette fois, le résultat est surprenant, exceptionnel. Une entente avec le monde, quelque chose de... de... » « De cosmique*, dit Jean, *de bouddhique. » « Tu ris, mais c'est exactement comme ça que je l'appelle : le Bouddhiste du Bronx. » « Il vit à New-York ?* dit Jean. *Je croyais qu'il avait une maison dans le Vermont. »* (Moi, je ne dis pas « une baraque », pensa-t-il.) *« Oui*, dit Christian, *il peut se permettre d'avoir les deux. Mais il continue de vivre une partie de l'année à New-York, il est né là, dans le Bronx, d'une famille d'immigrants. » « Oh*, dit Jean, *je sais tout cela, il ne parle jamais d'autre chose. »* (Quelle saleté partout, pensait-il en regardant la pièce, quelle poussière.)

Il n'en pouvait plus d'être debout, il se décida finalement à poser une fesse sur le bras du canapé. (Et le type du dessus, il n'est pas en vacances ?) Un bruit de percussions monotone, étouffé, martelait le plancher. *« Alors ?* dit Jean, *tu veux quoi ? » « Eh bien*, dit Christian, *son éditeur, Raven and Raven, m'a fait parvenir un texte de lui, un truc court paru en juillet dernier dans le New Yorker. Attends un peu, je te reprends, ne quitte pas. »* (Il faudrait qu'on déménage, pensait Jean, je ne vois pas d'autre solution.) Christian était revenu. *« C'était Judith*, dit-il, *extrêmement bronzée, mais ce n'est pas ça qui la rajeunit. Il faudrait que tu le traduises très vite pour qu'on puisse le passer à un hebdo dès le début de septembre. » « Et chose*, dit Jean, *Marti, il ne peut pas le faire ? » « Il n'a pas le téléphone »*, dit Christian. *« Encore une fois, merci d'avoir pensé à moi »*, dit Jean. Mais Christian ne répondit pas. *« Ecoute, ça me fait plaisir de te donner ta revanche*, Saut final *était pour toi, c'est un fait. De te donner l'occasion de mettre une nouvelle fois ton nom à côté de celui de Greene. » « En dessous*, dit Jean, *en dessous. Et il te le faut pour quand ? » « Disons le 27*, dit Christian dont la voix s'était éloignée puis revint. *Ça te va ? »* (Jean, qui avait remis son espadrille, dut de nouveau la retirer, la pression était intolérable. Presque au bord des larmes, il regarda l'ongle à moitié arraché qui pendait.) *« D'accord »*, dit-il. (Comment ça se fait que ça ne saigne pas ?) *« Ça ne te prendra pas longtemps*, disait Christian, *autant que je puisse en juger, ça n'a pas l'air de présenter de difficultés considérables. »* (De quoi je me mêle ? pensa Jean.) *« I hate sea-foot. » « Quoi ? »* dit Jean. *« C'est le titre. Passe demain, je te le donnerai, et on déjeunera. » « Non*, dit Jean, *merci, j'aime autant pas. »*







NICOLAS VIAL

DE retour dans la cuisine, il s'assit précautionneusement sur un tabouret et regarda le mur d'en face. Dans la lumière rasante, toutes sortes de traces apparaissaient, des rayures, des graffitis, des calculs au crayon, un dessin de Jérôme. (Il aurait fallu couper l'ongle, pensa-t-il, dommage que Martine ne soit pas là.) Quelque chose brillait dans l'emplacement du frigidaire, là où la saleté accumulée était la plus épaisse. Il se leva, c'était une montre d'enfant, celle que son grand-père avait offerte à Jérôme pour ses dix ans. Il devait bien y avoir sept ou huit ans qu'elle était là. Il la prit, la secoua, gratta les souillures incrustées dans le remontoir, le bracelet, la remonta, et quand il la porta contre son oreille il sentit qu'elle battait. Un élan lui vint, pour le jeune garçon qui la portait et qui avait disparu. Disparu ? Ils avaient les mêmes yeux, pensa Jean, c'était comme si le jeune garçon d'autrefois le regardait maintenant par les fenêtres d'une maison étrangère.

Quand Martine appela vers 5 heures, Jean ne lui parla pas de Benjamin Greene, il dit seulement qu'il avait retrouvé la montre de Jérôme (*« Au fait, il a téléphoné ce matin »*, dit Martine) et qu'il s'était arraché l'ongle du gros orteil. *« C'est papa qui va être content*, dit-elle, *enfin non, je veux dire, pour la montre ! Et ça te fait mal ? » « Pas trop »*, dit Jean. *« Tu sais que tu as oublié ta petite machine ? » « Ah merde !* dit Jean, *merde de merde.* (Il pensait : tant pis, j'ai la petite Hermès.) *« Tu as quelque chose à taper ? »* dit Martine. *« Oh juste un petit truc que Christian m'a demandé. » « Celui-là »*, dit-elle seulement. Puis : *« Et tu manges convenablement ? » « Rassure-toi »*, dit Jean. *« Quoi, par exemple ? » « Des fruits de mer. » « Qu'est-ce que tu racontes ! »* Il ne répondit rien : *« Et les parents, ça va ? » « Ça va*, dit Martine joyeusement, *je me chamaille avec mon père. »*

Le bureau de Christian était vide, Jean frappa une deuxième fois et entra. Puis Christian arriva, l'air tendu *« Encore Judith*, dit-il. *Cette femme est un fléau. »* Il avait le teint jaune, presque cireux. Ça doit être la lumière, pensa Jean. Il n'y a même pas de fenêtre. Tout en lui parlant, il regardait derrière Christian la rangée de livres de Benjamin Greene (A peine quinze centimètres, pensa-t-il. Quand il les republiera (pas Christian ; son fils) est-ce qu'on gardera mes traductions ?) *« Ça n'était pas mal du tout, il y avait de bonnes choses, mais, que voulez-vous, ça a vieilli. »* Christian soulevait de grosses enveloppes. *« Ah ! le voilà. »* Il feuilletait. *« Environ deux mille cinq cents mots »*, dit-il. *« Tu ne peux pas parler français ? »* dit Jean. *« Non, je cite la lettre de Raven »* dit Christian. *« Comment va Martine ? » « Bien »*, dit Jean. *« Et le fils ? » « Bien »*, dit Jean.

Dans la rue, il ralentit à cause de son pied et il ouvrit l'enveloppe. Une photocopie infecte, pensa-t-il, toutes les marges sont bouffées. *« I hate sea-food »*, c'était aussi les premiers mots du texte. Qu'est-ce qu'il fout alors aux Seychelles ? Est-ce que je vais aux Seychelles, moi ? Evidemment, il a les moyens, lui, l'homme aux chaussettes de soie. Des chaussettes de soie ! (Dans mes espadrilles, sur mon pansement, c'est ça qui serait chic). Des vacances sportives, au bout du monde, la pêche au barracuda, non je confonds, le bateau.

Une vieille photo lui revint en mémoire : Benjamin Greene tournant le dos à la mer cobalt, ses fortes épaules couvertes d'un duvet déjà grisonnant : *« Quand rentrez-vous aux Etats-Unis Mister Greene ? — Le plus tôt possible. En réalité, je hais la mer, les vacances, je ne suis bien que dans mon petit bureau, etc. »* Mon petit bureau ! Une grande pièce carrée, tout en vitres, dans le Vermont, les arbres flamboyants dans l'automne. *« Et les écureuils viennent jusque sur ma fenêtre »* (citation, je ne sais plus où). Le conducteur de l'autobus regardait Jean d'un drôle d'air. Qu'est-ce que j'ai ? pensait-il. Il avait la bouche ouverte, les yeux pleins d'eau. Il est peut-être enrhumé, pensa Jean, mais quelle tête d'abruti.

SON pied avait suffisamment enflé pour qu'il ne soit pas question aujourd'hui de se remettre à la peinture. Jean s'assit à son petit bureau, sortit les feuillets, lut : *« I hate sea-food. »* Pas tant que moi, pensa-t-il. C'était quoi, ce texte ? Un fond de tiroir ? un début d'autobiographie ? quelques pages de journal ? un texte de complaisance écrit en vacances ? *(« Le téléphone, Mister Greene ! » « Qu'est-ce ? — Je ne sais pas, un type du* New Yorker. *»* Greene revenait à table. *« C'était qui ? » « Un type du* New Yorker *qui voulait quelque chose de moi. » « Et tu sais ce que tu va lui donner ? » « Pas la moindre idée. » « Finis au moins tes coquillages » « Non, finalement, je crois que je ne les aime pas. Tiens, c'est une idée ; je vais leur écrire quelque chose là-dessus. » « Mais tu les aimes ! » « Pas tant que ça, je t'assure. »)*

Jean ouvrit son stylo, commença : *« Je hais les fruits de mer »*, puis il barra, écrivit : *« Je déteste les fruits de mer »*, puis il barra de nouveau : *« Je n'aime pas les fruits de mer. »* A ce rythme, pensa-t-il, je ne suis pas au bout. Une fois, il y a bien longtemps, Jérôme était tout petit, ils étaient allés en vacances à Bréhat. A chaque repas, c'était la même chose : *« Pas le petit trabe !*, hurlait Jérôme, *pas le petit trabe. » « Mais il est mort, mon chéri*, disait Martine, *et dis un « crabe » pas un « trabe »*. (Mais Jérôme ne voulait rien entendre, et Jean finissait par sortir avec lui.) Moi non plus, pense-t-il, je n'aime pas les crabes, ni les tourteaux avec cette espèce de cervelle grise qui leur sort de... du... Il reprit son stylo avec un sentiment de sympathie et de connivence envers Benjamin Greene.

Mais quand il eut fini un peu de rancœur lui était venue, avec la fatigue. Il y avait là une façon de s'exhiber, de parler de soi qui le choquait. A quel moment, pensa-t-il, acquiert-on le droit de parler de soi sans risquer d'agacer les autres ? Quand on a du génie ? Il haussa les épaules. En même temps, il devait se l'avouer, il était plein de joie, plein d'admiration. Sa mauvaise humeur s'envolait, il essaya sans succès de la rattraper. Quelle force, quelle rapidité, tout de même, pensa-t-il. La maison de bardeaux, la mort de la petite sœur, l'allusion à Kafka, le père qui toute sa vie repasse des pantalons dans une arrière-boutique de Brooklyn (Brooklyn ! pas le Bronx, qu'est-ce qu'il raconte, l'autre !) Et lui le petit commis de magasin, devenu haut fonctionnaire international qui lâche tout vers quarante ans pour écrire. Tout cela, en dix pages, et le dégoût des crustacés, reste du vieil interdit religieux. (Je hais, pensa Jean, je hais les fruits de mer, et il barra le reste de la ligne.) La scène se passait à Long-Island, dans un restaurant assez luxueux. Cette façon de dire en deux mots, la nostalgie, la mère dans sa petite cuisine, et la lumière qui descend sur le visage de la femme aimée.

Son pied ne le faisait plus souffrir. Qu'est-ce que je suis, à côté de lui, pensa Jean, avec mon nom en dessous du sien ? Je profite de lui, comme l'oiseau qui pique sa nourriture entre les dents du crocodile. Gracieux, pensa-t-il. Il resta un moment sans bouger, regardant la nuit venir. Mais après tout, lui aussi il a besoin de moi. C'est peut-être un géant, mais ici, c'est un géant aveugle. Comme Orion, et je le guide, juché sur son épaule. Cette image lui plut davantage. De qui était le tableau ? Il l'avait vu autrefois, au Metropolitan, justement, vers la fin de ses études. Et Greene, qu'est-ce qu'il faisait à cette époque ? Le magasin, encore ? probablement pas, c'était la légende, ça. Ils avaient le même âge, à quelques mois près. Cette idée l'assombrit. Bizarrement, de Greene et de lui, il avait l'impression que c'était lui qui vieillirait le plus vite.

Il sortit la petite Hermès de son étui et commença de taper rapidement. Demain, pensait-il, je me remets à la peinture.

[Danièle Sallenave enseigne la littérature comparée à l'université de Paris-X-Nanterre. Elle écrit des poèmes, des pièces de théâtre, des romans et fait des traductions. Elle a obtenu le prix Renaudot en 1980, avec *les Portes de Gubbio* (POL, Hachette). Son dernier roman, *Un Printemps froid* est paru en 1983 (POL).]

هكذا من الأصل

CENTENAIRE

« NOS MAITRES LES PLUS DURS SONT NOS PASSIONS »

Un entretien inédit avec François Mauriac

Dans les années 60, Komnen Becirovic a rencontré, pour l'hebdomadaire yougoslave Nin, la plupart des grands écrivains français, d'André Malraux à Michel Butor. Son entretien avec François Mauriac a été, dit-il, d'autant plus passionnant, qu'il était, à l'époque athée et « non indemne de marxisme ». *Nous publions des extraits de cette rencontre, inédits en français.*

« EN feuilletant vos livres, je me suis souvenu du mot de Dostoïevski : ***« Dieu m'a torturé toute ma vie. »*** ***Pourriez-vous dire la même chose ?***

– Je ne peux pas dire que Dieu m'ait torturé, disons qu'il m'a inquiété. Mais le secours et l'aide que j'ai reçus de lui, de ma foi en Dieu, dépassent de beaucoup les tourments que j'ai pu avoir de ce côté-là, et surtout dans la vieillesse, bien entendu. Il est certain que la foi peut être extrêmement secourable dans ce que Michelet appelait un grand supplice et qui est la vieillesse. Parce que tout nous quitte quand nous sommes vieux, mais nous nous apercevons alors que les autres se dressaient entre Dieu et nous. Maintenant qu'il n'y a plus personne, eh bien ! tout à coup, on se trouve en présence de Dieu.

– Dostoïevski disait encore, en réponse à ceux qui l'accusaient d'aveuglement : ***« Les imbéciles, ils ne savent pas que mon hosanna est passé par le purgatoire du doute. »*** **Vous, avez-vous jamais douté ?**

– Bien entendu. Vous savez, une des prières que je fais le plus souvent, c'est celle de ce pauvre homme de l'Evangile : *« Je crois, Seigneur, mais viens au secours de mon incrédulité. »* La foi n'est absolument pas l'évidence, la certitude, la foi est une vertu. C'est-à-dire qu'elle exige de l'effort, et même un effort de volonté. La foi se conquiert et doit être défendue tous les jours. Bien entendu, j'ai douté. Si je ne doutais pas, je serais le plus misérable des hommes. Ou bien j'aurais été un saint.

» Nous sommes des êtres partagés. Nous sommes dans la nuit, avec des éclairs qui nous traversent, mais c'est dans la nuit que nous espérons, et que nous attendons, et que nous prions, et que nous appelons, et que nous avons souvent le sentiment d'une réponse, Dieu merci ! mais enfin ce n'est pas une certitude.

– Dans vos ***Nouveaux Mémoires intérieurs*** **(1), vous avez écrit ceci :** ***« Quelle terreur ! Il n'y a rien s'il n'y a Dieu... Perdre la foi, ce serait perdre le monde. »*** **Cela me paraît comme un cri d'angoisse, et je songe à Pascal et à son effroi devant** ***« le silence éternel des espaces infinis »***. **Mais je vous avoue que cela me paraît un peu injuste à l'égard du monde, à l'égard de ce qui existe, et je ne peux pas m'empêcher de vous poser la question : le monde est-il si peu comparé à une foi qui, après tout, n'est qu'une création de l'esprit humain, le monde avec sa lumière qui nous abreuve, ses forêts...**

– Même avec la foi, je suis frappé moins par la beauté du monde et de la Création que par sa férocité. Tout chrétien que je suis, je lutte contre ce mystère incompréhensible de ce que j'appellerais – il n'y a pas de mot français pour exprimer la chose – entre-dévorement. L'entre-dévorement, c'est pour moi le grand scandale. Je trouve la Création cruelle et féroce. Quand j'étais enfant, je donnais des sauterelles aux mantes religieuses. Et ce n'est qu'un tout petit chaînon dans la chaîne infinie des destructions et de l'entre-dévorement. J'ai toujours été terriblement frappé par cela.

» Vous savez, je suis au fond un vieil enfant romantique et tout de même la beauté de la nature m'a peut-être moins frappé que sa terrible indifférence. *La Maison du berger*, de Vigny, de même que la *Tristesse d'Olympio*, de Hugo, m'ont beaucoup marqué dès mon adolescence. Les sentiments romantiques, dont tous nos contemporains, dont les garçons d'aujourd'hui sont si loin, nous, nous en étions imprégnés.

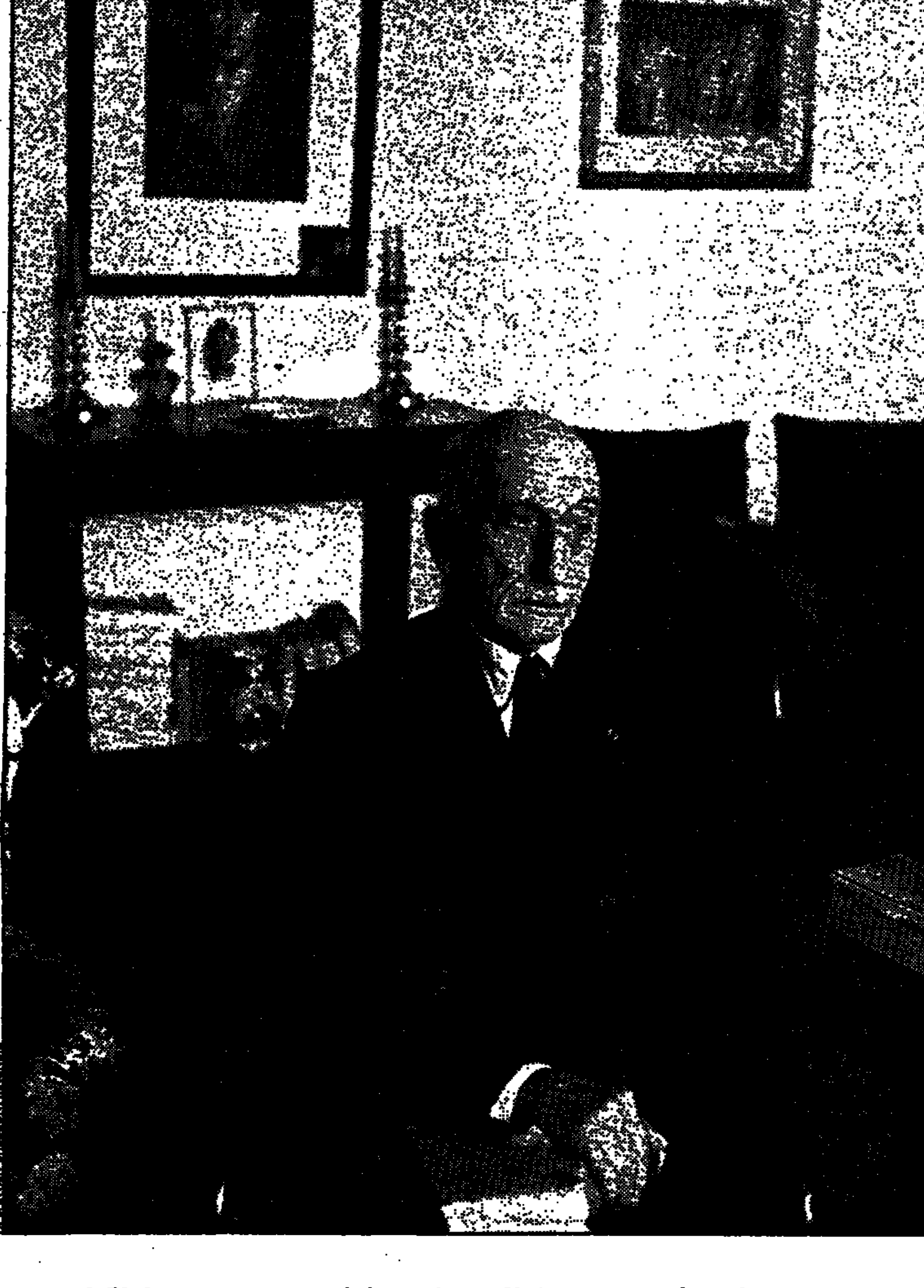
– Ce qui m'étonne chez les catholiques, c'est qu'ils trouvent que leur foi est la seule vraie foi. Est-il possible que toutes ces âmes qui ne sont pas, ou n'ont pas été chrétiennes, soient vouées à la damnation ? N'y a-t-il pas là quelque chose de monstrueux, quelle que soit la religion ?

– Oui, mais le catholique qui croit ça est un imbécile ou un ignorant, parce que dans la véritable foi on ne condamne jamais. Moi, personnellement, je préfère un juif qui a la foi, qui pratique sa religion et qui aime Dieu, à un catholique qui n'a pas l'amour de Dieu.

» Cela dit, je suis né dans la vieille Eglise; je suis catholique parce que j'y suis né, naturellement. Mais, quoique j'y sois né, comme dit Pascal, je persiste avec tout ce qu'on peut dire contre. C'est l'Eglise mère, et c'est elle qui a tout gardé. Je compare le catholicisme à ces nids d'oiseaux qui sont faits avec de la paille, avec de la fiente, avec des débris, mais qui conservent la vie. Les deux paroles qui sont celles du Christ : *« Tes péchés te sont remis »*, et : *« Ceci est mon corps livré pour vous »*, ont été gardées totalement et entièrement dans le catholicisme; alors que je compare le protestantisme à une très belle amphore, mais poreuse, qui laisse fuir l'eau.

– Parlant en général, ne vous semble-t-il pas que toute religion est une entrave à la liberté humaine, que cette terreur dans laquelle vit l'individu, dans l'attente d'un châtiment ou d'une grâce, est une sorte d'esclavage ? N'y a-t-il pas là quelque chose d'humiliant pour l'esprit humain que de vivre constamment à genoux avec un sentiment de culpabilité permanent ?

– Je vous répondrai que je ne vis pas perpétuellement agenouillé, que je ne m'agenouille que quand je le veux et ensuite que mon attente est une espérance et pas du tout une terreur. Je ne dis pas qu'il n'y a pas là un élément de crainte, mais l'espérance domine et, de plus, c'est dans la mesure où j'étais un chrétien fidèle que j'étais libéré ; et c'est dans la mesure, très grande, où j'étais un chrétien infidèle que j'étais ligoté. Je veux dire que nos véritables maîtres, les plus durs, ce sont nos passions, et dans ma vie, je le dis très sincèrement, le Christ a été un principe de libération et pas du tout un asservissement. Alors, il y a évidemment les obligations extérieures de l'Eglise, mais tout cela est très superficiel, il ne faut pas y attacher trop d'importance, ce n'est pas ça qui compte.


H. CARTIER-BRESSON/MAGNUM

– Que dites-vous des penseurs comme Lucrèce, Montaigne ou Valéry qui, d'ailleurs a été votre grand ami ?

– Pour Montaigne, vous savez, il faudrait en parler avec des nuances, et même pour Valéry qui était très inquiet, plus qu'on ne croit. Sa haine de Pascal était en réalité très significative. Je constate qu'il y a les chrétiens et qu'il y a les autres. Pourquoi les uns sont-ils choisis et pas les autres ? Pourquoi les uns répondent-ils oui et les autres non ? Mais ça, c'est la merveille de la liberté et de la disponibilité humaines. Car, en réalité, Dieu, il faut le vouloir, il faut le choisir. C'est évidemment le choix, ce n'est pas un pari au sens pascalien. Moi qui aime tant Pascal, je n'aime pas tellement le pari. C'est un acte de foi dans l'amour. Plus toute cette création que je vous décrivais tout à l'heure me paraît atroce, plus je me tourne du côté de cette chance donnée par le Christ d'être aimé à travers tout. Et alors là, il y a une lumière extraordinaire. Le christianisme est une expression vécue. Ça ne se prouve pas, ça s'éprouve.

– Que pensez-vous de la philosophie de Teilhard de Chardin ?

– Je vous dirai tout de suite qu'elle ne correspond pas du tout à mon idée, qu'elle ne répond pas aux questions que je me pose, qu'elle ne me satisfait absolument pas, mais j'avoue que c'est la philosophie, que c'est la théologie qui correspond exactement aux exigences de l'époque actuelle. Alors j'ai le très grand respect et la plus grande admiration pour Teilhard de Chardin, mais je le laisse aux autres.

– Parmi les grands écrivains, il y en a deux que vous aimez souvent citer : Pascal et Racine. S'agit-il d'une affinité particulière ?

– Je crois que Pascal a eu beaucoup d'influence sur moi dès le collège. Il s'est trouvé par hasard que j'ai eu un camarade très intelligent, très génial, comme on l'est quelquefois à seize ans, et qui était passionné par ces problèmes. Il s'appelait André Lacaze, il était très moderniste et lisait la philosophie de Blondel. Comme c'était une heure de débâcle du christianisme, au début du siècle, nous avons senti le besoin de nous raccrocher. Je me rappelle que nous faisions des listes de catholiques intelligents. C'est pour cela que Claudel a été pour nous si important à ce moment-là. Et alors c'est certainement à partir de là que je me suis raccroché à Pascal qui, malgré tout, répond à beaucoup de questions sur le plan humain. Et puis il m'a pris.

» Quant à Racine, il a été le premier. J'ai aimé Racine au collège. Ça a été la première vraie rencontre avec tout, avec l'amour, avec la poésie. J'ai été très sensible à la poésie racinienne, mon goût s'est formé là à jamais. Et puis j'y ai rencontré une certaine poésie de passions. Le romancier est évidemment né là, et bien sûr que la tragédie classique m'a donné un cadre aussi.

– Parmi les écrivains, vos contemporains, quel est celui que vous admirez le plus ?

– C'est Proust, c'est celui que j'admire beaucoup. Je trouve que c'est lui le plus original, le plus complet. Proust est aussi important pour moi que Balzac ou Tolstoï, je le trouve aussi grand. Naturellement, j'admire beaucoup Valéry, j'admire beaucoup Claudel pour une autre raison. Mais s'il fallait dire quel est le plus grand, moi, je dirais Proust.

– L'avez-vous bien connu ?

– Je l'ai connu, mais tout à fait vers la fin de sa vie. Il m'avait même invité à dîner. Oh ! s'il avait vécu, nous aurions été certainement liés. j'ai des lettres de lui très affectueuses. Il m'a invité à dîner un soir et j'ai passé presque toute une nuit avec lui. Il vous invitait à dix heures du soir pour le dîner. (...)

– Avait-il lu quelque chose de vous ?

– Il y avait très peu à ce moment, mais il m'avait beaucoup parlé de *Préséances*.

– Vous étiez aussi très lié avec Gide.

– L'homme me passionnait beaucoup. Tant que l'homme avait vécu, j'étais sous le charme de Gide. Mais Gide disparu, ce qui reste ne me paraît pas très important.

– On sait que c'est vous qui avez découvert André Malraux. Voudriez-vous nous rappeler comment cela s'est passé ?

– Je ne peux pas dire que j'ai découvert André Malraux. Il est venu me voir quand il avait dix-huit ans. Il n'était pas très différent de ce qu'il est maintenant, d'ailleurs. Il m'avait montré le manuscrit de sa *Tentation de l'Occident* et j'avais tout de suite écrit à Grasset, en lui disant que j'avais vu un garçon qui était un génie. Grasset l'a publié aussitôt. Il m'avait ébloui et je n'avais rien compris à ce qu'il m'avait dit.

– Malraux aussi semble appartenir à ceux qui répondent non à la grande question.

– Peut-être allez-vous me trouver d'un christianisme étroit, mais je pense qu'il manque une dimension à Malraux. Je trouve que la foi donne tout de même une avance en profondeur, je ne trouve pas que ça nuit mais tout le contraire, et même un écrivain comme Malraux, par le seul fait que ce domaine n'existe pas pour lui, ça me paraît court. Chez Proust il y avait tout de même une ouverture. (...)

– Peut-on dire que la foi et la poésie sont deux éléments essentiels sur lesquels repose votre œuvre ?

– A condition de ne pas les séparer, parce que ma poésie est tout de même pénétrée de ce que je crois et que le sens de ma poésie est dans ma foi, naturellement. Est-ce que ma foi est poétique, je ne le dirais point parce qu'elle serait raisonnable.

– Sur quoi aimeriez-vous attirer surtout l'attention de vos contemporains ? Quel serait votre message pour eux ?

– Forcément sur les valeurs religieuses. Je pense qu'il a été très grave pour l'Allemagne et pour tous les pays de l'Est dont le vôtre, naturellement, qu'il y ait eu un jour un Allemand pour dire « Dieu est mort ! » Si vous voulez, la défaite de Dostoïevski, que vous citez souvent, me paraît un grand malheur, et mon vœu, mon appel, serait de dire aux hommes, et particulièrement aux hommes de votre côté : c'est très grave de jeter par-dessus bord ce que vous avez jeté par-dessus bord. Mon vœu serait que le sel ne s'affadisse pas. Si le sel s'affadit, qui lui rendra sa vertu, comme dit le Christ ? Qu'il reste encore un peu de sel. ■

(Paris, le 6 mai 1966.)

Propos recueillis par
KOMNEN BECIROVIC.

(1) Flammarion, 1965.



RENCONTRE

UN LITHOGRAPHE JETTE L'ENCRE

entretien avec Charles Sorlier

Le fils du « bistrot » est devenu lithographe. Dans l'atelier Mourlot où il travaillait, les plus grands peintres — les « géants » — sont passés. Il les voit, les observe, les conseille. Aujourd'hui, il raconte.

Une chemise rouge, la fumée des cigarettes brunes, la gouaille d'un village aujourd'hui disparu, Belleville, la soixantaine un peu ronde des amateurs de bonne chère : Charles Sorlier, un sacré personnage et la mémoire vivante d'un siècle d'histoire de la peinture. Il fut le graveur et le lithographe de la plupart des grands peintres du vingtième siècle : Matisse, Dufy, Léger, Miro, Picasso, Chagall et bien d'autres.

Pour lui, ce parcours, de Belleville aux ateliers de peintre, n'a rien d'étonnant : *« Je suis né dans le ruisseau et je n'avais aucun goût pour ça. Il fallait donc bien que je m'en sorte. »* Quand ils ont quitté Belleville, ses parents ont pris, non loin de la place des Ternes, à Paris, un café possédant le fameux Ratodrome *(voir encadré)*. Dans l'entre-deux-guerres, les snobs venaient s'y encanailler, *« s'enthousiasmant aux côtés des ouvriers, en regardant des rats se faire massacrer par des chiens »*, dit Sorlier. Lui, le « p'tit gars du Ratodrome », qui travaillait bien à l'école, faisait tranquillement ses devoirs dans ce vacarme. Il apprenait à lire les livres comme plus tard il apprendrait à lire les toiles.

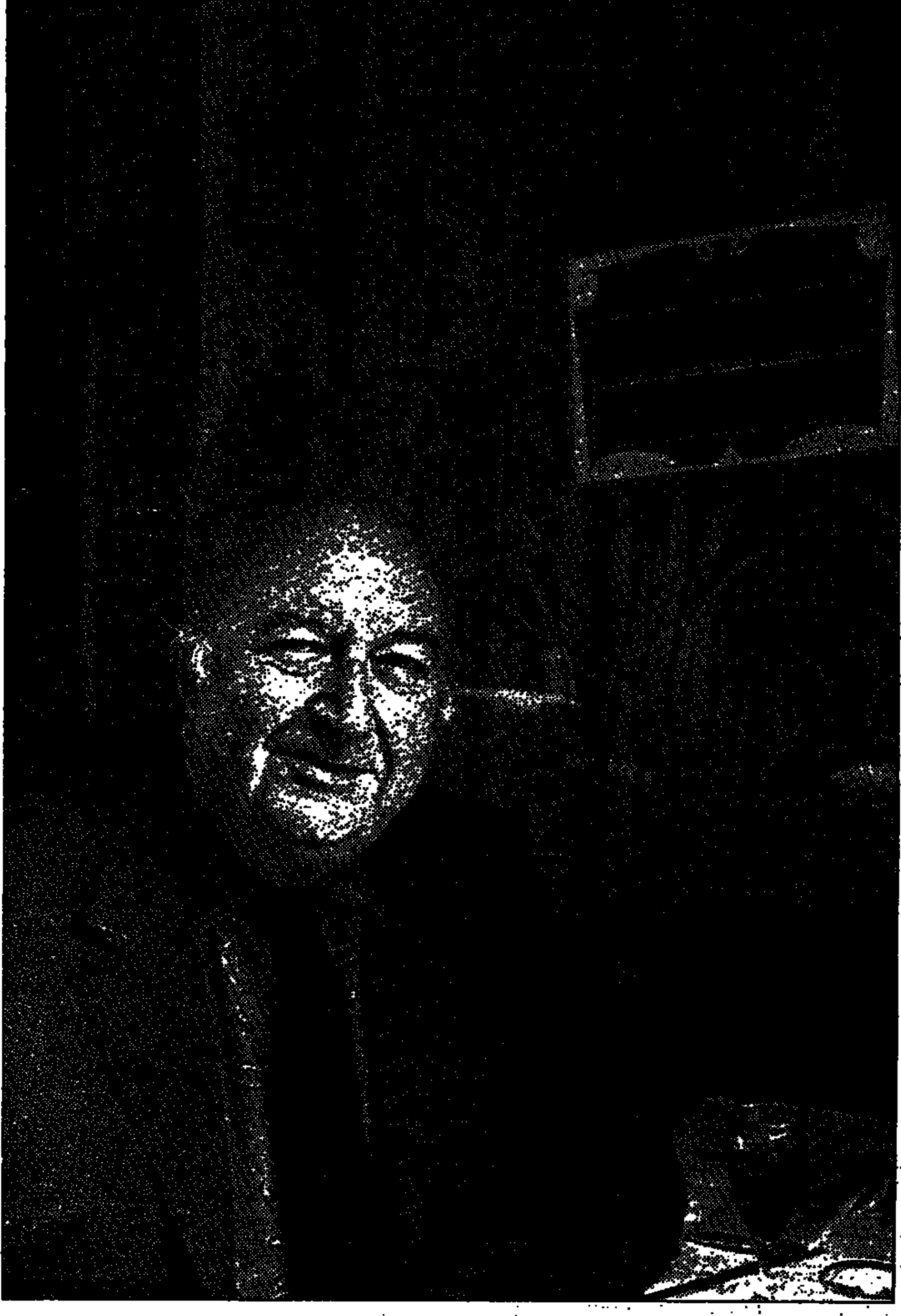
Car rien ne l'agace *« comme ceux qui pensent qu'il suffit de voir un tableau pour comprendre ou pour savoir que ça n'a pas d'intérêt ». « A ceux que j'entends dire devant un Picasso* « mon fils en ferait autant », *« j'ai envie de conseiller de bien prendre soin de l'enfant, ça leur fera une vieillesse dorée ! Les livres, en principe, tout le monde apprend à les lire. Mais il y a des gens qui s'arrêtent aux romans roses et d'autres qui vont jusqu'à Montaigne ou Proust. Alors ? Je me demande bien pourquoi on ne veut pas admettre que c'est la même chose avec la peinture ! »*

C'est sans doute pour dire quelques-unes de *ses* vérités que Charles Sorlier s'est décidé à écrire *Mémoires d'un homme de couleurs* (1). C'est aussi parce qu'il a un peu plus de temps. Depuis que ses amis peintres sont morts, *« les uns après les autres, jusqu'à Chagall »*, qui lui était le plus proche et qu'il appelait *« Patron »*, Sorlier, peu à peu, prend sa retraite. Il n'a pas trouvé chez les créateurs plus jeunes la « relève » qu'il espérait, et, constate-t-il en riant, selon sa bonne habitude, mais triste tout de même : *« Quand on a chanté à la Scala, on ne finit pas au Petit Casino. »*

Il est vrai qu'il a « tenu à la main » des plus grands, depuis la fin des années 40 et son entrée dans le célèbre atelier Mourlot. Il a su comprendre leurs élans, leur génie de peintre, au point de pouvoir le reproduire. Il savait accompagner leur travail et s'adapter à ce qui allait avec, leurs folies ou leurs caprices.

« Picasso, c'est Victor Hugo »

Son livre est le récit truculent de cette longue balade avec eux ; une galerie, non de portraits en pied, académiques, mais de croquis vifs, sans complaisance. Sorlier revendique l'injustice de la subjectivité, il ne cache ni ses affections ni ses antipathies, mais, de tous ces peintres, il reconnaît le travail. *« Tous les artistes géniaux que j'ai connus travaillaient quatorze heures par jour. Je ne crois pas aux dilettantes, ni à ceux qui font tout à la fois, en amateurs... Ouais, tous ces types géniaux, ils bossaient. Moi, j'ai toujours pensé que j'étais l'ombre de ces gens-là. Dans la vie, il faut connaître ses limites et les accepter. C'est une bonne recette pour éviter d'être trop malheureux. »*



JOHN SCHULTS

Une ombre... Ce n'est pas exactement le rôle que l'on imagine pour Sorlier, qu'on pourrait écouter pendant des heures et qui fait revivre l'atelier Mourlot comme si l'on y était, dans son livre comme dans la conversation, avec les coups de cœur, les coups de gueule, les coups de chien et ce défilé inimaginable de « géants ».

Miro était amical et distrait. *« Miro était en train de faire une lithographie sur pierre à l'atelier,* raconte Sorlier. *Il sort. Un de mes assistants ajoute une pipe à l'un de ses personnages. Je m'affole. Quand Miro revient, il hésite et finalement rajoute de la fumée à la pipe. Picasso, lui, faisait un jour un portrait de Françoise Gilot sur lequel il fit tomber, de son pinceau, une goutte. Une grosse goutte. Pensant que c'était une tache, le tireur a poncé :* « Quel est l'imbécile qui a retiré mon grain de beauté ? » *hurla Picasso en voyant l'épreuve de la litho. Il fallut remettre la tache. Et Picasso a conclu :* « Ne négligeons pas les accidents. »

« Picasso, c'est Victor Hugo », continue Sorlier qu'on ne peut plus arrêter dès qu'il commence à retrouver, par le récit, tous « ses » peintres. *« Picasso, il fallait l'admirer. Chagall, il fallait l'aimer. Chagall, peut-être, a moins inventé, moins cherché, mais pourquoi comparer ! Je le dis dans mon livre, c'est comme aux Jeux olympiques, on ne va pas comparer le perchiste et le coureur de 100 mètres, c'est ridicule. »*

Chagall voulait être aimé et Sorlier l'a aimé, cela ne fait aucun doute à la lecture de son livre, malgré sa pudeur. La mort de Chagall a rejeté, un peu plus encore, son métier de lithographe dans le passé. Son voyage dans toutes les couleurs et les formes de ce siècle, puisqu'il est aujourd'hui presque terminé, Charles Sorlier prend plaisir à le raconter. Il ne se prend pas pour autant pour un écrivain, *« juste pour un conteur »* qui doit *« faire attention »* quand il prend la plume.

« On a tendance à se laisser emporter. A un moment, on ne contrôle plus très bien. On en fait trop. Il faut couper. Quand on veut écrire « il pleut », il faut écrire « il pleut », pas aller chercher midi à 14 heures. Et surtout, il faut faire passer l'humour. En relisant les passages sur mon enfance, je me disais : Hé ! doucement, t'es pas en train de refaire les Deux Orphelines. »

Propos recueillis par
JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) *Mémoires d'un homme de couleurs*, de Charles Sorlier. Ed. Le Pré-aux-Clercs, 287 pages, 89 F.

AVENUE DES LARMES DE VERDUN

Avec les ouvriers, les pégriots, les forains, les clochards, les gens du monde, les snobs... le Ratodrome était un parfait microcosme de la société et un inépuisable livre d'images pour un enfant éveillé qui devait faire par lui-même les choix de son éducation.

Jacques Prévert, avec qui je devais devenir très ami, s'étonna un jour d'apprendre que j'étais « le fils du Ratodrome ». Etant natif de Neuilly-sur-Seine, il venait voir les courses de rats en voisin et m'avait entrevu lorsque j'étais tout môme. La vie m'aura réservé de curieuses surprises. Raymond Queneau y vint aussi et en parle dans *Pierrot mon ami,* situant dans ce roman le Ratodrome avenue des Larmes, métaphore pour avenue de Verdun.

Pierre Souvestre et Marcel Allain, dans un épisode de *Fantomas*, « Le bouquet tragique », décrivent ainsi le troquet de mes parents :

« Il y avait là, piètrement abritées par quelques arbres étiques, des banquettes et des tables sur lesquelles étaient disposés des bouteilles et des verres ; là buvaient des hommes aux allures de souteneurs, des filles aux têtes de pierreuses.

» C'était une sorte de cabaret champêtre avec « jardins et bosquets », et jeux de toutes sortes.

» Toutefois, sur la gauche, se trouvait un terre-plein surélevé, entouré de grillage aux mailles très serrées.

» Une foule nombreuse et tapageuse entourait cet enclos, à la forme circulaire, et sur cette espèce de tréteau, dans l'intérieur de la cage qui le recouvrait, on voyait par moments des chiens qui, tout en aboyant furieusement, bondissaient dans tous les sens.

» Parfois c'étaient des applaudissements qui éclataient alentour, d'autres fois des rires, souvent des huées, des coups de sifflet.

» C'était là le Ratodrome...

» Le spectacle annoncé allait commencer, et l'orateur, qui, véritablement, avait une digne allure d'apache, brandissait au bout de son bras une grosse boule de chair aux poils gris qui s'agitait furieusement.

» Le rat d'égout jeté dans la cage, la bête affolée tournait en rond, grimpant au grillage, cherchant une issue pour s'enfuir.

» D'un geste brusque, le présentateur ouvrait une petite porte découpée dans la grille de la cage, et le chien excité à l'idée du prochain combat bondissait à l'intérieur de l'arène qui lui était réservée. Du premier coup, il sautait sur le rat.

» Mais le chien poussait un jappement de douleur ; son adversaire venait de le mordre aux babines. Machinalement, le chien se frottait la gueule avec la patte, passait sur la plaie sanguinolente sa langue toute rose, puis une fureur subite brillait dans ses yeux, ses crocs se découvraient, il bondissait à nouveau et hardiment s'agrippait, la mâchoire serrée, sur la nuque grasse du rat.

» En vain, dès lors, l'animal presque vaincu se tordait-il en proie à des souffrances inouïes, en vain ses griffes pénétraient-elles dans le poitrail du chien, celui-ci ne bronchait pas, se contentant de secouer rageusement la tête.

» A un moment donné, le rat poussa un cri perçant, puis il retomba flasque, immobile, perdant son sang par le museau et les narines. Des applaudissements éclatèrent... »

(Mémoires d'un homme de couleurs, p. 42-44.)

L'ACCENT ESPINGOUIN

Physiquement, Picasso serait passé inaperçu si l'on n'avait pas su que c'était lui. Il était de petite taille, râblé comme un taurillon, ayant conservé beaucoup moins de cresson sur le caillou que d'accent espingouin dans la voix. J'ai souvent entendu parler de ses yeux... Ce regard qui..., que..., quoi... ah ! ce regard... J'ai pu constater qu'effectivement il avait deux mirettes, ce qui ne constitue pas en soi un fait exceptionnel, et je suis certain que s'il avait été OS chez Citroën, personne ne l'aurait pris pour la déesse aux yeux pers. C'était un homme simple et sympathique qui n'hésitait pas à se mêler aux ouvriers de chez Mourlot comme s'il était un des leurs. Nous n'avons jamais eu le sentiment qu'il pouvait se prendre pour un monument historique ambulant. J'ai toujours pensé qu'au fond c'était un timide et un angoissé. S'il se conduisit le plus souvent dans les rapports humains comme un être sans cœur, ce n'était peut-être que pour préserver sa propre vulnérabilité à n'importe quel prix, à condition que ce prix soit payé par les autres. Son destin aura été de vivre exclusivement pour son art, et la seule personne qu'il aima passionnément se nommait Pablo Picasso. C'est un parfait exemple de narcissisme, avec la grande différence que Narcisse finit par se noyer alors que Picasso nagea toujours admirablement à son profit.

Si je considère Picasso comme un artiste très important du XX[e] siècle, il n'en demeure pas moins vrai qu'il n'est pas le seul.

Quelle est cette bêtise qui veut classer les peintres comme on le faisait avec les mômes à l'école communale ? Aux Jeux olympiques quel est l'athlète numéro un ? Celui qui est champion de course à pied, le sauteur à la perche, ou le lanceur de poids ? Personne n'oserait poser une question aussi idiote. On ne peut comparer que ce qui est comparable et constater que nous sommes en présence de performances qui sont toutes exceptionnelles. (...)

Françoise Gilot, qui fut la compagne du peintre de 1946 à 1952, nous rapporte dans son ouvrage *Vivre avec Picasso* : « Picasso a souvent répété : « Quand j'étais enfant, ma mère me disait : *« Si tu deviens soldat, tu seras général. Si tu deviens moine, tu finiras pape. »* — Je suis devenu peintre et je suis Picasso. »

(Mémoires d'un homme de couleurs, p. 158-159).